This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/

Google

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

PROPERTY OF
University of Michigan Libraries
1817
ARTES SCIENTIA VERITAS

HISTOIRE

DE LA

GUERRE DE LA VENDÉE.

A VERSAILLES, IMPRIMERIE DE J.-P. JALABERT.

Guerre de la Vendée. *Frontispice.* *Tom. 3.*



ARTUS DE BONCHAMPS.

HIST[illegible]R[illegible]

[illegible]

[illegible]EPRE DE [illegible]A V[illegible]

[illegible]

HISTOIRE

DE LA

GUERRE DE LA VENDÉE,

OU TABLEAU

DES GUERRES CIVILES DE L'OUEST,

DEPUIS 1792 JUSQU'EN 1815,

Comprenant l'Histoire secrète du parti royaliste jusqu'au rétablissement des Bourbons.

QUATRIÈME ÉDITION,

REVUE, CORRIGÉE ET AUGMENTÉE, AVEC CARTES ET PORTRAITS;

PAR M. ALPH. DE BEAUCHAMP,

CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE LA LÉGION D'HONNEUR.

TOME DEUXIÈME.

PARIS,

CHEZ L.-G. MICHAUD, LIBRAIRE-EDITEUR, RUE DE CLÉRY, N° 13.

1820.

DC
218.2
.B37
1820
v. 2

704639-129

HISTOIRE

DE LA

GUERRE DE LA VENDÉE.

LIVRE VIII.

Défaite de l'armée de Luçon par les royalistes. — Levée en masse des républicains. — Rassemblement général dans la Vendée. — Défaites de Santerre à Coron, de Duhoux à Saint-Lambert, des Mayençais à Torfou, de Beysser à Montaigu, et de Mieskousky à Saint-Fulgent.

Le plan de campagne adopté dans le conseil de guerre tenu à Saumur n'était que le complément du code d'extermination voté par la convention nationale, contre la Vendée. Alors commença une lutte si terrible, que tous les combats antérieurs semblèrent n'en avoir été que le prélude. S'il survint des incidens, ce fut moins pour suspendre tant de calamités, que pour démontrer aux hommes que certaines chances échappent à leurs calculs, et paraissent ne dépendre que du

hasard. Tandis que les républicains préparaient une attaque générale, les Vendéens, moins occupés de leurs travaux agricoles, se livraient à des expéditions partielles : toutes ne furent pas sans succès.

Mécontent de la grande armée depuis l'échec de Luçon, Charette s'était retiré d'abord à Chantonay; mais les républicains y étant revenus en forces, il s'était replié sur Legé, quartier-général, qu'il préférait à tout autre par sa position avantageuse. La troupe de Charette était assez bien organisée; lui-même affectait une sorte de tenue militaire. Il avait alors pour décoration un panache blanc et une écharpe de même couleur, fleurdelisée en or, et que madame de La Rochefoucault avait brodée de ses mains. La première opération de Charette fut de se concerter avec Savin, dans l'espoir de s'emparer de Laroche-sur-Yon par surprise. Il se mit en marche, et divisa sa troupe en trois colonnes, qui, le 26 août, donnèrent en même temps : Joly par Lamotte-Achard, Charette par le Poiré, Savin par les Essarts. Mais la division républicaine des Sables-d'Olonne, commandée par le général Mieskousky, était déjà sous les armes : elle repoussa les royalistes, et ne fit point de quartier. Après d'inutiles efforts, les trois chefs se re-

plièrent dans le Bocage. Madame de Beauglie, femme d'un officier du régiment de Wals, jeune et belle, se fit remarquer dans la division de Joly. Elle marchait à la tête d'une compagnie de chasseurs à sa solde. On la vit protéger la retraite et combattre en véritable amazone. La réputation de bravoure et de galanterie qu'avait méritée Charette, la décida à le suivre, et le quartier-général de Legé redevint le séjour des plaisirs. Là cette nouvelle héroïne, réunie à la sœur de Charette, put être mise en parallèle avec madame de La Rochefoucault, moins guerrière, mais qui l'emportait par ses charmes. La tranquillité régnait dans tout le territoire soumis à Charette. Rentrés chez eux, les paysans de la Basse-Vendée faisaient paisiblement leurs moissons; ils semblaient jouir sans trouble du fruit de leurs travaux, quand des ennemis redoutables vinrent rallumer les feux de la guerre.

Déjà les troupes de la garnison de Mayence s'approchaient de Nantes. La nouvelle de leur marche rassurait les républicains et inquiétait les royalistes du Bas-Poitou. Ceux-ci firent un appel aux braves, dont les nouveaux rassemblemens se formèrent à Torfou et à Villeneuve. Leur camp, qui était commandé par MM. de Goulène, La Sècherie et Massip, s'étendait jus-

qu'aux Sorinières : c'était un détachement de l'armée de Charette. Ce chef s'y rendit en personne avec quelques renforts, pour arrêter les incursions et les dévastations de Beysser, qui avait pris positions dans les landes de Ragon, afin de couvrir Nantes. Le 31 août, les royalistes s'y présentent à portée du canon. Le général Emmanuel Grouchy les repousse d'abord, les poursuit et leur enlève ensuite, à la tête d'un corps de grenadiers, leurs retranchemens ainsi que les villages voisins qu'ils avaient crénelés. Revenus en forces, le 5 septembre, les Vendéens tournèrent le camp républicain vers le centre et vers la gauche, et l'attaquèrent sur deux points à la fois. Ils furent mis en fuite de nouveau par quatre mille hommes. Le même jour, la tête de la colonne de Mayence parut aux portes de Nantes, où le corps de bataille ne tarda pas à faire son entrée, après s'être formé sur deux lignes dans la prairie de Mauves. La précision de ses manœuvres et sa discipline étonnèrent les Nantais, qui accoururent en foule, et passèrent dans les rangs de ces braves, aux cris répétés de *vive la république!* L'administration départementale présenta une couronne murale aux généraux et à chaque drapeau de la division. Le général, Aubert-Dubayet, prononça, à cette occasion, un discours martial et patrio-

tique. A l'instant même, les Vendéens, revenus à la vue du camp, passent dans quelques îles que forme la Loire, et saluent les républicains par une fusillade. Les balles sifflent autour des généraux et des commissaires conventionnels. Merlin de Thionville, emporté par la fougue de son caractère, s'avance vers les royalistes, leur parle d'une voix ferme et tellement assurée, qu'elle s'élève au-dessus du bruit des armes. Le silence succède à la curiosité, et bientôt les Vendéens se disent les uns aux autres que *l'armée de Mayence est arrivée*. Etonnés, interdits, leurs chefs ordonnèrent la retraite.

Cependant vers le Haut-Poitou, d'Elbée, Lescure et La Rochejaquelein se concertent avec les chefs du centre, pour réparer l'échec de Luçon; ils jugent qu'il n'y a pas un moment à perdre pour dégager le midi de la Vendée, avant de laisser commencer l'attaque générale qui se prépare vers la Loire. En conséquence, ils rassemblent aux Herbiers toutes leurs divisions pour attaquer Chantonay, où s'était imprudemment avancée l'armée de Tuncq, général devenu redoutable aux royalistes, et pourtant disgracié par la convention. Aussi reçut-il le tribut le plus honorable qu'un guerrier puisse tenir de l'ennemi. Ce ne fut qu'après son départ de Chantonay que

les Vendéens se hasardèrent d'attaquer son camp; sorte d'hommage qu'ils n'avaient jamais rendu à aucun autre général de la république. Lecomte, chef du bataillon le Vengeur, fait récemment général de brigade, venait de remplacer Tuncq dans le commandement. Les forces qu'il avait sous ses ordres s'élevaient à huit mille hommes environ; elles étaient postées en avant de Chantonay. Le 4 septembre, les généraux Vendéens, réunis aux Herbiers, tinrent conseil. Un officier du Haut-Anjou, M. de Rostaing, proposa à d'Elbée de tourner l'ennemi et de le mettre entre deux feux. D'Elbée objecte que ce plan laisserait les royalistes sans retraite. M. de Rostaing insiste et proteste que les Vendéens, sont décidés à se battre à outrance : son avis est adopté. En conséquence Royrand est chargé de la fausse attaque de front, tandis que Lescure, La Rochejaquelein et d'Autichamp, suivis de 20 pièces de canon, tourneront le camp pour l'investir. Royrand se met le premier en marche. Le même jour, d'Elbée ordonne au gros de l'armée, qui s'élevait à près de quinze mille hommes, de se porter en avant, au soleil couché, et sans bruit, donnant la conduite de l'arrière-garde à M. de Rostaing. On marcha toute la nuit, et au point du jour la tête de la colonne fit halte, pour donner le temps

à toute l'armée de se réunir très-serrée. On continua ainsi la marche, jusqu'à trois heures après midi. Arrivé par un détour à une lieue du pont Charon, dans un endroit très-fourré, on s'arrêta de nouveau. De là tout fut conduit avec une précision telle que les royalistes, se trouvant maîtres de la route de Luçon, il ne resta plus aux républicains de retraite assurée. On s'empara d'abord de tous les bagages avant qu'ils soupçonnassent l'arrivée des Vendéens. A quatre heures du soir les chasseurs de Bonchamps, encouragés par d'Autichamps et La Rochejaquelein commencèrent le feu. Les républicains ripostèrent, mais leur cavalerie refusa de donner. Une vive fusillade succédant aux coups de canon, se prolongea fort avant dans la nuit. Le général Lecomte résistait avec courage; mais une blessure mortelle l'ayant mis hors de combat, le désordre se mit dans son camp et l'effroi s'empara des républicains. Persuadés, par la manière dont les royalistes étaient arrivés sur eux, qu'ils étaient maîtres de Luçon, ils prirent la fuite au hasard. Tous les corps se débandèrent, à l'exception de deux bataillons qui tinrent ferme. Mais accablés par le nombre, ils furent également contraints de se disperser et de fuir, à la faveur des ténèbres, du côté de Mareuil. De cette brave armée de Luçon il resta

tout au plus quinze cents combattans. Vivres, munitions, artillerie, chariots, chevaux, effets de campement, six millions en assignats, tout tomba au pouvoir des royalistes. Ce succès, il est vrai, leur coûta près de deux mille hommes, qui, voulant forcer les retranchemens, périrent presque tous par l'arme blanche. Un seul officier resta parmi les morts : c'était un jeune gentilhomme d'Oneille en Piémont, transfuge de la légion germanique, nommé Augustin Le May, que sa figure intéressante et sa bravoure faisaient remarquer. La déroute des républicains fut telle, que pendant plusieurs jours on trouva partout dans les champs des prisonniers cachés, qui venaient eux-mêmes, pressés par la faim, se livrer aux paysans.

Parmi les prisonniers on reconnut plusieurs soldats du bataillon dit *le Vengeur*, auquel on reprochait des incendies et des massacres : on les fusilla, ainsi que leur nouveau colonel, qui offrit en vain quatre cent mille francs pour sa rançon. Le camp des républicains, composé de baraques, fut livré aux flammes.

Couvert de blessures, le brave et malheureux Lecomte, échappé miraculeusement des mains de l'ennemi, éleva de son lit de mort des plainte douloureuses contre son prédécesseur. « Le gé-

» néral Tuncq, dit-il, a quitté son poste l'avant-
» veille de la bataille, sans avoir fait aucune
» disposition pour assurer les derrières de l'ar-
» mée, poussée à huit lieues de Luçon, sans
» postes intermédiaires. Il est parti sans laisser
» aucun renseignement, et emportant avec lui
» les cartes, le livre d'ordre, les notes secrètes,
» toutes les pièces enfin, ce qui me met hors
» d'état de préciser nos pertes ». Tuncq fut ar-
rêté par ordre des commissaires de la convention;
mais il allégua qu'étant destitué, il avait dû quit-
ter l'armée, où il ne pouvait plus exercer aucun
commandement.

Le général Chalbos, dans l'appréhension que
les Vendéens profitassent de cette victoire pour
marcher sur Fontenay qu'on ne pouvait défendre,
fit sa retraite sur Niort; mais rassuré par leur
inaction, et bientôt même par leur retraite vers
le centre de la Vendée, il reprit sa première
position.

La plupart des généraux royalistes se trou-
vant réunis aux Herbiers, agitèrent d'établir
un nouvel ordre dans l'armée, afin de pouvoir
déployer tous leurs moyens de défense. On
voyait le danger s'accroître, les armées répu-
blicaines devenir plus nombreuses, et se dis-
cipliner avec de meilleurs généraux. On savait

que les garnisons de Mayence, de Condé et de Valenciennes, étant restées libres de servir dans l'intérieur de la France, en vertu de leur capitulation, venaient d'être transportées en poste, soit à Angers, soit à Nantes, pour combattre les Vendéens. Les circonstances étaient critiques et pressantes. On tint conseil. Le droit d'y entrer, qu'on avait restreint vers le temps de la bataille de Luçon, s'étendit de nouveau à tous ceux qui en avaient joui précédemment. D'Elbée resta généralissime; mais on divisa la Vendée entière en quatre commandemens principaux. Celui de Charette devait comprendre, vers la mer, tout le Bas-Poitou jusqu'à Nantes, quoiqu'une telle extension de pouvoir ne fût pas reconnue par tous les chefs de la Basse-Vendée. Le commandement de Bonchamps embrassa tout le pays de Mauges, le long de la rive gauche de la Loire, du côté d'Angers. La Rochejaquelein eut le reste de l'Anjou méridional, et Lescure le Haut-Poitou, depuis Châtillon et Bressuire jusque sous les murs d'Airvaulx et de Thouars. Ce dernier commandement, qui était le plus considérable, pouvait donner jusqu'à vingt mille combattans. On voulut y réunir encore la division de Royrand, dite du centre, dont le quartier-général était le plus souvent aux Herbiers; mais Lescure

s'y opposa avec ce noble désintéressement qui le distinguait, et Royrand eut, par le fait, un cinquième commandement, composé des paysans du Camp de l'Oie, dont la réputation de bravoure n'était pas comparable à celle des autres Vendéens.

A cette même réunion, le marquis de Donnissan fut reconnu en qualité de gouverneur général de la Vendée pour Louis XVII. Son autorité devait s'étendre sur le conseil supérieur et sur les généraux. On nomma Royrand gouverneur en second. Le prince de Talmont resta général de la cavalerie; Bernard de Marigny et le chevalier de Perault conservèrent l'entière direction de l'artillerie vendéenne, et Stofflet continua ses fonctions de major-général. On décida aussi aux Herbiers que chaque général aurait un signe qui distinguerait son grade, et qu'il organiserait dans son commandement un corps de douze cents hommes d'élite soldés, disciplinés et permanens, à l'instar des troupes de ligne. Mais toutes ces dispositions ne pouvaient recevoir leur entier effet qu'à la faveur d'un intervalle de repos; au contraire, on se prépara à des combats plus fréquens, plus meurtriers que tous ceux que les deux partis s'étaient livrés jusqu'alors.

Les commissaires de la convention, voulant faire

précéder l'attaque générale par ce qu'on appelait une grande mesure, et opposer à la masse des insurgés une plus forte masse, arrêtèrent qu'un tocsin général sonnerait le 12 septembre dans tous les districts environnant la Vendée; et que tous les habitans, depuis dix-huit ans jusqu'à cinquante, prendraient les armes, et se rendraient, chacun avec des vivres pour quatre jours, auprès des divisions qui leur seraient assignées, sous peine d'être emprisonnés comme suspects. On eut ainsi beaucoup de paysans et peu de soldats. Jamais, depuis les croisades, on n'avait vu se réunir autant d'hommes; près de trois cent mille, en état de porter les armes, formèrent cet énorme contingent. L'expérience ne tarda pas à prouver le danger de ces masses irrégulières, qui jetaient partout la confusion et le désordre. Elles formèrent d'abord un cordon autour du pays insurgé; l'inaction et le mouvement leur furent également funestes.

L'armée de Mayence, réunie à celle des côtes de Brest, pénétra dans la Basse-Vendée en deux grandes divisions, et l'armée des côtes de la Rochelle se dirigea vers les points du Bocage assignés respectivement aux six divisions qui la composaient. Ainsi, huit corps d'armée, distribués sur autant de rayons du cercle, allaient, en se rap-

prochant des points centraux, se lier et se soutenir pour envelopper et détruire la Vendée. Soixante-dix mille hommes de troupes régulières formaient l'élite de ces forces, et précédaient la levée en masse. Dès le 9 septembre, l'armée des côtes de Brest commença ses attaques, sa droite commandée par Beysser, et son corps de bataille, formé de la division de Mayence, sous les ordres d'Aubert-Dubayet.

Les chefs du pays de Retz auraient cru indigne de leur courage de se replier sans disputer le terrein. Malgré les dispositions défensives de La Cathelinière et de Pajot, Beysser emporta successivement le port Saint-Père, Pornic et Bourgneuf. Le port Saint-Père était la clef de tout le pays. Les républicains y lancèrent les premiers obus; ce qui jeta l'effroi parmi les paysans. On vit, à cette dernière attaque, le lieutenant-colonel Targe, de la légion des Francs, se précipiter à la nage dans la Loire, le sabre entre ses dents, gagner la rive opposée, suivi d'une poignée de braves, et s'emparer, sous le feu des Vendéens, de quelques bateaux gardés par leurs soldats. Ceux-ci ne comptaient déjà plus que sur l'énergie de Charette. Il s'était retiré au Pont-James, où, sa santé s'altérant tout-à-coup, on avait craint même pour ses jours. L'aumônier des royalistes

venait d'ordonner des prières publiques pour son prompt rétablissement, quand on sut qu'il était hors de danger. Déjà les courriers se succédaient pour lui annoncer les progrès des républicains. La Cathelinière, après sa déroute, s'était réfugié à Saint-Philibert, où commandait Couëtu. Ce dernier ne savait s'il devait attendre ou éviter l'ennemi; Charette parut, et détermina les deux divisions royalistes à se replier sur Legé.

Le rassemblement des Sorinières, opposé à la colonne de gauche, commandée par le général Grouchy, se replia également, non sans avoir tenté de défendre Vertou, qui fut pris et brûlé par les républicains, tandis que la garde nationale nantaise faisait une diversion sur Saint-Sébastien et Basse-Goulène.

Presqu'en même temps, Joly fut surpris dans son camp de la Chapelle-Palluau, par un détachement de l'armée des Sables-d'Olonne; il perdit son artillerie, et se replia en désordre sur la division de Savin. Ce dernier s'était jeté sur Legé, ce qui força Joly de regagner le Grand-Luc. Le poste de Legé ayant été renforcé par toutes ces divisions, leurs chefs réunis déférèrent provisoirement à Charette le commandement en chef. On sentait enfin que ce n'était pas éparpillés qu'on pouvait résister ou vaincre. L'armée républicaine,

divisée en deux colonnes, s'avançait par les routes des Sables et de Nantes, la torche et le glaive à la main. Si le décret d'extermination ne fut pas exécuté alors, c'est qu'il fallut employer à combattre une partie du temps destiné à détruire. Toute la population du Bas-Poitou reculait effrayée devant les Mayençais, qu'avait devancés leur réputation d'invincibles. L'incendie indiquait leur approche. Les Vendéens, livrés à l'incertitude et aux alarmes, sortent de Legé pour y rentrer encore. Couëtu, voulant reconnaître l'ennemi avec l'avant-garde, tombe dans une embuscade au bois du Coin; Charette le sauve et protège sa rentrée dans Legé. De tous les points de la Basse-Vendée, on venait y chercher un refuge. Les femmes traînaient sur des charettes leurs enfans, les malades, les vieillards, et tout ce qui pouvait être sauvé des mains d'une soldatesque furieuse et avide : on ne voyait partout que l'image de la désolation. Vingt-deux mille républicains s'avançaient sur Legé avec cette confiance qui est le présage de la victoire. Trop faible pour leur résister, Charette sollicite le secours de l'armée d'Anjou. D'abord on lui envoie de la poudre et des munitions, avec promesse d'un renfort. Mais il l'aurait fallu à l'instant même, tant les paysans de la Basse-Vendée étaient découragés et abattus.

Les avant-postes, les gardes avancées, rien ne tenait. Charette, hors d'état de se défendre, au milieu d'un peuple épouvanté, redoutant une défaite entière et personnelle, qui peut-être eût anéanti son parti, songeait à abandonner Legé sans honte. Il assemble les principaux Vendéens, et leur dit avec assurance qu'il a regardé jusqu'alors Legé comme leur boulevard, mais que, puisqu'on leur oppose les meilleures troupes de la république, d'ailleurs supérieures en nombre; que d'un autre côté rien n'annonce les renforts de l'Anjou, tout fait une loi de les aller chercher sur le territoire même de la grande armée; qu'en un mot il faut se réunir tous pour la défense commune. Après cette harangue, il fait filer l'artillerie et tous les objets de transport, sous l'escorte de mille hommes d'infanterie et de trente cavaliers, ne gardant avec lui que deux pièces de canon; puis donnant le signal de la retraite, il voit en un clin-d'œil toute la population se disperser sur la route de Montaigu.

Déjà la cavalerie des républicains était à la vue de Legé, et y poussait des reconnaissances. Charette, toujours calme au milieu de l'orage, faisait défiler ses troupes par sa droite, et pointer deux pièces de canon contre l'avant-garde ennemie. Bientôt toute l'armée parut, marchant

au pas de charge, dans l'espoir d'atteindre les Vendéens. Charette eut encore le temps de faire enterrer ses canons, et de sortir par la route de la Roche-Servière avant que les républicains eussent franchi ses premiers retranchemens. Tandis que Beysser entrait à Legé, croyant y trouver les royalistes, ceux-ci précipitaient leur marche vers Montaigu. Des chariots, des équipages, des fuyards, des femmes désolées, couvraient les routes. D'un autre côté, Joly et Savin, chassés d'Aizenay, se repliaient de même sur Montaigu, entraînés tous deux par Charette. Le découragement était extrême, et il ne restait plus d'autre espoir que dans l'armée d'Anjou. Charette expédia de nouveaux courriers à Bonchamps, pour hâter son arrivée : le rendez-vous était à Montaigu. Mais, dès le lendemain, il y fut attaqué. D'abord les républicains s'emparèrent des hauteurs qui dominent la ville. Quoique abandonné d'une partie des siens, et malgré des torrens de pluie, Charette marcha à leur rencontre jusqu'au bourg de Saint-George, où s'engagea une vive fusillade. Mais Beysser survint par la route de la Rochelle. A la vue de cette nouvelle colonne d'attaque, l'effroi s'empare des Vendéens, qui, tournant le dos à l'ennemi, rentrent en foule à Montaigu, dans le plus affreux désordre. Les uns, trop pressés dans des rues

étroites, tombent écrasés ou étouffés; d'autres se laissent égorger par les soldats qui les poursuivent au pas de charge, la baïonnette en avant. Mais le gros des royalistes se dégage et trouve enfin une issue. Arrivent sur eux, au galop, une vingtaine de hussards qui sabrent long-temps de droite et de gauche avant de trouver la mort. L'un d'eux, Louis-Guillaume, dit Téméraire, noir africain, renversé avec son cheval, saisit son pistolet pour se brûler la cervelle, ne voulant pas tomber vivant au pouvoir d'un groupe de Vendéens qui s'avancent pour le saisir : il ajuste le premier qui se présente, et le tue. L'explosion alors fait relever le cheval; Téméraire saute dessus, traverse le peloton de royalistes, qu'il écarte à coups de sabre, et regagne son corps sans aucune blessure. Beysser resta maître de Montaigu sans poursuivre les vaincus, dont un grand nombre venaient de perdre la vie dans la mêlée. Le reste était en fuite vers Clisson et Tiffauges, par des chemins que les pluies avaient défoncés.

En huit jours, l'armée du général Canclaux, réunie aux Mayençais, avait fait plus que toutes les armées de l'Ouest en six mois. Le port Saint-Père, Pornic, Bourgneuf, Machecoult, Aigrefeuille, Legé, Palluau, Montaigu et Clisson ve-

naient d'être enlevés successivement, et de vive force, à des corps royalistes de dix, quinze et vingt mille hommes. Le danger était tout aussi pressant du côté de l'Anjou et du Haut-Poitou, menacés par plusieurs divisions de l'armée des côtes de la Rochelle.

Déjà d'Elbée avait adressé la proclamation suivante à tous les habitans de la Vendée en état de porter les armes (*) : « Accourez, pieux Vendéens ! levez-vous courageux royalistes ! levez-vous pour défendre ce que vous avez de plus cher ! Votre Dieu, votre Roi vous appellent : venez couronner vos efforts. Les puissances généreuses qui combattent pour le rétablissement de l'ordre sont aux portes de Paris ; et sous peu de jours notre bon Roi remontera sur le trône. C'est en son nom que je promets aux braves défenseurs de l'autel et de la monarchie des secours, des récompenses et l'exemption du paiement des contributions. S'il était parmi vous des lâches qui se refusassent à marcher pour une cause aussi sainte, je déclare qu'ils seraient non-seulement assujettis à des taxes rigoureuses, mais qu'ils seraient aussi regardés

(*) Voyez, à la fin du volume, les *Pièces justificatives*, n.° Ier.

» comme complices de la convention nationale,
» et punis comme tels ».

Le tocsin sonna de nouveau dans toutes les paroisses. Cernée par plus de deux cent mille hommes, dont une partie était formée des levées en masse des provinces voisines, la Vendée était en péril. Ce fut la division de Bonchamps qui, vers les premiers jours de septembre, recommença d'agir contre une des principales colonnes de cette armée immense qui venait le fer et la flamme à la main. Les Angevins se portèrent sur les roches d'Erigné, où les républicains venaient d'établir un camp qui défendait les approches des Ponts-de-Cé. Une partie de l'armée vendéenne, commandée par La Rochejaquelein, avait renforcé la division de Bonchamps. Après un combat opiniâtre, la position fut emportée. La Rochejaquelein donnait ses ordres dans un chemin creux, lorsque des tirailleurs s'avançant sur lui, le frappèrent d'une balle qui lui cassa le pouce en trois endroits; il tenait un pistolet, et sans le quitter, il dit à ceux qui, le voyant couvert de sang, témoignaient de l'inquiétude : « Je n'ai » que le pouce cassé »! Toutefois il resta sur le champ de bataille; mais sa blessure le força de quitter l'armée le lendemain.

L'approche d'une autre colonne de républi-

cains avait appelé du côté de Saumur la division royaliste de l'Anjou, commandée par Villeneuve du Cazau et par Stofflet. Elle se dirigea sur Doué, avec une partie de la cavalerie conduite par le prince de Talmont. Le 14 septembre, elle attaqua la division de Santerre, contre l'avis de d'Elbée, qui, occupé à rassembler les Vendéens à Chollet, sentait l'inconvénient des opérations partielles. Posté à Doué, Santerre, averti de l'approche des royalistes, mit, au point du jour, sa troupe en bataille hors de la ville. Les Vendéens parurent sur une seule colonne, se déployant par la route d'Angers, sous le feu du canon. A l'incertitude de leurs mouvemens, les généraux de l'état-major républicain jugèrent que ni Bonchamps ni d'Elbée ne dirigeaient l'attaque. Cependant l'aile gauche plia d'abord sous le feu de la mousqueterie des Vendéens, mais ceux-ci, pris en flanc par la cavalerie, tandis que l'aile droite, commandée par le général Turreau, chargeait et rompait leur aile gauche, ils furent mis en déroute, et poussés, l'épée dans les reins, depuis Doué jusqu'à Concourson. Stofflet reçut un coup de feu à la cuisse en ralliant ses soldats. Ce fut sa seule blessure pendant tout le cours de la guerre, quoiqu'il ait pris part à plus de cent combats. Du reste, le succès de cette journée

ne fut point dû à Santerre, mais aux dispositions du général Dambarrère, de l'arme du génie, qui indiqua la position et forma la ligne.

Lescure éprouva aussi un échec à Thouars. S'étant cantonné à Bressuire et aux environs, après la bataille de Chantonay, il observait les mouvemens de l'ennemi, tant du côté de Parthenay que de celui de Thouars, quand il eut, avec le corps républicain qui se formait dans cette dernière ville, deux engagemens sans résultats décisifs. A peine est-il instruit qu'une levée en masse du district s'y rassemble, qu'il conçoit le projet de la dissiper. Les gardes nationales et les levées y étaient au nombre de plus de vingt mille hommes. Le 14 septembre, Lescure, à la tête de deux mille Vendéens d'élite, se dirige sur cette masse irrégulière qu'un coup de main pouvait disperser. Il marche d'abord sur Airvaulx, pour donner le change sur ses intentions; et revenant tout-à-coup sur Thouars, il y serait entré victorieux, si les Vendéens, moins attachés à leurs préjugés, eussent profité des ombres de la nuit. Mais Lescure ne put vaincre leur répugnance pour les combats nocturnes. Il ne s'avança qu'au point du jour sur le pont de Vrine, s'en empara, et pénétrant dans le faubourg, dissipa la levée en masse, qui couvrit la plaine de ses fuyards. Il allait se rendre

maître de la ville, quand le général Rey parut tout-à-coup avec sa division, formée de troupes régulières. A cet aspect inattendu, Lescure rallie ses soldats acharnés à la poursuite des vaincus, présente un front menaçant, et après avoir opéré, sous le feu des républicains étonnés, la première retraite que les Vendéens aient effectuée en bon ordre, il revint établir son quartier-général aux Aubiers. Ce fut à ce combat que périt, les armes à la main, une paysanne de Courlay, nommée Jeanne Robin. Depuis l'origine de la guerre, elle n'avait cessé de combattre avec le plus grand courage, donnant lieu, avant et après sa mort, à des bruits populaires. C'était, selon les républicains, Jeanne de Lescure; elle seule avait soulevé les districts de Thouars et de Châtillon. Selon les Vendéens, c'était une femme miraculeuse, la Jeanne-d'Arc de la Vendée.

Cependant Charette, accablé par les troupes sorties de Nantes, venait d'expédier un courrier au conseil supérieur, pour annoncer que le Bas-Poitou, envahi, était mis à feu et à sang, et que les paysans effrayés ne tenaient plus nulle part; il réclamait de prompts secours. Le courrier arriva de nuit à Châtillon. Le secrétaire-général (P. Jagault) se hâta de communiquer les dépêches à quelques membres du conseil et aux officiers

présens; l'alarme fut générale. On savait déjà que plusieurs divisions de troupes de ligne, suivies par des masses énormes, cernaient la Vendée, et qu'il n'existait plus aucun rassemblement capable d'arrêter les républicains. Repoussés à Doué, livrés au découragement, les paysans de l'Anjou et du Haut-Poitou venaient de rentrer dans leurs paroisses respectives. Quant aux chefs, ils étaient encore incertains s'il fallait attendre ou attaquer. Le secrétaire - général, qu'électrise le danger, rédige rapidement une proclamation aux Vendéens, où il fait sentir la nécessité de se réunir sans délai, et de chasser un ennemi qui s'avance pour tout détruire. Plein de résolution et de courage, il part lui-même pendant la nuit, se rend aux Aubiers où est le quartier-général de Lescure, relève les esprits abattus et inspire aux chefs une confiance nouvelle. Secondé par plusieurs officiers, il parcourt les paroisses poitevines, fait sonner le tocsin de toutes parts, et appelle les Vendéens au combat. Dès le lendemain, trente mille paysans se réunissent à Châtillon; l'espérance renaît dans tous les cœurs, et l'armée file sur Chollet.

D'Elbée y avait convoqué à la hâte un conseil de guerre, pour délibérer sur les moyens de résister à l'agression générale des républicains. Leurs

troupes nombreuses et aguerries, leurs marches combinées, les dévastations dont ils laissaient partout des traces, faisaient appréhender la ruine entière de la Vendée. Les esprits étaient dans la plus violente exaspération. Les généraux se montraient décidés à vaincre ou à périr. Bonchamps parut au conseil le bras en écharpe. La Rochejaquelein, retenu par sa blessure, était le seul chef de la grande armée qui n'y fût pas. D'abord on décide qu'on ne fera pas de prisonniers, les Mayençais devant être considérés comme violant une capitulation où la Vendée se trouvait implicitement comprise. On agite ensuite quel sera le plan général de défense ou d'attaque. Les généraux ne croyaient pas impossible de vaincre. Placés au centre du cercle, dans un terrein presque inaccessible, les Vendéens pouvaient rassembler soixante mille combattans pour se porter à propos sur les points menacés; au contraire, les républicains n'ayant que des divisions isolées, et pouvant à peine se porter mutuellement du secours, se trouvaient exposés par là au choc des masses royalistes.

Cet aperçu saisi par Bonchamps, servit de base au plan qu'il soumit au conseil. Il consistait à se placer au centre des mouvemens de l'ennemi, pour le laisser s'engager dans le Bocage, et à

prendre ensuite l'offensive contre chacune de ses divisions, avec des forces supérieures. On eût alors profité de sa défaite pour opérer une diversion en Bretagne, en effectuant le passage hardi de la Loire, avec un corps de dix à douze mille royalistes. « Si les républicains, ajoutait Bonchamps,
» forment des masses pour nous accabler, c'est
» qu'ils ont enfin trouvé le secret de nous vaincre.
» Hâtons-nous de repousser l'armée de Mayence,
» qu'on prétend si formidable; mais surtout son-
» geons à nous garantir de l'acharnement de nos
» ennemis, qui se recrutent sans cesse, malgré
» leurs défaites, tandis que chacune de nos vic-
» toires s'achète par la vie de plusieurs de nos
» braves que nous ne pouvons remplacer! Divisons
» les forces qu'on nous oppose; portons la guerre
» au-delà même de la Loire, et par une diversion
» habile, déconcertons les projets des républi-
» cains. La Bretagne nous appelle; les Anglais
» nous offrent des secours, marchons; agrandis-
» sons nos destinées! c'est trop long-temps nous
» bercer du rétablissement de la monarchie par
» les puissances étrangères : à nous seuls doit
» en appartenir la gloire. La position des coalisés
» ne nous est pas plus connue que celle de notre
» ennemi commun. Atteindrons-nous jamais le
» but de nos généreux efforts sans sortir de ces

» forêts, de ces ravins impénétrables qui nous
» séparent du reste des hommes? Franchissons le
» fleuve, et que la France étonnée nous voie
» parcourir la Bretagne en vainqueurs. Une armée
» vendéenne s'y grossira de tout ce qui aime en-
» core son Dieu et son Roi. Maîtres d'un port
» sur l'Océan, nous donnerons la main à nos
» alliés et à nos princes; nous acquerrons enfin
» cette consistance politique sans laquelle nous
» n'atteindrons jamais le but de nos efforts. Sur-
» tout craignons d'attendre, pour passer la Loire,
» que la fortune vienne à changer; alors il ne
» serait plus temps ».

D'Elbée opposa aux vues de Bonchamps des considérations puisées dans la nature de cette guerre et dans les habitudes des Vendéens. « Ja-
» mais ils ne renonceront, dit-il, au sol qui les
» a vus naître, et il serait imprudent de les en-
» traîner dans une expédition lointaine sur des
» promesses vagues. La Loire doit rester une
» barrière pour garantir les frontières du nord
» de la Vendée. Pour vaincre, il suffira de diriger,
» avec habileté et promptitude, les rassemble-
» mens vendéens sur un terrein favorable, et
» de les réunir ou de les diviser à propos. Gar-
» dons-nous, par des vues trop ambitieuses, de
» dépasser le but au-delà duquel serait notre

» ruine. La raison nous défend d'envahir; son-
» geons moins à dompter la république qu'à
» nous affermir par des victoires. Redoublons
» d'efforts, et bientôt, grâce à la Providence,
» nous saurons marquer le poste où tout bon
» Français doit se rendre. Formons d'abord au-
» tour de nos champs et de nos familles, une
» enceinte impénétrable, où nos femmes, nos
» enfans, nos vieillards puissent trouver encore
» la sécurité et jouir des charmes du repos ».

On résolut de marcher sans délai vers le Bas-Poitou, pour repousser l'armée de Mayence, contre laquelle Charette ne pouvait résister seul. Du succès de cette lutte allait dépendre le sort de la Vendée entière. Le curé de Saint-Laud bénit l'étendard royal qu'avait fait broder madame de Lescure, et anima les soldats par un discours pathétique. Forte de vingt mille hommes, l'armée catholique et royale, conduite par d'Elbée, Bonchamps et Lescure, se dirigea vers Tiffauges au secours de Charette.

Tandis que ces trois chefs, animés par leur résolution généreuse, s'avançaient vers le Bas-Poitou, l'armée de Saumur, qui venait de repousser Stofflet et Talmont à Doué, recevait l'ordre de marcher en avant sur Chollet, ordre émané du général Rossignol, ou plutôt de l'état-

major de Saumur. Là on s'imaginait que les royalistes ne s'étaient jetés sur Doué que par suite des progrès de l'armée sortie de Nantes, qui les chassait devant elle. Le général Rossignol, stimulé autant par les conseils des généraux et des commissaires qui l'entouraient, que par le succès inattendu que son armée venait d'obtenir, pressa les généraux Santerre et Duhoux d'accélérer leur marche; en même temps il expédia aux colonnes de Luçon et de Fontenay l'ordre inconcevable de reprendre leur première position. Le général Chalbos obéit, et rétrograda. L'alarme et la consternation se répandirent dans son corps d'armée; on y cria à la trahison, et la levée en masse déserta. Il est vrai que Rossignol révoqua aussitôt cet ordre, qualifié par lui de malentendu. Mais le parti de Nantes crut apercevoir dans l'état-major de Saumur l'intention de transgresser le plan de campagne, au risque de tomber dans le faux et malheureux système des attaques séparées.

Le corps d'armée de Santerre parut sur deux colonnes, l'une à Vihiers, l'autre à Gomord; chacune vit les Vendéens se replier précipitamment sans prendre aucune position. Les républicains bivouaquèrent, dans la nuit, en avant de Vihiers, près du château de Coudray-Montbault, ayant leurs avant-postes à une demi-lieue de Coron.

C'est là que, le 18 septembre, s'établit leur avant-garde pour attaquer le village le lendemain.

Il ne restait plus à Chollet qu'une réserve de six mille Vendéens, et presque aucun officier, Stofflet et La Rochejaquelein étant retenus par des blessures récentes. Le péril paraissait imminent vers Coron, comme vers Tiffauges. Le conseil supérieur ordonne aussitôt à Piron de se mettre à la tête de la réserve, et d'aller repousser l'armée de Santerre. Piron, surnommé le héros de Vihiers, depuis sa brillante victoire de juillet précédent, marcha avec confiance vers le théâtre de sa gloire, secondé par Villeneuve du Cazau et par d'autres officiers pleins d'ardeur. Il n'avait pu réunir en tout que dix mille hommes et trois pièces de canon, s'inquiétant peu s'il aurait à combattre une armée supérieure. Son avant-garde occupa Coron, avec ordre de se replier à la vue des républicains, pour les attirer et leur faire abandonner les hauteurs. Santerre donne dans le piége. Il prescrit au général Turreau d'entrer dans Coron. Son corps d'armée se met aussitôt en bataille sur la hauteur de la grille, à une demi-lieue du village, tandis que les Vendéens se déploient à l'opposite, sur les hauteurs du Bois-de-la-Roche, ayant Coron et la route de Vezin en face. Les tirailleurs ré-

publicains s'éparpillent et fouillent le village. Piron forme aussitôt le croissant, et balance, avec trois pièces de huit placées au centre, l'effet de l'artillerie des républicains, mise en batterie sur la grande route. Alors Santerre fait avancer de nouvelles troupes et quelques pièces d'artillerie légère pour soutenir ses tirailleurs; mais cet ordre est exécuté avec tant de trouble, qu'on traîne tout le parc d'artillerie. Le village, encaissé entre deux hauteurs, en est engorgé, et le mouvement des troupes ralenti. Quand on voulut dégager le terrein et retirer les canons, les volontaires, aux prises avec les royalistes, ne se voyant pas soutenus, fléchirent. Ce mouvement acheva de rompre leur ligne. Le désordre se manifestant de tous côtés, devint le signal d'une déroute générale; chacun alors chercha son salut dans la fuite, et les Vendéens fondirent sur les fuyards. La levée en masse, encore plus frappée de terreur, fut aussi la plus maltraitée. Tous ceux qui périrent ne tombèrent pas sous le fer des royalistes; un grand nombre succomba de frayeur et de fatigue. L'épouvante fut telle parmi les républicains, que plusieurs, dans la poursuite, se serrant de trop près, s'entre-tuèrent. Tout fuyait, lorsque sur les hauteurs de Concourson, en avant de Doué, deux bataillons tinrent ferme, et arrê-

tèrent les débris de l'armée. Les généraux vaincus prirent position à Doué. Leurs pertes étaient immenses. Piron s'était emparé de vingt-quatre pièces de canons tout neufs, de dix-neuf caissons attelés, de soixante barils de cartouches, de trois mille fusils et d'une prodigieuse quantité de piques, dont la levée en masse avait jalonné la route en fuyant. Telle fut la fameuse défaite de Coron, plus connue sous le nom de *déroute de Santerre*. Ce fut dans les bagages de ce général que les Vendéens trouvèrent le plan de campagne arrêté à Saumur, et qui fut envoyé aussitôt au conseil supérieur. On y remarquait cette phrase : que l'armée commandée par Santerre ne devait pas quitter Saumur, et qu'elle ferait toujours assez de bien si elle ne faisait point de mal. Cet homme, qui jamais ne put se signaler dans cette guerre, que par son incapacité et par sa présomption, ne fut pas même recherché pour avoir transgressé le plan de campagne, tant les révolutionnaires de Paris le protégeaient.

Sans perdre un moment, Piron, averti de la marche d'un autre corps d'armée qui pénétrait par les Ponts-de-Cé, détacha une partie de son infanterie et toute sa cavalerie au secours de la division royaliste réunie à Chemillé, sous le commandement du chevalier Duhoux. Elle était

serrée de près par ce même corps d'armée, sorti d'Angers sous les ordres d'un autre Duhoux, qui servait la république avec zèle. Ce général venait de passer le Layon sans obstacle, croyant avoir chassé les royalistes devant lui au pont Barré, parce qu'un de leurs détachemens avait simulé une retraite en désordre. Le chevalier Duhoux, à la tête de onze mille Vendéens, trouva les républicains dans la position de Beaulieu. La nouvelle de la défaite de Coron commençait à s'y répandre. L'autre Duhoux disposa ses troupes en tirailleurs sur trois colonnes; l'une sous Beaulieu, l'autre sous le pont Barré, la troisième dans un enfoncement coupé par des chemins vicinaux. D'abord les deux ailes des royalistes plièrent, soit que ce mouvement fût concerté, soit que le premier feu des républicains fît trop de ravage dans leurs rangs. Mais le centre, que dirigeait le chevalier Duhoux en personne, courut sur les bataillons républicains, qui, se voyant à demi-portée de l'ennemi, tournèrent le dos sans combattre. Deux autres bataillons, ceux de Jemmapes et d'Angers, tinrent et furent hachés. Les bagages, engagés dans des chemins affreux, tombèrent, avec l'artillerie, au pouvoir des royalistes, auxquels il ne fallut que deux jours pour gagner deux batailles. La levée

en masse abandonna ses armes. Cinq cents pères de famille, tant d'Angers que des environs, ayant été tournés au pont Barré, par une colonne vendéenne conduite par Cadi et la Sorinière, y furent presque tous égorgés. Dans son bulletin officiel, le conseil supérieur éleva la perte des républicains à quatre mille tués, blessés ou faits prisonniers. Le général Duhoux fut traduit au tribunal révolutionnaire. On l'accusa non-seulement de négligence et d'impéritie, mais d'intelligences criminelles avec le chevalier Duhoux, son neveu, qui venait de le battre. On prétendait que ce lieutenant de d'Elbée avait dit aux Vendéens à Chalonne : « Prenez » patience, mon oncle aura soin de ne pas nous » laisser manquer de munitions ». Mais c'était plutôt jactance qu'un signe de connivence perfide ; le chevalier Duhoux, brave et évaporé, eût dédaigné de tels moyens de vaincre.

On était tout aussi indigné contre Santerre, qui, après avoir rangé processionnellement son armée à Coron, avait placé dans un ravin son artillerie, avec laquelle les Vendéens le foudroyèrent après s'en être emparés : on lui reprocha aussi d'avoir négligé les hauteurs du bois de la Roche, malgré l'avis des guides. De si graves reproches n'ayant point eu de suites, Santerre parvint à se faire oublier. On a exagéré ses forces dans la journée de

Coron ; son armée ne s'élevait guère qu'à huit mille soldats de troupes régulières, auxquels s'étaient joints dix à douze mille hommes de la levée en masse. Le général Duhoux avait encore moins de troupes sous ses ordres, mais il est sûr que l'un et l'autre, au lieu de tenir contre les Vendéens, ne trouvèrent de sûreté que dans une fuite honteuse.

Tandis que les divisions républicaines et les levées en masse étaient repoussées et dispersées sur les routes de Saumur, d'Angers et de Thouars, la Basse-Vendée se trouvait toute envahie par les Mayençais, par le corps d'armée de Beysser, sortis de Nantes, et par la division des Sables-d'Olonne. Ces trois corps d'armée marchaient par des routes différentes. Maître de Montaigu et de Clisson, le général en chef Canclaux se dirigeait sur Mortagne.

Cependant Charette avait réuni toutes ses forces à Tiffauges. Le ciel s'éclaircit, on distribua des vivres en abondance, et l'armée du Bas-Poitou se trouva réparée. Charette la rangea en bataille, et chaque division défila en bon ordre. A la vue d'un si grand nombre de combattans, il sentit renaître l'espoir. « Camarades, dit-il à ses soldats, » c'est ici qu'il faut vaincre ou périr. Sauvez » votre pays d'une entière destruction ; si vous

» fuyez, tout est perdu, et vous ne me verrez plus » à votre tête ». Cette courte harangue releva le courage, et chacun se promit de faire son devoir. Des officiers de l'armée d'Anjou arrivèrent pour annoncer les renforts : tous les chefs tinrent conseil. On résolut d'attendre la principale colonne mayençaise, qui suivait la ligne de la Sèvre pour occuper Tiffauges et Mortagne. Le lendemain, l'incendie du bourg de Torfou annonça l'approche de l'ennemi.

C'était le 19 septembre, jour même où le chevalier Duhoux dispersait une division républicaine à Beaulieu. Toutes les forces de la Basse-Vendée réunies étaient en bataille sur le bord de la grande route de Tiffauges à Chollet, faisant face à Torfou. Charette détache d'abord la Roberie avec deux cents cavaliers et trois cents fantassins, pour reconnaître l'ennemi, qui, après avoir emporté le village de Boussey, d'où il avait chassé un poste assez faible de Vendéens, venait d'emporter aussi Torfou et de ranger deux bataillons en avant du village. Kléber, si célèbre depuis, était à la tête des six mille hommes formant l'avant-garde de cette armée d'invasion, avant-garde composée de ces mêmes Mayençais, soldats aguerris et intrépides. Ce ne fut pas sans peine qu'il réunit ses soldats, au moment où ils pillaient et brû-

laient Torfou. On commença à escarmoucher de part et d'autre; mais à la première charge, la cavalerie de Charette plia, ce qui jeta aussitôt le désordre dans les rangs vendéens: des lâches prirent la fuite. On se dispersait déjà de tous côtés, lorsque les femmes des environs de Tiffauges, voyant pour la première fois les flammes dévorer leurs habitations, s'arment de fourches, de bâtons, et se précipitent au-devant des fuyards, en s'écriant: « Lâches, qu'êtes-vous venus faire ici? » Retournez au combat, ou vous mourrez par » nos mains!.... » Mais l'alarme et le souvenir des premiers revers avait produit un commencement de déroute que rien ne semblait pouvoir arrêter. L'armée de Charette n'avait plus que le refuge incertain de Mortagne, quand parut la grande armée d'Anjou. La division de Bonchamps formait l'avant-garde: ce chef se faisait porter sur un brancard, voulant, dans cette occasion décisive, combattre en personne, malgré sa blessure. D'Autichamp était à ses côtés, animant les soldats, qui tombèrent sur les fuyards du Bas-Poitou, et les ramenèrent à la charge. Se voyant soutenus, ils reprirent leurs rangs et firent face à l'ennemi. Les Mayençais, à leur tour, s'étonnèrent de l'arrivée d'une nouvelle troupe et de son attitude imposante. Les soldats de l'Anjou

contrastaient, par leurs habits gris-bleus, avec ceux de Charette, couverts d'habits bruns. Pendant quelques minutes, les républicains et les royalistes s'observèrent, comme pour en venir à une bataille rangée. Kléber donna le signal de l'attaque, et les bataillons républicains s'avancèrent, ayant en tête une compagnie de sapeurs qui ouvrait un passage à travers champs; elle n'était déjà plus qu'à une portée de fusil de la grande route, lorsque d'Elbée, Bonchamps et Lescure ordonnèrent une charge générale de cavalerie. Charette franchit à cheval haies et fossés, donnant tête baissée dans le premier bataillon qu'il rencontre: sa troupe le suit, et se précipite avec tant de fureur et des cris si affreux, qu'en un instant ce bataillon est enfoncé. Kléber, qui reçut le choc à la tête de sa colonne, tomba percé de coups; ses grenadiers l'arrachèrent de la mêlée. Toutefois ne perdant pas de vue la bataille, il se fit porter dans les rangs, et resserra sa ligne en colonne, pour faire face de tous côtés. Déjà toute l'infanterie royaliste avait pris part au combat, devenu général. Vingt mille Vendéens s'efforçaient d'investir Torfou et de rompre les colonnes des républicains, qui de droite et de gauche faisaient un feu de file meurtrier et reprenaient l'offensive. Dans ce moment décisif, on vit Lescure mettre pied

à terre, saisir une carabine, et charger à la tête de dix-sept cents Vendéens de la paroisse poitevine des Echaubroignes : c'étaient les grenadiers du Poitou. Ils résistèrent à l'ennemi et se battirent en ligne. Bonchamps vint aussi prendre part au combat avec toute sa division ; alors commencèrent à se répandre en foule, sur la gauche des républicains, une nuée de tirailleurs royalistes, qui, protégés par les haies, par les accidens d'un terrein couvert et inégal, tournaient et enveloppaient les colonnes de l'ennemi : les Angevins achevèrent de porter le désordre dans ses rangs. Ses canons, d'ailleurs engagés dans des chemins étroits et raboteux, devenaient inutiles. Quand au bout de trois heures de combat, une vive fusillade se fut engagée tout-à-fait sur les derrières de l'artillerie, les républicains manœuvrèrent pour la défendre ; mais leurs colonnes, resserrées dans des chemins creux, n'en furent que plus exposées au feu des royalistes : le désordre fut alors à son comble. Un bataillon de la Nièvre, qui gardait les canons, plia sous le nombre; les canonniers furent tués sur leurs pièces et les canons enlevés. Bientôt le bruit de cet avantage retentit d'un bout à l'autre de l'armée royale, qui courut tout entière sur les républicains, sans avoir besoin d'être excitée par ses chefs. Mais les Mayençais

se faisaient hacher plutôt que de rendre les armes. Kléber et ses principaux officiers parvinrent, par leur sang-froid, à prévenir une déroute complète. La retraite se fit partout en bon ordre. Malgré le poids de leur butin, malgré les chemins difficiles et le nombre toujours croissant de leurs ennemis, les Mayençais ne reculaient qu'à petits pas, se remettaient en ligne au moindre espace qui leur permettait de s'étendre, et faisaient des feux de file semblables au roulement des tambours. Si les Vendéens déconcertaient leurs manœuvres en se glissant, de droite et de gauche, le long des haies et des fossés; si, tirant sans relâche, à vingt pas de leurs rangs, ils les entamaient sur quelques points et les attaquaient de tous côtés, alors ils pressaient un peu plus leur marche, mais toujours avec ordre, et par intervalle présentaient un front menaçant. Trois fois la cavalerie vendéenne revenant à la charge, s'élança sur leurs bataillons, et trois fois un feu meurtrier et les baïonnettes croisées l'en écartèrent. Mais à la vue de l'artillerie conquise, d'une partie du butin abandonné, à l'aspect de tant d'ennemis morts et couvrant la terre, le délire s'empara des Vendéens, et tous voulurent participer à la victoire. Poursuivis avec acharnement dans l'espace de trois lieues, les

Mayençais eussent infailliblement succombé, sans le dévouement du lieutenant-colonel Schouardin, des chasseurs de Saône-et-Loire. Arrivé au pont de Boussay, Kléber lui dit : « Faites-vous tuer » là avec votre bataillon. — Oui mon général, » répond Schouardin ». Il pose sur le pont deux pièces de huit, demeure immobile à ce poste périlleux, et assure la retraite en mourant avec une centaine de ses soldats.

Pendant que ce brave servait ainsi de rempart aux Mayençais, le général en chef Canclaux marchait de Clisson, au secours de Kléber, avec deux brigades commandées par les généraux Dubayet et Vimeux. Arrivées à Getigné, elles prirent un instant l'offensive, mais sans pouvoir recouvrer les canons et les obusiers pris au commencement de l'action. Les généraux royalistes déployèrent toutes leurs forces et conservèrent le champ de bataille.

Tel fut le célèbre combat de Torfou. Deux mille républicains et six cents royalistes y perdirent la vie. On ne fit pas de prisonniers. Les deux partis ne s'étaient point encore battus avec autant d'acharnement. Merlin de Thionville, commissaire de la convention, s'étant trouvé au milieu du feu, Rifle, son aide-de-camp, tomba, percé de coups, à ses côtés. Le sang

coula pendant sept heures. Après la bataille, les royalistes occupèrent Tiffauges, et les vaincus s'arrêtèrent à Clisson, dans le dessein de continuer leur retraite, après qu'ils auraient rallié les fuyards et réuni leurs convois. Instruits, par un espion, du projet des Mayençais, les trois chefs royalistes convinrent que le surlendemain, 22 septembre, ils les attaqueraient de nouveau à Clisson de trois côtés différens. Par une attaque subite et combinée, ils conçurent l'espoir de détruire entièrement ce corps d'armée redoutable. Bonchamps prit aussitôt la route de Chollet, pour de là tourner Clisson, et combattre au jour convenu.

Le soir même, Charette et Lescure se décidèrent à marcher sur-le-champ contre les huit mille républicains commandés par Beysser, qui s'étaient emparés de Montaigu le 16 septembre. Ils jugèrent cette opération urgente, soit que les restes des Mayençais, encore étourdis de leur défaite, leur donnassent peu d'inquiétude, soit qu'il leur parût plus pressant de se débarrasser de Beysser, qui pouvait déranger leur plan ultérieur, soit enfin qu'ils crussent revenir à temps sur Clisson et participer à l'attaque combinée. Le 20, ils se mirent en marche sur trois colonnes; Joly commandait l'avant-garde, Lescure le corps

de bataille, et Charette s'avançait par la route de Nantes. Le général Beysser venait de recevoir l'ordre de quitter sa position pour se joindre aux Mayençais, dont il ignorait la défaite. Il était trois heures après midi, et sa troupe allait se rassembler, lorsque ses éclaireurs vinrent l'avertir de l'approche de l'ennemi. « Vous vous » trompez, leur dit-il, c'est un renfort que j'at- » tends de Clisson; les brigands n'oseraient » m'attaquer ». Cependant les Vendéens avançaient. De nouveaux avis parviennent à Beysser pendant qu'il est à table; il continue tranquillement son repas, et refuse, à trois reprises, de faire battre la générale. Tout-à-coup on entend crier *aux armes!* Le bruit du canon, les cris des assaillans, qui se précipitent dans la ville, ne tardent pas à faire repentir ce général de son imprudente sécurité. Le commissaire Cavaignac, revenant des postes avancés, avait essuyé la plus vive attaque. Beysser se hâta de ranger quelques bataillons sous les murs de la ville, mais il n'était plus temps; tous les postes étaient forcés. Les cris de victoire poussés par les royalistes, leurs canons déjà braqués sur Montaigu, augmentaient le désordre, qui en un moment devint général. Qu'on se figure le tumulte, la confusion occasionnés par l'attaque aussi brusque de six mille

hommes qui, sur la foi de leur général, avaient cru, au lieu d'ennemis, voir arriver un renfort. On court aux armes de tous côtés; mais l'impétuosité des assaillans ne permet plus de se mettre en ligne. En vain Beysser veut faire jouer son artillerie. Alors commença la manœuvre accoutumée des Vendéens; ils se jettent à terre, évitent ainsi le boulet, et se relèvent précipitamment pour fondre sur les canons. C'était le moment de les charger; mais la cavalerie refuse de donner, se débande et entraîne toute l'armée. La retraite se faisait dans le plus grand désordre par la route de Nantes. Déjà Lescure atteignait l'ennemi et dirigeait son feu contre lui. Beysser troublé se mit à l'arrière-garde, et les républicains se croyant trahis, la retraite ne fut plus qu'une déroute. Reproches, menaces, prières, tout fut inutilement employé pour arrêter les fuyards. Le conventionnel Cavaignac faillit périr dans la mêlée; Beysser eut une côte enfoncée par un biscayen. Dans la ville, le carnage fut grand : on ne fit aucun quartier aux prisonniers. Charette, le plus acharné, atteignit les fuyards au pont de Remouillé, et poursuivit le reste jusqu'à Aigrefeuille : la nuit seule l'arrêta. Beysser, blessé et navré de douleur d'avoir vu s'échapper en un moment le fruit de quinze jours d'une campagne

heureuse, suivit tristement les débris de son armée, et ne se crut en sûreté que sous le canon de Nantes, abandonnant à l'ennemi artillerie et bagages.

Quatre cents républicains restés dans le château de Montaigu, se firent jour courageusement le sabre à la main, tandis que le gros des royalistes était à la poursuite des fuyards sur la route de Nantes. Ce détachement, composé des grenadiers de la Mark et du second bataillon du cent neuvième régiment, se battit en désespéré; le plus grand nombre se fit tuer; le reste regagna Nantes par Vieille-Vigne et le village de Sorinières. Quatorze pièces de canon, deux obusiers, douze caissons, dix ambulances, huit chariots attelés restèrent au pouvoir des Vendéens.

Ainsi, de trois corps d'armée qui avaient pénétré dans la Basse-Vendée, celui de Saint-Fulgent était le seul qui fût encore intact. C'était la division des Sables-d'Olonne, commandée par le général Mieskouski; elle était moins redoutable par le nombre, que par sa discipline, ses succès et son artillerie. D'après le plan de Saumur, cette division, alors à trois lieues de Montaigu, devait se joindre aux Mayençais. Ce fut contre elle que Charette proposa de marcher, au lieu de seconder Bonchamps à Clisson. Il entraîna Lescure, sous

des prétextes spécieux, tels que celui de ne pas laisser derrière les royalistes une force considérable, qui ne manquerait pas de tomber sur eux au premier mouvement qu'on pourrait tenter. Il y eut un conseil de guerre pour la forme. On dépêcha deux courriers, l'un à Bonchamps, pour qu'il n'entreprît rien du côté de Clisson, et se réunît, au contraire, à l'attaque de Saint-Fulgent; l'autre au général de l'armée du centre (M. de Royrand), campé alors aux Herbiers, pour qu'il vînt se poster aux Quatre-Chemins, afin de couper la retraite à l'ennemi. Malheureusement l'officier dépêché à Bonchamps n'arriva point à sa destination; il tomba, dit-on, dans un parti de cavalerie qui battait l'estrade. Ainsi une infraction de Charette sauva la garnison de Mayence.

Instruit de la déroute de Beysser à Montaigu, le général Canclaux, qui occupait Clisson avec le corps de bataille, se hâta de rétrograder vers Nantes. Bonchamps le suivit de près, enhardi par deux avantages successifs, et croyant d'ailleurs qu'il serait joint par Charette et par Lescure; il marcha par Valet sur Clisson. Le 22 septembre, il aperçut l'armée républicaine, et secondé par Lyrot La Patouillère, il l'attaqua immédiatement dans sa marche, près le château de la Galissonnière, sur la route de Clisson à Nantes. Il as-

saillit d'abord le centre, et se jeta ensuite tout à la fois sur les flancs et sur la queue de la colonne. Le général Canclaux accourut au secours de son arrière-garde, et força les royalistes de lâcher prise; mais Bonchamps revint trois fois à la charge avec six mille hommes, contre quinze à dix-huit mille, et enleva les bagages et une partie de l'artillerie. Dans la chaleur du combat, les soldats de La Patouillère, n'écoutant plus la voix de leur chef, égorgèrent les blessés dans les chariots d'ambulance. C'en était fait de l'armée républicaine, si les Vendéens eussent pu l'entamer: l'absence de Charette et de Lescure les priva cette fois d'une victoire décisive. Grâce à la fermeté des Mayençais et au sang-froid de leurs généraux, ils firent leur retraite en bon ordre. Il y eut, de part et d'autre, beaucoup de sang versé: près de neuf cents royalistes périrent. Bonchamps n'espérant plus vaincre, se replia sur Valet, où il s'arrêta. Il était ulcéré, et paraissait moins souffrir de la blessure qui lui ôtait l'usage d'un bras, que de l'idée d'avoir été trahi par Charette. Ses soldats accusaient ouvertement ce chef, qu'ils étaient venus généreusement secourir à Torfou, de les avoir abandonnés d'une manière perfide.

Le même jour, au moment où Bonchamps

livrait ce combat, Charette était plus heureux à Saint-Fulgent, grâce à Lescure, qu'il avait entraîné. Quelques chefs de la Basse-Vendée auraient voulu qu'on renvoyât l'attaque au lendemain, pour laisser reposer les troupes. Charette s'y opposa, observant avec raison que le succès dépendait du moment favorable. On marcha sans délai, et, au coucher du soleil, la tête de la colonne royaliste, commandée par Savin, fut devant Saint-Fulgent. Elle trouva les républicains en bataille, à l'entrée du bourg, aveo du canon. Un bataillon de la Marne, qui prétendait n'avoir jamais été vaincu, formait leur centre. Des deux côtés, l'artillerie commença le combat : elle gronda pendant deux heures avant que l'attaque fût prononcée. Les paysans poitevins ne marchaient, à l'entrée de la nuit, qu'avec une sorte de terreur, dans un pays qui leur était inconnu. Ils s'éparpillaient, croyant éviter le feu du canon, et se fusillaient entr'eux dans l'obscurité. Ils cernèrent ainsi l'ennemi, sans en avoir le dessein. Du côté des républicains, l'artillerie servait peu, les canonniers ne sachant où pointer les pièces. Au contraire, les Vendéens, à couvert derrière les haies, faisaient pleuvoir de près une grêle de balles sur leurs ennemis, plus exposés à leurs coups. Les obusiers tonnaient avec fra-

cas; mais les royalistes, divisés par pelotons, évitaient aisément leur ravage en se couchant ventre à terre. Six heures d'un combat opiniâtre, au milieu de la nuit, n'avaient pu décider la victoire, lorsque Charette, pénétrant le premier dans le bourg, fit battre la charge par un tambour monté sur la croupe de son cheval. Aussitôt les royalistes se précipitent avec de grands cris, abordent les républicains et se battent à l'arme blanche. La résistance fut aussi courageuse que l'attaque était opiniâtre. Les deux partis prirent à la fois des cartouches dans un caisson ouvert et éclairé par le feu du combat. Enfin le grand nombre d'assaillans, leurs cris affreux, l'obscurité, la confusion, la crainte de ne plus avoir de retraite, alarmèrent tellement les républicains, qu'ils abandonnèrent le champ de bataille en désordre, malgré les efforts de leurs généraux pour les retenir. Les munitions, les bagages et vingt-deux pièces d'artillerie tombèrent au pouvoir des royalistes, qui auraient exterminé jusqu'au dernier fuyard, si Royrand se fût trouvé aux Quatre-Chemins, comme on en était convenu; mais croyant l'attaque remise, il fit occuper Chantonay par son infanterie, et arrivant trop tard avec trois cents chevaux, n'atteignit que les traîneurs. Mieskousky, ralliant ses débris pour se

replier sur Chantonay, et croyant y trouver encore la division de Luçon, donna dans la cavalerie des royalistes, et fut obligé de s'ouvrir un passage le sabre à la main. On lui imputerait injustement sa défaite, n'ayant eu que quatre à cinq mille soldats à opposer à une multitude de combattans déjà victorieux.

Le massacre avait été horrible pendant la nuit; il continua le lendemain sur les fuyards qui s'étaient cachés dans les genêts et les taillis. Les royalistes avaient déployé dans toutes ces marches, dans tous ces combats, autant de valeur que de constance et d'activité. La victoire de Saint-Fulgent, qui fut, pour ainsi dire, le dernier prix de leur courage, mit le sceau à la réputation des illustres chefs qui les avaient conduits.

Mais sous un autre point de vue, elle leur devint fatale, en jetant parmi eux de nouveaux germes de dissension qui les aigrit. On doit blâmer Lescure de s'être laissé entraîner par Charette, qui transgressa le plan combiné. En effet, si toutes les forces vendéennes réunies s'étaient portées contre l'armée de Mayence, elle eût été vraisemblablement détruite, et peut-être la Vendée eût-elle évité l'écueil de sa ruine. Dans une circonstance si décisive, Charette et Lescure com-

promirent évidemment les plus grands intérêts de la cause royale, en les confiant, pour ainsi dire, aux hasards de l'arrivée d'un courrier : c'était exposer le corps d'armée de Bonchamps à une entière défaite. On voit d'ailleurs dans le plan que Charette substitua à celui de Bonchamps, l'intention manifeste de dégager son propre territoire, et de laisser sur les bras de l'armée d'Anjou, tout ce corps d'armée de Mayence, qui l'avait mis lui-même en péril. Ainsi l'intérêt personnel parut présider à ses délibérations, au moment même où la grande armée venait de prouver, en le délivrant, qu'il ne devait y avoir d'autre but, parmi les Vendéens, que celui de la défense commune.

Il fallut à ces paysans-soldats quelques jours de repos avant de ne rien entreprendre au-delà. D'Elbée et Bonchamps restèrent en observation près de Tiffauges, pour tenir en échec les Mayençais; Talmont et Stofflet gardèrent l'Anjou; Charette marcha vers les Herbiers, pour se combiner ensuite avec Lescure, qui, de retour à Châtillon, voulait pourvoir à la sûreté de ce district, menacé par les républicains cantonnés à Niort, à la Châtaigneraye et à Chantonay. Ses soldats rentrèrent radieux dans leurs foyers, et toutes les pa-

roisses chantèrent des *Te Deum* ; car s'élancer vers le Dieu dés batailles pour lui rendre grâce, est un des premiers besoins du Vendéen victorieux.

LIVRE IX.

Changement de système du comité de salut public, contre la Vendée — Concentration des armées républicaines. — Elévation du général Lechelle. — Division parmi les chefs royalistes. — Batailles de Châtillon, de La Tremblaye et de Chollet. — Héroïsme et mort glorieuse de Bonchamps.

Deux jours avaient suffi aux royalistes de l'Anjou pour dissiper deux armées; la Basse-Vendée venait de voir en cinq jours quatre combats sanglans, une armée deux fois repoussée, deux autres complètement défaites.

Les deux commissions conventionnelles de Saumur et de Nantes s'imputèrent réciproquement ces désastres, en s'accusant tour-à-tour de s'être écartées du plan de campagne. Philippeaux s'élevant avec amertume contre ce qu'il nommait la *cour de Saumur*, porta contre elle une dénonciation en forme à la convention. Deux adversaires de Philippeaux, Choudieu et Richard, qui étaient à la fois ses collègues, s'étayèrent du désavantage de la position de l'armée de Saumur, et du défaut de communication avec l'armée agis-

sante ; ce qui forçait à faire un circuit de près de cent lieues pour connaître ses mouvemens. De là nulle précision, nul ensemble. « Tels sont, » disaient-ils, les résultats des combinaisons du » conseil de Nantes, que le 16 septembre l'armée » du général Canclaux se trouvait encore à plu- » sieurs marches de Mortagne, quoiqu'elle dût y » entrer ce jour-là même, aux termes du plan » dont on veut s'appuyer ».

Pendant ces débats, qu'aigrissait la plus vive animosité, les corps d'armée des républicains se disposaient à rentrer dans la Vendée, pour tenter un dernier effort. On tint, à Nantes et à Saumur, des conseils de guerre séparés, où furent discutées des dispositions nouvelles. Dès le 25 septembre, la division de Mayence marchant en avant, pressée par les dépêches de Saumur, reprit Clisson et Montaigu sans rencontrer d'obstacles. Mais quel fut l'étonnement des généraux et des commissaires, lorsqu'ils eurent connaissance d'un nouveau conseil tenu le 2 octobre à Saumur, à la suite duquel on avait résolu la jonction des divisions de Luçon et de Fontenay, non pas avec l'armée du général Canclaux, mais avec celle du général Rossignol, qui devenait armée attaquante. Cette jonction devait avoir lieu à Bressuire, le 7 octobre. La division de Mayence restait ainsi livrée

à ses seuls moyens. La fureur de Philippeaux et de ses partisans ne connut plus de bornes; ils accusèrent leurs collègues de Saumur d'infidélité, de malveillance, et crièrent *à la trahison*. « Je » me souvins alors, écrivit Philippeaux, de ce que » me dit Choudieu, à table, le jour de notre dé» part de Saumur : Vous usez, vous autres, de » la faculté de penser, eh bien ! nous userons, » nous, de la faculté d'agir ».

Ne se bornant pas à des plaintes, la commission de Nantes dénonça publiquement à la convention les infractions faites au plan de campagne, par l'état-major et les commissaires de Saumur. La convention s'étonna d'autant plus des suites alarmantes de l'attaque générale, que récemment encore on lui avait annoncé l'affaiblissement des royalistes, et presque la soumission de la Vendée. « On vous en a imposé, lui » écrivirent les commissaires de Nantes, par des » nouvelles exagérées ou mensongères. Les Ven» déens ont trois armées, commandées par Cha» rette, Bonchamps et d'Elbée. Des renseigne» mens certains portent leur nombre à cent mille » au moins, dont cinquante mille bien armés et » disciplinés ». C'était la première fois, dans la convention nationale, que ses commissaires déchiraient le voile qui couvrait la Vendée.

Le comité de salut public, craignant de compromettre sa responsabilité, approfondit enfin les causes de tant de revers. Après une longue délibération, il arrêta un ensemble de mesures qu'il soumit à la ratification de la convention elle-même, et, comme la vérité sur la Vendée venait d'échapper, il crut cette fois pouvoir la proclamer toute entière. Barère, son organe officiel, parut à la tribune le premier octobre. Voici quelques traits de son rapport :

« L'inexplicable Vendée existe encore....: Ce
» creuset où s'épure la population nationale devrait
» être anéanti depuis long-temps; il menace de
» devenir un volcan dangereux. Vingt fois depuis
» l'existence de cette rébellion, les représentans,
» les généraux, le comité lui-même, vous ont
» annoncé la destruction prochaine des rebelles.
» De petits succès étaient suivis de grandes défaites.
» On croyait pouvoir les détruire : le 15 septem-
» bre, le tocsin avait réuni vers le même but un
» nombre étonnant de citoyens armés, de tout
» âge..... La terreur panique a tout frappé, tout
» dissipé comme une vapeur.

» Si la Vendée a fait de nouveaux progrès, c'est
» par les envois fréquens et trop nombreux de com-
» missaires de la convention; par l'insatiable ava-
» rice des administrations militaires, qui agiotent

» la guerre, spéculent sur les batailles perdues, et
» s'enrichissent sur des tas de morts. Voilà, s'écria
» Barère, après avoir tracé le tableau des progrès
» de la Vendée, voilà le chancre politique qui
» dévore le cœur de la république; c'est là qu'il
» faut frapper. Voilà les maux, voici les remèdes.
» A trop de représentans en substituer un petit
» nombre; à trop de généraux, un seul général
» en chef d'une armée unique. Il ne faut à l'armée
» chargée d'éteindre la Vendée qu'une même
» vue, qu'un même esprit, qu'une même im-
» pulsion; il faut épurer les états-majors des ci-
» devant nobles, des hommes suspects. Les
» brigands doivent être exterminés d'ici au 20 oc-
» tobre. Semblables au géant de la fable qui n'é-
» tait invincible que quand il touchait la terre, il
» faut les enlever, les chasser de leur propre
» territoire pour les abattre ».

Barère fit approuver la réunion des deux armées en une seule, sous le nom d'armée de l'Ouest, et la nomination du général Lechelle au commandement en chef. Le croira-t-on? il fit, par un décret, assigner un terme à cette guerre; et la convention adopta la proclamation suivante, adressée à l'armée : « Soldats de la liberté, il faut
» que les brigands de la Vendée soient exterminés
» avant la fin du mois d'octobre; le salut de la pa-

» trie l'exige, l'impatience du peuple français le
» commande; son courage doit l'accomplir. La
» reconnaissance nationale attend à cette époque
» tous ceux dont la valeur et le patriotisme au-
» ront affermi sans retour la liberté de la répu-
» blique ».

Ces mesures mirent fin, dans l'armée, aux factions de Nantes et de Saumur. Tous les commissaires, excepté Bourbotte et Turreau, furent rappelés, ainsi que les généraux Canclaux, Dubayet, Rey et Grouchy. Le général Rossignol passa au commandement de l'armée des côtes de Brest et de Cherbourg, dont le quartier-général fut établi à Rennes. Le comité envoya deux nouveaux commissaires, Hentz et Prieur de la Marne. Philippeaux rentra mécontent dans le sein de la convention nationale, où bientôt son ressentiment et son irritabilité le conduisirent à l'échafaud.

Pendant que les républicains substituaient à l'anarchie meurtrière qui avait régné dans leurs opérations, l'ordre, l'unité d'action et de mouvement, sans lequel on ne peut triompher, les chefs royalistes, en se divisant, rompaient le faisceau de la confédération redoutable qui avait fait trembler la république; désunis il ne pouvaient plus vaincre.

Charette s'étant mis en marche pour les Her-

biers, où Lescure devait le joindre, échappa sur la route, comme par miracle, à un coup de fusil qu'un officier républicain, l'un des fuyards de Saint-Fulgent, lui tira d'une lande à vingt pas; Charette fondit à l'instant sur son ennemi, et lui passant plusieurs fois sur le corps, l'écrasa sous les pieds de son cheval. Ses soldats fouillèrent le bois des Quatre-Chemins, et saisirent quelques soldats qui s'étaient égarés. Près d'une centaine surpris dans une grange, s'étant refusés à mettre bas les armes, furent massacrés.

Avant de se séparer, Charette et Lescure étaient convenus qu'ils attaqueraient de concert, après quelques jours de repos, les postes républicains de Chantonay et de la Châtaigneraye. Ce dernier surtout se trouvait si avancé dans le Bocage, qu'il inquiétait Lescure; aussi avait-il manifesté le désir que les premiers efforts fussent dirigés sur ce point. La grande armée avait pourvu à la sûreté de Charette, il était juste que Charette vint la seconder à son tour. Malheureusement une sorte d'antipathie régnait entre les insurgés du Bas-Poitou et les insurgés de la Haute-Vendée. Dans leurs prospérités comme dans leurs revers, à la défaite de Luçon comme à la victoire de Saint-Fulgent, on avait vu éclater entre eux des sentimens de rivalité, d'animosité et même d'envie;

et pourtant ils appartenaient tous à la même contrée, et se battaient pour la même cause. Les soldats de Charette, qui avaient déjà imputé à l'armée d'Anjou l'échec de Luçon, s'attribuaient alors les glorieux résultats de l'attaque de Saint-Fulgent. Là des rixes avaient éclaté entre les deux armées, d'abord pour le partage du butin, puis à cause de la brutalité de quelques soldats allemands venus de l'Anjou avec Lescure. Ces transfuges s'étaient emparés de plusieurs tonneaux de vin et d'eau-de-vie trouvés parmi les équipages des vaincus, et ne voulant pas même en céder pour les blessés, il fallut les leur arracher avec violence. Charette avait ensuite manqué de vivres, et ses soldats s'étaient jetés sur les rations de l'autre armée, abondamment pourvue; se plaignant avec amertume qu'on eût pris la meilleure part du butin, et qu'on portât le mépris de leur général jusqu'à méconnaître ses propres officiers. Quant au butin, ils persistaient à soutenir que l'armée du Bas-Poitou devait entrer en partage des canons, caissons et ambulances attelés qu'on avait pris aux républicains, et qui déjà venaient de prendre la route de Mortagne, où était le dépôt général. A ce convoi se trouvaient confondues, par mégarde, deux pièces de canon qui appartenaient en propre à Charette, et que ce chef se hâta d'envoyer re-

prendre par une escorte de cavalerie. Partageant les préventions et l'aigreur de ses soldats, il parut croire qu'on cherchait à diminuer ses moyens de défense contre les nombreuses armées qui pouvaient fondre de nouveau sur lui. De pareilles impressions faisaient éclore de plus en plus les germes de mécontement et de défiance. Charette dépêcha La Roberie à Châtillon, pour demander impérieusement le partage de la caisse militaire enlevée aux républicains, à Saint-Fulgent, et qui contenait sept mille francs en assignats. Aussitôt le partage eut lieu par les soins de Lescure, qui, prévoyant les suites d'unefuneste mésintelligence, fit tout pour la prévenir. Comme il était convenu que Charette combinerait de nouveau ses forces avec celles de la grande Vendée, La Roberie proposa à Lescure, de la part de son général, de se porter d'abord sur Chantonay. Malgré les motifs qui semblaient devoir faire donner la préférence à l'attaque de la Châtaigneraye, Lescure et ses officiers mandèrent à Charette qu'ils se faisaient un devoir de déférer à son avis; qu'on s'en rapportait d'ailleurs à son expérience comme à ses talens, et que le surlendemein la division Poitevine de la grande Vendée serait sans faute aux Herbiers, pour se joindre à lui. La surprise de Lescure fut égale à son dépit, quand il sut le lendemain que Cha-

rette venait de quitter les Herbiers sans l'en prévenir, et qu'il s'était dirigé sur Mortagne. Peut-être des sentimens de rivalité et d'amour-propre lui firent-ils oublier qu'il venait d'être sauvé par les chefs de l'Anjou et du Haut-Poitou : en les quittant brusquement lorsqu'il n'avait plus besoin de leur secours, il enfreignait tout ce qu'on avait arrêté pour la défense commune. Sa retraite déconcerta tous les plans auxquels il avait consenti ; aucuns des chefs n'avait plus assez de forces pour reprendre l'offensive. Lescure ne fit que paraître devant la Châtaigneraye, se bornant à quelques escarmouches pour tenir l'ennemi en échec, et apprenant que Westermann marchait de nouveau sur Châtillon, il revint prendre sa position concentrée de Saint-Sauveur.

Cependant Charette, arrivé à Mortagne, s'était abouché avec Bernard de Marigny, qui y commandait en l'absence du marquis de Donnissan, alors à Tiffauges. Il avait redemandé le partage du butin pris à Saint-Fulgent, et surtout les effets d'équipement et les munitions; Marigny ne put le satisfaire, les soldats de la grande armée s'étant tout partagé entre eux sans même attendre les ordres de leurs chefs. Charette mécontent, réduit d'ailleurs à un noyau de huit cents hommes, se retira sur son territoire, et reprit le cantonne-

ment de Legé, où il lui fallut chercher des vivres sur les ruines d'un pays incendié et désert. Déjà Joly, Cathelinière et Savin, agités par les mêmes passions, s'étaient éloignés les premiers pour rentrer dans leurs paroisses : chacun ayant concouru à écarter le danger, se fit illusion sur l'avenir, et s'isola de nouveau, pour commander exclusivement dans son territoire. Les vues de Bonchamps étaient plus profondes ; il sentait qu'au moment où les républicains adoptaient le systême des masses, il fallait leur opposer une offensive énorme, et réunir toutes les divisions vendéennes en une seule armée. C'était aussi depuis long-temps l'objet de l'espérance de d'Elbée, général en chef. Le dévouement de La Rochejaquelein, le zèle de Lescure et la générosité de Bonchamps pouvaient sauver le parti royaliste ; l'obstination et l'aveuglement des divisionnaires du Bas-Poitou le perdirent. La discorde, qui planait sur toute la Vendée, s'agitait en tous sens. Les talens et la loyauté de Bonchamps faisaient envie à quelques chefs jaloux; d'autres ne pardonnaient point à d'Elbée de s'être fait nommer généralissime ; ils auraient préféré Bonchamps ou Lescure; quelques flatteurs de Talmont regrettaient qu'il n'ambitionnât point le grade suprême. Ces levains fermentaient depuis la prise de Saumur.

Dès-lors il s'était formé divers partis dans l'état-major général. Les succès constans de l'armée catholique n'avaient servi qu'à augmenter les prétentions individuelles. Chaque chef voulant agir séparément, contrariait le système des masses. La Rochejaquelein, Talmont et d'Autichamp, jeunes et impétueux, voulaient combattre sans relâche. D'Elbée, qui connaissait le caractère des Vendéens, prescrivait des intervalles de repos consacrés aux travaux champêtres. D'un autre côté, rien n'avait pu effacer la ligne de démarcation qui séparait la Vendée supérieure de la Basse-Vendée : or, il y eut deux armées distinctes, l'armée catholique et royale, et celle de Jésus ou du Bas-Poitou.

Cependant l'armée de Mayence s'était reportée, dès le 28 septembre, sur Clisson et Montaigu, sans rencontrer les royalistes. Dans sa première invasion, elle avait balayé le pays de Retz et le territoire de Charette. Cette fois, elle laissa sur sa droite l'espace qui est entre la Sèvre et la mer, soit qu'elle fût affaiblie, soit qu'elle voulût gagner promptement, et sans diversion, les points d'où l'ennemi l'avait chassé. Ce mouvement, opéré au moment même où les divisionnaires du Bas-Poitou se séparaient de la grande armée catholique, sauva Charette et perdit la Vendée. Maîtres de Clisson et de Montaigu, les

Mayençais, formant flèche dans le pays insurgé, se portèrent sur Mortagne, non sans crainte d'être accablés dans leur marche. Bonchamps seul les observait; et ce fut lui, cette fois, qui réclama des secours. Il n'était pas sans espérance du côté de Charette et de Lescure. Le premier assembla son conseil de guerre, et transmit à Bonchamps le résultat de la délibération, portant que chaque chef devait désormais défendre son territoire. Quant à Lescure, il était lui-même en péril, Châtillon se trouvant menacé de nouveau par Westermann. Abandonné à ses seules forces, Bonchamps voulut néanmoins arrêter les progrès des Mayençais, en les attaquant seul à Saint-Symphorien, entre Tiffauges et Mortagne, avec moins de huit mille hommes. Après deux heures d'un combat inégal, l'ennemi le força de se retirer avec perte de deux pièces de canon, de trois à quatre cents hommes et d'un de ses officiers. Cet avantage fut remporté par Kléber, sous les yeux du général en chef Canclaux, qui, à son retour au quartier-général, reçut l'ordre de son rappel. Il fut l'objet des regrets du soldat, ainsi que Dubayet, Rey et Grouchy. Les Mayençais, qui auraient pu se rendre maîtres de Mortagne, s'arrêtèrent au milieu de leurs succès, en attendant un autre général en chef.

Quelques officiers vendéens, qui ont échappé à cette cruelle guerre, m'avaient assuré que ces mêmes Mayençais, mécontens de se voir enlever leurs généraux, envoyèrent au chevalier Desessarts, alors posté à Saint-Fulgent, une députation de huit grenadiers, avec l'offre de passer tous au service des royalistes, moyennant la garantie d'une solde régulière. Ceci a été confirmé depuis dans des mémoires authentiques. Le chevalier Desessarts expédia de suite un courrier à l'intendant général de l'armée, qui communiqua sa dépêche au conseil supérieur à Châtillon. Il fallait quatre cent mille livres; à peine eût-on trouvé cette somme dans toute la Vendée. Beauvollier proposa d'y pourvoir en convertissant en monnaie les vases et argenterie d'église trouvés à Fontenay-le-Comte. Cette proposition fut repoussée, comme sacrilége, par le prieur de Saint-Laurent et par le curé de Chollet: d'ailleurs les vases sacrés n'auraient pas produit plus de vingt mille francs. Le secrétaire-général du conseil fut d'avis de donner tout ce dont on pourrait disposer, et de prendre des engagemens au nom du Roi pour le reste. D'autres membres du conseil, craignant un piége, objectèrent qu'il était à craindre que les Vendéens ne fussent trahis après s'être dépouillés de leurs ressources. La proposition n'eut pas de suite, ou

plutôt elle précéda de bien peu de jours les désastres de la Vendée.

Le général Lechelle venait d'arriver au camp des républicains, accompagné des commissaires Hentz et Prieur de la Marne, qui l'installèrent dans le commandement en chef des deux armées réunies. Le général Canclaux lui communiqua loyalement, dans un conseil tenu à Nantes, en présence des commissaires conventionnels, toutes les notions acquises depuis l'ouverture de la campagne, et livra, avec un abandon généreux, à celui qui le remplaçait, jusqu'au secret de ses fautes. Le général Lechelle concilia les vues de son prédécesseur avec le plan arrêté à Saumur, le 2 octobre, plan que le comité de salut public avait approuvé. Il fut donc définitivement résolu que les divisions de Saumur, de Thouars et de Fontenay se réuniraient le 7 octobre à Bressuire, pour de là marcher sur Châtillon. Lechelle partit pour se mettre à leur tête, laissant aux généraux Kléber et Vimeux le commandement des Mayençais. Tout prit dès-lors plus de rectitude et d'ensemble. On ne connut plus dans l'armée républicaine ces mouvemens partiels et irréguliers qui avaient presque toujours éloigné la victoire.

Déjà la division de Fontenay, commandée par le général Chalbos, après avoir été huit jours sta-

tionnaire à la Châtaigneraye, s'était mise en marche pour Bressuire, chassant devant elle tous les partis royalistes, brûlant tous les villages; les hameaux, les fermes, les moulins, et préludant ainsi à la lutte sanglante qui allait s'engager. L'historien doit s'armer de courage lorsqu'il n'a plus à rapporter que des scènes de désolation. Celles dont je vais rendre compte révoltent par leur énorme atrocité. Il était réservé à la France de donner au monde l'exemple de la révolution la plus désespérante dans ses effets, et d'une guerre civile, sujet d'effroi pour les contemporains.

Le général Chalbos, après avoir fait sa jonction avec les divisions républicaines de Chantonay, de la Châtaigneraye et de Bressuire, se vit à la tête de vingt mille combattans, et marcha droit à Châtillon, sur trois colonnes. Déjà il occupait Cerisaye, et il venait de livrer aux flammes le château du Puy-Guyon, qui appartenait à Lescure. Ce chef abandonna Saint-Sauveur, pour se replier sur Châtillon; il n'avait pu rassembler que trois à quatre mille paysans, tous ceux des environs de Bressuire et de Cerisaye étant occupés à sauver de l'incendie leurs bestiaux, leurs effets, leurs familles. Lescure expédia courriers sur courriers pour réclamer de prompts secours. Quoique blessé, La Rochejaquelein s'empressa de venir le joindre;

Stofflet parut également avec un petit nombre d'Angevins. D'un autre côté, Bonchamps et d'Elbée avaient aussi besoin de renforts vers Clisson, pour s'opposer aux Mayençais, qu'on savait à la veille de reprendre l'offensive. Talmont, alors à Chollet, insistait pour que les rassemblemens qu'on formait à la hâte se dirigeassent au quartier-général de d'Elbée. L'avis contraire du marquis de Donnissan prévalut. Des détachemens se mirent en marche pour renforcer Lescure; la plupart n'arrivèrent qu'après le combat.

Déjà Lescure, La Rochejaquelein et Stofflet couvraient Châtillon avec six mille Vendéens postés sur la hauteur du moulin du Bois-aux-Chèvres, l'aile gauche se déployant vers les Aubiers : ils n'avaient pu réunir que trois cents hommes de cavalerie, commandés par Beaurepaire de la Châtaigneraye. A peine les républicains eurent-ils aperçu les royalistes, qu'ils firent halte un moment et placèrent l'artillerie sur une hauteur en face. Les deux armées s'avancèrent ensuite pour combattre, et bientôt le feu de la mousqueterie remplaça le feu du canon. Westermann était placé derrière le centre des républicains; il connaissait et le théâtre de la guerre et l'ennemi qui lui était opposé. Le général Chalbos lui ordonna d'avancer avec sa légion; toute sa brigade le suivit.

Il forma l'attaque, mais il ne put soutenir une charge très-vive d'un corps d'élite commandé par Lescure en personne. Les colonnes de droite et de gauche ployèrent aussi sous le feu des tirailleurs vendéens, qui, suivant leur usage, cherchèrent à tourner les canons. Atteint d'un coup mortel, le général Chambon s'écria : *Vive la république !*

Le centre des républicains ayant été enfoncé, leur droite ébranlée, leur gauche entièrement rompue, les royalistes crurent tenir la victoire, et poursuivirent Westermann au moment où les grenadiers de la convention arrivaient pour le soutenir. Alors faisant un mouvement sur sa droite, ce général culbuta l'aile gauche des Vendéens et la mit en déroute. En même temps le général Chalbos rétablit le combat, et enfonça leur droite avec le même succès. Deux mille Angevins, conduits par le chevalier de la Sorinières, arrivèrent, mais trop tard, au secours des Poitevins : ils furent entraînés. En vain La Rochejaquelein et Lescure résistent encore avec une poignée de braves ; une balle frappe la main de Lescure ; Durivault, l'un de ses officiers, reçoit un coup de feu dans la poitrine ; le chevalier de Beauvollier et Stofflet sont enveloppés dans un chemin creux, par des chasseurs enne-

mis. Stofflet saute à bas de son cheval, et gagne le champ voisin : un chasseur l'arrête, il se dégage à coups de sabre. En même temps le jeune Beauvollier renverse, à coups de pistolets, deux volontaires qui s'avançaient pour le saisir. Mais Westermann poursuit déjà les fuyards avec deux mille cavaliers d'élite, et le même jour, à cinq heures du soir, il entre triomphant, pour la seconde fois, à Châtillon. Le conseil supérieur était en fuite vers Chollet; ses papiers tombèrent au pouvoir de Westermann. Il y trouva le plan de campagne du 2 septembre, que les royalistes avaient pris dans les bagages de Santerre à Coron.

Les soldats de Lescure errèrent dans les campagnes, la plupart vers les Aubiers, pour se soustraire au fer des républicains. Ceux-ci, après avoir pillé Châtillon, saccagèrent et brûlèrent les paroisses des Aubiers, Saint-Aubin, Neuil et Rorthais. Comme à leur première irruption, ils avaient pris position entre Châtillon et Mortagne. Mais songeant plutôt à marauder qu'à leur propre sûreté, ils négligeaient ou abandonnaient leurs avant-postes.

Cependant l'armée royale s'était réunie à Chollet dès le lendemain du combat du moulin aux Chèvres. Bonchamps et d'Elbée, mesurant la grandeur du péril qu'entraînait le découragement

des Vendéens, joignirent Lescure avec de nouvelles forces, et marchèrent en avant. L'ardeur des Vendéens était extrême ; tous les officiers blessés qui pouvaient monter à cheval, étaient à la tête des colonnes, entr'autres Bonchamps, La Rochejaquelein, et Duchaffaut, tous trois le bras en écharpe. Aux approches de Châtillon, leurs soldats manœuvrèrent comme pour une surprise, et les avant-postes républicains, mal gardés, mal défendus, furent enlevés en un clin d'œil. Le choc fut si violent que tout céda devant l'impétuosité des royalistes, et que ces mêmes républicains, victorieux deux jours auparavant, furent mis en pleine déroute, sans même avoir pu se ranger en bataille. Un massacre horrible eut lieu en avant de la ville. Là, canons, caissons, vivres, bagages, tout est abandonné aux paysans royalistes : selon leur coutume, ils se chargent de butin et se gorgent d'eau-de-vie, trouvée en abondance parmi les bagages, comme pour célébrer, dans l'excès des liqueurs et d'une joie bruyante, un triomphe si subit. Plongés bientôt dans l'ivresse, n'écoutant plus la voix de leurs chefs, ils se dispersent ou se gardent mal, et ne songent qu'à jouir de la victoire par la licence.

Les républicains fuyaient en désordre sur la route de Bressuire, où Beaurepaire s'était élancé

vivement à leur poursuite, mais seulement à la tête d'une centaine de cavaliers vendéens. Sorti le dernier de Châtillon, Westermann, qui couvrait la retraite, avait abattu, d'un coup de sabre, un soldat royaliste qui s'était attaché à la queue de son cheval. Il n'avait plus trouvé, rangés en bataille sur la route, que les grenadiers de la convention; tout le reste fuyait. Il ordonna aux grenadiers de battre aussi en retraite; ils s'y refusèrent, voulant mourir à leur poste. Westermann emploie la menace pour se faire obéir; puis il fait mettre plusieurs de ces braves en croupe derrière les cavaliers de sa légion, et se met aussitôt en marche. Déjà la nuit couvrait l'horizon de son ombre, quand il trouva, non loin de Bressuire, le général Chalbos, qui venait de rallier huit à neuf cents hommes. Il court à ce général et lui dit, en lui présentant son sabre: « Tout le monde m'a abandonné, je ne veux » plus servir avec des lâches ». Les soldats l'entourent et jurent qu'ils ne le quitteront plus. « Eh bien! s'écrie Westermann, si vous aimez » encore la république, retournez avec moi à » Châtillon, reprendre ce que nous avons laissé, » ou mourir avec moi ». Il amène avec lui cent hussards des plus résolus, fait mettre en croupe autant de grenadiers, ordonne au reste de le suivre, et court droit à Châtillon. Dans sa marche,

il rencontre et culbute la cavalerie de Beaurepaire, qui s'était abandonnée à la poursuite des vaincus. Vainement ce chef se met en défense ; il n'a plus qu'une vingtaine de cavaliers, qui succombent ; lui-même reçoit douze coups de sabre sur la tête, et doit à quelques braves qui se dévouent, de ne pas rester parmi les morts. La troupe de Westermann fond ensuite au galop sur les avant-gardes royalistes, qu'il trouve ou dispersées ou endormies. Il taille en pièces tout ce qu'il rencontre, pénètre dans Châtillon en criant *vive le Roi!* trouve les Vendéens épars, étendus ivres morts, et en fait un horrible massacre. L'obscurité, les cris, les gémissemens, le tumulte, l'épouvante et les flammes qui commencent à gagner la ville, empêchent les Vendéens de se reconnaître et de se rallier ; ils s'entre-tuent, le sang ruisselle dans les rues étroites de Châtillon, encombrées de cadavres, et deux cents républicains, ivres de vengeance et de carnage, arrachent la victoire à trente mille royalistes. A peine leurs chefs eurent-ils le temps de monter à cheval pour se sauver, abandonnant les drapeaux et un énorme butin. Westermann les poursuivit avec sa cavalerie, et brûla, en leur présence, le village du Temple. De retour à Châtillon, il n'y trouva plus ni infanterie ni le

général Chalbos. Irrité de voir Châtillon abandonné, il résolut, dans sa colère, de détruire une ville si souvent funeste aux républicains. Sa cavalerie mit pied à terre, acheva de piller, d'incendier les maisons, et rejoignit ensuite l'armée près de Bressuire.

La reprise de Châtillon avait plutôt consterné qu'affaibli les royalistes, qui d'ailleurs n'avaient pas perdu un seul canon. Après avoir rallié les fuyards et reçu quelques détachemens, ils s'y présentèrent de nouveau en force. Au lieu d'ennemis à combattre, ils ne trouvèrent plus qu'une ville en feu et des milliers de cadavres à demi-brûlés ou écrasés sous les décombres. L'image de la désolation les arrêta, et, la rage dans le cœur, ils se donnèrent rendez-vous à Mortagne.

A peine y furent-ils réunis, que les armées de Mayence et de Luçon marchèrent sur eux, menaçant à la fois Mortagne et Chollet. Le danger était imminent; il fallait de grands efforts pour opposer une digue au torrent des républicains : l'aveugle destin en décida autrement. Charette persista dans son systême d'isolement et d'abandon: en vain les généraux de la grande armée vendéenne lui dépêchent courriers sur courriers, pour le presser d'attaquer les Mayençais en flanc ou sur leurs derrières; il ne répond à aucune

lettre, et abandonne la Haute-Vendée à ses propres forces, pour se livrer à la stérile expédition de Noirmoutiers. Toutefois rien ne put abattre la courageuse constance de d'Elbée, de Bonchamps, de La Rochejaquelein et de Lescure : leur sollicitude se portait vers les préparatifs d'une bataille générale. Dans ces terribles conjonctures, Bonchamps rappela de nouveau au conseil la nécessité d'une diversion sur la rive droite de la Loire, soit pour détourner l'attention de l'ennemi, soit pour se ménager une retraite en cas d'échec. Au moment même des plus grands succès de la Vendée, ce chef avait toujours été d'avis de faire passer en Bretagne dix mille hommes avec de l'artillerie, pour y déterminer enfin l'insurrection que la levée du siége de Nantes avait fait avorter. Là on aurait vu cette petite armée de royalistes se grossir de tous les mécontens de la province, et ce double soulèvement devenir redoutable aux républicains, alors engagés dans le siége de Lyon, l'attaque de Toulon, les troubles du Calvados et de Bordeaux, et les vicissitudes effrayantes d'une guerre étrangère presque générale. Revenant à son idée favorite, Bonchamps proposa de nouveau de passer la Loire avec sa division seule, et de soulever la rive droite, qui ne demandait plus qu'un chef et le signal des combats ; mais les autres gé-

néraux, notamment d'Elbée, n'envisagèrent ce plan que sous le point de vue d'une séparation impolitique des forces vendéennes: ils en ajournèrent encore l'exécution.

Cependant l'armée républicaine de Luçon, après avoir chassé devant elle, aux Herbiers, trois à quatre mille Vendéens du centre, commandés par Royrand, s'avançait en force vers Mortagne, dans l'intention de s'y réunir à l'aile droite de l'armée de Mayence, et là de livrer bataille aux royalistes. Mais ceux-ci évacuèrent la ville précipitamment, soit que la position ne leur fût point favorable, soit que le temps leur manquât pour concentrer toutes leurs divisions et en venir à une action générale. Ils y laissèrent quatorze à quinze cents prisonniers républicains, qui presque aussitôt recouvrèrent la liberté. L'horreur et l'infection des cachots les avaient changés en autant de spectres, et l'impression de l'air faillit leur donner la mort. Ainsi que Châtillon, Mortagne fut livré aux flammes par les deux corps républicains, dont la jonction, opérée là sans obstacle, le 14 octobre, fut imputée à l'inaction de Charette. Les deux troupes réunies s'élevaient ensemble à quinze mille combattans, masse d'autant plus redoutable qu'elle traînait sur ses pas l'incendie, le ravage et la mort. Les malheureux

Vendéens, chassés de toute part, se réfugiaient successivement vers Chollet; mais tous ne purent joindre d'Elbée, un grand nombre ayant trouvé l'ennemi déjà maître de la campagne.

Réunie enfin au-delà de Tiffauges et de la Sèvre, l'armée royale couvrait Chollet, bien décidée à défendre ce boulevard de la Vendée. De tous côtés il arrivait des renforts; Bonchamps amenait quatre à cinq mille hommes, et Royrand tout ce qui venait d'échapper aux Herbiers.

L'aile droite, sous les ordres de d'Elbée et de La Rochejaquelein, s'étendait vers le bourg de la Romagne, que les républicains venaient d'incendier; le corps de gauche était posté sur les hauteurs de Saint-Christophe-du-Bois, se prolongeant jusqu'au village de la Tremblaye : ces deux ailes formaient comme deux armées à part, soit à cause des localités, soit pour mieux s'opposer à une double agression de l'ennemi, qui pouvait tourner Chollet par Tiffauges. Lescure, jusqu'à l'arrivée de Bonchamps, qui s'avançait avec sa division pour se joindre à lui, prit seul le commandement de l'aile gauche.

Le plan des royalistes consistait à reprendre l'offensive, en attaquant les républicains dans leur marche sur Chollet, dont les rassemblemens vendéens couvraient les approches. L'attaque étant

même décidée pour le 14 octobre, Bonchamps devait tomber inopinément sur le flanc gauche des républicains, par le chemin de Tiffauges, tandis que Lescure s'engagerait dans la même manœuvre par la route de Mortagne. Quant à l'aile droite, tenue comme en réserve, elle aurait pu ensuite frapper un coup décisif. Mais la marche des républicains fut plus lente que ne l'avaient d'abord supposé les royalistes; et d'ailleurs Bonchamps ne trouvant plus aucune division vendéenne dans Chollet, ne put joindre assez tôt l'armée royale.

Ce fut seulement le lendemain 15 octobre que le général en chef Lechelle donna l'ordre à l'armée de Luçon, qu'il faisait soutenir par l'armée de Mayence, de se porter rapidement sur Chollet, tandis que son corps de gauche ne ferait qu'une fausse attaque sur l'aile droite des royalistes, vers le bourg de la Romagne. Les têtes de colonnes étaient toutes en mouvement et s'avançaient en hâte, lorsqu'on vint avertir Lescure, dont la division était postée dans le village de la Tremblaye, à moitié chemin de Chollet à Mortagne, que l'ennemi apparaissait en force dans les avenues du château même de la Tremblaye. Aussitôt il se porte en reconnaissance avec le jeune Beauvollier, monte sur un tertre, et dé-

couvre, à vingt pas de lui, l'avant-garde républicaine. « En avant, mes amis! s'écrie-t-il » aussitôt ». Au même instant il tombe sans connaissance, frappé d'une balle près le sourcil gauche et qui sort derrière l'oreille. Mais telle est l'impulsion qu'il vient de donner aux paysans vendéens, que ceux-ci s'élancent avec tant d'intrépidité sur l'ennemi, qu'ils passent sur le corps de leur général sans le voir, et font tout reculer devant eux. Les républicains reviennent à la charge en plus grand nombre, et déjà le canon gronde sur la grande route et annonce une bataille. Cependant deux officiers de Lescure, Beauvollier et Renou, l'arrachent sanglant des mains de l'ennemi, et le transportent à Beaupreau. La chute de ce chef, blessé mortellement, jeta l'alarme parmi les Poitevins; mais ils furent soutenus par la division de Bonchamps, qui, arrivée à la hauteur de Saint-Christophe-du-Bois, assaillit à son tour les républicains. Ceux-ci, fatigués par plusieurs marches pénibles, et déconcertés par deux attaques consécutives, plièrent de nouveau : toutefois le conventionnel Turreau les rallia, aidé de son collègue Carrier, dont la funeste apparition dans la Vendée doit faire époque; il pressa la marche des Mayençais, que conduisait Beaupuy. Par un circuit, ce général tourna,

avec sa division, l'armée catholique restée sur une hauteur d'accès difficile; ensuite il fondit brusquement sur le village de la Tremblaye. Une attaque aussi subite étonna les Poitevins; ils plièrent à leur tour, découragés d'ailleurs par la perte de Lescure. Déjà la division de Luçon, enhardie par les manœuvres des Mayençais, avait repris l'offensive. Les royalistes ne reconnaissant plus les républicains, qui jusqu'alors avaient presque toujours fui devant eux, prirent l'épouvante et se rompirent en désordre, laissant le champ de bataille couvert de morts. Poursuivis sur la grande route de Mortagne à Chollet, ils ne s'arrêtèrent que dans cette dernière ville; sa situation en amphithéâtre, sur un côteau environné de bois, leur offrait une position militaire. Quelques chefs, entr'autres La Rochejaquelein, soutenaient qu'il fallait s'y défendre et recommencer la bataille; mais on ne put y retenir les Vendéens, qui, épouvantés, se replièrent en hâte sur Beaupreau, où d'ailleurs Bernard de Marigny avait déjà fait filer l'artillerie et les caissons. Cependant, comme on sentit la nécessité de laisser au moins une arrière-garde à Chollet, Marigny reçut l'ordre, dans la nuit même, d'y faire revenir l'artillerie à cheval, qui, le lendemain 16 octobre, soutenue par la cavalerie, fit des démonstrations de défense,

pour laisser le temps à l'armée de se rallier à Beaupreau.

En effet, l'armée républicaine, qui, n'osant pénétrer dans Chollet pendant la nuit, avait bivouaqué au milieu des cadavres, trompée le lendemain par le bruit du canon de l'armée royale, s'avança lentement et gagna les hauteurs qui dominent la ville : les éclaireurs n'y entrèrent qu'avec une extrême précaution, après la retraite de la cavalerie des Vendéens. Au même instant, les divisions de Fontenay, victorieuses à Châtillon, parurent aussi à la vue de Chollet, conduites par les commissaires Fayau, Bourbotte et Bellegarde. Dès-lors la concentration de toutes les divisions républicaines fut entièrement consommée. Jamais on n'avait réuni une armée si aguerrie et si nombreuse, au centre même de la Vendée.

Tandis que la jonction de toutes les forces républicaines s'opérait autour de Chollet, la confusion et le désespoir étaient au comble à Beaupreau parmi les royalistes. Le conseil militaire s'assembla pour délibérer à la hâte. Altérés par les pertes qui venaient d'éclaircir leurs rangs, aussi bien que par l'opiniâtreté d'un ennemi jusque-là si facile à décourager, les chefs vendéens sondèrent la profondeur de l'abîme. Plus le dan-

ger était imminent, moins ils semblaient pouvoir s'accorder, chacun voulant faire prévaloir son avis, lorsqu'il n'eût fallu qu'une volonté unique.

On ne se dissimula point toutefois que la perte de Chollet pouvait entraîner la destruction de la Vendée entière; que, pour tenter un dernier effort afin de chasser les républicains, il n'y avait pas un instant à perdre; et que le succès n'était pas impossible, l'armée étant nombreuse et les soldats animés, soit par la vengeance, soit par la nécessité de vaincre. L'avis de livrer une grande bataille n'étant point contesté, Bonchamps, qui ne voyait aucun lieu de retraite en cas de revers, insista de nouveau pour qu'on s'assurât le passage de la Loire, afin de pouvoir se jeter en Bretagne, comme dans un refuge : il réitéra l'assurance que toute cette province se joindrait à la cause de la Vendée. Talmont appuya fortement la proposition de Bonchamps; il protesta que la présence seule d'un corps royaliste suffirait pour soulever non-seulement la Bretagne, mais encore la province du Maine, ou la fermentation était au comble; il promit des renforts puissans dans ses immenses propriétés de Vitré, de Laval et de la Gravelle.

La proposition de Bonchamps fut adoptée,

mais trop tard. On détacha à l'instant même un corps de quatre mille Bretons et Angevins, sous les ordres de Talmont et de Duhoux, avec un train d'artillerie et de munitions, à l'effet de forcer le passage de la Loire à Saint-Florent, et d'occuper Varades. Déjà une partie des compagnies bretonnes confiées à d'Autichamp, étaient postées à Saint-Florent même, où elles trouvaient des approvisionnemens avec bien plus de facilité que dans le Bocage, en proie alors à toutes les horreurs de la guerre. Ces causes éloignées avaient accoutumé à l'idée d'une diversion sur la rive droite.

En se séparant ainsi d'une partie de leurs forces, à l'approche d'une grande bataille, non-seulement les royalistes s'affaiblirent, mais ils perdirent encore de leur persévérance. Etait-il possible, en effet, si le sort des armes leur était contraire, qu'ils ne portassent pas leurs regards vers le fleuve dont on leur préparait le passage ? Quoiqu'il en soit, vainqueurs ou vaincus, ils étaient désormais décidés à combattre à outrance.

Le 17 octobre, à l'aube du jour, d'Elbée, Bonchamps, La Rochejaquelein, Donnissan, Royrand, Stofflet et un plus grand nombre de chefs secondaires se mirent en marche sur Chollet, à la tête de quarante mille royalistes, soutenus

par l'espoir d'y surprendre les républicains.

Ceux-ci occupaient toutes les positions au dehors de Chollet, du côté de Beaupreau. L'armée de Mayence se trouvait placée au centre et en première ligne, appuyant sa gauche sur les bois qui sont à l'ouest, vers Saint-Léger. L'aile droite, formée par la division de Fontenay, couvrait les hauteurs qui dominent la ville à l'est; en seconde ligne se trouvait l'armée de Saumur. On tenait prête aussi une réserve de quatre mille hommes, composée des régimens de la Marck, de Beauvoisis, d'Aunis, de Normandie et du cent neuvième, commandée par le général Haxo, dont cette journée allait commencer la réputation. Moins confiant qu'attentif, le général en chef Lechelle avait fait mettre bas les havre-sacs, en donnant l'ordre que chacun eût à se tenir à son poste. Cette précaution sauva peut-être l'armée; car à peine les généraux, assemblés avec les commissaires conventionnels, eurent-ils résolu de marcher à la rencontre des royalistes, que ceux-ci, arrivant tout-à-coup, se précipitent sur les avant-gardes avec la rage du désespoir. La générale est aussitôt battue sur tous les points de la ligne, et en un instant l'armée républicaine se trouve rangée en bataille dans les landes de Begrolle, en avant de Chollet, du côté de Beau-

preau. Là les deux armées en vinrent à une action générale, l'une des plus décisives de toute la guerre.

Dépourvus d'artillerie, les royalistes commencent la fusillade à demi-portée de carabine et au pas de course. Bientôt Bonchamps et d'Elbée dirigent tous leurs efforts contre l'aile droite, commandée par le général Chalbos, tandis que La Rochejaquelein et Stofflet entament l'attaque avec fureur vers le centre. Pour la première fois les Vendéens marchent en colonne serrée comme la troupe de ligne, précédés par leurs plus habiles tirailleurs. Malgré la résistance de l'aile droite, malgré l'ardeur des commissaires de la convention, la troupe de Chalbos fut enfoncée. Le général Bard reçut une blessure en chargeant avec les grenadiers; Carrier lui-même eut un cheval tué sous lui. La masse victorieuse des Vendéens s'éparpillait en demi-cercle, se jetant à droite et à gauche de la ligne des républicains, tandis que La Rochejaquelein et Stofflet poussaient en avant. Leur choc fut tellement rude, que les Vendéens pénétrèrent jusqu'au faubourg de Chollet. Tous les efforts pour les repousser furent d'abord inutiles. Quelques demi-brigades s'élancèrent sur les phalanges de Stofflet, mais rien ne put leur rendre l'avantage du combat. Déjà les

volontaires de la seconde ligne poussaient le cri fatal de *sauve qui peut !* Déjà le parc d'artillerie était au pouvoir de La Rochejaquelein et de Stofflet, et on tournait les canons contre l'armée républicaine, dont une moitié, frappée de terreur, allait prendre la fuite, quand le général Haxo, par une manœuvre prompte et hardie, passa entre Chollet et un ravin profond, vint, avec la réserve, surprendre les royalistes en flanc, et reprendre tous les canons. Dans cette vive attaque, il culbute les meilleures troupes de Stofflet et tue, sur leurs pièces, les artilleurs vendéens. En même temps, le général Bard, couvert de blessures, rallie les grenadiers de l'aile droite, et leur dit, en montrant la division de Mayence qui chargeait les royalistes : « Camarades! souffrirez-vous que les Mayençais viennent vous » arracher le fruit de cette journée? Voulez-» vous passer pour des lâches? A moi, grenadiers! » marchons, chargeons encore une fois les re-» belles, et je vous promets la victoire ». Aussitôt les grenadiers font volte-face et reforment leur ligne. Pourtant quelques demi-brigades, exposées à un feu meurtrier, lâchent encore le pied. Bonneval, à coups de crosse, essaie de ramener les fuyards. Alors une compagnie encore incertaine bat la charge, et la division entière

et d'Elbée, cernés à leur tour, voient la mort moissonner tout ce qui les entoure. A côté d'eux, Laroche-Courbon est frappé d'une balle. Eux-mêmes sont renversés, chacun d'un coup de feu, Bonchamps dans les intestins et d'Elbée dans la poitrine; ils seraient restés parmi les morts, si Lyrot et Piron n'eussent tout bravé pour les tirer des mains de l'ennemi. Tous deux arrivaient à l'instant sur le champ de bataille, à la tête d'une division qui marchait à grands pas, mais trop tard, au secours de la grande armée.

Selon d'autres mémoires, Bonchamps aurait été frappé avant d'Elbée, au moment où il donnait l'ordre de diriger l'aile droite vers le centre, devenu le point décisif; il n'était même pas exposé au feu de l'infanterie; ce qui fit soupçonner que le coup était parti de la main d'un traître. Quoique blessé, Bonchamps voulut remonter à cheval, mais ne pouvant se soutenir, ses soldats formèrent à la hâte un brancard, où ils le placèrent pour le transporter à Beaupreau; ils le suivaient pleins d'admiration et en versant des larmes. D'Elbée, épuisé par la perte de son sang, fut également porté à Beaupreau, puis à Noirmoutiers. On ajoute que ce ne fut qu'après avoir vu tomber ces deux chefs, que les Vendéens se livrèrent au plus funeste découragement, et que la

bataille, gagnée jusqu'alors, changea de face. Mais ces dernières circonstances sont peu susceptibles d'être éclaircies, et encore moins confirmées, aucuns des principaux acteurs de cette grande scène sanglante n'ayant survécu à la guerre civile. La bataille étant perdue sans ressources, les débris de l'armée royale coururent en désordre vers Beaupreau, laissant dix mille morts, moissonnés en deux jours sur les hauteurs et dans les champs de Chollet et de Mortagne. L'armée victorieuse, au lieu de poursuivre les fuyards, rentra dans Chollet la torche à la main et en marchant dans le sang. On mit les manufactures au pillage : les ballots de mouchoirs, les chevaux, le bétail, rassemblés en grand nombre, tout fut partagé; un bœuf, un cheval, étaient donnés à vil prix par les soldats, qui ne s'occupaient qu'à grossir leur butin, au lieu de poursuivre les vaincus, en fuite vers la Loire. Westermann, arrivé de Châtillon après la bataille, se hâta de suivre leurs traces : un corps d'infanterie prit la même direction pour l'appuyer et le soutenir.

Déjà le torrent des fuyards avait entraîné La Rochejaquelein jusqu'à Beaupreau. Devenu l'ame de son parti, ce jeune guerrier, dont le courage indomptable s'alliait toujours à la modestie la plus simple, se vit engagé sous ces funestes aus-

pices dans le passage de la Loire, qu'il désapprouvait. Sa première pensée fut de couvrir et d'assurer sa retraite. Il laisse d'abord une forte arrière-garde à Beaupreau, lui ordonne de se défendre avec vigueur, et de se porter ensuite rapidement sur les bords du fleuve; mais l'effroi glaçait tous les esprits. Peu de Vendéens auraient attendu l'ennemi à Beaupreau, si la plupart, accablés de fatigue, n'avaient cherché le repos au milieu même des dangers. Ils cédaient à peine aux douceurs du sommeil, que l'infatigable Westermann, à la faveur des ténèbres, et après avoir égorgé trois avant-postes, pénètre au pas de charge dans la ville même, renversant, taillant en pièces une partie de l'arrière-garde. Ceux qui peuvent échapper au carnage prennent la fuite, après avoir tiré le canon d'alarme, abandonnant dix pièces d'artillerie, trente mille rations de pain, un magasin à poudre et beaucoup de prisonniers. C'en était fait des Vendéens, si les soldats de Westermann avaient poussé jusqu'à Saint-Florent; mais épuisés par tant de marches et de combats, ils éprouvèrent la nécessité du repos, qu'ils semblaient ne trouver que dans les excès et le pillage. Les généraux républicains, en ne poursuivant pas immédiatement, sur les bords du fleuve, les royalistes saisis de terreur, laissèrent échapper les

gages de la victoire. Le général Haxo pressentait cette faute. Resté à la garde du parc d'artillerie, qu'il avait reconquis avec tant de gloire. Et prêt à marcher avec la réserve, il dit à ses soldats, impatiens d'agir : « Camarades, sans doute qu'on ne » laissera point aux royalistes le temps de déli- » bérer ni de se rallier, et que demain la Loire » leur servira de tombeau ». En effet, par un dernier effort, on aurait pu aisément les y précipiter; car, malgré l'activité et l'énergie de La Rochejaquelein, leur retraite n'était qu'une fuite désolante.

Le passage du fleuve venait de leur être ouvert et assuré. On se battait encore à Chollet le 17 octobre, que déjà un grand nombre de fuyards couraient vers Saint-Florent sans s'arrêter. L'un d'eux vint annoncer le premier aux chasseurs des compagnies bretonnes de Bonchamps, la défaite de l'armée, et détermina ainsi le passage. D'Autichamp n'hésite pas; il est animé du désir d'exécuter le projet favori de son général. A l'instant même quatre cents chasseurs, conduits par le brave Gourdon, l'un des plus valeureux officiers de Bonchamps, se rassemblent pour tenter l'entreprise; ils seront soutenus par autant d'Angevins, que commandent MM. de Turpin et de Scépeaux, et par l'artillerie

de Saint-Florent. Aucun obstacle ne peut les arrêter; ils veulent à tout prix s'emparer de Varades, sur la rive droite du fleuve. On vit alors une poignée de braves voguant d'île en île, sur quelques barques légères, fondre à l'improviste, mais en plein jour, sur huit cents républicains chargés de défendre ce poste. Surpris et attaqués avec une vigueur extraordinaire, ceux-ci lâchent honteusement le pied, pour se réunir non loin de là, au cantonnement d'Ancenis. C'est à l'officier général qui commandait le cantonnement, qu'on imputa depuis, avec raison, tous les malheurs qui fondirent sur trois provinces. A peine d'Autichamp eut planté l'étendard royal à Varades, qu'il revint sur la rive gauche, attendre les ordres de Bonchamps, dont il ignorait la destinée, et auquel même il avait expédié un courrier pour l'informer du succès de son attaque.

Il ne tarda pas à être renforcé lui-même par le détachement qu'amenait Talmont. Ce prince, chargé d'assurer le passage du fleuve avec quatre mille hommes, se dirigeait vers Saint-Florent, lorsqu'il reçut, à minuit, la nouvelle de la perte de la bataille. Il en prévit les suites fatales, et hâtant sa marche vers les bords du fleuve, il y trouve d'Autichamp: « Tout est perdu, lui dit-

» il. — Ma troupe, répond d'Autichamp, vient » de passer la Loire et d'emporter Varades. — » Je venais dans le même dessein, ajoute Tal- » mont ». Ces deux chefs se concertent et ordonnent toutes les dispositions nécessaires pour que l'armée, qui accourait dans le plus grand désordre, pût effectuer le passage sans délai et sans obstacles. Il n'y avait plus un instant à perdre. Avec des groupes de fuyards venant de Chollet et de Beaupreau, et qui se succédaient sans interruption, arrivait presque toute la population de la Haute-Vendée, qui se précipitait sur Saint-Florent, dans l'espoir de franchir le fleuve et d'échapper au fer et au feu de l'ennemi. Les cris de douleur des femmes, des enfans, des vieillards et des mourans, rendaient plus déchirant ce spectacle de désolation et d'alarme. Une morne consternation saisit la multitude à l'aspect de Bonchamps et de Lescure, blessés à mort et portés par leurs soldats. Les fuyards leur servaient d'escorte, moins occupés de leurs propres dangers que de la triste destinée de ces deux chefs. L'armée entière, par un mouvement désordonné, se précipitait vers Saint-Florent; on y amenait aussi de Chollet cinq mille prisonniers républicains; neuf d'entr'eux venaient d'être fusillés en route, pour avoir cherché à

s'évader. On ne pouvait ni les traîner plus loin sans danger, ni leur faire traverser le fleuve : on les enferma dans l'église de Saint-Florent. Les Vendéens, la rage dans le cœur, demandent à grands cris l'égorgement des prisonniers. « Vengeons-» nous, s'écriaient-ils! Vengeons-nous, il en est » temps! Voyez la flamme dévorer nos villes, nos » hameaux, nos moissons! Usons de représailles, » puisque nos barbares ennemis ne nous font » aucun quartier. Serions-nous assez imprudens » pour laisser derrière nous cinq mille ennemis » de plus? Tuons-les! Massacrons les républi-» cains!.... » Ce cri devint général. Les officiers royalistes eux-mêmes, partageant cette animosité cruelle, délibèrent sur le sort des prisonniers, et dans un premier mouvement, sont d'avis de les vouer à la mort. C'est une horreur! dit, d'une voix affaiblie, Lescure qui gisait dans la chambre du conseil. Quand on parla de donner l'ordre d'exécuter ces malheureux, nul ne voulut s'en charger. C'est une affreuse boucherie, disait l'un; je ne ferai point l'office de bourreau, s'écriait l'autre. Une telle représaille, ajoutaient plusieurs d'entr'eux, porterait les républicains à redoubler de cruauté; ils ne laisseraient aucune créature vivante sur la rive gauche; d'ailleurs ces hommes, prisonniers depuis plusieurs mois, n'ont point

participé aux massacres et aux incendies. Cependant la tourbe furieuse des Vendéens tournait les canons pour les mitrailler. Rien ne semblait pouvoir les soustraire au massacre, lorsque le généreux Bonchamps, en proie aux douleurs d'une blessure mortelle, entend ces cris de vengeance et de rage; il ranime ses forces défaillantes, appelle ses officiers, plongés dans l'affliction, sollicite et obtient de leur dévouement la grâce de tant de malheureux. D'Autichamp se jeta, dit-on, à ses genoux, et Bonchamps lui serrant la main, lui dit : « Vas, sois l'organe et l'exécuteur de ma der- » nière volonté ». Il courut aussitôt pour remplir ce devoir sacré. Mais comment en imposer à cette multitude féroce qui veut le massacre? La voix mourante de Bonchamps ne pouvant se faire entendre, un roulement annonce une proclamation. Les plus mutins accourent; ils écoutent. C'est un ordre donné par Bonchamps aux portes du tombeau; il veut qu'on respecte la vie des prisonniers. Au nom de Bonchamps, le recueillement succède à la fureur; on verse des larmes; les canons, déjà braqués, sont détournés. De tous côtés on entend crier : « Grâce! grâce! » Sauvons les prisonniers, Bonchamps le veut, » Bonchamps l'ordonne »! Il est obéi. Telle fut la dernière action de ce héros chrétien. Trans-

porté le même jour au hameau de la Meilleraye, dans une île de la Loire, il y expira presqu'aussitôt : son ame noble et généreuse quitta la terre, emportant, pour consolation, le salut de cinq mille victimes. Ses restes furent déposés dans l'église de Varades, vis-à-vis Saint-Florent, qui est encore rempli de son nom. Assez de témoignages, d'ailleurs, confirment ce dernier trait de sa vie, sur lequel, depuis ma première version, on avait essayé de répandre le doute (*).

(*) Voyez, à la fin du volume, *Pièces justificatives*, n.° II.

LIVRE X.

Passage de la Loire par les Vendéens. — La Rochejaquelein est élu généralissime. — Défaite des républicains à Laval. — Mort du général Lechelle. — Alarmes et confusion en Bretagne. — Incursion triomphante des Vendéens. — Mort de Lescure. — Attaque infructueuse de Granville. — Expédition anglaise de lord Moira.

Les Vendéens fuyant leur pays, livré aux flammes et à toutes les calamités d'une ville prise d'assaut, rappellent ces anciens peuples dont les restes malheureux couraient au loin chercher une nouvelle patrie; c'était à la fois une horde nomade et une armée fugitive : transmigration surprenante, qui a donné lieu à des versions absurdes, à des récits pleins d'exagération que l'histoire doit rejeter. J'ai tout examiné sur le théâtre même de la guerre; j'ai comparé tous les mémoires, et je n'avancerai que des faits certains.

Quand à l'aube du jour, le 18 octobre, les chefs vendéens entrèrent à Saint-Florent, un spectacle inoui et qu'on ne reverra plus, s'offrit à leurs yeux étonnés. Quatre-vingt mille fugitifs,

soldats, femmes, enfans, vieillards, prêtres, nobles, laboureurs, couvraient la plage qui, des hauteurs de Saint-Florent, se prolonge en forme semi-circulaire jusqu'au bord de la Loire. Cette multitude confuse, fuyant l'incendie, le meurtre, poussant des gémissemens et des cris, se pressait pêle-mêle dans cette vallée étroite. Là, dans le trouble, chacun cherchait sa famille, ses amis, ses défenseurs, pour traverser le fleuve en toute hâte, comme si au-delà il n'existait plus aucun danger. Tous tendaient leurs mains suppliantes vers la rive opposée, où l'on apercevait une autre multitude dont on entendait les cris plus sourds. Une vingtaine de barques allaient et venaient, mais trop lentement au gré de l'impatience de tant de femmes au désespoir, d'enfans éplorés, et de l'armée entière, qui demandait à grands cris de passer au-delà. Ce désordre, cette foule éperdue, cette affreuse incertitude de l'avenir, cette vallée, ce fleuve qu'il fallait traverser, retraçaient, selon l'expression d'un témoin célèbre (*), la redoutable image du jugement dernier. Les uns traînent ce qu'ils ont de plus précieux, d'autres portent, soit leurs enfans, soit leurs pères, accablés d'années; ceux-ci veulent

(*) Madame la marquise de La Rochejaquelein.

sauver leurs voisins, leurs amis couverts de blessures; tous ne voient plus de salut que sur l'autre rive; ils y sont appelés par les Angevins et par les Bretons, qui leur amènent des bateaux à force de rames, en leur criant : « Venez, » hâtez-vous! de notre côté vous trouverez » des royalistes, des secours, un asile ». Le ciel était si pur, le fleuve si calme qu'on pouvait s'entendre d'une rive à l'autre; c'était à qui se jeterait dans ces barques légères. En vain quelques officiers s'efforcent de retenir leurs soldats; mais il n'est plus temps, nul n'écoute plus la voix des chefs. Deux généraux, La Rochejaquelein et Lescure, s'opposent opiniâtrement à ce passage, ou plutôt à cette fuite. Le premier, livré au désespoir, s'écrie que l'armée est perdue, qu'il faut combattre encore et rester à tout prix sur le théâtre de la guerre; le second voudrait mourir dans la Vendée, dût-il tomber au pouvoir des républicains. On leur représente que rien au monde ne pourrait arrêter le torrent, qu'abandonner l'armée dans cet instant critique, ou la partager en deux, serait en consommer la ruine; que l'effroi d'ailleurs est tel, qu'à la moindre apparition des hussards ennemis, cette multitude désolée se précipiterait dans la Loire; qu'il n'y a d'espoir de ranimer son courage qu'au-delà du

fleuve. La Rochejaquelein et Lesoure cèdent à ces raisons, et le sort en est jeté. Dès-lors il n'est plus question que d'effectuer le passage militairement. La conservation de l'artillerie excitait toute la sollicitude des généraux. Le prince de Talmont avait jugé que trente canons de différens calibres, et quarante caissons attelés suffiraient à l'armée royale, au-delà de la Loire; mais leur faire franchir le fleuve était une opération hérissée de difficultés. Le seul point favorable pour tenter l'embarquement était le port des Leards, vis-à-vis Ancenis, dont il fallait d'abord s'emparer. Talmont et d'Autichamp, suivis par les Vendéens les plus déterminés, se jettent dans les premières barques; ils abordent à Varades, et ralliant les Bretons qui venaient de s'emparer de ce poste, ils marchent sur Ancenis par la route de Nantes. Ni ses barrières, ni ses grilles de fer, ni une forte garnison, ni la présence du conventionnel Meaulle ne peuvent garantir Ancenis. Malgré une grêle de balles, Talmont et d'Autichamp, à la tête des Bretons et des Angevins, emportent les retranchemens; ils s'emparent de la ville, secondés, il est vrai, par Piron, qui, arrivé de l'autre côté du fleuve avec l'artillerie, fit tirer plus de cent coups de canon pendant l'attaque.

La prise d'Ancenis mit au pouvoir des royalistes une quarantaine de barques. Talmont et d'Autichamp les envoyèrent aussitôt à Piron, qui effectua le passage de tout le train avec promptitude et peu de péril, les Vendéens n'étant plus inquiétés ni sur l'une ni sur l'autre rive. C'était à Saint-Florent que le gros de l'armée continuait le passage avec le même bonheur. Soit excès d'infortune, soit un reste de fermeté, chacun gardait alors un morne silence : plus de larmes chez les femmes, plus de plaintes chez les hommes; le sentiment de la propre conservation, le désespoir d'une telle fuite absorbaient toutes les ames. Tous auraient voulu traverser le fleuve en même temps; à défaut d'embarcations, les uns se jetaient à la nage, d'autres traversaient à cheval, car le temps se soutenait magnifique et la Loire extrêmement calme. Des milliers de Vendéens couvraient ses deux rives. Les îles qui, sous Saint-Florent, la divisent, en rendaient la navigation plus sûre, mais plus lente. On vit la cavalerie passer le premier bras à cheval, et les cavaliers, arrivés au second bras, passer en barques et leurs chevaux à la nage. L'arrière-garde seule, où se trouvaient Lyrot et Designy, Saint-André et Rostaing, fut harcelée devant Ancenis : elle gagna néanmoins l'autre bord. Sur l'avis d'un

espion; le conventionnel Merlin de Thionville s'était mis à la tête de trois cents chevaux, et avait forcé Rostaing à s'embarquer en désordre, sabrant et noyant quelques soldats, faisant plusieurs femmes prisonnières, et tuant de sa main le curé Rodrigue de Basse-Goulaine, au moment où il mettait le pied sur une barque. Deux obusiers et quelques canons démontés, restés sur la grève, tombèrent aussi en son pouvoir. Malgré les coups de fusils, les dernières barques atteignirent la rive droite, tandis que les royalistes qui y étaient déjà, faisaient pleuvoir sur les républicains une grêle de mitraille et brûlaient les bateaux. Ainsi, malgré l'opposition de quelques chefs; malgré la confusion, le désordre; malgré la quantité prodigieuse de bagages, de chariots, de voitures, de canons, de caissons, vingt à trente barques suffirent, tout passa; et en un jour et deux nuits, quatre-vingt mille Vendéens, sans préparatifs, sans pontons, eurent touché à la rive opposée.

Le 19 octobre, Westermann et son avant-garde parurent à la vue de Saint-Florent, quand les bateaux voguaient depuis quarante-huit heures. Toute l'arrière-garde vendéenne était en sûreté sur la rive droite, malgré les indignes efforts des prisonniers républicains, qui faisaient feu sur

leurs libérateurs. O honte! ceux mêmes qui devaient la vie à la magnanimité des chefs royalistes, égorgèrent les traîneurs et tirèrent sur l'armée fugitive! L'arrivée tardive de Westermann, les coups de canons répétés, ne signalèrent que leur rage et leur impuissance.

Arrêtons-nous ici un moment, et entendons les détracteurs de cette expédition d'Outre-Loire, appeler sur elle le blâme de l'avenir. Ce ne fut, disent-ils, qu'une entreprise insensée, fatale aux royalistes, dont elle précipita la ruine. Du moins la postérité n'en imputera pas les désastres à Bonchamps, qui l'avait conçue dans l'intérêt de son parti. Lui seul pouvait en assurer le succès; personne ne doute qu'il n'eût surmonté tous les obstacles en soulevant la Bretagne, ainsi qu'il en avait le dessein; mais il fut blessé à mort, et d'autres conduisirent les Vendéens au-delà de leurs limites. La mémoire de Bonchamps ne saurait être responsable des fautes commises en Bretagne par d'autres que par lui. A la vérité, par cette transmigration, la Vendée fut abandonnée presqu'entière aux républicains, qui s'acharnèrent à y porter la dévastation et la mort. Mais qu'aurait pu tenter une multitude fugitive et en désordre, n'obéissant plus à ses chefs, traînant à sa suite, comme un peuple nomade, vieillards, femmes

et enfans? Pouvait-on se flatter, après trois batailles perdues, de retenir les Vendéens unis et serrés sur l'ancien théâtre de la guerre? Un grand nombre avait déjà passé la Loire sans aucune impulsion des chefs; le reste regardait l'autre rive comme le terme des malheurs de l'armée; tous voyaient la Vendée en feu et les républicains sur leurs pas. Il n'était plus possible de faire repasser le fleuve à ceux qui s'étaient portés sur la rive droite, ni d'inspirer à cette multitude épouvantée assez de courage pour hasarder de nouveau le sort des armes? Le plus puissant génie n'aurait pas opéré ce prodige. Se faire jour à travers les colonnes ennemies pour joindre Charette, n'était praticable qu'avec des troupes disciplinées. Au contraire, découragés par leurs revers, les Vendéens n'auraient pu soutenir un nouveau choc ni essayer aucune manœuvre en présence des républicains victorieux, qui les auraient dispersés sans retour; alors plus d'artillerie, plus de munitions, plus d'organisation militaire;. ils eussent péri faute de vivres, dans un pays dévasté, ou seraient tombés isolément sous le feu de leurs adversaires. Les transplanter en Bretagne, c'était donc les faire revivre.

Toute la Haute-Vendée, d'ailleurs, ne resta point déserte; un assez grand nombre de roya-

listes s'y tinrent cachés, et près de trois à quatre mille se jetèrent en armes dans la Basse-Vendée, sur le territoire de Charette : il y eut alors deux guerres au lieu d'une. Invariable dans sa résolution, ce chef, qui s'était déclaré tant de fois contre le passage de la Loire, n'aurait pas suivi la grande armée, quand même les républicains lui eussent ouvert le passage; mais sans l'attaquer alors en forces, ceux-ci se bornèrent à essayer de couper toute communication entre le Haut et le Bas-Poitou.

Ainsi la transmigration des Vendéens fit renaître une armée royale, et de grandes espérances vinrent adoucir l'infortune des guerriers de la rive gauche. On proclamait leur destruction à la tribune conventionnelle, et ils préparaient encore des prodiges sur un théâtre nouveau. Bientôt la France et l'Europe, admirant leur indomptable audace, crurent voir se réaliser la fable de l'Hydre.

Réunie toute entière à Varades, l'armée catholique, protégée par trente bouches à feu, occupait, dès le 19 octobre, une bonne position. Elle poussait même ses avant-postes jusqu'à Ingrande, sur la route d'Angers. Ses généraux, n'ayant plus ni Bonchamps ni d'Elbée, sentirent la nécessité de se donner un commandant en

chef qui eût la confiance générale. Lescure réunissait toutes les voix ; mais il était blessé mortellement, et lui-même désigna La Rochejaquelein comme le seul capable de ranimer le courage des guerriers de la Vendée. « Je sens la mort » s'approcher, dit Lescure d'une voix affaiblie, » et si, pour me sauver, la nature opérait un » miracle, je ne voudrais être que l'aide-de-» camp de mon ami ». En indiquant ce choix, Lescure exprimait le vœu de l'armée entière. Tous les chefs s'assemblent à Varades, et nomment, à l'unanimité, La Rochejaquelein généralissime. Aussi modeste que brave, ce jeune gentilhomme s'était dérobé aux regards de l'armée. On le cherche, on le trouve les yeux mouillés de larmes, protestant qu'il ne se croit pas digne du généralat, qu'il n'a ni assez de talent, ni assez d'expérience pour remplir des fonctions à la fois si honorables et si difficiles, que ce n'est guère à vingt-un ans qu'on peut tour-à-tour présider aux combats et aux conseils, avec la même fermeté. Mais l'armée entière ne songeant qu'à ses qualités héroïques, le proclama. La Rochejaquelein parcourt aussitôt toute la ligne, qui fit entendre les cris répétés de *vive le Roi! vive La Rochejaquelein!*

Ces premiers momens de tranquillité furent

marqués par les honneurs funèbres que les royalistes rendirent à Bonchamps, dont la perte était profondément sentie. Toute l'armée éleva des vœux à l'Eternel, pour le repos glorieux de ce digne soutien de l'autel et du trône.

A la vue de l'armée royale passée toute entière de l'autre côté du fleuve, les républicains furent saisis d'étonnement. Ce passage, effectué contre toute attente, renversait leur plan d'extermination. Les généraux et les commissaires de la république s'assemblèrent précipitamment à Beaupreau, en conseil de guerre. Il fallut d'abord changer les dispositions arrêtées la veille. Le général Lechelle fut d'avis de faire passer de suite la Loire à l'armée, pour la mettre à la poursuite des Vendéens; mais de grands obstacles se présentaient. On manquait de pontons et il n'y avait point assez de barques. D'ailleurs l'artillerie royale, braquée sur les hauteurs de Varades, annonçait assez qu'on était résolu de défendre vigoureusement le passage. D'un autre côté, il était à craindre que, dans leur désespoir, les Vendéens se portassent sur Angers ou sur Nantes, pour de là étendre la guerre civile. Que d'efforts et de combats ne faudrait-il pas alors pour les détruire? Mais délibérer au lieu d'agir, c'était perdre un temps précieux. Le général Lechelle se

rendit au vœu de la majorité, et l'armée prit séparément la double direction de Nantes et d'Angers, pour y passer rapidement le fleuve. La plus forte colonne se porta sur Nantes, afin d'arriver le 20 et de repartir le 21, en deux divisions, dont l'une se dirigeait sur Rennes, et l'autre, aux ordres du général en chef, sur Ancenis. L'avant-garde, sous la conduite du général Beaupuy, marchait déjà pour garantir Angers. Quelques bataillons restèrent dans le centre même de la Vendée, avec la seule instruction d'y continuer le massacre et l'incendie.

Le général Lechelle, n'ayant aucun avis certain sur la marche des royalistes, n'en pressait que plus vivement celle de ses troupes. Dès le 18 octobre, deux à trois mille Vendéens, arrivés des premiers à Varades, avec Desessarts, Dehargue et le chevalier Duhoux, avaient repoussé jusqu'aux portes d'Angers le peu de troupes que leur avait opposé l'adjudant-général Tabari, chargé aussi de la défense d'Ingrande, poste intermédiaire entre Varades et Angers; Tabari perdit deux canons. Pour le soutenir, une partie des anciennes garnisons de Condé et de Valenciennes sortit des Ponts-de-Cé; mais le général Aulanier, qui amenait ces renforts, ne fut pas plus heureux que Tabari.

Cependant le gros de l'armée royale n'attendait plus à Varades que la décision du conseil pour se mettre en mouvement. Il était temps de quitter Varades et ses environs : cette multitude errante manquait de vivres et affamait tout, sans pouvoir subsister autrement qu'en parcourant chaque jour un nouveau pays. Tout ce qu'il y avait d'étrangers parmi les Vendéens avaient aussi passé la Loire, tant l'effroi était général. Après le passage, plusieurs se dispersèrent; d'autres, et ce fut le plus grand nombre, suivirent le sort des vaincus. C'était un spectacle à la fois touchant et déplorable, que celui qu'offraient neuf à dix mille Vendéennes associées avec résignation au malheur de leurs époux, de leurs pères et de leurs enfans.

Le conseil décida qu'on marcherait sur Laval. Ce n'était point l'avis de Lescure, que les Vendéens transportaient avec eux; il aurait préféré la prompte invasion d'Angers et de Nantes, soit pour ne pas s'éloigner de la Vendée, soit pour entraîner le soulèvement de la Bretagne. Mais ce chef était dans un état si déplorable, qu'il ne put même se faire porter au conseil. Les généraux royalistes espéraient trouver des secours à Laval, et même plusieurs d'entr'eux avaient déjà l'intention de se diriger sur la côte de Saint-Malo, où le gouvernement britannique préparait

un débarquement. On venait d'en recevoir l'avis par le chevalier de Saint-Hilaire, émigré breton, arrivé de Jersey; il avait traversé la Loire à la nage, et abordé sur la rive gauche dans la nuit même du 16 octobre. Témoin de la fuite des Vendéens et de tout le passage du fleuve, il ne fut admis au conseil qu'à Varades, où il annonça aux généraux qu'un armement pour les secourir allait mettre à la voile. Saint-Hilaire n'ayant aucunes dépêches (il s'en était défait dans un moment périlleux), sa mission inspira peu de confiance; mais comme elle se liait aux communications établies par Tinténiac, quelques chefs insistèrent dès-lors pour une expédition sur la côte de Bretagne : il fut décidé qu'on marcherait d'abord sur Laval et sur Rennes.

Toute l'armée se mit en mouvement le 20 octobre, sur deux colonnes, se dirigeant vers Candé, par les routes d'Ancenis et d'Ingrande, sans aucun plan de campagne, sans but décidé, fuyant l'ennemi, résolue cependant de le combattre partout où il se présenterait, et, du reste, s'abandonnant à la providence.

Ses éclaireurs occupaient le bourg de Saint-Georges, entre Ingrande et Angers. Cette dernière ville était alors remplie de fuyards, et le général Aulanier bivouaquait sous ses murs. Dans

ces conjonctures alarmantes, l'administration départementale de Maine-et-Loire, se défiant des généraux, envoya deux de ses membres, Jacques Duverger et Benaben, pour surveiller les opérations; ils trouvèrent les éclaireurs royalistes qui se repliaient sur Candé. L'adjudant-général Tabari et le commissaire Duverger les suivirent, entrèrent à Saint-Georges avec quelques hussards; et voyant les avant-postes ennemis se replier à leur approche, ils s'engagèrent imprudemment à trois lieues des troupes républicaines, sans pouvoir être soutenus. Arrivés à Ingrande, ils mirent pied à terre. Les tirailleurs vendéens, pour les envelopper, filèrent dans les vignes qui bordent la route. L'adjudant-général Tabari s'élança sur son cheval et prit la fuite au grand galop; le commissaire Duverger voulut le suivre, mais sa selle tourna et le fit tomber. Il reçut à l'instant un coup de fusil; et voulant se relever malgré sa blessure, il fut achevé à coups de sabre par des cavaliers royalistes. Les hussards se sauvèrent bride abattue du côté de Champtocé, à travers une grêle de balles : un seul républicain, le gendarme Marchand, loin de prendre la fuite, préféra se faire massacrer à côté du malheureux Duverger, son ami. Dans cette rencontre, quel-

ques dragons d'Orléans passèrent du côté des royalistes.

Le général Aulanier fit halte au château de Sérent, sans oser poursuivre l'arrière-garde ennemie, qui, rassemblée à Saint-Augustin-des-Bois pour rallier les traîneurs, prit aussitôt la route de Candé. Le gros de l'armée catholique occupait déjà cette ville, dont la garnison n'avait opposé qu'une faible résistance. Les Vendéens marchèrent de Candé sur Segré, qui fut abandonné aussitôt par quelques soldats et par ceux des habitans qui avaient embrassé avec chaleur la cause de la révolution. Suivant leur usage invariable, les Vendéens brûlèrent, à Segré, les papiers des administrations et l'arbre de la liberté.

Le 21, l'armée catholique quitta Segré et se dirigea sur Château-Gonthier : c'était une forte journée de marche, qu'une pluie continuelle rendit plus pénible encore. Qu'on se figure une avant-garde nombreuse, traînant avec elle quelques pièces de canon ; la foule venant ensuite, sans aucun ordre, et couvrant toute la largeur de la route. Là se trouvaient pêle-mêle l'artillerie, les bagages, les soldats, des femmes portant leurs enfans, des vieillards soutenus par leurs fils, des

blessés qui se traînaient à peine ; l'arrière-garde fermait la marche à cette immense colonne tumultuaire, qui occupait quatre lieues de longueur. Ni les soins ni les efforts des chefs ne pouvaient remédier à cette confusion déplorable, qui eût donné à l'ennemi tant de prise, si, au lieu d'attaquer toujours en tête ou en queue, il eût fait assaillir les flancs par une excellente cavalerie légère.

L'avant-garde étant à la vue de Château-Gonthier, la garnison, excitée par les révolutionnaires, voulut tenter le sort des armes ; mais cédant après deux heures d'escarmouches, elle abandonna la ville aux royalistes. Ceux-ci y entrèrent, animés du désir de la vengeance. Ils venaient d'apprendre qu'à leur départ on avait massacré, de sang-froid, quelques-uns de leurs blessés, restés en arrière. Ils vouèrent à mort, par représailles, les révolutionnaires composant les autorités de Château-Gonthier : on les fusilla la plupart. Le curé constitutionnel eut le même sort. Bernard de Marigny fit saisir, dans une cave, le juge de paix, qui s'y était caché et qu'on venait de lui dénoncer comme un révolutionnaire féroce ; il le tua de sa main sur la place publique, et se souilla par d'autres exécutions semblables, tant les guerres civiles dénaturent les caractères les plus doux.

Toutefois les généraux vendéens qui nourrissaient l'espoir de soulever le Maine et la Bretagne, s'efforçaient de maintenir la discipline dans leur armée, et surtout d'empêcher le pillage : ils condamnèrent à la peine capitale, pour vol, deux de leurs soldats pris sur le fait à Château-Gonthier.

Le 22, à dix heures du soir, La Rochejaquelein, impatient d'arriver à Laval, fit battre la générale et ordonna le départ. Il plaça le gros des tirailleurs et deux pièces de canon en avant-garde, et les bagages au milieu de l'armée. Dans cet ordre, et sans trop s'écarter les uns des autres, les royalistes marchèrent sur Laval, que le prince de Talmont ne cessait de leur présenter comme le foyer d'une seconde Vendée. L'armée fit halte à Entrames pour se rallier. Des bruits confus et contradictoires avaient répandu dans Laval l'agitation et le trouble. A la nouvelle de l'approche des royalistes, le conventionnel Esnue-Lavallée, qui parcourait le district de Craon, fait sonner le tocsin, tirer le canon d'alarme, et demande du secours à tous les districts voisins. Laval donne deux bataillons armés, trois pièces de canon et de la cavalerie; les volontaires d'Ernée, de Craon et de Mayenne s'y réunissent. Des vedettes sont placées sur toutes les routes; le tocsin redouble et l'on bat la générale : cinq à six mille

hommes se rassemblent, armés de fourches, d'instrumens aratoires et de fusils de chasse; enfin des avant-postes bivouaquent pendant toute la nuit, se tenant sur le *qui vive*.

Au point du jour, on aperçut l'armée royale toute entière. Son aspect en imposa, malgré les dispositions de défense. A huit heures du matin commence l'attaque : les avant-postes sont forcés, les royalistes pénètrent sur plusieurs points à la fois; deux administrateurs de la Mayenne, combattant à la tête des troupes, tombent percés de coups. Les républicains ébranlés, semblaient n'attendre que le signal de la déroute, lorsque l'adjudant-général Letourneux prit la fuite à cheval, à travers les rangs de ses soldats, et les entraîna tous. La cavalerie vendéenne acheva de tout disperser. La Rochejaquelein, sans armes, ayant encore un bras en écharpe, fut le premier à pousser son cheval et à poursuivre l'ennemi avec tant d'acharnement, qu'il se trouva seul dans un chemin creux, en face d'un soldat républicain armé de son fusil. Sans balancer, La Rochejaquelein se jette sur cet homme, qui se met aussitôt en défense et veut se servir de son arme. Le chef royaliste le saisit, et usant de sa singulière adresse à manier son cheval, il presse son adversaire avec un seul bras, le fait chanceler, l'entraîne et le

terrasse. Les Vendéens arrivent en foule, et veulent tuer le soldat qui est aux prises avec leur généralissime. La Rochejaquelein s'y oppose, et dit à son ennemi vaincu : « Vas, retourne vers » les républicains, dis-leur que le général des » royalistes, sans armes et privé de l'usage d'un » bras, t'a terrassé et t'a laissé la vie ». Laval fut envahi aussitôt, et cinq à six cents républicains périrent victimes d'un dévouement inutile. Les vainqueurs perdirent peu de monde ; mais la mort de La Guerivière, fils de l'ancien receveur des tailles de Châtillon, qui fut tué à côté de La Rochejaquelein, en entrant dans la ville, les irrita contre les vaincus, auxquels ils ne firent point de quartier. Plusieurs républicains trouvèrent un refuge chez madame de Montfranc, qui sollicita leur grâce et l'obtint. Cette femme généreuse périt ensuite pour ses opinions, dans un cachot où la fit jeter le conventionnel Esnue-Lavallée.

Les royalistes avaient deux jours de marche sur l'armée républicaine, qui, divisée en deux colonnes, décrivait un cercle pour les atteindre. Une demi-brigade avait passé la Loire, avec la cavalerie légère, à Ancenis ; les uns à cheval, les autres dans des barques à demi-brûlées ; tandis que le conventionnel Carrier, à la tête d'une division, s'avançait en grande hâte de Beaupreau

à Nantes. Tout comme à Angers, l'alarme et la confusion y régnaient : Carrier y mit tout en réquisition, afin de parer aux besoins de l'armée. Les Vendéens auraient donc pu marcher sans obstacles en Bretagne et jusqu'à Rennes, si la nécessité du repos, si le besoin de se réorganiser, et surtout si l'espoir de se recruter n'avait déterminé leur séjour à Laval. Cette ville riche, populeuse et commerçante, la plus considérable du Bas-Maine, située sur l'une et l'autre rive de la Mayenne, à quatre lieues du Mans, de Rennes et d'Angers, ne s'était point prostituée, comme tant d'autres, aux passions révolutionnaires. La majeure partie de ses habitans était restée fidèle aux principes de la religion ; aussi l'armée royale y fut accueillie avec enthousiasme. Les dispositions des campagnes n'étaient pas douteuses : elles supportaient avec impatience l'interdiction du culte catholique et la réquisition militaire. Le peuple de la ville et des villages voisins remplissait les églises ; il jouissait avec attendrissement du rétablissement momentané du culte. Les prêtres se succédaient dans la chaire de vérité, et distribuaient le pain de la parole divine à ces bons villageois qui en étaient privés depuis si long-temps. Les personnes mêmes qui s'étaient égarées, venaient se jeter, avec larmes,

aux pieds des prêtres, et abjurant leurs erreurs, demandaient, comme une grâce, de suivre l'armée. Cette impulsion vive, propagée à propos et sans délai, aurait pu produire de grands résultats. Mais tout devait s'éclipser comme une vaine ombre : c'était une de ces heures de ténèbres où la providence semble sommeiller et laisser le monde livré à tous les désordres.

Cependant les têtes de colonnes de l'armée républicaine, qui s'était portée sans relâche de Nantes et d'Angers sur Château-Gonthier, touchaient à cette dernière ville. Instruits de leur approche, les généraux vendéens se réunirent en conseil de guerre, pour décider si l'on se porterait à la rencontre de l'ennemi, ou si, profitant des deux jours de marche, l'armée catholique poursuivrait sa route en Bretagne. L'avis de la majorité fut d'aller au devant des républicains.

Westermann, qui commandait leur avant-garde, marchait déjà sur Laval, qu'il croyait évacué, d'après un faux rapport. Il était à six lieues de l'armée qui devait le soutenir, n'avait que quatre mille hommes, et ne s'était pas même concerté avec le général Aulanier, auquel il aurait pu se joindre entre Candé et Segré. Persuadé qu'il n'atteindrait que l'arrière-garde royaliste, il marcha pendant toute la nuit, et arrivé le 23 à la

lande de la Croix-de-Bataille, à trois quarts de lieue de Laval, il trouva les Vendéens embusqués de droite et de gauche. Quoiqu'assaillie à l'improviste par une vive fusillade, l'infanterie mayençaise n'en fut point ébranlée; elle y répondit aussitôt, et le combat s'engagea avec le même acharnement de part et d'autre; il dura deux heures. L'obscurité rendit l'action meurtrière. Dans la mêlée, républicains et royalistes s'encourageaient réciproquement sans se reconnaître. D'Autichamp s'empara d'un caisson chargé de cartouches, monta dessus et en distribua indistinctement aux amis et aux ennemis. Un paysan du Poitou, qui s'était battu long-temps près d'un volontaire, se retourne, reconnaît le républicain et lui casse la tête à coups de crosse. Criblé par les tirailleurs royalistes, sur le point d'être tourné par Stofflet, et mal secondé par sa cavalerie, Westermann battit en retraite, et bivouaqua à une lieue du champ de bataille, pour attendre le gros de l'armée. Ce combat ne fut que le prélude d'une action plus générale.

Toutefois la journée du lendemain fut calme pour les royalistes, et se passa en préparatifs du côté des républicains. La défaite de leur avant-garde venait de les avertir que l'armée catholique était toute réunie à Laval, et qu'ils avaient besoin

de la totalité de leurs forces pour la combattre. Le général en chef Lechelle se mit à la tête de son armée, qui s'élevait à trente mille combattans. A la suite d'un conseil de guerre, il résolut d'attaquer Laval le lendemain, tandis que les colonnes des généraux Chambertin et Aulanier agiraient séparément; l'une en coupant la retraite à l'ennemi, l'autre en tournant Laval par Cossé. Le premier manqua de précision; le second reçut les ordres trop tard. Il fallait, pour arriver à Laval, traverser une position flanquée par deux hauteurs au-delà du village d'Entrames. Westermann et Danican s'y établirent avec une avant-garde de trois cents hommes. Le général Lechelle, qui avait placé l'armée à deux lieues en arrière, leur donna l'ordre de quitter leur position. Westermann assure dans ses mémoires qu'il releva cette faute, et prédit une défaite.

Cependant les paysans vendéens, fiers d'avoir repoussé l'avant-garde républicaine, comptaient sur quelques jours de repos, et négligeaient, selon leur coutume, de se garder et de faire des patrouilles; ils auraient même été surpris dans Laval, par toutes les forces de l'ennemi, sans le zèle de Forestier. Ce jeune homme part presque seul, à onze heures du soir, pour aller à la découverte; il s'avance vers Entrames, apprend que

l'armée républicaine y était réunie et se disposait à une attaque générale. Il rentre aussitôt à Laval, pour rendre compte aux généraux royalistes de l'approche de l'ennemi. La Rochejaquelein fait battre aussitôt la générale, et rassemble ses forces à la hâte, dans l'intention de prévenir l'attaque des républicains par une agression subite.

Il parcourt les rangs et anime ses soldats. « Effacer aujourd'hui la honte des combats pré» cédens, leur dit-il, est le seul moyen de salut » qui vous reste. Il ne s'agit pas seulement de » vous défendre et de sauver la vie à vos femmes, » à vos enfans; votre cause est celle de tous les » royalistes de France; c'est celle de Dieu et » de la foi de vos pères. Marchons à la vic» toire. Les Bretons nous tendent les bras; ils » nous aideront à reconquérir nos foyers : mais » il faut d'abord vaincre; une défaite serait ir» réparable ».

Le courage des Vendéens fut enflammé par cette courte harangue. Lescure lui-même voulait se faire porter dans les rangs et aller au combat. A peine fut-il arrêté par l'état alarmant de ses blessures, et par les supplications de sa femme et de ses amis. S'étant fait traîner à un balcon, il encouragea, de la voix et du geste,

les Vendéens qui défilaient pour aller au feu.

Ils s'emparèrent des mêmes hauteurs que venait de quitter Westermann, et le généralissime envoya aussitôt Martin de La Pomeraie, connu sous le nom de Martin le gendarme, pour reconnaître plus particulièrement la position et la force de l'ennemi. Cet intrépide officier s'étant acquitté avec célérité de sa commission, vint faire son rapport aux généraux, qui, à la tête de leurs colonnes, marchèrent au-devant de l'armée républicaine. Le combat commença vers sept heures du matin entre Laval et Entrames. Dès qu'on fut à portée du canon, Bernard de Marigny ordonna de faire feu à mitraille sur les Mayençais qui formaient l'avant-garde. Ceux-ci avaient à soutenir la gloire de Mortagne et de Chollet; ils se battirent avec acharnement.

Le général Lechelle, croyant attaquer le premier, avait placé son armée sur une seule colonne, le terrein ne permettant pas de la diviser avec avantage. Prévenu et assailli brusquement, il crut pouvoir se développer; mais sa mauvaise position, ainsi que le défaut de combinaison et d'ensemble, firent manquer tous ses mouvemens. La tête de la colonne républicaine étant enfoncée, les tirailleurs Vendéens se précipitèrent sur elle par pelotons, et firent tout plier: le

désordre de l'avant-garde gagna bientôt le corps d'armée. Il recula jusqu'à Entrames ; là le combat devint général. Une batterie arrêta les royalistes. Stofflet, placé aux premiers rangs, se tourne vers Saint-Hilaire, émigré breton, venant de Jersey, et lui dit : « Voulez-vous que je vous » montre, Monsieur, comment dans notre ar- » mée on enlève une batterie » ? Sans attendre la réponse, il ordonne à Martin le gendarme de s'emparer des canons qui foudroyaient les Vendéens. Cet officier, suivi de quelques braves, se précipite sur les canons, tue les canonniers sur leurs pièces, et après s'en être emparé, les tourne contre les républicains. Cette action héroïque, donnant une forte impulsion à l'armée, elle s'avança pour soutenir des hommes si intrépides.

Cependant les Mayençais faisaient les plus grands efforts pour reprendre et la batterie et la position, d'où semblait dépendre le sort de la bataille ; mais les royalistes tinrent ferme. En dirigeant les canons enlevés aux républicains, La Marsonnière, officier d'artillerie, fut blessé grièvement d'un coup de feu, et au moment où Róyrand revenait au galop, apporter des gargousses, dont manquaient les canonniers, une balle le frappa à la tête. Les conducteurs de l'ar-

tillerie voulaient fuir; des coups de fouet et de plat de sabre les forcèrent d'avancer. L'opiniâtreté des Vendéens à défendre et à conserver cette position, assura la victoire. Déjà les Mayençais étaient forcés une seconde fois de céder le terrein. La division de Blosse, partie le même jour de Château-Gonthier, pour se réunir aux combattans, arriva au pas de course, et ne put empêcher la déroute, dans laquelle elle-même fut entraînée. Le général Lechelle s'efforça inutilement d'arrêter la colonne de gauche. Quoiqu'enfoncés, les républicains se battaient encore, mais en reculant devant les Vendéens, se préparant ainsi une entière défaite. Suivant leur coutume, ceux-ci s'élançaient à la poursuite des vaincus : mais La Rochejaquelein arrêtait leur impétuosité, qui eût pu devenir funeste. Il ordonne d'avancer en masse, et défend à aucun royaliste de sortir de la ligne; lui-même la parcourt en faisant marcher en ordre toute l'armée, que l'espoir d'un entier succès anime. En vain les républicains reforment leurs rangs derrière les haies, les arbres, les maisons qu'ils rencontrent sur leur passage; ils voient toujours devant eux une masse énorme qui les presse et les force d'abandonner successivement toutes leurs positions. Enfin ils s'appuient, pour dernière ressource, sur leurs

nombreux bagages, et veulent tenter un dernier effort. Le combat recommence avec une nouvelle furie; les deux armées paraissaient résignées à périr plutôt que de reculer de nouveau. Alors Dehargues, par une manœuvre hardie, tourne, avec une colonne, les bagages et s'en empare. Les républicains déconcertés, se replient précipitamment vers Château-Gonthier, toujours poursuivis par les vainqueurs. Aux approches de la ville, Stofflet, après cinq heures de combat, se glisse, à la chute du jour, à la tête des tirailleurs d'élite, derrière les colonnes, et les assaillit en flanc, ne faisant feu qu'à quarante pas, toujours soutenu par La Rochejaquelein. Les deux partis s'entremêlent, se confondent; les fusils deviennent inutiles; on se bat à l'arme blanche; on se poignarde; on se renverse, et le champ de bataille n'est plus qu'un théâtre de carnage. Des corps entiers de républicains, malgré des prodiges de valeur, sont coupés et faits prisonniers. Les Mayençais, entourés, ne peuvent ni combattre, ni se rallier, ni faire leur retraite; plusieurs se noient dans la Mayenne; trois cents se sauvent à la nage et gagnent Craon. Un bataillon met bas les armes. Schetou, officier dans la division de Stofflet, fait entourer les prisonniers

dans un vallon, où ils sont tous fusillés : action atroce, digne de l'horreur des temps, et que ne peut justifier le droit de représailles.

Les fuyards cherchaient un asile à Château-Gonthier; mais tel était l'acharnement des vainqueurs, que ni les distances, ni les retranchemens, ni les canons ne purent les arrêter. L'entrée de la ville est défendue par la Mayenne, sur laquelle est un pont où les républicains venaient de placer une batterie chargée à mitraille. Le général Beaupuy y avait aussi rallié quelques bataillons : ils soutinrent le choc et furent criblés. Ce général, blessé d'une balle dans la poitrine, s'écrie en tombant : « Je n'ai pu vaincre pour la république, » je meurs pour elle »! Emporté loin du champ de bataille, il envoie sa chemise teinte de sang à ses grenadiers. A cette vue, ces braves redoublent d'efforts pour arracher la victoire aux royalistes. Château-Gonthier leur fut disputé avec acharnement. « Mes amis, dit La Rochejaquelein » aux paysans victorieux, coucherons-nous ici et » les vaincus dans la ville? Si nous n'enlevons » pas ces retranchemens et ces canons, nous » n'aurons encore rien fait ». Les plus braves s'élancent aussitôt avec intrépidité: la première décharge en abat un grand nombre; mais la batterie,

les retranchemens et la ville sont enlevés. Les Vendéens y pénètrent et s'y établissent militairement.

A minuit, les républicains revinrent à la charge; d'abord leur attaque imprévue étonna l'armée victorieuse et y porta le désordre. Frappés de terreur, un grand nombre de Vendéens quittent leurs rangs; mais bientôt ils se trouvent pressés entre l'ennemi et les renforts qu'amenait La Rochejaquelein. Au milieu de ce conflit tumultueux de deux foules marchant dans une direction opposée, plusieurs soldâts périrent suffoqués, et Stofflet, major-général, eut un cheval étouffé sous lui. Les efforts incroyables de ce chef et du généralissime dégagèrent enfin les royalistes, qui reprirent l'offensive. Les Mayençais ne se voyant pas soutenus, et forcés de céder à leur destinée, abandonnèrent une seconde fois Château-Gonthier aux vainqueurs. Ainsi ces mêmes Vendéens, battus et fugitifs huit jours auparavant, venaient de renverser une armée formidable, et de détruire, en une seule bataille, presque toute cette brave division de Mayence, la terreur de la Vendée. A la vérité, cette bataille dura un jour et une nuit, et La Rochejaquelein y déploya les talens d'un capitaine expérimenté. Marchant toujours à la tête des siens, dirigeant lui-même

toutes les colonnes, il montra un sang-froid qui semblait ne pouvoir s'allier avec l'impétuosité de son courage. Il parcourait sans cesse toute la ligne, faisant avancer ceux qui retardaient la marche, et modérant l'impatience des plus ardens; aussi vit-on ces mêmes Vendéens attaquer toujours en masse les bataillons ennemis, comme aurait pu le faire une armée disciplinée.

La perte des républicains, en hommes, en bagages et en artillerie, fut immense: vingt-deux pièces de canons restèrent au pouvoir des vainqueurs; et quinze mille fuyards ne se crurent en sûreté que derrière les murs d'Angers, où douze jours leur suffirent à peine pour se réorganiser complètement. Le général Lechelle, insulté par ses propres soldats, menacé par Merlin de Thionville, n'eut pas la consolation de périr les armes à la main; peu de jours après il mourut à Nantes, de honte et de douleur. Cet homme présomptueux, ancien maître d'armes à Saintes, devenu chef de bataillon, élevé subitement au généralat, fit une de ces fortunes rapides et passagères, qui, nées de la révolution, s'écroulent presque toujours à la suite d'une catastrophe. On lui dut en peu de temps le gain de trois grandes batailles, que l'humiliation de la défaite de Laval fit bientôt oublier.

Le gros de l'armée vendéenne, pressé de jouir de la victoire, était rentré successivement à Laval, et il ne restait à Château-Gonthier, avec La Rochejaquelein, que les plus ardens à poursuivre l'ennemi. Se porter aussitôt sur Angers, pour de là s'ouvrir le chemin de la Vendée et la reconquérir avant que les républicains, étourdis de leur défaite, eussent pu disputer le passage, telle fut sa première pensée : mais il ne lui restait que peu de soldats ; tous étaient accablés, épuisés de fatigue ; d'ailleurs, sans l'avis du conseil, il n'osa prendre sur lui de donner un tel ordre, qui eût évité de grands désastres. Il reprit la route de Laval, et pour se délivrer de toute inquiétude, il chargea d'Autichamp de chasser les républicains de Craon. Le général Aulanier, qui n'avait pris aucune part à la bataille, venait de s'y retirer avec sa colonne ; elle était faible, mais intacte. Réduite par la désertion, elle fut renforcée par l'adjudant-général Chambertin. Que pouvaient cinq mille hommes découragés, croyant avoir toute l'armée royale à combattre dans une ville ouverte? On tint conseil ; les généraux penchaient pour la retraite ; mais les commissaires Esnue-Lavallée et Meaulle tremblaient pour Rennes, et décidèrent qu'on attendrait l'ennemi. Tous les ponts sur la route de Château-

Gonthier furent coupés, sans que ces obstacles pussent arrêter les royalistes. Ils attaquaient avec tant de promptitude et de vigueur, qu'on eut à peine le temps de gagner la route de Nantes. Un instant plus tard, l'arrière-garde était tournée. On marcha sur des cadavres dans la ville : c'étaient ceux des prisonniers que les généraux républicains auraient voulu sauver, et que le conventionnel Esnue fit fusiller au moment de la retraite. Cette cruauté irritant les Vendéens, ils massacrèrent à leur tour les soldats qui tombèrent en leur pouvoir. Restés maîtres de Craon, leurs canons, pointés dans la cour du château, grondèrent et firent doubler le pas aux républicains, qui battaient en retraite. Le détachement rentra ensuite à Laval.

L'alarme était dans Rennes, quand le général Aulanier y rentra. On courait aux armes de tous côtés, mais sans aucun espoir de résistance. Quelle barrière en effet pouvait-on opposer à l'ennemi ? Maître de Château-Gonthier et de Laval, il n'avait plus à redouter l'armée de l'Ouest, et pouvait marcher droit à Rennes, sans que Vitré fût un obstacle. Rennes renfermait les dépôts de l'armée, un arsenal, une fonderie : sa conquête aurait entraîné toute la Bretagne. Les Vendéens eussent pu s'y maintenir, en donnant

la main aux Morbihanais, qui frémissaient d'impatience et renouvelaient leurs tentatives d'insurrection. La Bretagne cependant comptait des républicains; mais, au lieu de rassembler une armée capable de résister, le général Rossignol dissémina ses forces à Vitré, à Ernée, à Fougères : voulant tout couvrir à la fois, il ne put rien sauver. L'insubordination, le défaut d'ensemble, qui avaient causé tant de maux sur la rive gauche de la Loire, s'introduisirent encore dans les rangs des républicains. On revit sept à huit armées agir sans liaison, et ne retrouver la victoire que lorsque l'autorité supérieure, concentrée de nouveau dans une seule volonté, et une volonté ferme, rendit aux mouvemens des troupes l'accord qu'elles n'avaient plus.

Ce n'était partout que confusion et sujet d'alarme. Paris même était livré, relativement à cette guerre, à des transitions subites, à des impressions contradictoires, qui souvent changeaient en stupeur les transports de la veille. « La Vendée n'est » plus, avait dit Barère à la séance du 25 oc- » tobre; Mortagne et Chollet sont en notre pou- » voir; les brigands sont presque tous exterminés; » une solitude profonde règne maintenant dans » la Vendée, couverte de cendres et arrosée de » larmes. La perte de Bonchamps vaut pour nous

» une victoire ». C'est ainsi que la vérité arrachait le plus bel hommage que cet illustre chef pût recevoir de la bouche même de ses ennemis. A peine ces paroles avaient-elles retenti dans la capitale, que la convention, les sociétés populaires, les autorités, le peuple, les soldats, s'étaient livrés à une joie immodérée. On avait dansé dans les rues, sur les places publiques, et on s'était écrié partout : *Il n'y a plus de Vendée*. Qu'on juge de la profonde surprise que causèrent les bruits presqu'immédiatement répandus, annonçant la prise de Noirmoutiers par Charette, le passage de la Loire et la défaite de Laval. Par une lâcheté inouie, dix mille hommes venaient de livrer, pour ainsi dire, le passage. L'adjudant-général Tabari paya de sa tête, il est vrai, la perte d'Ingrande; mais Fabrefond, qui avait eu toute l'autorité sur la rive droite, ne fut pas mis en jugement, et il en fut de même du commandant de Varades. Telle est, en révolution, la justice des hommes! Inculpé sourdement, le comité de salut public, dans l'impuissance de rien déguiser, récrimina. Barère, son orateur, reparut à la tribune, et détourna le blâme sur d'autres. Les principaux traits de son discours ne doivent pas rester dans l'oubli. « Tout a changé, » dit-il, par le défaut d'activité et d'énergie dans

» les mesures; par le manque d'intelligence et
» d'ensemble dans leur exécution. Victoires si-
» mulées, prises mensongères, demi-succès exa-
» gérés, récits fabuleux, tout aura sa place, et la
» nation sera vengée. Il approche, ce jour où le
» comité, d'une main assurée, déchirera le voile
» épais qui couvre toutes ces intrigues lointaines,
» toutes ces manœuvres locales, toutes ces tra-
» hisons militaires, toutes ces ambitions diverses
» des généraux, toutes ces passions minutieuses
» d'une foule d'agens qui ont trop long-temps
» circulé dans les départemens rebelles. Admi-
» nistrations départementales, administrations
» militaires, états-majors, conseils de guerre,
» intrigans de tous genres, aristocrates de l'inté-
» rieur, et vous-mêmes, généraux, vous serez tous
» marqués du sceau de la réprobation que vous
» méritez ».

Barère, ne dissimulant pas les malheurs qui venaient de fondre sur la Bretagne, avoua la défaite de Laval, le peu de résistance qu'opposaient les villes envahies par les royalistes; et il fit décréter que celles qui leur donneraient des secours ou qui ne les repousseraient pas, seraient rasées. La convention ajouta à l'atrocité de cette loi la confiscation des biens de tous les habitans enveloppés dans une proscription générale.

Eclairé sur l'irruption des Vendéens, le comité de salut public jugea que c'était une issue, et non un établissement qu'ils cherchaient en Bretagne, et que leur but devait être de s'emparer d'un port de mer. En conséquence, il arrêta, le premier novembre, différentes mesures, telles que l'organisation et la direction des troupes rassemblées et formées dans l'Orne et la Sarthe; l'ordre aux généraux Sepher et Rossignol de fermer le passage aux royalistes, l'un du côté de la mer par le Calvados et la Manche, l'autre par le département d'Ile-et-Vilaine; l'envoi d'armes, de munitions et de forces suffisantes; et enfin la mise en état de siége des places de Granville et de Cherbourg. D'autres dispositions furent ordonnées également pour empêcher les Vendéens de repasser la Loire. Ainsi leur défaite dépendait encore de la réunion de plusieurs armées. A celle des côtes de Brest et à celle de l'Ouest, devait se joindre l'armée des côtes de Cherbourg, venant du Calvados, sous le commandement du général Sepher. La direction de toutes ces forces fut confiée au général Rossignol, incapable de porter un pareil fardeau. Le génie qui, planant sur tout, aurait pu tout conduire, ne se montrait pas encore; nul n'avait alors assez d'ascendant pour vaincre l'anarchie qui s'attachait même aux

armées. Les abus qu'on avait eu tant de peine à réprimer sur la rive gauche, se renouvelèrent en Bretagne. Une foule de commissaires de la convention fatiguèrent cette province; ils n'y cherchaient que le pouvoir et une armée à diriger. Nantes devint le théâtre des opérations révolutionnaires de Carrier; Angers eut dans ses murs l'ardent Francastel; Pocholle, à Rennes, tourmenta les troupes et le général; Thirion parcourut la Sarthe pour y trouver des armes et des soldats; Letourneur prépara des moyens de défense à Alençon; Laplanche conduisit l'armée des côtes de Cherbourg vers le Cotentin; Garnier de Saintes et Lecarpentier allumèrent dans le département de la Manche, toutes les passions des pauvres contre les riches; Esnue-Lavallée se vengea par des cruautés, de n'avoir pu défendre la Mayenne; enfin Bourbotte et Turreau, Merlin de Thionville et Choudieu réorganisèrent à Angers les colonnes battues à Laval. Mais une volonté unique, prédominante, manquait pour assurer le triomphe de tant d'efforts, qui tendaient à cerner et à détruire l'armée royale. Maîtresse de Laval, elle pouvait y acquérir plus de force et de consistance; mais elle n'y trouva point les secours promis par le prince de Talmont, soit que le temps eût manqué, soit faute d'activité dans les tentatives, soit

enfin que la province du Maine n'eût point alors de chefs capables de former et d'exécuter un plan d'insurrection dont Laval eût été le centre. On ne put donc y établir le foyer d'une Vendée indigène. Cependant Besnier de Chambré, homme à caractère, qui avait commandé la garde nationale, et qui était alors proscrit par la convention comme fédéraliste, offrit à Talmont quatre mille hommes dont il se réservait le commandement. Il se chargea des premières levées; mais le succès ne répondit point à son attente. Trois cents cavaliers royalistes, qui, après la bataille de Laval se seraient répandus dans les paroisses circonvoisines, et y auraient fait sonner le toesin au nom du Roi et de la religion, eussent plus obtenu; et peut-être la province entière se serait-elle soulevée. La disposition des esprits y était telle, qu'on n'y avait besoin que d'une impulsion vive et prompte, qui n'eût laissé aucun recours à l'hésitation. On ne conçoit pas que les chefs de l'armée royale n'aient pas employé un moyen que devait leur suggérer la nature même de leur insurrection. Peut-être furent-ils absorbés par l'attention qu'exigeait une guerre à la fois offensive et défensive, et par les soins que réclamait leur propre armée, où ils essayèrent d'introduire une sorte d'organisation.

La Rochejaquelein en avait ordonné le recensement. Parmi cette prodigieuse multitude, on ne trouva que quarante mille fantassins en état de se battre, et environ douze cents chevaux. Le tout fut rangé de nouveau par paroisses et partagé en cinq grandes divisions, commandées par Fleuriot et d'Autichamp, Villeneuve du Cazau, Desessarts, Royrand et Piron de la Varène. Un petit nombre d'insurgés du Loroux et de la Basse-Vendée, qui avaient passé la Loire, se réunirent à Lyrot et à Designy. La cavalerie resta sous le commandement du prince de Talmont et de Forestier. Bernard de Marigny, La Marsonnière et le chevalier de Perault continuèrent de diriger l'arme de l'artillerie, et Greslier l'artillerie légère. Cent quatre-vingts canonniers, partagés en quatre compagnies, furent attachés au service de cinquante-quatre pièces de différens calibres. Telle était alors la composition de l'armée catholique; elle comptait aussi un grand nombre de chefs secondaires, dont la plupart se firent un nom. Tout se décidait dans le conseil militaire, présidé par le marquis de Donnissan. Dissous depuis la prise de Châtillon, le conseil supérieur n'existait plus; le curé de Saint-Laud, qui suivait aussi l'armée royale, s'étant fait donner le titre de grand-aumônier, stimulait, par ses prédi-

cations, le zèle et la ferveur de ces nouveaux croisés.

Pendant dix jours de résidence à Laval, les généraux vendéens se firent remarquer par leur modération. La discipline la plus exacte fut observée. On ne mit en réquisition que les subsistances nécessaires aux soldats; tout le reste fut respecté. Un habitant de Laval, nommé Desprez, auquel un Vendéen avait volé un objet de peu de valeur, s'étant plaint au prince de Talmont, le coupable fut aussitôt fusillé.

Cependant le conseil en était aux expédiens. Comment pourvoir aux besoins pressans et multipliés d'une armée dont le trésor était vide? Comment liquider des dettes urgentes et contractées, soit pour le service des vivres, soit à titre d'indemnité pour les dommages occasionnés par le passage ou le séjour des Vendéens? Ces questions furent agitées dans le conseil. L'intendant-général proposa l'émission d'un papier-monnaie, non-seulement comme un gage fictif nécessaire pour faire face aux réquisitions, mais comme pouvant balancer l'influence des assignats républicains, en liant tous les porteurs de bons royaux à la cause vendéenne. Après quelques débats, la proposition de Beauvollier fut adoptée. Le conseil arrêta la création de bons ou effets royaux commerçables,

portant intérêt, hypothéqués sur le trésor royal, et remboursables à la paix. On en créa pour la somme de 900,000 livres, depuis cinq jusqu'à trois cents livres inclusivement. Ils furent signés par Donnissan, le prince de Talmont et Beauvollier, tous membres du conseil, et par le curé de Saint-Laud, qui avait concouru à la rédaction du projet (*).

Le 2 novembre, une division entraînée par Stofflet, s'ébranla vers Mayenne, sans que les chefs fussent encore bien d'accord sur leur marche, les uns voulant se porter à Rennes, d'autres sur la côte, et quelques-uns vers Alençon. D'Autichamp fut d'abord pour ce dernier parti. Le reste de l'armée quitta Laval et marcha droit à Mayenne, en se tenant sur ses gardes. On avait à craindre les révolutionnaires de la Sarthe, plus que l'armée de l'Ouest, hors d'état d'agir; mais n'osant se mesurer avec les vainqueurs, ils abandonnèrent leurs retranchemens faits à la hâte, et l'armée catholique entra dans la ville de Mayenne, sans coup férir. Le conseil vendéen y fut assemblé. On se plaignit du peu de chaleur de la province du Maine pour la cause royale, et de la légèreté des promesses

(*) Voyez, à la fin du volume, les *Pièces justificatives*, n.° III.

faites par le prince de Talmont : le choc des opinions contradictoires aigrit les esprits et altéra la concorde. Comme rien ne fut décidé, on s'assembla de nouveau le lendemain.

Talmont, qui, depuis le séjour de Laval, avait dans le conseil un parti puissant, insista pour gagner la côte. « Vous vous plaignez des Bre-
» tons, dit-il, et nous ne sommes pas même
» encore en Bretagne. A Laval, n'avons-nous pas
» trouvé des secours ? Les campagnes ne nous
» en préparent-elles pas de plus nombreux? En
» proposant de gagner la côte, je ne fais que re-
» produire les vues d'un chef que nous regrette-
» rons toujours. Bonchamps vous a prouvé que
» nous n'aurions jamais de consistance par nous-
» mêmes, et qu'il nous fallait l'appui de l'An-
» gleterre. Si les promesses de Tinténiac ne se
» sont point encore réalisées, il faut peut-être
» n'en accuser que nous : n'aurions-nous pas du
» passer la Loire plutôt? Qu'avons-nous fait dans la
» Vendée ? Au lieu de nous emparer des Sables-
» d'Olonne, nous n'avons pas même pu faire la
» conquête de Luçon, faute d'accord. Mainte-
» nant l'armée est une et ne connaît qu'un seul
» chef. Sa sûreté commande quelle reste unie.
» Nous n'avons plus à redouter, comme à Fon-
» tenay, à Saumur, à Nantes, que nos soldats, si

» enclins pour leurs bocages, trahissent en
» quelque sorte la victoire en faveur de leurs
» foyers et de leurs proches. Quant à Tinténiac,
» il ne nous a pas trompés : l'arrivée de Saint-
» Hilaire le prouve. L'Angleterre soutient la
» cause des rois, et par conséquent la nôtre.
» La communication est établie entre Jersey et
» la Bretagne. Que nous demande-t-on? D'oc-
» cuper un point sur la côte pour favoriser le
» débarquement. Marchons donc vers Saint-
» Malo! Là nous trouverons quelqu'issue, ou
» nous déciderons ce qu'il sera utile d'entrepren-
» dre ».

Stofflet, Rostaing, Fleuriot, Saint-André, d'Autichamp, Desessarts, Piron et Beauvollier, soutinrent l'avis de Talmont; il fut adopté. Le même jour l'armée marcha sur Dol, par Ernée et Fougères. Ces deux villes, peu éloignées l'une de l'autre, n'étaient défendues que par quatre mille républicains, placés en échelons dans une chaîne de postes. Le dix-neuvième régiment d'infanterie légère, en avant-garde à Ernée, devait, en cas d'échec, se replier successivement sur la Pélerine et sur Fougères. Abusé par la faiblesse apparente d'une colonne royaliste, ce régiment s'avance pour la combattre. La Rochejaquelein, qui avait divisé son armée en trois corps, fit reculer au petit pas

celui du centre, à la vue des républicains. Ceux-ci, emportés par une ardeur imprudente, poursuivent les Vendéens, et s'éloignent des corps qui devaient les protéger. Tombés dans le piége qu'on leur avait tendu, ils sont assaillis en queue, en flanc, et taillés en pièces par les deux ailes de l'armée royale. Les fuyards jettent l'épouvante dans Fougères. Les canonniers de Paris avaient établi, sur la principale route et en avant de la ville, une batterie qui couvrait le reste de la petite armée républicaine, commandée par l'adjudant-général Brière; elle était rangée en bataille des deux côtés de la route, et couverte par des abatis et des tirailleurs. Ceux-ci, refusant de se battre autrement qu'en masse, la cavalerie vendéenne passa sans obstacle par les chemins de traverse, pour tourner la position, tandis que le gros de l'armée attaquait de front. Le corps de bataille soutint d'abord le choc, grâce aux canonniers de Paris; mais craignant bientôt de partager le sort de l'avant-garde, il prit la fuite en désordre vers Fougères, où une partie des assaillans forçait déjà les prisons pour délivrer deux cents royalistes. Atteints de tous les côtés, les républicains tombent la plupart sous les coups d'un ennemi victorieux. Si quelques-uns se jettent dans les maisons et s'y cachent pour

échapper à la mort, les Vendéens les poursuivent et ne leur font point de quartier; aussitôt découverts, aussitôt fusillés. Tout ce qui put se soustraire au carnage prit la fuite à Vitré, à Rennes, à Avranches même, jetant fusils et havre-sacs. Le défaut de cavalerie aggrava cette honteuse déroute. Les fuyards qui coururent à Rennes, et ce fut le plus grand nombre, firent, sans s'arrêter, neuf lieues en neuf heures, malgré une pluie d'hiver et des chemins affreux. L'alarme se répandit de nouveau dans cette capitale de la Bretagne. Les généraux, les commissaires, les autorités, furent convoqués extraordinairement dans la nuit même, chez le général en chef; on y agita les questions suivantes : Ira-t-on à la rencontre de l'ennemi, ou l'attendra-t-on de pied ferme, en bataille, aux portes de la ville? Aucune ne fut décidée; on se borna à donner l'ordre aux troupes, imprudemment disséminées, de se replier sur Rennes, pour y former un corps d'armée capable de quelque résistance. Sans aucunes notions positives sur la position et la force de l'ennemi, le général Rossignol avait imputé à la lâcheté de l'armée une défaite qui ne provenait que de son impéritie. Un commandant de bataillon, qui lui avait fait observer le danger du morcellement des troupes, en avait reçu la ré-

ponse suivante : « N'avez-vous pas juré de mou-
» rir à votre poste »? En effet, les soldats y
moururent.

Toutes ces dispositions pour la défense de Rennes devinrent superflues. Les Vendéens perdirent quatre jours à Fougères, au lieu de marcher en hâte sur Rennes, pour y fomenter l'insurrection, à laquelle les esprits étaient préparés. On eût trouvé des ressources immenses dans ce chef-lieu d'une province qui ne voyait que des bourreaux dans ceux qui la gouvernaient. Le seul district de Fougères, berceau de la conjuration de La Rouarie, renfermait un grand nombre de royalistes ; aussi vit-on la plupart des habitans des campagnes apporter volontairement des vivres aux Vendéens, leur promettre des secours, ou se ranger sous leurs drapeaux. Confondus avec eux, ils accouraient dans les églises, et, comme à Laval, ils étaient encore électrisés par les prêtres, qui mêlaient la parole de Dieu à leurs touchantes exhortations. L'un d'eux (P. Jagault) leur parlant avec onction des malheurs où l'impiété avait plongé la France, présenta à leur esprit l'étonnant spectacle de la population d'une province entière, obligée d'abandonner ses foyers pour ne point trahir sa religion et ses devoirs ; et peignant des plus vives couleurs les maux qu'en-

duraient les Vendéens et les sacrifices pénibles auxquels ils se soumettaient, il s'écria : « Fi-
» dèles et courageux Bretons! Si vous voulez
» vous réunir à nous, ce ne sera point pour couler
» des jours heureux et tranquilles. C'est au partage
» de toutes nos souffrances que nous vous invi-
» tons; il faudra vous arracher à tout ce qui vous
» est cher, faire à Dieu le sacrifice de cette vie
» périssable; et peut-être que celui qui suscite et
» arrête les tempêtes, touché un jour de votre
» généreux dévouement, opposera une digue à
» ce débordement de malheurs et de crimes qui
» inonde la France. Réunis alors dans ses tem-
» ples, nous pourrons le remercier d'avoir sou-
» tenu, par sa haute sagesse, les confesseurs
» de la foi catholique, et rappelé, par sa misé-
» ricorde, les fidèles égarés ». Ce discours, auquel l'orateur chrétien donna de l'ame et du mouvement, produisit un tel effet sur les paysans de Fougères, que tous voulurent contracter l'obligation de suivre les Vendéens, et offrirent à l'envi leurs grains et leurs bestiaux. Mais il ne se trouvait alors parmi eux aucun chef capable de tirer parti de cet enthousiasme. Le médecin Putaud de la Baronnie se mit seul à la tête d'une troupe de paysans, et s'attacha comme auxiliaire à l'armée catholique. Elle avait recruté,

depuis Laval, six mille Bretons dont la bravoure égalait celle des Vendéens. Quelques rassemblemens obscurs qui s'étaient formés récemment aux environs de Vitré, entre Rennes et Fougères, étant déjà connus sous le nom de *Petite-Vendée*, on étendit cette dénomination à tous les insurgés d'Outre-Loire qui joignirent l'armée royale. Mais l'exemple du Morbihan, de Laval et de Fougères, n'entraîna point la masse de la Bretagne; et ces insurrections partielles, bientôt étouffées ou dispersées, furent perdues pour les Vendéens. Je me borne à les indiquer ici, me réservant d'entrer, à ce sujet, dans de plus grands détails, quand je retracerai le soulèvement des royalistes bretons, connu sous le nom de *Chouannerie*.

Ce fut à Fougères que Georges Cadoudal joignit, à la tête d'une troupe de cent cinquante Morbihannais, l'armée royale, décelant ainsi son caractère audacieux et entreprenant. Tout jeune et à peine sorti du collége de Vannes, il était devenu l'un des principaux moteurs des insurrections de son pays. A peine eut-il connaissance du passage de la Loire, qu'il conçut le projet de se réunir aux Vendéens, à la tête d'une poignée de paysans déterminés, la plupart mal armés, les cheveux épars, à la manière des Bas-Bretons. Il traverse avec eux les forêts, essuyant plusieurs

engagemens en route, et arrive enfin à Fougères. Là les chefs vendéens firent distribuer à sa troupe des fusils neufs. Georges suivit l'armée jusqu'à Savenay; mais il fut peu remarqué à cette époque.

Le séjour de Fougères fut marqué aussi par la mort de Lescure et par la douleur qu'en ressentit l'armée. Ce chef célèbre, grièvement blessé à la tête, porté sur un brancard de Varades à Laval, traîné ensuite dans une berline et escorté par deux cents Vendéens, vit empirer son état à Laval, et mourut entre Ernées et Fougères, le lendemain du jour où il avait encore paru au conseil pour y donner son avis. Sa mort ne fut connue qu'à Fougères. Au moment de quitter la vie, Lescure, tournant ses regards vers sa jeune épouse, qui, plongée dans la douleur, ne cessait de lui prodiguer les soins les plus touchans, lui adressa ces dernières paroles : « J'ai servi Dieu et » mon Roi; mon ame est tranquille, et j'emporte » avec moi l'idée consolante que le ciel veillera » sur toi ». A ces mots, il expira avec un visage serein, et son ame sembla s'élever au ciel, qui a exaucé son dernier vœu.

Lescure s'était signalé autant par sa modération que par sa valeur; aussi a-t-il laissé un nom illustre parmi les Vendéens. Dans les dangers,

intrépide et calme, jamais son courage tranquille ne se démentit. Il était doux, poli, sensible: il mérita, par ses vertus privées et sa bienfaisance, les regrets de son parti. Brun et d'une taille élevée, ses traits étaient beaux; mais sa maigreur et sa pâleur lui donnaient l'air triste et malade, ce qu'on attribuait à son goût excessif pour l'étude et à sa piété exemplaire. On mit son corps dans un cercueil, qui fut placé sur un chariot traîné à la suite de l'armée.

Les généraux, réunis à Fougères, firent de nouvelles dispositions, soit pour établir l'ordre dans l'armée, soit pour assigner les rangs et régler les voix. Vingt-cinq généraux ou officiers supérieurs composèrent définitivement le conseil; savoir :

Henri de La Rochejaquelein, généralissime;
Donnissan, gouverneur-général;
Stofflet, major-général;
Dehargues, Duhoux, Delacroix, } adjudans-généraux;
Talmont, général de la cavalerie;
Berard, adjudant de la cavalerie;
Bernard de Marigny, général de l'artillerie;
Pérault, commandant en second;
Desessarts, chef divisionnaire;

Le chevalier de Beauvollier, divisionnaire en second;

Villeneuve du Cazeau, chef divisionnaire;

La Ville de Beaugé, divisionnaire en second;

Charles d'Autichamp, chef divisionnaire;

Fleuriot de la Fleuriaye, divisionnaire en second;

Piron de la Varène, chef divisionnaire;

De Rostaing, divisionnaire en second;

Royrand, chef divisionnaire;

Lyrot de La Patouillère, } divisionnaires en second.
Designy,

Le vicomte de Scepeaux, attaché à la division d'Anjou;

Sapinaud, attaché à la division du Poitou;

Beauvollier l'aîné, intendant-trésorier-général;

Bernier, curé de Saint-Laud, aumônier, faisant les fonctions de secrétaire-général.

Toujours mu par son ambition, cet ecclésiastique s'était fait nommer, à force d'intrigues, premier aumônier de l'armée royale, croyant s'approcher ainsi de l'épiscopat; et tandis que les autres prêtres vendéens n'avaient qu'un ruban violet pour se distinguer, il affectait de porter une bourdaloue d'or. Ce fut lui qui proposa un arrêté portant que chaque membre du conseil aurait une écharpe blanche pour décoration. Il

jeta ainsi une nouvelle semence de division dans l'armée; car tandis que de jeunes officiers qui se trouvaient aux premiers grades, jouissaient de toutes les distinctions, plusieurs chefs subalternes, recommandables par leur expérience et par leurs services, se voyaient soumis à des marques d'une infériorité humiliante.

Le conseil s'assembla fréquemment à Fougères. Quelques chefs insistèrent de nouveau pour marcher sur Rennes par Vitré, dans l'espoir de faire soulever toute la Bretagne.

L'opinion d'un officier transfuge du corps du génie, nommé d'Openheim, qui vint joindre les royalistes, fit incliner pour l'attaque de Granville. Cet homme, qui se vantait d'avoir secondé le général Wimphen dans l'insurrection du Calvados, avait de l'instruction, un air imposant, et s'exprimait avec facilité. Admis au conseil, il assura qu'on s'emparerait aisément de Granville, dont il prétendait connaître le côté faible.

Toutefois la marche sur Granville fut moins déterminée par son opinion que par l'arrivée des dépêches que le cabinet de Londres confia à deux de ses émissaires, dont l'un, M. Freslon, ancien conseiller au parlement de Bretagne, joignit l'armée à Dol. Il se présenta en habit de paysan, et accompagné d'un guide, après

avoir suivi les communications secrètes établies par Prigent, l'intermédiaire le plus actif qu'il y eut entre le cabinet de Londres et la Bretagne. Envoyé lui-même directement par le ministère anglais, Prigent, débarqué de nuit sur les côtes de Saint-Malo, avait précédé les émissaires, vers les premiers jours d'octobre. Il s'y était tenu soigneusement caché, et n'avait vu qu'un petit nombre de personnes sûres. Là, recueillant des renseignemens positifs sur la situation des Vendéens, il apprit le passage de la Loire, et en rendit compte de suite à MM. de Cray et du Dresnay, l'un commandant à Guernesey, l'autre chargé des affaires militaires de la Bretagne, depuis la mort de La Rouarie. Sur son rapport, le ministère envoya en toute hâte MM. Freslon et Bertin de Saint-Malo, avec des dépêches pour les chefs de la Vendée. Quelques mémoires indiquent aussi M. Desnos. Un chasse-marée les jeta pendant la nuit sur la plage de l'anse du Genet, d'où M. Freslon parvint, non sans peine, au quartier-général. On le conduisit aussitôt devant le généralissime, auquel il annonça l'objet de sa mission. Le conseil s'assembla immédiatement pour en prendre connaissance. Il apportait ses dépêches dans un bâton creux, d'où fut d'abord tirée une lettre du roi d'Angleterre, pleine d'éloges pour les Vendéens,

et d'offres généreuses de secours. Les autres dépêches étaient signées du comtè de Moira et de MM. Pitt et Henri Dundas. Les ministres Anglais réitéraient aux générauxVendéens les mêmes questions qu'ils leur avaient déjà adressées par le chevalier de Tinténiac, et ils insistaient pour savoir quels étaient positivement leur but et leurs opinions politiques. Ils annonçaient expressement des secours prompts et efficaces, engageaient les royalistes à faire une tentative sur Saint-Malo, et dans le cas où cette place serait d'un trop difficile accès, ils leur laissaient l'alternative d'une attaque sur les hauteurs de Granville, pour favoriser le débarquement des troupes qui étaient à bord de l'expédition. Les émissaires étaient autorisés à se concerter avec les généraux, relativement au véritable point d'attaque. Après avoir remis toutes les dépêches anglaises et donné lui-même des explications, M. Freslon cassa son bâton plus bas, et en tira une lettre du marquis du Dresnay. Ce chef des émigrés bretons avertissait les généraux vendéens de ne point avoir une confiance aveugle aux protestations du cabinet de Londres. Tout en avouant que le débarquement était prêt, il disait qu'on ne devait pas compter entièrement sur ces apparences; que les émigrés étaient traités avec une

défiance injurieuse, et ne pouvaient obtenir la permission tant désirée de joindre les Vendéens. « Sept mille émigrés, ajoutait-il, viennent d'être » désarmés, tant à Jersey qu'à Guernesey; et telle » est la surveillance rigoûreuse exercée à leur » égard, qu'aucun d'eux ne peut gagner les côtes » de France, sans le consentement du gouverne- » ment britannique ». Il annonçait aussi, par sa lettre, que les princes de la maison royale n'étaient point encore en Angleterre. Ses doutes sur la bonne foi des Anglais semblaient partagés par M. Freslon, qui, navré d'ailleurs de l'état déplorable des Vendéens, montrait peu d'espoir et beaucoup de tristesse. Toutefois, dans la situation désespérée où se trouvaient les généraux, ils ne pouvaient ni dédaigner des secours, ni repousser le seul parti qui offrît quelques chances de succès. On fut surtout entraîné par l'idée de prendre, avec l'aide des anglais, un port de mer, où l'on pût mettre en sûreté une multitude de femmes, d'enfans et de blessés qui embarrassaient la marche de l'armée, et dont le nombre s'élevait à vingt mille. La réponse au roi d'Angleterre fut respectueuse, et exprima des sentimens de gratitude. Ensuite on dressa rapidement, pour les ministres, un mémoire contenant l'état général des besoins de l'armée royale.

On insista particulièrement sur un renfort de troupes de ligne et d'artilleurs, sur des effets de campement et sur un approvisionnement de farine et de riz. La disette se faisait sentir dans l'armée, et depuis Laval les Vendéens n'avaient pour toute nourriture que de la galette de blé noir, aliment grossier, peu substantiel, et qui occasionnait des maladies. On demanda aussi un secours pécuniaire, en se bornant à la somme modique de cinquante mille francs. Mais ce qu'on réclama le plus vivement, ce fut un prince de la maison royale pour commander l'armée, ou tout au moins un maréchal de France, qui pût mettre un terme au conflit des ambitions personnelles. Quant à l'attaque de Saint-Malo, elle fut jugée impraticable, les républicains ayant fait des préparatifs formidables de défense. Le conventionnel Gilet venait d'approvisionner le fort Châteauneuf et la citadelle de Saint-Serven. Il fut donc arrêté qu'on se porterait sur Granville, et les signaux furent convenus avec l'envoyé de l'Angleterre. La prise de la ville avant l'arrivée des forces britanniques, devait être signalée en mer par un drapeau blanc élevé entre deux drapeaux noirs. Cette réponse, signée de tous les membres du conseil, fut rédigée par le chevalier Desessarts, dans un conseil présidé par le marquis de Don-

nissan. M. Freslon fut chargé de remercier verbalement le marquis du Dresnay. Il partit le lendemain avant le lever du soleil, donnant l'assurance qu'il arriverait le même jour à Jersey, pour déterminer le départ de l'expédition anglaise. Tout, dans cette affaire importante, fut traité avec précipitation et légèreté ; on n'eut égard ni aux obstacles, ni aux distances, tandis qu'on aurait dû, au contraire, peser les hasards, pour assurer l'exécution d'un plan subordonné aux chances des élémens, comme à celle des combats.

L'armée qui était partie séparément de Fougères en deux colonnes, pour trouver plus facilement des vivres, se réunit le 9 novembre à Dol; des chariots couverts, faits à la hâte, la suivaient et transportaient les blessés. Pendant la route se forma la bande noire, ainsi appelée par ceux qui en faisaient partie, lesquels portaient, en signe de ralliement, un crêpe noir au bras gauche. Cette troupe de pillards était conduite par La Bigotière et les frères Toutant de Loudun, transfuges du parti républicain; il s'y était joint des allemands et d'autres déserteurs étrangers. Ils commirent tant d'excès, qu'il fut souvent question de les traduire devant un conseil de guerre. Mais les circonstances étaient si critiques, que les généraux se virent dans l'impuissance d'ordonner cet acte de vigueur

salutaire. On les força seulement de déposer dans la caisse de l'armée, quinze mille francs qu'ils avaient volés à un curé, après l'avoir massacré.

On ne prit que deux jours de repos à Dol, et on se remit en marche le 11 novembre, pour occuper Pontorson le même jour : le pont y fut aussitôt rétabli. Dans la route, les hussards républicains, commandés par le général Marigny, atteignirent des femmes et quelques traîneurs, qui furent sabrés. Un détachement vendéen resta à Pontorson. Lyrot La Patouillère, Verteuil et l'intendant de l'armée, qui étaient à l'arrière-garde, firent couper la chaussée, afin d'arrêter l'ennemi, alors peu redoutable. En effet, le général Rossignol, dont les troupes se trouvaient réduites à douze mille combattans, n'osait poursuivre les royalistes sans l'armée de l'Ouest, également diminuée de moitié depuis sa défaite. La jonction de toutes ces forces n'eut lieu que le 17 novembre, à Rennes. Les Vendéens auraient pu sans doute profiter de ce délai, mais le destin en décida autrement.

Depuis le combat de Fougères, le département de la Manche était ouvert aux royalistes, et il n'y avait, pour le défendre, aucune troupe de ligne. Mais à l'approche du danger, et malgré

la stupeur générale, les conventionnels Lecarpentier et Laplanche firent sonner le tocsin et tirer coup sur coup le canon d'alarme. Ce mouvement devint bientôt électrique. Administrateurs, hommes, femmes, vieillards, enfans, tout en un instant fut debout : douze mille hommes se réunirent à Saint-Lô en vingt-quatre heures, sans armes et sans pain. Cette masse tumultuaire ne pouvant rien garantir, il fallut une mesure hardie pour sauver Granville. Lecarpentier appela ce qui restait de troupes disponibles à Cherbourg et à la Hogue, et réunissant près de quatre mille soldats de ligne et quinze pièces de canon, il dirigea le tout sur Coutances, et couvrit Granville, qu'il déclara en état de siége. Il s'y forma un conseil défensif; vu l'état de ses fortifications, la place fut considérée seulement comme un poste militaire.

Lecarpentier pressait le comité de salut public de faire couvrir la presqu'île du Cotentin. On avait arrêté à Rennes, le 7 novembre, en conseil de guerre, après une mûre délibération, que l'armée de l'Ouest se rendrait, dans le plus court délai, à Fougères, par Laval, où se tiendrait un autre conseil, pour régler les opérations ultérieures. On avait également décidé que le général Peyre prendrait le commandement de

Granville, et que le général Sepher, arrivant de Caen avec quatre mille hommes, couvrirait Saint-Lô, ferait replier sur Cherbourg les poudres, canons, munitions, et préserverait aussi le Calvados, de même que le département de la Manche, au moyen de quelques renforts réunis à Alençon. Ce corps d'armée, qui ne tarda pas à se signaler sous le nom d'armée des côtes de Cherbourg, venait de partir de Caen pour se porter sur Vire.

Lecarpentier ordonne une levée extraordinaire depuis vingt-cinq ans jusqu'à trente; et croyant relever les esprits découragés par les bruits sinistres et alarmans semés de toutes parts, il fait proclamer la peine de mort contre tout *alarmiste :* dénomination inventée dans ces temps de crise, pour imposer silence à ceux qui osaient publier les revers ou douter des succès de la république.

L'armée royale, inquiète, quitta Pontorson et marcha droit sur Avranches, d'où elle pouvait se porter sur Granville et envahir tout le Cotentin par Villedieu. Il lui était également facile de pénétrer dans le Calvados, pays rempli de mécontens. Précédée par la terreur, elle franchit les abattis, les fossés, tous les obstacles répandus sur sa route, et investit Avranches, dépourvu de

remparts et de grosse artillerie. La garnison, composée de nouvelles levées, abandonna la ville, qui ouvrit aussitôt ses portes. Un renfort envoyé à son secours arriva trop tard et rétrograda. Les Vendéens trouvèrent intacte, derrière les murs de Granville, cette même garnison d'Avranches, qu'ils eussent indubitablement détruite si elle eût résisté.

Pendant la marche de Pontorson à Avranches, un détachement de cavalerie se porta au mont Saint-Michel et y délivra de malheureux prêtres, qu'on avait entassés dans le fort et oubliés lors de son évacuation précipitée. La plupart de ces ecclésiastiques, si maltraités, s'attachèrent à leurs libérateurs, dont ils partagèrent le sort.

Les prisons d'Avranches étaient pleines aussi de détenus qui furent mis en liberté. Ce fut dans cette ville que les paysans, jusqu'alors soumis, commencèrent à murmurer hautement et à faire éclater le désir de rentrer dans le pays vendéen. Ils se lamentaient de ces marches continuelles et de n'avoir pas un seul jour tranquille. En attendant la réunion du conseil, on parvint à calmer l'effervescence de cette multitude, par la promesse de prendre une ville où il serait enfin possible de goûter quelque repos, et de trouver un asile pour les femmes, les enfans et les vieillards. Un

petit nombre seulement persista et quitta l'armée, dans l'espoir de ne pas être inquiétés par les républicains, en rétrogradant sans armes, accompagnés de leurs enfans et de leurs femmes. Mais au retour, on les trouva égorgés les uns et les autres, et leurs membres épars sur la route.

Cependant le conseil vendéen s'étant assemblé, on y éleva des doutes sur le succès de l'attaque de Granville : les uns alléguèrent la position de la place et son état de défense ; d'autres, la répugnance des Vendéens pour les siéges, et leur inaptitude aux attaques régulières. « Temporisons, disaient les plus prudens ; faisons une » trouée dans la presqu'île, et marchons d'abord » à Villedieu ; ensuite nous dissiperons la levée » en masse, nous repousserons la division républicaine qui vient de Caen, et qui est trop » faible pour pouvoir résister. Alors il nous sera » facile de nous maintenir à la proximité des » côtes, jusqu'à l'arrivée des Anglais ». Mais la crainte d'être enveloppés par toutes les forces ennemies, les promesses du transfuge d'Openheim, qui répondait de la prise de Granville, et surtout l'impatience française, déterminèrent l'attaque.

La Rochejaquelein, Stofflet, d'Autichamp, Desessarts, le chevalier de Beauvollier et Ville-

neuve marchèrent sur Granville, avec le gros de l'armée, formant à peu près trente mille hommes; Talmont se mit à la tête de la cavalerie. Les bagages, les non-combattans restèrent à Avranches, ainsi qu'un détachement commandé par Royrand, Fleuriot et Rostaing, qui devaient couvrir le siége.

Averti de la marche des royalistes, le conseil défensif ordonna à la moitié de la garnison de sortir de la ville et d'en défendre les approches. Le commissaire Lecarpentier se mit à la tête de la colonne avec le général Peyre ; ils avaient du canon, deux mille hommes, quelques hussards et des gendarmes. On se porta sur la route de Villedieu et d'Avranches ; un corps de réserve se tint à l'embranchement des deux routes. A droite, un détachement fut envoyé pour protéger la grève et le fort de la Roche-Gauthier, qui, n'étant point tenable, resta sans défense. L'adjudant-général Vachot commandait l'avant-garde ; il fut bientôt attaqué par les tirailleurs de Stofflet. Sur le point d'être tourné, il n'eut que le temps de se replier sur la réserve ; le détachement placé sur la route de Villedieu en fit autant. On était dans l'indécision si l'on disputerait ou si l'on céderait le passage, quand une ordonnance vint avertir le général Peyre que la cavalerie royale s'étant détournée par la grève,

avait culbuté le détachement dirigé sur ce point, et s'avançait au trot, pour tourner sa colonne : à l'instant même l'ordre fut donné de rentrer dans la place. La retraite se fit sous le feu des batteries, et les troupes, en se repliant successivement, furent réparties sur l'isthme, sur l'esplanade et sur les remparts : en un moment tous les postes se trouvèrent gardés. L'armée vendéenne, n'ayant sur ses derrières qu'un ennemi imprévoyant et encore étonné de ses défaites, avança sans hésiter sous les murs de Granville, pour commencer l'attaque.

D'abord deux prisonniers républicains, envoyés comme parlementaires, se présentent aux postes avancés et remettent deux sommations, l'une au commandant, l'autre aux officiers municipaux. Les généraux vendéens, au nom de Louis XVII, rendaient la garnison et ses chefs responsables des malheurs qui allaient fondre sur les habitans de Granville. Leur sommation aux officiers municipaux était plus menaçante. « Nous préférons la conquête des cœurs à celle des villes, » disaient-ils ; nous ne demandons qu'à épargner » le sang français. Ouvrez vos portes sans résis» tance ; un peuple d'amis entrera dans vos murs » avec la branche d'olivier, pour y faire régner, » à l'ombre de l'autorité royale, l'ordre, la paix

» et le bonheur que vos tyrans vous promettent
» en vain. Evitez les malheurs d'une résistance
» inutile ; songez qu'un feu vengeur arme nos
» bras ; songez que les indomptables habitans de
» la Vendée, vainqueurs et destructeurs des
» garnisons de Valenciennes et de Mayence,
» sont là, et qu'ils peuvent s'ouvrir un passage par
» le fer et par le feu. Tous les vôtres qui sont
» nos prisonniers, ôtages de ceux que nous vous
» envoyons comme parlementaires, répondront
» sur leurs têtes du retour de leurs camarades....
» Si, dans une heûre précise, nous n'avons reçu
» de vous aucune réponse, le canon vous
» annoncera que ces mêmes prisonniers ne sont
» plus..... (*) ».

Ces menaces furent inutiles, de pareils sacrifices ne coûtant rien alors à la fureur des partis : les républicains ne daignèrent pas même répondre, et des deux côtés on ne songea plus qu'à combattre. Ainsi trente mille paysans, pleins d'ardeur et de courage, mais sans discipline, sans plan d'attaque, et n'ayant qu'une seule échelle pour tenter l'escalade, allaient assaillir une place hérissée de fortifications, et défendue par une

---

(*) Voyez, à la fin du volume, *Pièces justificatives*, n.° IV.

garnison qu'animaient les discours et la présence de chefs exaltés.

Les remparts commencèrent le feu, et les batteries des royalistes, placées sur les restes du fort Gauthier, ripostèrent aussitôt. Leur cavalerie occupa les hauteurs du faubourg Saint-Nicolas; l'infanterie se jeta rapidement dans les maisons de la rue des Juifs, placées immédiatement sous les murs de la ville. C'est de là qu'à travers les lucarnes et les toits, un nombre infini de tirailleurs firent pleuvoir une grêle de balles sur les canonniers républicains, forcés de se découvrir pour servir leurs pièces. Maîtres des faubourgs, les Vendéens, à la faveur de la nuit, s'élancent à la fois, et de tous côtés, sur les fortifications, s'emparent des fossés, de tous les ouvrages extérieurs, se glissent aux pieds des bastions, donnant l'assaut, grimpant à l'aide de leurs piques et de leurs baïonnettes, qu'ils fixaient dans les murailles. La garnison, d'abord étonnée d'une si furieuse attaque, abandonnait en désordre les fortifications. Déjà Forestier, suivi de quelques Vendéens, était sur les remparts, quand un déserteur cria: *Fuyons! nous sommes trahis!* un officier royaliste (le jeune Allard) lui brûle aussitôt la cervelle : mais l'impulsion était donnée. Ces braves, qui étaient en trop petit nombre, hésitent, reculent et cul-

butent Forestier dans un fossé, où il reste longtemps évanoui parmi les morts et les mourans. Les assiégés reprennent les remparts, et bientôt le feu redouble. Clément Desmaisons, officier municipal, est tué à la tête des républicains, dont il animait le courage. Sa mort ayant amené un instant de confusion, Lecarpentier, craignant que le désordre ne se répandît dans la ville, fit une proclamation sévère pour en imposer aux lâches et aux traîtres. Les royalistes cependant faisaient peu de progrès, ne pouvant escalader les murs, que défendait le feu le mieux soutenu; ils étaient d'ailleurs moins redoutables depuis le mauvais succès de leur première attaque. Quatre de leurs meilleurs officiers, Forestier, Pérault, le chevalier de Beauvollier et Roger Montlinier, venaient d'être mis hors de combat. Les assiégés montraient plus de fermeté, et les blessés encourageaient leurs camarades. Les canonniers de la marine ne répondaient aux cris de *vive Louis XVII!* que par des coups redoublés. On voyait des femmes, des enfans transporter les boulets et la mitraille, des magasins de l'esplanade aux batteries de l'isthme. Déconcertés par une telle résistance, les royalistes se retranchèrent dans les faubourgs, pour se mettre à l'abri du feu des assiégés, et, de là, ils tiraient sur les

soldats, sur les canonniers, qui tombaient sans qu'on pût juger d'où partaient les coups. L'attaque et la défense se prolongèrent dans la nuit avec une égale fureur. Le conseil défensif, en permanence, semblait craindre que les faubourgs qui servaient d'abri aux assaillans, ne favorisassent un assaut de nuit qui eût entraîné la perte de la ville.

Après une délibération avec les autorités, Lecarpentier proposa le sacrifice d'une portion de Granville pour sauver le corps de la place, mesure extrême dont l'ordre fut à l'instant donné. On dépave les rues : hommes, femmes, enfans, tous les bras y sont indistinctement employés. Les bombes, les boulets rouges dirigés sur les faubourgs, ne répondant point assez vite à l'impatience des républicains, l'adjudant-général Vachot s'élance, à la faveur des ténèbres, la torche à la main, à la tête de quelques soldats. Bientôt la flamme pétille, et les Vendéens se trouvent forcés d'abandonner un poste d'où le feu d'une artillerie formidable n'avait pu les chasser. L'ardeur des incendiaires et la violence du vent du nord-ouest qui s'éleva tout-à-coup, firent craindre que la ville entière n'eût le sort des faubourgs. Déjà des masses de fumée, des tourbillons étincelans s'élevaient au-dessus des remparts, et des

gerbes de feu couvraient les toits. Granville offrait partout l'image d'une irruption volcanique, qui menaçait de tout dévorer. Dans ce moment terrible, les assiégés, placés dans une ville étroite, entre la mer et le feu, prennent la résolution de passer à travers les flammes pour se précipiter, le fer à la main, sur l'ennemi. Mais avant d'en venir à ce moyen désespéré, on tente d'arrêter les progrès du feu. On vit alors ces mêmes soldats qui étaient restés sans nourriture depuis le commencement de l'attaque, déposer les armes pour arrêter l'incendie; et montrant, dans cette lutte nouvelle, la même intrépidité, préserver la ville de la communication des flammes, malgré la stupeur causée par l'aspect de la désolation générale. Les assiégeans eux-mêmes sont frappés de ce spectacle terrible. La Rochejaquelein et Stofflet parcourent les rangs, trouvent les esprits encore abattus, et cherchent à les ranimer par l'espoir de la victoire; leurs ordres sont à peine écoutés. Ces murailles, ces fortifications, ces retranchemens que la nuit a dérobés aux yeux dans une première attaque, les Vendéens les voient maintenant en plein jour, s'élever au-dessus de leurs têtes, comme pour les braver, les menacer, tandis que la grosse artillerie de la place tonne et les foudroie, même où ils

se croyaient à l'abri de la portée du canon. Leurs chefs les rappellent à l'assaut, et leurs prêtres, le crucifix à la main, les pressent, les exhortent, au nom de la foi catholique et de la royauté, à renouveler l'attaque. La voix de la religion réchauffe leur courage, et les officiers eux-mêmes, donnant l'exemple, se mettent à la tête des plus hardis, qui les suivent du côté de l'isthme, et par la grève, à la marée basse. Peut-être que sur ce point on eût pénétré dans la ville, sans le feu bien dirigé de deux chaloupes canonnières qui démontèrent les canons pointés pour faire brêche. Mais les Vendéens ne se découragent point encore et filent sur les remparts. Les uns s'approchent des palissades; le roc même est gravi par d'autres. Les batteries et les tirailleurs secondent l'attaque. Partout les républicains se défendent avec une égale bravoure, et le feu des remparts ne cesse de porter la mort parmi les assaillans, découragés enfin par cette résistance prolongée. Les généraux provoquent vainement un nouvel assaut; les plus braves marchent seuls : le reste refuse de combattre et abandonne successivement ses chefs, après un siége de vingt-huit heures, laissant les faubourgs et la grève couverts de quinze cents morts ou blessés. Là on voyait des canons sans affuts ; ici la terre couverte de drapeaux en

pièces, d'armes brisées, de cadavres dont les membres épars étaient à demi-brûlés. Il y eut presqu'autant de républicains que de royalistes ensevelis sous les décombres embrâsés des faubourgs. Lemaignan, membre du conseil supérieur, eut le bras droit emporté d'un coup de canon; les chevaliers de Royrand, de Villeneuve et Guien de Montreuil furent blessés grièvement. Dix à douze mille Vendéens, à l'instigation de leurs prêtres et de quelques chefs subalternes, venaient de quitter leurs drapeaux pour rentrer dans Avranches. Les généraux s'efforcent en vain d'arrêter leur désertion et en délibèrent dans le tumulte. Ceux qui attribuent à des causes fortuites la non-apparition de l'expédition anglaise, ne peuvent se résoudre à quitter la presqu'île normande, tant qu'il restera une lueur d'espoir. Malgré l'exaspération des esprits, une partie de l'armée se porte encore en avant, et quelques officiers se proposent même de donner avis de leur marche au gouverneur de Jersey, par le premier bateau trouvé sur la côte. L'avant-garde angevine, pour entraîner l'armée, s'était dirigée sur Villedieu, mais sans précaution, ne croyant point trouver de résistance. En arrivant aux portes de Villedieu, le premier peloton vendéen se voit

aussitôt assailli par sept à huit cents paysans, la plupart armés de bâtons et de fourches. Quelques royalistes succombent, d'autres sont fait prisonniers. Les Normands allaient profiter de ce léger avantage, lorsque Charles d'Autichamp parut avec une poignée d'Angevins et une pièce de canon. Il emporta les retranchemens et pénétra dans Villedieu, malgré la résistance d'une centaine de républicains qui furent massacrés. On voulut aussi venger la mort d'un adjudant-major nommé Richard, ancien garde-chasse, renversé d'un coup de fusil parti d'une fenêtre; et à cet effet les royalistes mirent le feu à quelques maisons, brûlèrent les archives de la municipalité, et rançonnèrent les bourgs voisins. Ils pouvaient de là marcher sur Saint-Lô, pour faire une trouée dans le Calvados, Saint-Lô n'ayant ni troupes ni canon; mais le général Beaufort, chargé de couvrir Cherbourg, pourvut à tout par son activité et en électrisant la levée en masse. En quinze heures, des retranchemens furent élevés, et tous les passages de la Vire en état de défense. Enfin, après avoir réuni trois mille hommes de troupes réglées, ce général, appuyant sa droite à Saint-Gilles, poussa ses avant-postes à Marigny, tandis que sa cavalerie, postée dans la plaine en face la redoute de Gonfaleurs, attendait de pied

ferme les Vendéens. Malheureusement le soldat n'avait de vivres que pour trois jours. Le général Beaufort voulait attaquer; mais les commissaires de la convention s'y opposèrent. Tout alors semblait dépendre du hasard qui pouvait éterniser tant de calamités. L'obstination des paysans vendéens préserva la presqu'île normande. On les avait aigris en publiant que leurs chefs ne cherchaient à s'emparer d'un port de mer que pour passer en Angleterre et abandonner l'armée. Aussi, tandis que l'avant-garde se dirigeait au nord de Granville, la masse, cédant à une impulsion contraire, suivait les mécontens, qui marchaient sur Avranches. La plus vive fermentation les agite; tantôt ils s'arrêtent, tantôt ils courent en désordre, s'assemblent en tumulte, déplorent amèrement leur sort, et accusent hautement ceux qui les ont arrachés à leurs ravins, à leurs champs fertiles. « Au moins, s'écrient » quelques furieux, nous pouvions, après une dé» route, braver la rage de l'ennemi; nous trou» vions un asile et des secours. Ici nous ne voyons » qu'une plage stérile, un pays dévorant et la » mort. Puisse la foudre écraser les conseillers » perfides qui, dans leur folle ambition, nous ont » tous poussés à notre perte ». De tous côtés on n'entend qu'invectives et menaces; les ordres

des chefs ne sont plus écoutés; en vain ces derniers cherchent-ils à calmer cet esprit de révolte. « Encore un moment de persévérance, disent-» ils, et nous trouverons le salut sur ce rivage. La » Providence nous secondera. La flotte anglaise » couvre les mers; des secours vont arriver. » Qu'avons-nous à craindre? Ici nul ennemi » n'ose combattre en rase campagne; cette pres-» qu'île est féconde; sa position est heureuse, et » nous pourrons nous y maintenir, en attendant » les renforts qui assureront nos succès ». Tels étaient leurs discours, auxquels le soldat ne répondait que par des cris de rage. Une seule volonté bientôt se manifeste; elle est tumultueuse, mais énergique. Tous veulent, à tout prix, regagner la Vendée; tous promettent de surmonter les obstacles qui s'opposeraient à ce retour. Ils jurent de s'emparer d'Angers, sur leur passage, quand même ses murailles seraient de fer; sollicitations, exhortations, prières, rien ne peut les arrêter. L'armée se divise; elle allait se désorganiser entièrement, lorsqu'il se fit tout-à-coup, dans ce qui restait, un moment de silence. Quelques voix en profitèrent pour réclamer l'attention : la multitude écoute; on entend d'abord distinctement ces mots : *fuite*, *désertion*, *trahison*. Les noms de Talmont, de Beauvollier, de

Solérac, du curé de Saint-Laud sont ensuite répétés. « Ils ont quitté l'armée, ils gagnent la » plage, ils vont s'embarquer et fuir pour » l'Angleterre ». On les en accuse hautement. Des cris d'indignation se succèdent. Ce n'est plus une armée, c'est une horde déchaînée et furieuse, en pleine révolte contre ses chefs; La Rochejaquelein lui-même est méconnu. Un simple garde-chasse, Stofflet, conserve seul de l'ascendant sur cette multitude séditieuse; les autres chefs intimidés n'osent plus commander à leurs soldats. Ceux-ci se groupent, se séparent pour se rassembler encore. Talmont, regardé comme l'instigateur de la fatale transmigration, n'est plus, aux yeux des Vendéens, qu'un lâche déserteur. On répète partout qu'il veut fuir sur un bateau; que cent louis et ses plus beaux chevaux ont été offerts et refusés. Les avis extrêmes sont seuls écoutés; et par esprit de vertige on allait s'entre-tuer, lorsque Martin La Pomeraie et Stofflet, à la tête d'un piquet de cavalerie, accourent et trouvent en effet Talmont près du rivage. Stofflet veut le faire saisir; mais les cavaliers n'osent porter la main sur le prince: il fond alors sur eux le sabre à la main, et les force d'exécuter son ordre. Un détachement entoure le prince et le ramène au camp, avec les autres chefs qui l'avaient suivi.

Stofflet parvient à les garantir de la fureur de l'ar-
mée, en faisant serrer les rangs de la troupe qu'il
commande. Dans quelques groupes les esprits
sont encore exaspérés: mais l'arrivée du prince
calme la fermentation, et inspire à la multitude
un sentiment de respect qui succède à la fureur.

prince. Selon l'explication qu'en donne M. de Rostaing, officier vendéen qui a survécu au désastre de son parti, la réputation et l'honneur de Talmont seraient à l'abri de toute atteinte. L'armée se trouvait à Avranches la veille de l'attaque de Granville, lorsque deux marins, s'étant fait introduire, à dix heures du soir, devant le prince, lui présentèrent une lettre écrite par une personne qui lui était chère, et de plus un bijoux de prix qui ne lui laissa plus aucun doute sur la réalité du message. On le conjurait de se confier aux deux marins, qui, tenant une barque prête, le transporteraient à Jersey et l'y mettraient en sûreté. Le prince répondit en ces termes, en présence même de Rostaing : « J'ai » promis de défendre la cause pour laquelle j'ai » tiré l'épée et que je crois juste, et ce serait » violer ma parole que d'abandonner mes com- » pagnons d'armes : je partagerai, jusqu'à la » mort, leurs travaux et leurs dangers ». On objectera sans doute qu'il y eut au moins de la légèreté et de l'imprudence, après une telle déclaration, à se porter sur la côte avec des personnes qui ne déguisèrent pas leur intention de mettre en mer. Mais j'ai dû rapporter toutes les versions, afin qu'on ne puisse me taxer de partialité ou de réticence.

Stofflet parvient à les garantir de la fureur de l'armée, en faisant serrer les rangs de la troupe qu'il commande. Dans quelques groupes les esprits sont encore exaspérés; mais l'arrivée du prince calme la fermentation, et inspire à la multitude un sentiment de respect qui succède à la fureur. Talmont et les autres chefs parviennent à se faire entendre. « Ils n'avaient frêté qu'un ba-» teau pêcheur pour Jersey, afin de presser l'ar-» rivée des secours de l'Angleterre, et sauver » quelques femmes, en attendant l'issue de l'ex-» pédition. Du reste, tous protestent qu'ils veulent » vaincre ou mourir avec leurs compagnons » d'armes ». Cette justification fut accueillie. A l'instant où la multitude commençait à s'appaiser, La Rochejaquelein parut au milieu d'elle. Il fit une harangue courte, mais énergique, menaçant d'abandonner le commandement si l'esprit d'insurrection ne faisait place à l'obéissance et à la discipline. La fermeté de ce guerrier, sa mâle éloquence, firent verser aux soldats des larmes de repentir. Le curé de Saint-Laud, quoiqu'il eût suivi Talmont, acheva, par ses exhortations pathétiques, de calmer les ressentimens et de ramener à la soumission.

Toutefois je dois avouer que les témoignages diffèrent sur le fait de l'évasion projetée du

prince. Selon l'explication qu'en donne M. de Rostaing, officier vendéen qui a survécu au désastre de son parti, la réputation et l'honneur de Talmont seraient à l'abri de toute atteinte. L'armée se trouvait à Avranches la veille de l'attaque de Granville, lorsque deux marins, s'étant fait introduire, à dix heures du soir, devant le prince, lui présentèrent une lettre écrite par une personne qui lui était chère, et de plus un bijoux de prix qui ne lui laissa plus aucun doute sur la réalité du message. On le conjurait de se confier aux deux marins, qui, tenant une barque prête, le transporteraient à Jersey et l'y mettraient en sûreté. Le prince répondit en ces termes, en présence même de Rostaing : « J'ai » promis de défendre la cause pour laquelle j'ai » tiré l'épée et que je crois juste, et ce serait » violer ma parole que d'abandonner mes com» pagnons d'armes : je partagerai, jusqu'à la » mort, leurs travaux et leurs dangers ». On objectera sans doute qu'il y eut au moins de la légèreté et de l'imprudence, après une telle déclaration, à se porter sur la côte avec des personnes qui ne déguisèrent pas leur intention de mettre en mer. Mais j'ai dû rapporter toutes les versions, afin qu'on ne puisse me taxer de partialité ou de réticence.

Tout étant rentré dans l'ordre, La Rochejaquelein rappela le détachement qui était à Villedieu : d'Autichamp obéit, et l'armée entière se remit en marche.

En s'éloignant du rivage, les royalistes perdirent à jamais l'occasion d'acquérir, par la jonction des forces anglaises, la consistance politique et militaire qui pouvait les sauver. Les secours de l'Angleterre étaient réels, et l'expédition n'attendait plus qu'un vent favorable. Granville eût certainement succombé, si les Anglais et les Vendéens l'eussent attaqué à la fois, par mer et par terre. Les distances et les élémens causèrent la ruine des royalistes, en se jouant de leurs combinaisons. Pour remonter à la source de ces tentatives si long-temps infructueuses, il m'a fallu suppléer, comme j'y serai souvent forcé, par des notions secrètes, mais sûres, à la stérilité des mémoires et des journaux du temps.

Lorsque Prigent eut facilité la communication de Freslon avec l'armée royale, il se hâta de quitter les côtes de Saint-Malo, et repassa de Jersey en Angleterre, pour y rendre compte du résultat de sa mission. Le cabinet de Saint-James lui fut ouvert, et Pitt lui accorda une longue conférence. Prigent donna toutes les notions qu'il avait acquises sur la situation in-

térieure de la France, sur la position, sur les malheurs et les ressources de l'armée royale. Le roi d'Angleterre et ses ministres, Pitt et Henri Dundas, tinrent un conseil privé, où il fut résolu d'envoyer aux royalistes de France les secours prompts qu'on leur avait promis. Mais lord Moira, nommé général en chef de l'expédition, et l'amiral Macbride, commandant de l'escadre, ne reçurent les ordres du Roi que le 17 novembre. Lord Moira, avec une diligence extraordinaire, rassembla à la hâte plusieurs régimens; il organisa des compagnies d'artilleurs français, et s'entoura de quelques émigrés bretons qui connaissaient les côtes et le pays. En peu d'heures, soixante navires de transport et vingt vaisseaux de ligne, abondamment pourvus de munitions de tous genres, furent chargés de troupes. Pitt, après avoir donné de nouvelles instructions à Prigent, lui avait recommandé verbalement de rejoindre les chefs vendéens, pour les presser de favoriser le débarquement sur les points indiqués. Prigent était chargé en outre de donner l'assurance positive que l'armement était prêt, et n'attendait que la présence des royalistes sur la côte. Lord Moira lui donna les mêmes instructions. L'expédition n'attendait à Portsmouth qu'un vent favorable. Prigent, Bertin et Dufour,

partis d'Angleterre du 6 au 7 novembre, n'arrivèrent près de Dol qu'après l'attaque infructueuse de Granville, et ne purent parvenir à l'armée vendéenne faute de guides. Dans l'intervalle, Saint-Hilaire, Freslon et Desnos revinrent de Bretagne en Angleterre; mais des obstacles imprévus avaient retardé leur retour jusqu'au 25 novembre. Ils communiquèrent les signaux convenus et indicatifs des points favorables au débarquement. Lord Moira, contrarié par les vents, ne put mettre à la voile que le 1.er décembre. D'après les avis apportés par les émissaires, la flotte longea pendant plusieurs jours la côte de la presqu'île Normande; mais aucun signal ne la mit en mesure d'effectuer la descente. Le retour d'un aviso expédié à l'amirauté, rapporta au général en chef l'ordre de gagner la rade de Guernesey. Plusieurs émissaires furent encore expédiés sur les côtes de Bretagne. On apprit bientôt que les royalistes avaient échoué devant Granville. Quelques journaux français parvenus à lord Moira, et contenant la nouvelle de la marche d'une colonne de Vendéens sur Caen, abusèrent ce général, qui remit à la voile, et longea de nouveau les côtes de Normandie. A son départ, lord Moira forma un état-major de quelques officiers bretons et normands, dont les connaissances locales et les no-

tions particulières pouvaient lui devenir utiles. Deux aides-de-camp, un secrétaire et un quartier-maître général composaient ce petit état-major auxiliaire. Quoique séparé d'une partie de sa flotte (la rade de Guernesey n'étant déjà plus tenable), lord Moira reparut, mais inutilement, devant les côtes de France. Ses émissaires ne pouvant communiquer qu'avec peine, lui firent parvenir, vers le commencement de janvier, la nouvelle de la défaite des royalistes et de l'entier anéantissement de leurs projets. La flotte rentra dans les ports d'Angleterre. Tel fut le sort d'une expédition plus célèbre par sa renommée, que par les secours qu'elle apporta aux royalistes.

LIVRE XI.

Batailles de Dol. — Dispersion de l'armée républicaine. — Attaque infructueuse d'Angers. — Batailles du Mans et de Savenay. — Défaite des Vendéens. — Supplice du prince de Talmont.

L'ARMÉE catholique, pressée de regagner les bords de la Loire, et ne voyant de sûreté que là, rallia tous ses détachemens, et se dirigea toute entière sur Pontorson, abandonnant ses blessés et plusieurs femmes dans les hôpitaux d'Avranches, où les républicains les égorgèrent sans pitié.

Le général Tribout, arrivé de Dinan, défendait le pont de Couesnon, seul passage qui restât aux royalistes dans leur marche rétrograde; mais au lieu de faire filer ses équipages sur les derrières et de prendre position au tertre, où un seul bataillon aurait suffi pour arrêter une armée, ce général s'engagea imprudemment avec un train considérable, dans Pontorson même (qui n'a qu'une seule rue), pour en défendre les approches. C'était le 18 novembre. D'Autichamp commença l'attaque avec la division de Bonchamps, qui formait l'a-

vant-garde. Les Vendéens savaient qu'ils ne pouvaient rentrer dans leur pays qu'en passant sur le corps des républicains; aussi les attaquèrent-ils avec une impétuosité extraordinaire, se précipitant sur les canons, malgré le feu le plus vif et le mieux soutenu. On touchait à la chute du jour, et les canonniers républicains, qu'ils avaient cernés, les prenant pour des soldats de leur armée, leur criaient de s'éloigner au plutôt, qu'ils les empêchaient de manœuvrer : plus de cent reçurent la mort sur leurs pièces mêmes. L'artillerie prise, le général Tribout rentra en désordre dans Pontorson ; les Vendéens le suivirent avec rapidité, marchant sur les corps morts qui couvraient la route. Les républicains, ne cherchant plus à défendre la ville, passèrent le pont au Beau, et quatre cavaliers vendéens osèrent affronter le feu vif du tertre et les poursuivre au-delà. Tels furent la confusion et le désordre parmi les républicains, qu'ils laissèrent forcer, par quatre cavaliers, le pont au Beau soutenu par le feu du tertre. Cette bataille, ou plutôt cette affreuse mêlée, qui dura depuis quatre heures du soir jusqu'à neuf, fut extrêmement meurtrière, la baïonnette ayant été presque la seule arme dont on se fût servi. On ne fit point de prisonniers : les malheureux blessés des deux partis faisaient

entendre des cris lamentables: tous, républicains ou royalistes, demandaient des prêtres, voulant mourir en paix; et les prêtres, exténués de fatigue, accoururent et passèrent la nuit à secourir les mourans; ils leur prodiguèrent les consolations de cette religion à l'extinction de laquelle une partie de ces infortunés, poussés par le délire du siècle, avaient fait le sacrifice de leur vie. Le général Tribout se mit en pleine retraite, après avoir perdu ses canons, ses bagages et ses drapeaux. En forçant Pontorson, l'armée royale s'ouvrait les portes de la Bretagne. Précédée par la terreur, elle rentra le 19 novembre dans la ville de Dol, sans rencontrer d'obstacles. Ainsi furent renversées toutes les mesures ordonnées par les généraux républicains, pour l'envelopper et l'exterminer dans la presqu'île. Cet espoir était consigné dans les dépêches mêmes des commissaires de la convention au comité de salut public. « Les armées de Brest et de l'Ouest sont réunies, » disaient-ils; elles marchent contre les re- » belles, qui, cernés de toutes parts, ne peuvent » pénétrer au nord de Granville. Du côté de » l'ouest, la mer les arrête, ainsi que les forces » placées à Saint-Malo, Dol et Dinan. Au midi, » les deux armées réunies vont leur couper toute » retraite. Les troupes du Calvados, rapprochées

» maintenant de Vire, de Villedieu et de Mor-
» tain, nous assurent à l'est un point respectable
» de défense ». Or la convention était loin de
s'attendre que les royalistes, repoussés de Granville, pussent rentrer triomphans en Bretagne.
Soit lenteur ou défaut de précision de la part des généraux, soit que les Vendéens eussent trompé tous les calculs par leur incroyable activité, quatre jours leur suffirent pour entrer dans le Cotentin, envahir Avranches et Villedieu, assiéger Granville, forcer Pontorson et menacer de nouveau la Bretagne. Au contraire la division des côtes de Cherbourg, si impatiemment attendue, n'atteignit Coutances que le lendemain de la levée du siége. Au lieu d'aller en avant, Sépher qui la commandait, rétrograda vers Saint-Lô. Il fallut, pour donner de l'activité à cette division, que les commissaires destituassent Sépher, qui, de maître tailleur, était devenu général. Cet homme inexpérimenté éludait la jonction, pour ne pas rester subordonné à Rossignol. Ce dernier mérita de même le reproche d'inactivité, les deux armées républicaines ne s'étant point réunies à Antrain le 15 novembre, ainsi que l'avait décidé le dernier conseil de guerre tenu à Rennes. Sans ce retard, tous les mouvemens eussent été accomplis, tant au nord, par la colonne de

Cherbourg, qu'au midi, par les deux armées; et alors on eût pu, en resserrant les royalistes dans la presqu'île, les attaquer avec avantage, et, selon toute apparence, les anéantir.

Cependant les deux armées républicaines marchaient à grandes journées pour leur couper la retraite à Fougères, où les têtes de colonnes, en arrivant, ne trouvèrent plus que des blessés et des traîneurs. Une troupe de volontaires indisciplinés, ayant été reçus à coups de fusils dans la ville, exercèrent contre ces malheureux une vengeance cruelle. Ils égorgèrent les blessés dans leurs lits, et firent éprouver à plusieurs femmes le traitement le plus barbare. Au milieu de toutes ces horreurs, on aime à trouver un beau trait. Une jeune vendéenne, éplorée, supplie un capitaine de canonniers de lui donner la mort pour la soustraire au déshonneur; le militaire la couvre aussitôt de sa redingotte, et mettant le sabre à la main pour écarter d'elle toute insulte, lui sauve l'honneur et la vie.

L'armée toute entière prit la route d'Antrain. Les divisions des généraux Marceau, Boucret, Chambertin, Muller et Kléber y arrivèrent successivement dans une grande confusion, causée par le délabrement inséparable d'une marche pénible dans une saison rigoureuse. Toute l'armée se dirigea sur Avranches, dans l'espoir d'achever

d'anéantir les royalistes. Sur la nouvelle qu'on venait de les repousser de Granville, on croyait leur déroute complète. Trois routes conduisent d'Antrain à Avranches; on prit celle de Fougères, quoique la plus longue. L'adjudant-général Chambertin, à la tête de l'avant-garde, fila seul sur la route de Pontorson, et revint presqu'aussitôt sur ses pas, sous prétexte qu'un des ponts était coupé. Forcée, par ce mouvement rétrograde, de suivre les autres colonnes de l'armée, l'avant-garde devint l'arrière-garde, et tout concourut à augmenter le désordre. Le 16 novembre, à minuit, les soldats échappés au carnage à Pontorson, vinrent se réfugier au camp et y semer l'alarme. On les signala d'abord comme des lâches; on alla même jusqu'à leur refuser des vivres: on sut enfin qu'ils avaient fait une défense honorable, quoique abandonnés de leurs principaux officiers. Alors ceux-ci devinrent seuls l'objet de l'indignation de l'armée; on destitua le général Tribout. L'issue du combat de Pontorson fit craindre d'être attaqué à l'improviste par un ennemi entreprenant: la générale se fit entendre, et l'armée s'entourait déjà de retranchemens, l'orsqu'on apprit qu'au lieu de prendre la route de Fougères, les royalistes s'étaient portés sur Dol. L'armée s'y dirigea aus-

sitôt, non en masse, mais en colonnes séparées : tant de honteux revers n'avaient pas encore suffisamment éclairé sur le véritable moyen de vaincre.

La ville de Dol, située sur un terrein marécageux, à deux lieues de la mer, ne consiste guère qu'en une seule rue qui se prolonge en pente ; au-delà, vers l'est, sont d'immenses prairies traversées par une grande route qui se partage en deux branches. L'artillerie et les bagages de l'armée royale occupaient à la file le milieu de la rue, vers la partie haute ; mais le désordre inséparable d'une marche précipitée avait fait négliger la garde des canons et même les approches de la ville. Un espion vint en prévenir le général Marigny, posté à Sacé avec quinze cents hommes de cavalerie légère. Selon son rapport, il était facile de pénétrer à Dol ; on y trouverait, à la porte du quartier-général vendéen, un fourgon à six chevaux, sous faible escorte. L'espion assure en outre que ce fourgon renferme beaucoup d'or et d'argenterie d'église, et qu'on peut facilement s'en emparer tandis que l'armée royale est plongée dans le sommeil. Digne émule de Westermann, aussi brave que lui, avide de richesses, Marigny s'avance à le tête de soixante cavaliers seulement;

il répond *royaliste* au *qui vive*, égorge les avant-postes, sabre tout ce qu'il trouve sur son passage, et pénètre dans quelques maisons de Dol, où plusieurs Vendéens passent, par un prompt et cruel réveil, du repos à la mort. D'autres prenant les cavaliers de Marigny pour les transfuges qui combattaient avec eux, leur reprochaient amèrement leur perfidie. Revenus de leur première surprise, les Vendéens coururent aux armes, se rallièrent et tombèrent à leur tour sur les cavaliers de Marigny, dont le petit nombre eût succombé, si un renfort de cavalerie n'était venu protéger à propos leur rentrée. Cette troupe, ivre de joie et croyant tenir le trésor de l'armée royale, ramenait en triomphe une énorme guimbarde à six chevaux. Elle se hâta de demander le partage, et eut la douleur de ne trouver dans ce prétendu trésor, que des objets d'une mince valeur. La surprise de Dol donna l'éveil aux Vendéens. La Rochejaquelein les exhorte à plus de vigilance, et leur annonce une attaque prochaine, tellement sérieuse, qu'il en fait dépendre le sort de l'armée. En effet, quelques officiers revenant de la découverte, confirment l'approche de toutes les forces des républicains.

La position de Dol présente en quelque sorte le sommet d'un angle, formé par les routes d'An-

train et de Pontorson, postes que les républicains occupaient. Dans leurs marches ils venaient à la fois sur Dol, par les deux routes, qui se rapprochent tellement, que chacune des colonnes d'attaque pouvait soutenir l'autre.

A la tête de l'avant-garde, Westermann s'avançait par la route de Pontorson. Toujours pressé de combattre, il voulait commencer l'action à minuit, sans attendre la division Muller, qui devait le soutenir; sans s'être même donné le temps de ranger sa troupe en bataille. Les cris *aux armes!* le bruit de la générale et les premiers coups de fusils se firent entendre aux avant-postes. A Dol, tout avait déjà été réglé dans la nuit même par La Rochejaquelein. Les blessés, un très-grand nombre de femmes à cheval, tous ceux qui suivaient l'armée, s'étaient rangés des deux côtés de la rue; au milieu était l'artillerie de réserve, entre deux files de cavaliers ayant tous le sabre à la main. La rue étant large, tout se trouvait disposé avec ordre.

L'infanterie seule marchait au combat, qui venait de s'engager presqu'à l'entrée du faubourg, vers la jonction des deux routes. Vingt tambours remontaient la ville en battant la charge, pour animer les Vendéens. On y était dans l'effroi, car il ne s'agissait pas seulement du sort d'une ba-

taille, mais du salut de l'armée entière, qui se trouvait pressée entre l'Océan et l'ennemi.

Un morne silence régnait parmi les femmes, les blessés, les non combattans et toute la cavalerie, restée en réserve dans la ville; on n'entendait plus que le roulement éloigné des tambours qui marchaient vers l'ennemi, et le cri des soldats qui allaient combattre. Le feu de la mousqueterie, l'odeur de la poudre, les éclairs multipliés qui précèdent le bruit retentissant du canon et des obusiers, augmentaient l'horreur de cette nuit épouvantable.

Les Vendéens, par des décharges soutenues et meurtrières, répondaient aux attaques de Westermann, mais sans pouvoir empêcher les républicains de former leur ligne. Assaillis avec fureur, ceux-ci commençent à plier, tout en disputant le terrein. On se charge, et la rage transporte à un tel point les deux partis, que les soldats se saisissant corps à corps, se déchirent avec les mains. Comme à Laval, républicains et royalistes prennent, dans la mêlée, des cartouches aux mêmes caissons; et la nuit est si obscure, que les canonniers républicains, croyant s'adresser à leurs soldats, crient aux royalistes : « Rangez-vous, » camarades, laissez tirer le canon »; et ce n'est qu'à la lueur du feu que les Vendéens recon-

naissent les canonniers : ils en massacrent un grand nombre sur leurs pièces.

Cependant La Rochejaquelein avait divisé ses forces pour faire face de deux côtés; lui-même repoussait Westermann sur Pontorson, tandis que sur la route d'Antrain, Stofflet, Talmont et Desessarts arrêtaient les autres colonnes, dont le bruit d'une attaque trop précipitée avait pressé la marche.

Le jour paraissait à peine, et on était à Dol dans la plus cruelle attente, lorsque deux officiers y rentrent en criant : *Vive le Roi! En avant la cavalerie!* Ce cri de victoire est à l'instant répété par des milliers de voix; la cavalerie part au galop, les cris se prolongent et l'espérance ranime tous les cœurs.

La Rochejaquelein, d'Autichamp, Saint-André et de Hargues poursuivaient, avec six mille hommes, deux divisions républicaines, sur la route de Pontorson, tandis que Stofflet, Talmont et Desessarts marchaient avec le gros des royalistes, sur le reste de l'armée ennemie, qui prenait position en avant d'Antrain. Marceau, de ce côté, soutenait, avec sa division, les premières colonnes d'attaque, et rétablissait le combat, qui devint général sur les deux routes. Les renforts arrivaient successivement aux deux partis, achar-

nés l'un contre l'autre. Mais Stofflet résistait à peine aux attaques réitérées de Marceau, qui avait repris l'offensive; déjà quelques lâches jetaient l'alarme parmi les royalistes. Il était huit heures du matin, et le soleil brillait sans nuages, lorsque s'éleva tout-à-coup, de deux étangs qui bordent la route d'Antrain, un brouillard épais et fétide. Le ciel s'obscurcit tellement, que l'on ne se voyait plus à deux pas. Ce phénomène frappa d'étonnement les deux armées. Les soldats restent d'abord interdits; puis, dans la crainte d'une surprise, ils poussent des cris effrayans. Celui qui ne répond pas juste au *qui vive?* ami ou ennemi, est à l'instant égorgé; les coups sont portés au hasard, et pendant une demi-heure, royalistes et républicains s'entre-tuent sans se reconnaître. Enfin des deux côtés on resta ferme dans ses positions, soit qu'un sentiment de terreur produisît cette immobilité, soit qu'elle fût l'effet, au contraire, de l'exaltation du courage. A peine l'obscurité fut-elle dissipée, que les républicains, reprenant l'avantage sur la route d'Antrain, repoussèrent Stofflet qui s'était retranché dans un bois avec deux pièces de canon. Il détacha aussitôt des cavaliers à Dol pour avoir des cartouches, ses soldats manquant de munitions; mais un reste

de brouillard ne laissant apercevoir les objets que confusément, les Vendéens, déjà forcés sur quelques points de la ligne, prirent leurs propres cavaliers pour des hussards, et saisis d'épouvante, ils entraînèrent, en fuyant, la plupart de leurs officiers. Huit cents hommes, qui formaient la tête et l'élite de la colonne, n'apercevant point le désordre, continuèrent de se battre; Talmont, resté seul pour les commander, fit des prodiges de valeur.

Mais déjà la ville de Dol était remplie de fuyards; ils y semaient l'alarme et annonçaient partout la perte de la bataille. La cavalerie, après avoir rétrogradé, veut les rallier à coups de sabre. Les cris *à la mort les braves! à la mort!* se font entendre; cris affreux, plus capables d'inspirer l'effroi que le courage, et qui sont répétés par des voix lugubres.

Dix mille femmes éplorées, un grand nombre de prêtres, et tous ceux qui ont abandonné le combat cherchent leur salut dans la fuite. La confusion est telle que des hommes et des chevaux sont écrasés au milieu des bagages. Malgré ce déplorable désordre, Pérault, quoique blessé, fait pointer sur le pont l'artillerie de réserve, exhortant les canonniers à mourir s'il le faut sur leurs pièces, pour arrêter l'ennemi. En vain

cherche-t-il, avec d'autres officiers, à rallier les soldats; tous prennent la route de Dinan: des femmes remplies d'épouvante, de malheureux blessés se traînent à leur suite et se répandent dans les prairies voisines. Stofflet lui-même était avec les fuyards. La vue de quelques femmes courageuses le ramène: il se joint à mesdames de Bonchamps, de Donnissan et de Lescure; à l'intendant-général Beauvollier, à l'adjudant Richard-Duplessis, et à quelques braves qui font d'inutiles efforts pour retenir les Vendéens. Deux pièces de canon, pointées contre eux, ne peuvent pas même les arrêter. Des prêtres, armés des signes de la religion, se présentent. « Lâches et ingrats! s'écrie l'abbé de Grand-» maison, montrant un blessé; laisserez-vous » périr, sans les défendre, ces braves qui tant » de fois vous ont fait un rempart de leurs » corps »! Monté sur un tertre, le curé de Saint-Martin élève un grand crucifix, et captive enfin l'attention de cette multitude effrayée. « Malheureux! dit-il d'une voix tonnante, » arrêtez, je vous l'ordonne au nom de cette » croix divine. Où fuyez-vous? Est-ce à Dinan, » où vous seriez foudroyés? Est-ce vers la mer, » où l'ennemi, encouragé par votre fuite, vous » précipiterait? Vendéens! il n'est plus pour vous

» de retraite ; votre courage seul vous sauvera.
» Quoi ! vous fuyez ! après avoir bravé la mort
» et vous être couverts de gloire ! Que devien-
» dront vos femmes, vos enfans ? Livrés à une
» soldatesque féroce, ils vont périr par votre lâ-
» cheté. Mais j'entends le canon qui s'éloigne :
» votre généralissime, avec une poignée de braves,
» repousse l'ennemi, et vous fuyez ! — Non, non,
» crient plusieurs voix, *vive le Roi! vive La*
» *Rochejaquelein!* — Vous entendez la voix de
» l'honneur, reprit le curé de Saint-Martin ; elle
» vous rappelle au combat. Qui de vous peut
» encore balancer? qui osera préférer la honte à
» la victoire ? Et vous, vertueuses Vendéennes,
» séchez vos pleurs; donnez à vos maris l'exemple
» du courage » !

A ces mots de l'orateur chrétien, les femmes s'électrisent, s'enflamment, montrent une énergie dont les hommes mêmes ne paraissent plus susceptibles : elles reprochent aux fuyards leur lâcheté, les excitent à retourner au combat, leur distribuent des cartouches ; on en voit même qui s'arment de fusils. A leur voix, aux exhortations des veuves Bonchamps et Lescure, qui demandent vengeance, les Poitevins qui ont fui ressaisissent leurs armes. « Que ceux qui veulent encore se
» battre, crie le prêtre vendéen, se prosternent

» aux pieds de l'Eternel : je donne la bénédic-
» diction aux braves ; le ciel leur est ouvert ;
» les lâches périront maudits de Dieu ». A l'instant plus de dix mille paysans se jettent à genoux, pleins d'enthousiasme, reçoivent l'absolution, se relèvent aux cris répétés de *vive le Roi! vive La Rochejaquelein!* et marchent à l'ennemi, ayant à leur tête le même prêtre qui les exhorte.

Tandis qu'à Dol on croyait tout perdu, La Rochejaquelein, après avoit battu séparément, sur la route de Pontorson, deux divisions républicaines, gagnait, par des chemins de traverse et une direction oblique, la route d'Antrain, croyant que ses troupes y étaient également victorieuses. Il arrive et ne voit que des fuyards. Ce spectacle le navre de douleur: il ne peut s'empêcher de verser des larmes; et courant se placer entre les deux armées, il attend impatiemment qu'un boulet de canon termine une vie qui lui devient insupportable. Enfin il aperçoit quelques soldats qui tenaient ferme, s'en approche et trouve Talmont, qui, malgré la fuite de Stofflet et l'apparence d'une déroute générale, restait encore avec huit cents braves. Ce prince avait pris la généreuse résolution de périr plutôt que de reculer. A l'arrivée du généralissime, l'impulsion de Dol se communique à cette troupe intrépide, qui s'est

déjà grossie des fuyards ramenés au combat. Tous jurent de vaincre ou mourir. On distribue de nouvelles cartouches; La Rochejaquelein ordonne de ne tirer qu'à bout portant. Il fait manœuvrer son aile droite et dérobe ses mouvemens aux républicains. Ceux-ci, trompés par le silence des royalistes, et instruits d'ailleurs de l'échec que vient d'essuyer Westermann, n'osaient ni attaquer, ni effectuer leur retraite. La Rochejaquelein, profitant habilement de leur incertitude, prend une position plus avantageuse, et fond ensuite, à la tête d'une colonne redoutable, sur les bataillons républicains, qu'il met en fuite. La division Marceau avait alors épuisé toutes ses munitions, et aux approches de la nuit un grand nombre d'officiers se trouvaient déjà hors de combat, sans que cette bataille, quoique sanglante, eût été décisive.

Les républicains, plutôt repoussés que battus complètement, s'arrêtèrent en avant d'Antrain, où ils restèrent sur la défensive. L'armée catholique, sortie victorieuse d'un si grand danger, rentra processionnellement à Dol avec ses prêtres, et par un mouvement de piété et de gratitude, alla droit à l'église, en rendre grâces à Dieu. La loyauté de La Rochejaquelein le porta à attribuer l'avantage de la journée à la conduite et à

la bravoure de Talmont. Il appela aussi la reconnaissance de l'armée sur Laville-de-Beaugé et La Marsonnière, qui, n'ayant pas quitté le prince, avaient eux-mêmes servi une pièce de douze que venaient d'abandonner les canonniers royalistes. En continuant ainsi le feu, ils avaient dérobé aux républicains la connaissance qu'une grande partie de l'armée était en fuite.

De part et d'autre on passa la nuit sous les armes. Les Vendéens avaient pour eux un premier gage de la victoire et la nécessité de l'obtenir entière et décisive. Les républicains avaient de meilleures positions, les moyens de rallier les renforts prêts à les soutenir; ils avaient en outre à leur tête plusieurs officiers-généraux d'un courage éprouvé. Les retranchemens élevés des deux côtés de la ville d'Antrain, se liaient de droite et de gauche aux routes de Dol et de Pontorson; deux bataillons devaient les défendre, et au besoin protéger la retraite. Le feu croisé de deux pièces de canon défendait l'entrée du pont de Dol. Le jour parut sans que des deux côtés on eût osé reprendre l'offensive. Les républicains restaient dans leurs lignes et les royalistes conservaient leur position. Westermann, toujours à l'avant-garde, s'indignait de ne pouvoir attaquer; mais un ordre supérieur enchaînait sa bravoure impru-

dente. Il était plus de midi, que rien n'annonçait encore une bataille, l'orsqu'une vive canonnade avertit tout-à-coup l'armée républicaine que Westermann était aux prises avec les royalistes, sur la route de Pontorson. En effet, La Rochejaquelein, fatigué de tant d'incertitude, ayant à craindre le découragement des siens et l'arrivée des renforts de l'ennemi, venait de secônder l'impatience de tous, en donnant le signal du combat. Il recommença en même temps sur les deux routes. Les républicains ne laissèrent avancer les royalistes sur Antrain, que pour les tourner ensuite par la route de Pontorson, et leur couper ainsi la retraite; mais La Rochejaquelein pénétrant leur projet, prit le commandement de son aile gauche, et attaqua aussitôt Westermann. Les commissaires et les généraux de la convention s'étant portés en avant, virent l'armée royale abandonner les hauteurs pour fondre sur Westermann et l'envelopper. Aussitôt le général Rossignol ordonne à quelques troupes légères de sortir de la ligne pour soutenir l'avant-garde. De part et d'autre commencent les charges de cavalerie. Emporté par son courage, de Hargues donne presque seul au milieu des hussards républicains; son cheval s'abat, et il est fait prisonnier sans être blessé, sans

pouvoir se défendre. Conduit à Rennes après la bataille, il y périt sur l'échafaud, justement regretté de son parti. Dans cette même charge, Saint-André reçut douze coups de sabre à côté de La Rochejaquelein, dont le cheval fut blessé. Cependant l'infanterie royale prenait partout l'avantage: Westermann avait déjà cédé à l'impétuosité d'une première attaque, lorsque l'adjudant-général Chambertin, volant à son secours, s'engagea sans canon contre une artillerie formidable. Bientôt accablé, il se replie en désordre sur les colonnes de gauche, vers la route d'Antrain; mais de ce côté Stofflet avait déjà repoussé deux fois les républicains, qui revenaient toujours à la charge. Dans une de ces vives attaques, La Marsonnière, officier distingué parmi les royalistes, reçut une balle dans la poitrine. Le général Rossignol, faisant toujours les mêmes fautes, n'envoyait que des corps détachés qui étaient successivement mis en fuite. Cependant le gros de l'armée républicaine cherchait à se rallier sur une hauteur qui domine la chaussée d'un étang où les vainqueurs étaient forcés de passer à la suite des vaincus : ceux-ci pouvaient encore les y défier. Mais La Rochejaquelein fit avancer deux pièces de canon qui servirent d'artillerie volante, et empêchèrent les républicains de for-

mer leur ligne. Alors une terreur panique s'empare de quelques bataillons de volontaires, qui entraînent bientôt toute la masse vers Antrain. Le général Rossignol, constamment à la tête de l'armée, aidé par les commissaires Bourbotte et Prieur, fait d'inutiles efforts pour arrêter les fuyards. « Soldats, leur crie-t-il, vous allez dire » que vos généraux vous trahissent; c'est vous » qui refusez de vous battre : si la victoire nous est » arrachée, votre lâcheté seule en sera la cause ». Mais déjà les coups de canon des royalistes accéléraient la retraite des volontaires, qui, accablés de fatigue et de faim, se répandirent dans les maisons et dans les cabarets de la ville, au lieu de défendre les retranchemens. La cavalerie, resserrée dans des chemins creux et étroits, ne pouvait manœuvrer, et n'osait d'ailleurs charger un ennemi victorieux. Poncelet, officier de hussards, tenait ferme dans un défilé, à la tête de douze braves, et protégeait l'armée en déroute : il soutint plusieurs charges; enfin une balle lui fracassa le crâne. Ce poste forcé, rien ne put arrêter le torrent. Le désordre était à son comble; les vainqueurs entraient pêle-mêle dans Antrain avec les vaincus, et égorgeaient dans les rues, et même dans les maisons, ceux qui se laissaient surprendre ou qui préféraient la mort à une fuite honteuse. Un régi-

ment de ligne y périt presque tout entier: la route était couverte de cadavres; car on ne faisait pas de prisonniers. La cavalerie royale s'étant mise aussi à la poursuite des fuyards, s'empara d'une partie des bagages, qui filaient déjà sur le chemin de Rennes, précédés d'une grande quantité de charrettes remplies de blessés. L'infanterie allait en massacrer cent cinquante, que l'ennemi venait d'abandonner dans une église d'Antrain, lorsque les chefs s'opposèrent à de si horribles représailles. Ils firent distribuer des secours et des vêtemens à ces mêmes blessés, qu'ils renvoyèrent à Rennes avec un sauf-conduit et une lettre pour l'administration départementale. « C'est par des actes » d'humanité, mandaient-ils aux républicains, » que l'armée royale se venge des cruautés com» mises par ses ennemis ». Cette bataille ne peut se comparer qu'à celle de Laval. Les royalistes, réunis en masse, poursuivirent continuellement l'armée républicaine, la forçant sur tous points à fuir dans le plus grand désordre.

On s'était battu pendant vingt-deux heures; le besoin de repos arrêta l'armée royale à Antrain, où elle se livra sans troubles à la joie causée par une victoire qui leur rappelait d'anciens succès. Quant aux vaincus, ces deux journées leur avaient coûté une grande partie de leur

artillerie et environ dix mille hommes, tant tués que blessés et déserteurs. Malgré l'obscurité de la nuit, il se replièrent sur Rennes pour s'y mettre en sûreté. Les commissaires, les généraux, et les corps mêmes qui cherchaient à se rallier, tout fut entraîné. Rennes consternée, vit rentrer, dans le plus affreux désordre, une armée qui avait fait concevoir, peu de jours auparavant, les plus belles espérances. Au lieu d'occuper une bonne position, les républicains ne songèrent qu'au moyen de ralentir la marche de l'ennemi, en ouvrant de larges tranchées sur la route. Les blessés, les approvisionnemens et les munitions se portèrent sur Nantes. Si les Vendéens se fussent avancés en masse immédiatement, c'en était fait de l'ancienne capitale de la Bretagne, et peut-être de toute la province. Des révoltes partielles éclataient chaque jour dans le Morbihan, où aurait pu se former une Vendée bretonne; mais l'armée royale laissant ainsi échapper. pour la troisième fois, l'occasion d'entrer dans Rennes, un renfort de quinze cents hommes suffit pour tout étouffer aux environs de Vannes.

Tant de faits d'armes différens, de motifs de crainte pour les uns et d'espoir pour les autres; tant de marches et de contre-marches dans une saison rigoureuse, à travers des communications

difficiles; tant de confusion et d'alarmes, et plus encore la rapidité des événemens, ne faisaient qu'épaissir le voile qui en couvrait les causes et les circonstances. Le comité de salut public lui-même les ignorait; plusieurs échecs lui étaient cachés, quoiqu'il eût envoyé l'adjudant-général Royer pour surveiller les généraux, et que Prieur de la Marne eût été en même temps chargé de diriger les opérations. « Nous nous » plaignons, écrivit le comité à Prieur, de ce » que les autres représentans, sans confiance dans » les succès qui pourraient s'obtenir, incertains » et tremblans pour les mesures que les circons- » tances nécessitent, divisent toujours les forces » qui ne devraient agir qu'en masse. Trop in- » dulgens pour les officiers et les chefs militaires, » ils ne montrent point assez d'énergie. Toi seul, » avec ton ame de feu, ton éloquence militaire » et ton patriotisme prononcé, pourras réparer » tant de fautes ».

Le comité n'ignorait pas que les désastres de cette guerre alimentaient la haine qu'on lui vouait, comme au régulateur d'une révolution impitoyable. Barère, après un assez long silence, apostropha les ennemis de la puissance révolutionnaire. « J'entends ici le cri de ces frondeurs éternels: » Pourquoi perdre tant de temps? Pourquoi les

» brigands ne sont-ils pas attaqués et détruits?
» Pourquoi? Parce que chaque ville, chaque
» commune veut une armée, et que chaque dé-
» partement, au lieu de se défendre, envoie une
» députation à Paris. Improbateurs malveillans!
» n'est-il pas absurde de vouloir qu'on fasse
» des attaques en masse et sur-le-champ, tandis
» que les forces sont encore disséminées?.... Les
» opérations de la guerre sont-elles autre chose
» qu'un enchaînement de malheurs qui désolent
» l'humanité? Le vrai courage ne verse pas des
» larmes stériles, ne pousse pas des cris impuis-
» sans; il calcule froidement les moyens d'attaque
» et de défense; il prépare les succès, et laisse
» bourdonner autour de lui ces frelons inutiles
» pour le bien, qui ne savent que vous déchirer
» par leurs piqûres; lorsque le moment est venu,
» il frappe des coups décisifs ». Après avoir annoncé, avec ce même ton d'assurance, la jonction de plusieurs régimens et l'arrivée de vingt mille hommes détachés de l'armée du Nord, Barère observa qu'une réunion de troupes d'armes différentes ne s'effectuait pas aussi vite que la pensée; puis répondant aux reproches qu'on faisait au comité de sacrifier les armées à son engouement pour Rossignol, dont le funeste commandement avait toujours été maintenu, il allé-

gua les circonstances qui avaient porté la guerre sur un terrein où Rossignol devait rester dans l'inaction. Enfin il présenta comme de grandes mesures le rappel de la plupart des commissaires envoyés en Bretagne, le maintien du systême d'attaque en masse, et le choix du général Turreau pour commander en chef l'armée de l'Ouest. Ce général était alors sur les frontières d'Espagne; Marceau prit le commandement par *interim*. Ce fut sous ses ordres que l'armée porta les coups les plus décisifs aux royalistes. S'il ne recueillit point alors toute la gloire des combats qui anéantirent la grande Vendée, l'histoire, qui n'oublie rien, n'en sera pas moins juste à relever ses actions d'éclat.

Tandis que l'armée républicaine attendait l'impulsion qui devait ramener la victoire sous ses drapeaux, les royalistes délibéraient à Antrain sur la marche qu'ils devaient suivre. La plupart des chefs et des nobles voulaient profiter du dernier avantage pour se reporter sur les côtes, et attendre de l'Océan les secours que semblait refuser la Bretagne. Au contraire, les paysans et les lâches, préférant la Loire à l'Océan, demandaient impérieusement leur retour dans la Vendée. « Voyez, » disaient-ils, combien la république est formi- » dable. Un combat sanglant n'est-il pas toujours le

» prélude d'un plus sanglant encore? Ne sommes-
» nous pas affaiblis par des pertes immenses, et sans
» moyens suffisans pour insurger la Bretagne? Que
» faire sur un sol inhospitalier, sans secours, sans
» appui, et même sans nourriture? Retournons sur
» le terrain qui nous a vus naître, et dont nous con-
» naissons tous les avantages; nous y retrouverons
» quelques vestiges de nos autels, quelques dé-
» bris des cabanes de nos pères; nous y trouve-
» rons peut-être un abri et du moins un tom-
» beau paisible. Nos cadavres ne seront plus la
» proie des plus vils animaux. Qu'attendrions-
» nous des Bretons? Ne nous traitent-ils pas en
» brigands fugitifs? Cette terre ingrate qui nous
» repousse, nous force elle-même à rentrer dans
» la Vendée. Charette y est encore redoutable;
» rallions-nous à ses drapeaux, et peut-être mar-
» cherons nous encore à la victoire ».

Ces discours enflammaient tellement les esprits, que tous les efforts, tous les raisonnemens des chefs ne faisaient point fléchir la volonté de la multitude. Les drapeaux furent en vain déployés sur la route de Pontorson; un soulèvement encore plus terrible que celui de Granville, menaça d'éclater. On accusa de nouveau les principaux officiers de vouloir abandonner l'armée pour passer en Angleterre. La fuite de Solerac, qui de Dol

avait gagné la côte, augmentait et justifiait les soupçons. Enfin la majorité l'emporta; et l'armée catholique se mit en marche vers Laval, pour rentrer dans la Vendée, soit par Angers, soit par Saumur. Des bruits confus semés par la terreur la précédaient. « Les Vendéens, disait-on, » ravagent tout sur leur passage; ils ne font point » de quartier, et paraissent décidés à tout entre» prendre pour traverser le fleuve ».

Mais ce passage était hérissé d'obstacles. Les postes d'Ancenis, de Saint-Florent, de Varades, étaient gardés; on avait coupé les Ponts-de-Cé, de Saumur et de Blois; au besoin, celui de Tours l'aurait été pareillement. Carrier prenait des mesures pour garantir Nantes et les deux rives de la Loire; il faisait enlever les bateaux et mettait un embargo sur tous les bâtimens propres à la navigation.

L'armée catholique reparut le 19 novembre à Fougères, qu'elle occupa sans résistance; elle y prit deux jours de repos, mais n'y trouva plus aucun secours. Le médecin Putaud, qui, après avoir soulevé les campagnes environnantes, s'était joint aux Vendéens, et les avait courageusement secondés à Granville et à Pontorson, venait de les abandonner, les croyant perdus à Dol. Sa tentative pour s'ériger en chef de parti étant au-dessus

de ses forces, le conduisit à l'échafaud. Les généraux royalistes firent chanter à Fougères un *Te Deum* pour leur victoire de Dol : cérémonie qui offrit un contraste déchirant avec leur situation désespérée. Le 22 novembre l'armée occupa Ernée, et le lendemain Mayenne; elle vit partout, sur son passage, des cadavres et des traces sanglantes, les républicains n'ayant épargné ni les traîneurs, ni les femmes, ni les enfans, ni les blessés restés en arrière pendant la marche sur Granville. Ils exerçaient les mêmes cruautés sur les Bretons qui semblaient pencher pour les Vendéens : ceux-ci, ne voyant plus autour d'eux que les marques d'une froide barbarie, éprouvaient cette horreur secrète qui tient au désespoir. En quittant Mayenne ils se dirigèrent sur Laval. Un corps de deux mille hommes défendait cette ville, sous les ordres du général Danican, que sa défection a rendu fameux plus tard. On l'avait chargé alors de maintenir la communication entre Angers et Rennes, et de combattre les paysans bretons qui s'étaient insurgés depuis le passage de l'armée catholique; ils devenaient peu à peu redoutables. Danican, éloigné de vingt lieues de l'armée battue, se voyant abandonné à ses propres forces, n'osa se mesurer avec l'armée royale. Il se jeta dans Angers, qu'il

mit en état de siége. Le 17, l'armée sortit de Laval et se porta sur la Flèche, où elle séjourna jusqu'au 2 décembre. Le conseil vendéen y décida qu'on attaquerait Angers sans retard. Quelques chefs proposèrent de marcher sur Saumur, mais on s'en tint au premier parti.

Sur les bords de la Mayenne, au-dessous de son confluent avec le Loir et la Sarthe, Angers, alors entouré de murailles antiques, renfermait une population de trente mille ames, qu'animaient le commerce et le voisinage de la Loire. Sa position, ses promenades, ses faubourgs, ses maisons couvertes d'ardoises, forment un contraste avec ses rues étroites, tortueuses, et l'irrégularité de ses édifices. L'armée catholique, décidée à repasser la Loire, se portait sur Angers, dans l'espoir d'y entrer par un coup de main et d'y trouver un assez grand nombre de bateaux réunis. Vaincue ou victorieuse, Angers lui était également nécessaire, soit pour y établir ses magasins après un succès, soit pour assurer sa retraite en cas de revers. Les dépôts considérables d'équipement, de munitions de guerre et de chevaux qu'on y tenait, les aiguillonnaient encore plus. Le souvenir d'une première occupation qui ne leur avait coûté aucun sacrifice, et les intelligences qu'ils s'y étaient ménagées, leur per-

suadaient que sa conquête était facile. Leur confiance était telle, que malgré la détresse occasionnée par une marche si pénible, ils négligèrent de se pourvoir des objets les plus indispensables, comptant s'y réparer entièrement. Tout semblait les favoriser. Ils n'en étaient qu'à deux lieues, et les Angevins ignoraient encore s'ils se dirigeaient sur eux ou sur Saumur. Les habitans des faubourgs qui avaient évacué leurs maisons, y rentraient avec une fausse sécurité, quand l'armée royale parut. La précipitation de sa marche et la lenteur des Angevins, en contraignirent plusieurs de se réfugier à Saumur et aux Ponts-de-Cé. Mais loin d'être effrayée à l'aspect des royalistes, la masse des habitans ne vit dans leur retour, qu'une occasion de réparer la honte dont les généraux s'étaient couverts en livrant la ville, sans combattre, au même ennemi qui, rempli d'audace et d'espoir, s'y présentait de nouveau. Les troupes nécessaires à sa défense n'y entrèrent pourtant que la veille de l'attaque, lenteur impardonnable ! La colonne du général Danican, une partie de la division Boucret et la garde nationale, réunies, fournirent environ quatre mille hommes, force suffisante, quoiqu'elle eût à garnir une enceinte de douze cents toises. Des fortifications réparées à la hâte, plusieurs bat-

teries placées sur divers points, et dont le feu était parfaitement dirigé, un service organisé avec ordre et précision, rassurèrent les Angevins contre toute espèce de surprise.

Le 5 décembre, à onze heures du matin, le bruit de la générale annonça l'attaque. Chaque corps s'étant porté rapidement à son poste, les assaillans, maîtres de la route de Paris, se répandent dans le faubourg, et commencent un feu assez vif, pointé contre la porte Saint-Michel: les républicains y répondent par celui de vingt pièces de canon en batterie depuis la porte Saint-Aubin jusqu'à la haute chaîne. L'infanterie bordait les remparts : la garde nationale angevine était aux postes les plus périlleux, et des femmes s'exposaient aux dangers, en distribuant elles-mêmes, pendant le combat, des munitions et des secours. Le général Beaupuy, blessé grièvement à la bataille de Laval, s'y fit porter pour surveiller la défense et encourager les soldats. Les murailles étaient si peu élevées, que les assiégés, se trouvant la tête et la poitrine découvertes, recevaient presque toujours des coups mortels. Le jeune Serrant, commandant un bataillon de volontaires, et l'officier municipal Lebreton, tombèrent des premiers sous le feu des royalistes, qui, s'étant jetés dans les maisons voisines, ti-

raient à coups sûrs et à l'abri. On eut recours à des *sacs à terre* que les Angevins confectionnèrent rapidement, et on en couvrit les remparts. Cette résistance prolongée déconcerta les assiégeans. Au lieu d'assaillir avec vigueur les côtés faibles de l'enceinte, ils se bornèrent, pendant tout un jour, à nourrir leur canonnade et leur mousqueterie, sans aucuns résultats. Menacés déjà par la cavalerie légère, redoutant l'arrivée des divisions républicaines réunies à Château-Briant, accablés de fatigue et manquant de vivres, ils provoquaient une sortie de la garnison, dans l'espoir de terminer la lutte par un combat décisif. Mais les Angevins n'avaient garde de se livrer, hors de leurs murailles, aux coups d'un ennemi au désespoir. Les chefs de l'armée royale, réunis dans le couvent de Saint-Serge, discutèrent deux plans; l'un pour un assaut général, l'autre pour le passage de la Loire près d'Ingrande, à la faveur d'une fausse attaque sur les Ponts-de-Cé. Dans ce dernier cas, quinze cents hommes restés sous les murs d'Angers, auraient suffi pour contenir la garnison. Charles d'Autichamp fit la proposition incidente d'aller lui-même s'emparer des Ponts-de-Cé, avec la seule division de Bonchamps, tandis qu'on pousserait avec plus de vigueur encore l'attaque de la ville. Le succès

lui paraissait d'autant plus probable, que ses soldats, étant presque tous Angevins, avaient, ainsi que lui, une connaissance parfaite du pays, et par là pouvaient plus aisément réunir un assez grand nombre d'embarcations. Peut-être ce parti aurait-il prévenu les malheurs d'une marche rétrograde; mais l'assaut fut décidé sans aucune diversion, pour rouvrir le passage du fleuve. Quelques officiers auraient voulu que, pour faciliter l'escalade, trois mille Vendéens, chargés de fascines, eussent comblé le port Airault. On allégua que six pièces de canon braquées en face du port, soutenues par cinq cents hommes du vingt-neuvième régiment et la garde nationale, ne laissaient aucun espoir de succès dans ce coup de main hardi : il ne fut point tenté. Toutefois les Angevins avaient négligé de démolir deux rangs de maisons qui, au dehors, flanquaient la porte Saint-Michel : les assaillans s'y logèrent, et à la faveur de la nuit, Herbault et Piron, suivis d'un fort détachement firent combler deux fossés qui en défendaient les approches. A l'instant même la porte menacée fut fortifiée d'un second mur et défendue par une troupe d'élite : un combat nocturne s'engagea, où Desessarts fut grièvement blessé. Malgré l'artillerie de la place, d'Herbault employait déjà la sape et la mine pour

faire sauter la porte et donner l'assaut. Mais les assiégés jetaient, de dessus les remparts, des matières enflammées, soit pour écarter les travailleurs, soit pour incendier les maisons qui leur servaient d'asile. Bientôt la masse des Vendéens recule devant ce double danger; et les plus hardis, tels que Lefranc de Boispréau, Tarapon, Drain, Coutis et Fleury de la Porte, en voulant les entraîner par leur exemple, paient de la vie leur témérité. D'autres chefs se présentent pour tenter l'escalade; mais rien ne peut y décider les soldats, pas même la promesse du pillage de la ville. C'étaient cependant ces mêmes Poitevins qui en avaient réclamé à gands cris l'attaque, et qui, entraînant leurs propres généraux, s'étaient promis de l'emporter, lors même que ses murailles seraient de fer.

Cependant la cavalerie légère des républicains, commandée par l'ardent Marigny, commençait à les harceler. Les hussards et les chasseurs, traînant quelques pièces d'artillerie volante, se flattaient d'entamer l'arrière-garde vendéenne et de s'emparer des bagages, sur la route d'Angers à la Flèche. Sans perdre un moment, La Rochejaquelein détache trois cents chevaux et deux pièces de canon pour repousser Marigny. Dans une première escarmouche, l'ad-

judant Richard-Duplessis, emporté par son cheval, se trouve au milieu d'un peloton de cavaliers ennemis qui fondent sur lui le sabre à la main : il tue le premier hussard; mais couvert bientôt lui-même de blessures, et voyant Marigny qui s'approche : « J'ai trempé mon bras dans le sang d'un républi- » cain, lui dit-il, trempe le tien dans celui d'un » brave royaliste, et achève-moi ». Sa fermeté étonne le général, qui ordonne qu'on l'épargne; il l'interroge même, pour en tirer quelques aveux sur la situation de l'armée royale. « Si tu » désires que je te réponde, reprend Richard, » donne-moi de quoi étancher mon sang (il en » était tout couvert) ». Marigny lui jette un mouchoir, et lui demande pourquoi les Vendéens faisaient la guerre. « Pour leur propre défense, ré- » pond Richard; ne les massacrez-vous pas sans » pitié? — Mais si je te renvoyais, ajoute Mari- » gny, crois-tu pouvoir amener tes camarades à » mettre bas les armes »? Richard, promettant d'exciter la cavalerie à la désertion, est aussitôt rendu à la liberté; il retourne parmi les siens. Tous, en le revoyant, s'étonnent qu'il ait échappé à la mort; et La Rochejaquelein, croyant à un procédé généreux de la part de Marigny, lui renvoie deux hussards prisonniers, qu'il fait armer et équiper; il lui fait même proposer d'établir

l'échange dans la proportion de dix républicains contre un royaliste : mais déjà Marigny était l'objet des regrets de ses soldats et des Vendéens eux-mêmes. A peine eut-il renvoyé Richard, que les deux partis en vinrent à une nouvelle escarmouche à Pelouaille : Marigny se battit corps à corps avec un cavalier vendéen, qu'il étendit à ses pieds, et presqu'immédiatement il fut emporté d'un boulet de canon ; quelques-uns de ses hussards périrent avec lui, les autres se dispersèrent.

L'armée vendéenne, après d'inutiles efforts, leva tout-à-coup le siége d'Angers, laissant sous ses murs trois cents morts et trois canons démontés. Vainement les généraux avaient voulu rallier leurs soldats qui s'étaient répandus dans les campagnes voisines ; à peine l'ordre du départ et la crainte de rester isolés les ramenèrent sous leurs drapeaux. Les chefs, au désespoir de ce dernier échec, et indécis sur leur marche, prirent la route du nord, tournant le dos à la Loire, et n'osant rentrer dans la Vendée par les Ponts-de-Cé, dont les approches étaient défendues par dix-huit cents hommes et dix pièces de canon. Tel fut le siége d'Angers : le sang-froid de la garnison et la confiance des habitans sauvèrent la ville.

L'accusation d'avoir voulu la livrer pesa sur le général Danican. On citait à sa charge d'avoir dit au procureur-général-syndic Vial, qu'Angers ne pouvait se défendre, et d'avoir prétexté une chute de cheval pour se démettre du commandement. On ajoutait qu'au plus fort de la crise on avait vu filer sa voiture et ses bagages vers la porte Saint-Nicolas, et que son escorte, éclairée par des torches, prenant la même direction, avait fait soupçonner le dessein d'indiquer par des feux les points les plus faibles. Danican repoussa l'accusation ; mais sa conduite ultérieure la fit revivre et l'accrédita même. Il fut destitué alors, et ne reparut dans les rangs des révolutionnaires, que pour les abandonner à une époque où tout se réunissait contre leur éphémère république.

Les Angevins disent encore aujourd'hui que l'arrière-pensée des généraux appelés à les secourir, était de laisser prendre leur ville, pour avoir occasion de la reconquérir, de la dévaster et de la brûler. Une si odieuse imputation est digne de ces temps sinistres, qui ne respiraient que haines, défiances et alarmes. Ce qui y donna lieu, sans doute, ce fut l'inaction du général Rossignol, quoiqu'on lui eût dépêché plusieurs courriers, et l'immobilité de l'armée de l'ouest à Château-

Briant, tandis qu'elle aurait dû suivre de près les Vendéens. Les généraux de la république étant subordonnés alors aux volontés des proconsuls conventionnels, c'est contre ces derniers que les Angevins auraient dû faire planer leurs terribles soupçons.

Carrier se vanta d'avoir contribué au salut d'Angers, par le prompt envoi de quarante voitures chargées de munitions de guerre, tirées de l'arsenal de Nantes. Mais l'attitude de la garnison et la fermeté des généraux Mesnard et Beaupuy firent plus. Pendant trente-deux heures le feu des remparts se soutint contre un ennemi au désespoir, qui se vit forcé de lever précipitamment le siége dans le plus grand désordre.

L'armée royale s'arrêta à Suette, et se porta le lendemain sur la Flèche, non par Durtal, dont le pont était coupé, mais par Beaugé. Dans sa marche elle fut de nouveau harcelée par la cavalerie légère. La mort de Marigny n'avait point ralenti l'ardeur de Westermann. Cet infatigable partisan pressait de plus en plus les traîneurs et tous les bagages, les Vendéens isolés, qui rôdaient ou couchaient dans les fermes, tombaient en son pouvoir ou sous ses coups. Il atteignit, à une lieue de Beaugé : l'arrière-garde, et lui envoya quelques obus. Mais Piron s'étant porté à sa ren-

contre, repoussa son attaque et le contraignit de se replier jusqu'à Jarzé, dont il venait d'incendier le château.

Là Westermann fit mettre pied à terre à la moitié de sa cavalerie, l'embusqua, et engagea contre Piron un feu de file de carabine, tel que celui qu'auraient pu faire d'habiles tirailleurs. Cette manœuvre, soutenue par le canon, coûta la vie à plusieurs Vendéens qui s'étaient trop engagés. Mais accablé par le nombre, et n'étant pas secondé par la division Muller, dont les soldats, rangés en bataille, s'indignaient de ne point marcher, Westermann se replia jusqu'à Suette. La Rochejaquelein, maître de Beaugé, y resta les 5 et 6 décembre, essayant de réorganiser son armée, encore plus affaiblie par la fatigue et par les maladies que par les combats. Il lui fit distribuer des munitions. Les Vendéens n'avaient plus alors que trente canons ou obusiers et douze caissons, dont la plupart étaient vides. Les chevaux de trait leur manquaient, et les voitures de luxe fournissaient le train de l'artillerie.

L'armée ne put se procurer que peu de vivres à Beaugé. A son approche, les républicains avaient tout fait filer à Saumur. On trouvait à peine, dans les fermes et les campagnes environnantes, la nourriture nécessaire aux hommes et aux chevaux.

L'armée sortit de Beaugé le 7 décembre, à la pointe du jour, pour se diriger sur la Flèche, protégée par une arrière-garde composée de cavalerie et d'infanterie, avec une pièce de canon.

Beauvollier, intendant et trésorier-général, quitta l'armée à Beaugé, laissant la caisse militaire au curé de Saint-Laud. Son départ fut blâmé, et cependant imité peu après par d'autres chefs. On l'accusa même d'infidélité, mais sans preuves. Ce chef, d'ailleurs, était au désespoir de la levée du siége d'Angers, où sa femme et sa fille se trouvaient prisonnières; il prévoyait la perte de son parti, et crut inutile de se sacrifier sans nécessité, d'autant plus que la nature de ses fonctions ne lui en faisait point un devoir.

Cependant Westermann, toujours à la poursuite des Vendéens, sabra une quarantaine de cavaliers, mit le reste en fuite, et répandit le désordre dans l'infanterie de l'arrière-garde; elle se rallia néanmoins sur une hauteur, et braqua sa pièce de canon. Le feu se soutint pendant une demi-heure, sans que Westermann attaquât la position, le général Muller se refusant toujours de le soutenir et alléguant des ordres supérieurs. Il paraît qu'en effet il lui était enjoint de rester à quatre lieues de la cavalerie légère. Frémissant d'impatience, Westermann tourne la droite

des Vendéens, s'empare de leur canon, et après les avoir mis en fuite, les poursuit jusqu'au pont de la Flèche. Il y trouva l'armée royale rangée en bataille, ayant en face la rivière du Loir, dont le pont était coupé, et la ville au-delà, défendue par une forte garnison. Placée ainsi entre la rivière et les républicains, l'armée était dans la position la plus effrayante. Pendant que ses premières colonnes avaient à combattre la garnison, son arrière-garde se trouvait aux prises avec Westermann et la brigade du général Legros; de sorte qu'on voyait à la fois s'élever sur elle le feu du canon qu'on tirait de la Flèche, et celui qu'on dirigeait sur l'arrière-garde : l'armée était entre deux feux. La Rochejaquelein prend alors un parti décisif. Il remonte la rivière à la tête de quatre cents cavaliers choisis, dont chacun portait un fantassin en croupe, et trouve un gué près d'un moulin, sur une chaussée couverte d'eau et très-dangereuse. On était à l'entrée de la nuit. Les plus hardis passent les premiers; le reste suit, surprend et culbute la garnison, s'empare du faubourg, s'y retranche et rétablit le pont, afin que toute l'armée puisse entrer dans la ville.

Le général Chalbos et le conventionnel Garnier de Saintes se hâtent de l'abandonner, et se retirent

au Mans. La Rochejaquelein; qui par son action d'éclat venait de sauver l'armée, s'était porté au galop vers l'arrière-garde, qu'il trouva dans un désordre affreux. Sa présence et l'annonce de son entrée dans la Flèche raniment tous les cœurs; on se réunit pour repousser Westermann, et en moins d'une heure il est forcé à la retraite. Cette double victoire, dans un moment qui semblait devoir être le dernier de l'armée, lui permit de prendre du repos. Elle venait de perdre M. de Verteuil, l'un des chefs des Vendéens du centre, ancien officier au régiment de Languedoc : un boulet lui avait emporté les deux jambes. Le prince de Talmont, à la vue même de La Flèche, venait aussi de se distinguer par un trait de bravoure digne des brillantes époques de la chevalerie. Une plaine séparait les deux armées : Talmont presque seul s'avançait à cheval; il fut reconnu pour un des généraux royalistes, et défié au combat par un hussard républicain. « Je t'attends! lui crie » Talmont ». Le hussard fond au galop sur le prince; les sabres se croisent, Talmont pare, frappe, et d'un coup assuré partage en deux la tête de son adversaire, qui tombe mort à ses pieds.

L'armée royale passa une nuit paisible, grâce à La Rochejaquelein, qui avait pourvu à sa sûreté: aucune surprise n'était à craindre. Accablée de

fatigue et de maladie, l'armée ne demandait que du repos. Le découragement s'était emparé des officiers comme des soldats, depuis qu'il ne restait plus d'espoir de rentrer dans le pays vendéen; il n'était plus possible d'ailleurs d'arrêter aucun plan. Pressés par la faim, errans au milieu de l'hiver, et continuellement déchirés par les cris des mourans qu'il fallait abandonner, les Vendéens invoquaient presque tous la mort, tant la crainte de rester sur le champ de bataille intimidait les plus courageux. Dans cette position affreuse, chacun devait toujours être prêt à soutenir de nouveaux combats et à affronter de nouveaux dangers. L'armée resta deux jours à La Flèche, sans être inquiétée par les républicains. Le 10 décembre, à la pointe du jour, elle se mit en marche et se dirigea vers le Mans: on espérait y trouver des vivres, des amis et peut-être quelques jours encore de tranquillité, ce qu'on préférait à tout. A sept heures du matin, Westermann mène sa cavalerie devant le pont du Loir qui était coupé, et il voit l'armée royale défiler au-delà. Ses cavaliers passent la rivière à la nage, et ses fantassins sur des poutres ou sur des batelets; ils pénètrent dans la ville, joignent les traîneurs de l'arrière-garde, qui sont à l'instant massacrés, et s'emparent de quelques pièces de canon et des caissons abandonnés faute de

chevaux. Westermann suivit les traces des Vendéens jusqu'à la hauteur de Foultourte : la route était couverte de corps en putréfaction. Dans la nuit, quelques centaines de royalistes, qui, ne pouvant plus se traîner, s'étaient répandus dans les fermes, furent égorgés par les éclaireurs.

Cependant le général Rossignol, se conformant aux ordres du comité de salut public, venait de remettre au général Marceau le commandement de l'armée de l'Ouest. Marchant en plusieurs colonnes, cette armée n'était pas toute réunie : à la levée du siége d'Angers, les opérations incertaines des royalistes avaient forcé les généraux et les commissaires de la morceler. La division aux ordres du général Muller suivait Westermann sur le chemin de la Flèche; une autre avait pris la route de la levée, pour protéger Saumur et Tours; une troisième avait reçu l'ordre de se porter sur le chemin de Beaufort, afin de servir de corps intermédiaire, en appuyant la gauche ou la droite, suivant les circonstances. Tous ces mouvemens décelaient le doute et l'ignorance sur la marche ultérieure des Vendéens. En s'éloignant ainsi de la Loire, ils semblaient avoir renoncé au projet de tenter le passage par Angers ou par Saumur, projet qu'ils avaient si énergiquement proclamé à Gran-

ville et à Antrain. Leurs chefs, dans un conseil de guérre tenu à Beaugé, avaient agité la question de marcher sur Tours, par la levée, de s'emparer de la fabrique des poudres de Ripault, à deux lieues de là, et de rentrer ensuite dans la Vendée, dont l'accès eût été plus facile. L'exécution de ce plan les eût peut-être sauvés. Malheureusement le désordre, la confusion, le découragement, ne leur permirent de s'arrêter à aucun parti salutaire.

Du côté des républicains, c'était le défaut de concert qui nuisait aux opérations. La division des côtes de Cherbourg ayant effectué, à Beaugé, sa jonction avec les troupes de l'armée de l'Ouest, aurait pu s'approcher de la Flèche, avant que les Vendéens s'en fussent emparés. Pris alors entre deux feux, il ne leur serait resté que l'alternative de périr glorieusement sur le champ de bataille ou d'être précipités dans le Loir. Leur destruction ne fut que différée. Le 10 décembre, ils se présentèrent devant l'ancienne capitale de la province du Maine, ville déjà populeuse et riche sous Charlemagne, quoique la Sarthe, qui l'arrose, et l'Huisne, qui près de ses murailles se jette dans la Sarthe, ne soient point navigables; mais le Mans est situé sur un sol fertile où tout abonde. Déchue de son ancienne splendeur, il

lui reste dix-huit mille habitans et un commerce lucratif. Sept grandes routes y aboutissent, dont trois au sud se réunissent à Pontlieu. Là une longue et belle avenue, plantée de plusieurs rangs d'arbres, y conduit du côté de la Flèche. Les Vendéens n'y pénétrèrent qu'après un combat très-vif soutenu par la garnison. Ils trouvèrent à la tête du pont et sur le pont même, tranchées sur tranchées, canons, chausse-trapes, chevaux de frise, et ils surmontèrent tous ces obstacles. Maîtres de la ville, ils y passèrent tranquillement la journée du 11. La grande place des Halles, couverte de canons, de bagages et de voitures, leur servait à la fois de camp, de parc d'artillerie et de quartier-général. Les malheureux Poitevins, que la disette et la fatigue avaient exténués, trouvèrent au Mans des vivres en abondance et s'en rassasièrent. Se livrant tour à tour aux plaisirs de la table et aux douceurs du sommeil, ils oublièrent, dans un repos imprudent dont les suites devaient leur être si funestes, qu'un ennemi formidable et acharné était à leur poursuite.

Toutes les divisions, sous les ordres du général Marceau, venaient de se réunir au village de Foultourte, rendez-vous général de l'armée, pour marcher de là sur le Mans. Westermann,

suivi de la division Muller, formait l'avant-garde. Tout annonçait une bataille prochaine et décisive.

La Rochejaquelein, instruit que deux corps d'armée s'avançaient par les routes d'Angers et de Tours, fit battre la générale pour marcher droit à l'ennemi. Mais presque tous ses soldats étaient plongés soit dans l'ivresse, soit dans le sommeil, et il ne put en réunir que douze mille en état de combattre. Il les divisa en trois colonnes, et plaça son corps d'élite sur une hauteur flanquée de bois de sapin, à une lieue du Mans.

A sept heures du matin, le 13 décembre, commencèrent les attaques sur les trois routes du sud. Westermann, le premier engagé sur le chemin de la Flèche, fut d'abord repoussé et se replia sur la division Muller. A peine fut-il soutenu qu'il s'avança de nouveau jusqu'au bois, en avant de Pontlieu ; il y trouva les royalistes embusqués : d'Autichamp et Martin La Pomeraie avec les Angevins; Mercier la Vendée, et Georges Cadoudal avec une poignée de Morbihannais. Malgré plusieurs charges brillantes, la troupe de Westermann et la division Muller furent repoussées à deux reprises, et ne purent entamer les Vendéens.

Mais les restes du corps d'armée de Mayence marchaient avec la même ardeur à la suite de la division de Cherbourg. La cavalerie de Westermann renouvelant l'attaque, chargea sans même attendre le signal, soutenue par la division de Cherbourg en colonnes serrées. Divisés en deux corps, les Vendéens ne peuvent résister à l'impétuosité de ce double choc; ils abandonnent leurs positions et rentrent en désordre à Pontlieu et au Mans, n'ayant plus pour abri que la ville, et pour derniers retranchemens que le faubourg. La Rochejaquelein, au désespoir, s'efforce vainement de les rallier; il est laissé presque seul au milieu des ennemis, d'où il ne se dégage qu'à force d'intrépidité. Il rentre au Mans pour s'opposer à la déroute des siens, qui déjà fuyaient par le chemin de Laval. Tous ceux qui le voient rentrer se pressent de le suivre, et dégarnissent de plus en plus les retranchemens. D'autres en plus grand nombre étaient si accablés de fatigue, que rien au monde ne pouvait les déterminer à marcher au combat. Ils se berçaient de l'idée que l'ennemi suspendrait au moins l'attaque jusqu'au lendemain. Telle était leur sécurité à cet égard, qu'ils s'attendaient à passer encore une nuit tranquille: à peine cinq cents hommes restèrent à la garde de Pontlieu.

En effet, les républicains s'étaient arrêtés à la portée du canon, et des deux côtés on semblait vouloir remettre au jour suivant la bataille décisive. La fougueuse impatience d'un seul homme en décida autrement. Marceau, prévenu contre Westermann, venait de lui remettre un billet du conventionnel Bourbotte, qui lui reprochait d'avoir compromis l'armée par son imprudente audace, et lui intimait l'ordre, sous peine de mort, de ne plus engager d'action, et de se borner à éclairer la marche de l'ennemi.

Aux approches de la nuit, Marceau indique à Westermann une position en avant de la ville, pour attaquer le lendemain. « La meilleure po-
» sition, répond Westermann, malgré les me-
» naces de Bourbotte, est dans la ville même :
» profitons de la fortune. — Tu joues gros jeu,
» brave homme, lui dit Marceau en lui serrant
» la main; n'importe, marche et je te soutien-
» drai ».

On touchait à la chute du jour quand Westermann, suivi des grenadiers d'Armagnac, s'avança sur le Mans dans le plus grand silence, tandis que sa cavalerie filait des deux côtés de la route, afin de passer l'Huisne à gué. Le capitaine Rolland, monte le premier sur le pont à la tête des grenadiers, en écarte les chevaux de frise; et sans

aucun égard pour les représentations de son frère, commandant le même régiment, il s'élance et s'écrie : « Nous tenons enfin l'ennemi, c'est » ici qu'il faut l'exterminer, ou mourir glorieu- » sement ». Son frère le suit ; on bat la charge: en un instant, le pont, les retranchemens sont forcés et les Vendéens mis en fuite ; plusieurs sont atteints et taillés en pièces à l'entrée même de la ville. Mais là Talmont s'élance, au milieu du feu, sur les hussards républicains, et une batterie masquée arrête la colonne d'attaque. Sans l'intrépidité des grenadiers d'Armagnac, qui en imposèrent à quelques lâches, elle aurait plié. Westermann resta inébranlable. De son côté, La Rochejaquelein fit pointer le canon sur toutes les avenues de la grande place, et jeta des tirailleurs dans les maisons voisines de l'action : leur feu meurtrier écarta les assaillans. Westermann frémissait de rage, et tombait à coups de sabre sur les soldats qui montraient de l'indécision: mais l'attitude des Vendéens ne permettait plus d'avancer. A neuf heures du soir, Marceau, sans cesser le feu, prit position et se mit en devoir de cerner la ville, pour qu'aucun ennemi ne pût lui échapper. Westermann, à son exemple, suspendit les attaques de sa troupe, dont les rangs étaient éclaircis. Marceau lui envoya du ca-

non, pour repousser l'ennemi s'il tentait de reprendre l'offensive; il fit ensuite filer, par sa droite, une colonne chargée de s'emparer de la route de Paris. En même temps Westermann garnissait toutes les rues adjacentes à la grande place, devenue le dernier boulevard des Vendéens. Une fusillade terrible, entremêlée de coups de canon, s'engagea au milieu des ténèbres, et augmenta l'horreur de ce combat nocturne. D'Herbault fut blessé à mort à côté des batteries vendéennes, dont il dirigeait le feu; La Rochejaquelein eut deux chevaux tués sous lui: mais sa voix ne pouvait plus se faire entendre au milieu des détonnations répétées de l'artillerie, des cris poussés par les combattans et des gémissemens d'une foule de femmes éplorées. Dans ce tumulte effroyable, il lui devint impossible de rien prévoir ni de rien réparer. Ses soldats sortaient en foule des maisons, les uns prenant la fuite, d'autres allant au feu dans le plus grand désordre. La vue du danger les jetaient dans l'abattement et le désespoir. Un petit nombre seulement redoublait d'efforts sur la grande place, servait et défendait l'artillerie. Là se passaient des scènes de carnage. Les rues adjacentes se remplissaient de cadavres, et les cris des mourans jetaient de tous côtés l'épouvante. L'encombrement des chariots et des

voitures portait le désordre à son comble. Des flots de Vendéens se pressaient en sens contraire, les uns s'emparant des maisons voisines pour s'y retrancher, d'autres (c'étaient le plus grand nombre) ne songeant plus qu'à fuir. Stofflet, le major-général, en donna lui-même l'exemple. On le vit, avec les drapeaux, cherchant une issue hors la ville. Vainement La Rochejaquelein veut opposer de la résistance à cette dissolution de l'armée : c'est un torrent qui entraîne tout. Quelques soldats pourtant, retenus par leurs officiers, se groupent à l'entrée du pont qui est sur la route de Laval; on y braque même du canon pour arrêter les fuyards. Plusieurs rentrent dans la ville et retournent au combat. Mais à peine sont-ils vers la route d'Angers, sous une grande allée de peupliers, qu'une terreur panique rend la déroute encore plus générale. Tout fuit; on se serre, on se presse dans une rue étroite qui aboutit de la grande place à celle de l'Eperon. Là les hommes et les chevaux, entassés pêle-mêle, ne pouvant plus aller en avant ni rétrograder, périssent écrasés ou étouffés. Ce fut dans ce cruel moment que Forestier, Duchesnier et Dupérat, émus de compassion, voulurent emporter sur leurs épaules Roger-Monlinier, d'Herbault et Lemaignan, tous trois grièvement blessés. « Amis,

» dirent ces derniers à leurs généreux compa-
» gnons d'armes, le sacrifice de notre vie est
» consommé : nous avons conservé jusqu'à notre
» dernier soupir, fidélité à la religion et au Roi ;
» nous avons fait notre devoir : nos cœurs sont
» tranquilles. Laissez-nous mourir ; en voulant
» nous sauver, vous péririez vous-mêmes in-
» failliblement ; puisse le ciel vous conserver au
» milieu des dangers qui vous environnent » !
Après avoir tout tenté pour les fléchir, les trois officiers Vendéens, le cœur oppressé et les yeux humides de larmes, cédèrent au torrent, tout en faisant des vœux pour que leurs malheureux amis pussent exciter la pitié d'un vainqueur trop souvent implacable.

La Rochejaquelein et d'autres chefs, voyant la bataille perdue sans ressource, s'efforcent, pour éviter un massacre général, de mettre quelqu'ordre dans la retraite. Ils rassemblent le peu de cavalerie qu'ils trouvent sur leur passage, et gagnent la route de Laval, la seule qui fût encore libre. Elle était couverte de fuyards dont on parvint à rallier un assez grand nombre. La Rochejaquelein les encourage ; prêtant l'oreille au bruit du canon, il juge, par les détonations répétées de l'artillerie, que son arrière-garde soutient encore le combat : il tourne bride alors, et ranimant les siens, il se remet en

marche pour rentrer dans la ville, dans l'espoir de renouveler la bataille. A peine a-t-il fait deux cents pas, que les boulets de l'ennemi viennent frapper dans ses rangs mêmes. Dès-lors il lui devient impossible de retenir ses soldats; tous lui crient que ses efforts sont inutiles et que tout est perdu : le cœur brisé, il reprend la route de Laval.

Cependant les républicains combattaient depuis près de douze heures, sans avoir encore pu pénétrer dans la place du Mans, dont l'artillerie vendéenne défendait encore les approches. Une poignée de royalistes intrépides et voués à une mort certaine, servaient les batteries. Là une pièce de douze chargée à mitraille emportait des rangs entiers au moindre mouvement des colonnes d'attaque. Là mourut, au lit d'honneur, le chevalier Duhoux, adjudant-général vendéen, aussi loyal qu'intrépide. Sur cette même place, le vicomte de Scépeaux, à défaut de canonniers, tira lui-même trente-cinq coups de canon, et fut blessé au pied en mettant encore le feu à une pièce. Le reste de l'armée ne dut son salut et sa retraite qu'au dévouement de ces deux chefs et des huit cents braves qui, à leur exemple, résistèrent pendant cette nuit terrible. Il était deux heures du matin, et ils cherchaient encore à vendre chère-

ment leur vie, en se battant sur les canons et dans les maisons qui leur servaient de retranchemens. Soit lassitude, soit terreur ou impuissance de part et d'autre, on resta en observation jusqu'au point du jour. Le général Kléber, survenu avec la division mayençaise, fit passer de nouvelles troupes à Westermann. Quoique blessé, ce général, après avoir eu deux chevaux tués sous lui, n'avait pas quitté le poste périlleux de l'avant-garde. Il reprend l'attaque, tandis que le général Carpentier, pour vaincre la résistance des Vendéens, fait pointer tour à tour du canon chargé à boulets et à mitraille, sur leurs batteries et sur les fenêtres des maisons situées dans les angles de la place. En même temps les chasseurs des Francs et de Cassel, réunis aux grenadiers d'Armagnac et d'Aunis, chargent à la baïonnette tout ce qui est devant eux. Rien ne peut plus résister à ce dernier effort. Tout ce qui n'est point égorgé se sauve sur la route de Laval, abandonnant aux vainqueurs l'artillerie presqu'entière, les bagages, les femmes, les enfans et les blessés. A l'instant le gros de l'armée républicaine, réuni au faubourg de Pontlieu, fait son entrée au pas de charge. Le soldat altéré de sang ne respirait que massacre et pillage. Le Mans, dont les rues étaient encombrées de cadavres, de monceaux

d'armes, de voitures brisées, de chevaux étouffés, de canons, de caissons, présenta l'affreux spectacle d'une ville emportée d'assaut et livrée à la rage d'une soldatesque effrénée. Les malheureuses Vendéennes étaient arrachées des maisons et traînées sur la place publique pour y être égorgées. On en immola un grand nombre sous les yeux mêmes des commissaires conventionnels. Là elles étaient entassées pour être foudroyées par des feux de pelotons: en vain ces infortunées se serraient pour éviter la mort; les premiers rangs recevaient seuls des coups mortels; mais les bourreaux infatigables portaient sur les autres de nouveaux coups. A la vue des cadavres amoncelés et encore palpitans, les vainqueurs se disaient avec une joie féroce: *Ils sont en batterie*. La jeunesse et la beauté, rien ne fut respecté; le soldat se montra encore plus cruel pour les femmes du haut rang, dont les cadavres mutilés furent traînés dans la boue. Les rues, les maisons, les places publiques, tout était couvert de morts; les vainqueurs semblaient ne pouvoir se rassasier de sang. Marceau, qui gémissait de l'épouvantable abus de la victoire, ne put y mettre un terme qu'en faisant battre la générale. Le soldat, livré au pillage, écoute en frémissant le rappel à ses drapeaux: les chevaux, les voitures, les ornemens

d'église, tout ce que possédèrent les vaincus, ne pouvait assouvir sa cupidité. Sans s'arrêter au Mans, Westermann, à la tête des grenadiers d'avant-garde, poursuivit avec acharnement les fuyards sur la route de Laval, jusqu'à la Chartreuse du Parc. Malades, blessés, traîneurs, tout ce qui n'avait pu suivre la masse, fut égorgé sans distinction de sexe: dans l'espace de quatorze lieues, il n'y eût pas une toise de terrein qui ne fût couverte de cadavres. Les fuyards qui prirent la route d'Alençon, croyant suivre celle de Laval, furent tous massacrés. Parmi les paysans du Maine, il y en eut qui, sans nulle compassion pour les vaincus, les traquèrent dans les bois et dans les fermes comme des bêtes fauves, soit qu'ils redoutassent les vainqueurs, soit qu'ils voulussent mettre un terme aux calamités d'une guerre qui menaçait leurs propriétés. Mais d'autres en plus grand nombre, bravant tous les périls, accordèrent l'hospitalité la plus touchante à une foule de malheureux Vendéens qui leur durent la vie. Les divisions de l'armée républicaine qui suivirent de près Westermann, se contentèrent de ramasser sur la route les hommes et les femmes qui, paraissant suspects, n'étaient point réclamés par les habitans du lieu. Mais malheur à ceux qui ne pouvaient marcher! ils étaient fusillés sur-le-champ. Des femmes jadis

dans l'opulence, et qui se traînaient avec peine dans des routes fangeuses, cherchaient à s'assurer la protection de ces révolutionnaires farouches, dont le seul aspect autrefois ne leur eût inspiré que la colère et le mépris. Fatiguée de tant de scènes atroces, l'imagination cherche à se reposer sur quelques traits d'une pitié généreuse. Les soldats d'Aunis et d'Armagnac, auxquels étaient dû principalement le gain de la bataille, sauvèrent plusieurs Vendéennes. Sans se prévaloir du droit de conquête, sans même se permettre aucun propos insultant, presque tous respectèrent leurs captives, et en arrachèrent un grand nombre à une mort certaine, au risque de périr victimes de leur humanité.

Cependant les débris de l'armée royale, conduits par La Rochejaquelein, entrèrent à Laval dans la soirée du 13 décembre, et y furent joints dans la nuit par tout ce qui avait pu échapper au fer des républicains. Ce fut alors que les chefs purent sonder la plaie profonde de leur parti. La ville du Mans venait d'être le tombeau de leurs plus braves défenseurs; ils y avaient perdu presque toute l'artillerie et les munitions; près de quinze mille Vendéens y avaient péri, parmi lesquels, il est vrai, on comptait plus de non combattans que de soldats. Les

généraux furent d'avis de se rapprocher de la Loire, pour en tenter, à tout prix, le passage. Mais comment éviter un ennemi infatigable qui avançait à grandes journées? A l'aube du jour, le signal du départ fut donné par les chefs. De malheureux Vendéens, perdus de fatigue, de besoins, de maladies, et saisis de terreur, voulant et ne pouvant marcher, se laissèrent désarmer par les femmes de Laval.

Craon fut occupé le 14 par cette troupe fugitive, que Westermann poursuivait sans relâche; plus il avançait, plus La Rochejaquelein pressait sa retraite. Ses soldats, livrés à une sombre inquiétude, marchaient nuit et jour, espérant traverser la Loire à Ancenis. Malheur à ceux qui, cédant au besoin du sommeil, s'arrêtaient accablés de lassitude! ils ne pouvaient échapper à la cavalerie légère: chaque ferme, chaque maison devenait sur la route le tombeau de quelque royaliste. Le 15 décembre, on occupa Pouancé, et le lendemain Ancenis; La Rochejaquelein y entra le premier sans éprouver de résistance. A la vue de la Loire, à l'aspect des rives vendéennes, les esprits se ranimèrent. L'armée ne pouvait trouver de salut que de l'autre côté, où l'on disait avoir aperçu, deux jours auparavant, une troupe de paysans armés de fusils. Mais comment traverser

le fleuve sans bateaux, sans pontons, sans aucun moyen de transport? la crue des eaux l'avait rendu plus large et plus rapide. D'ailleurs la rive opposée était au pouvoir des républicains, qui avaient un poste à Saint-Florent. La Rochejaquelein se hâte d'envoyer deux royalistes en reconnaissance sur une espèce de radeau : on attend en vain, et dans la plus vive anxiété, le retour des deux émissaires. Le bruit de quelques coups de fusils tirés de ce côté, fait juger alors qu'ils sont tombés dans une patrouille ou dans une embuscade. Nul n'osait tenter de nouveau le passage. La Rochejaquelein s'offre d'aller lui-même reconnaître l'autre rive. On y apercevait quatre barques chargées dont on pouvait s'emparer et se servir ; c'était un aiguillon de plus qui l'entraînait vers l'initiative de l'entreprise, soit pour défendre le point de débarquement contre l'ennemi, soit afin de prévenir la dispersion de ses propres soldats sur cette rive gauche, leur dernier asile. M. de Langerie et dix-huit Vendéens montent le seul bateau dont on avait pu s'emparer à Ancenis. La Rochejaquelein, Stofflet et Laville-de-Beaugé se jettent dans un batelet enlevé d'un étang du château de Saint-Marc, et qu'on avait chargé sur un chariot. Avant de s'éloigner, ils protestent qu'ils reviendront instruire l'armée

du résultat de l'événement. Toute l'avant-garde suit des yeux ces deux frêles bateaux, d'où semblait dépendre le sort des restes de la Vendée : on portait surtout l'attention sur La Rochejaquelein, qui, déjà au milieu du fleuve, tenait par la bride son cheval, qui le traversait à la nage. Les Vendéens tremblaient pour la destinée de leur intrépide chef; ils étaient encore moins accablés de leur propre infortune, que du danger qui le menaçait. Le batelet, sans direction, flotte, s'enfonce, revient sur l'eau, et après une demi-heure de lutte contre le courant, parvient enfin au bord opposé. L'armée, qui arrivait successivement, brûlait de tenter le passage : elle se divisa; une partie garda les hauteurs, l'autre se dispersa dans la ville et les environs, s'emparant des poutres, des arbres, des tonneaux, des planches et de toutes les boiseries qui tombaient sous la main. On démembra tour à tour, et l'on rassembla, pour construire des radeaux, tout ce qui parut surnager. La majorité travaillait, tandis que d'autres se tenaient en vedettes. Le curé de Saint-Laud, par ses prédications, encourageait lui-même les travailleurs. Les constructions se pressaient, elles avançaient à vue d'œil, quand Westermann parut sur la grande route d'Angers. Le son funèbre du tocsin se fit entendre; on courut

aux armes pour aller à la rencontre de cet implacable ennemi, dont l'approche ajoutait à la cruelle position des royalistes. L'artillerie lançait déjà des boulets au milieu des travailleurs : contre toute attente on parvint à repousser Westermann; il se replia sur Saint-Marc. Les radeaux s'achevèrent pendant le combat; mais leur mauvaise construction et de malheureux essais ralentirent l'ardeur des Vendéens. Toutefois il en est qui osent s'élancer sur des pièces de bois mal jointes; d'autres sur des tonneaux; d'autres enfin s'avanturent sur des radeaux sans liens et sans solidité, qui, flottant au gré du hasard, s'enfoncent, puis se relèvent pour s'enfoncer encore. Quelques centaines de soldats parviennent au bord opposé; plusieurs sont engloutis : un plus grand nombre aurait tenté le passage, si deux chaloupes canonnières, venues de Nantes, n'avaient tiré sur les radeaux, tandis que sur la rive gauche un gros de cavalerie et des patrouilles accourues de Saint-Florent chargeaient, fusillaient ou dispersaient tout ce qui parvenait à l'autre bord. Le bruit de cette cruelle fusillade et les cris de ceux qui se noyaient, plongeaint dans un morne abattement l'armée, spectatrice du côté d'Ancenis. La nuit qui survint fut désolante. La Rochejaquelein ne revenant pas, et le fleuve étant gardé, il fallut renoncer

au passage. D'ailleurs Westermann avait fait répandre, par ses espions, le bruit d'une attaque prochaine et générale. Le hasard servit la ruse: l'alarme était déjà parmi les royalistes, quand un poste de républicains, placé en observation du côté de Nantes, attaqua la garde avancée. Les Vendéens se croyant dès-lors entre deux feux, prirent la fuite en désordre, abandonnant le fleuve, les radeaux et tous les apprêts du passage. Alors commencent aussi les désertions, chacun ne songeant déjà plus qu'à sa propre sûreté. Les uns se dispersent dans l'espoir de passer la Loire isolément; d'autres avec l'intention de s'enfoncer dans l'intérieur des terres. Toutefois la masse fidèle n'abandonna ni ses drapeaux ni ses chefs. Elle ne pouvait trouver de salut qu'en Bretagne, dont les habitans se montraient zélés royalistes. Après avoir erré quelques heures, sept mille Vendéens, restes malheureux de cette armée qui, soixante jours auparavant maîtrisant la Loire, envahissait le Maine et la Bretagne, parvinrent à sauver quelques canons, et prirent la route du bourg de Nort, conduits par Talmont, Fleuriot, Donnissan, Marigny, Piron, Lyrot et Desessarts: ils marchaient avec l'espoir de gagner la Vilaine, et de s'unir aux Morbihannais insurgés. Mais plus ils s'éloignaient de la Loire, et plus leur

nombre diminuait. Pressés de rentrer dans le Poitou, les déserteurs filaient par pelotons sur la rive droite, malgré des périls inévitables, pour épier et surprendre le passage. Du côté de Varades, le fleuve, d'abord mal gardé, favorisa les plus entreprenans. Il y en eut qui, se reposant sur la clémence républicaine, et sur une fausse amnistie, ne trouvèrent, après avoir tout surmonté, que la mort. L'armée des sept mille, principalement dirigée par Talmont et Fleuriot, présentait le triste spectacle d'une horde désespérée, sans cesse aux prises avec tous les besoins. Le plus grand nombre se répandait dans les fermes, pour y chercher des vivres que souvent ils arrachaient l'épée à la main. Les républicains, quoique victorieux, éprouvaient également tous les genres de privations, et renonçant même à poursuivre aussi vivement les débris de l'armée royale, ils arrêtèrent de nouveau leurs colonnes à Château-Briant.

Les sept mille étant parvenus ainsi jusqu'à Nort, dans un état déplorable, y restèrent vingt-quatre heures sans être inquiétés sérieusement, mais toujours en proie au désordre, au désespoir et à l'anarchie : leur nombre d'ailleurs diminuait à vue d'œil. L'infortune semblait avoir étouffé la voix et le sentiment de l'honneur. Sur le bruit d'un

rassemblement royaliste près Blin, dans la forêt du Gavre, une centaine d'hommes quittèrent l'armée pour s'enfoncer dans la forêt avec plusieurs chefs, tels que Forestier, Jarry, Rostaing, Duperat, Brunet, et quelques vendéennes échappées au massacre du Mans. Leur séparation fut marquée par le partage, entre plusieurs officiers, de deux mille louis et des assignats royaux renfermés dans la caisse militaire. Ces tristes signes annonçaient assez la dissolution prochaine et entière des malheureux débris de l'armée. On avait à peine procédé à ce honteux partage, que les cris : *Aux armes, voici les bleus!* se firent entendre. Presque toute l'armée prit la fuite, les plus braves ne songeant pas même à se mettre en défense. Ce fut alors que cent cinquante cavaliers vendéens, abusés par le bruit d'une prétendue amnistie, prirent la route de Nantes et allèrent se constituer prisonniers, avec armes et bagages. La mort, à laquelle les voua l'impitoyable Carrier, fut la seule récompense de leur aveugle soumission.

Cependant, au milieu de l'effroi général et des désertions en masse, le marquis de Donnissan et le chevalier Desessarts, accompagnés d'un cavalier intrépide nommé Moulin, et d'une poignée de braves, s'étaient portés au-devant de l'ennemi

avec une pièce de canon. Ils avaient attendu les hussards, et leur tirant un coup à mitraille, en tuèrent sept ou huit et firent rétrograder le reste. Il s'en suivit un peu plus de sécurité et quelques heures de repos. On en profita pour rallier dans le bourg de Nort les malheureux débris de l'armée. Talmont, Donnissan, Fleuriot, Piron, Lyrot, Bernard de Marigny et Desessarts étaient à leur tête. On se remit en marche, et quoique pressés par la cavalerie de Westermann, les sept mille arrivèrent à Blin sans avoir rencontré d'ennemi sur leur passage. Il fallait un général à cette troupe fugitive, pour régler ses mouvemens. Les officiers se réunirent, et nommèrent Fleuriot général en chef. Talmont, blessé de cette préférence, quitta l'armée. Ce désir immodéré de la commander, malgré son état misérable, marquait encore plus de dévouement que d'ambition.

Le nouveau général fit élever à Blin quelques retranchemens dans un terrein coupé de haies et entouré de fossés. On fit des embrasures et on braqua le canon, ce qui éloigna les troupes légères et donna encore deux jours de repos. Dans la crainte d'être enveloppé, Fleuriot, s'attachant à connaître les mouvemens des colonnes d'attaque qui suivaient de près les royalistes, fit pratiquer

dans la tour du château de Blin plusieurs ouvertures, à travers lesquelles on aperçut bientôt l'armée républicaine réunie en masse dans la plaine. Cette armée ne demandait qu'à combattre, et eût forcé aisément le poste de Blin. Les commissaires de la convention, soit pour se distraire, soit dans le dessein d'animer les troupes, passèrent la journée à faire jouer dans le camp des airs patriotiques. Il y eut néanmoins une vive escarmouche au pont sur l'Isac, en avant de Blin, du côté de Nort; mais des torrens de pluie étant survenus, l'attaque fut remise au lendemain. Fleuriot, profitant de ce retard, abandonna Blin pendant la nuit. Peut-être eût-il été préférable de disperser dans les forêts ces faibles et malheureux restes; un plus grand nombre de Vendéens aurait échappé à la mort. Mais le curé de Saint-Laud annonçait avec confiance de prompts secours de la part des insurgés bretons; et pendant une journée entière les républicains ne s'étant pas montrés, les royalistes crurent à une heureuse diversion, et ne se séparèrent pas. Fleuriot avait eu d'abord le dessein de se porter à Rhedon, sur la Vilaine; mais la chaussée étroite qui y conduit pouvant être coupée, il dirigea sa marche sur Savenay, vers l'embouchure de la Loire.

Au point du jour, l'armée républicaine ayant fait ses dispositions d'attaque, ne trouva plus que quelques traîneurs, qui furent égorgés par les premières colonnes. Les chemins de Blin à Savenay étant rompus par l'abondance des pluies, les royalistes, pour se rapprocher de la Loire, s'engagèrent dans des routes impraticables, et marchèrent à travers des marais, ayant souvant de l'eau jusqu'à la ceinture. Leur désespoir et leur abattement était au comble: trempés par une pluie froide, accablés de fatigues et sans aucune nourriture, ils étaient si défigurés, qu'on les eût pris plutôt pour des spectres que pour des hommes. Leur état misérable excitait surtout la compassion des paysans, qui recherchaient, au péril de leur vie, l'occasion de les sauver.

Arrivés enfin à Savenay, ils résolurent de se retrancher dans ce dernier refuge entre la Loire et la Vilaine: les ponts étaient coupés, et il n'y avait pas de bateaux. A droite et à gauche deux rivières se présentaient aux royalistes, et l'Océan formant la troisième partie du triangle, ils s'y trouvaient comme renfermés; il fallait donc vaincre ou périr. Savenay, situé sur une hauteur, était susceptible de quelque défense. Lyrot y était entré à quatre heures du soir avec l'avant-garde; il avait placé des vedettes sur les points les plus

élevés, des gardes en avant, et braqué l'artillerie sur les principales avenues. Bientôt apparaissent Westermann et Kléber à la tête de l'avant-garde républicaine : ils mettent en position, sur le flanc droit de la route, une pièce d'artillerie volante, embusquent l'infanterie dans un bois, et attaquent les avant-postes avec la cavalerie légère. Lyrot sort de Savenay avec ses soldats, donne un instant dans le piége; mais il quitte presqu'aussitôt la plaine pour se retrancher dans un bois qui se trouvait en face. Attaqué vivement, il oppose une courageuse résistance, et obtient même quelque avantage, les républicains n'étant point encore en forces; mais leurs colonnes grossissaient à vue d'œil. Fleuriot, Bernard de Marigny, Piron, Desessarts, Donnissan et tout ce qui restait de Vendéens prirent alors position pour recevoir la bataille. Un brouillard épais auquel vint se joindre l'obscurité de la nuit, empêchait de se reconnaître. Les royalistes ne se dissimulaient pas la grandeur du péril. Marigny abordant madame de Lescure, qui, malgré tant de fatigues et de désastres, n'avait pas cessé de suivre l'armée, saisit la bride de son cheval, et lui dit à voix basse : « C'en est fait, nous sommes
» perdus, nous ne pourrons résister à l'attaque de
» demain; dans douze heures l'armée sera anéan-

» tie. Quant à moi, j'espère mourir en défendant » votre drapeau. Tachez de fuir pendant la nuit; » adieu ». Il la quitte brusquement, et va encourager ses soldats. Partout des fusillades s'engageaient, sans qu'on pût démêler si la véritable attaque se ferait de front ou sur les ailes. Lyrot ayant repoussé un bataillon républicain, les généraux Marceau, Kléber et Beaupuy, pour que la victoire ne pût leur échapper, réunirent leurs efforts, et prirent de meilleures positions. Par prudence, l'attaque fut suspendue, un combat nocturne donnant trop d'avantage aux royalistes. De part et d'autre les troupes restèrent fermes sur le champ de bataille. La disproportion des forces tournait de plus en plus en faveur des républicains. Déjà la colonne du général Canuel, appuyée par la division Tilly, s'était développée sur la route de Nantes à Vannes, et l'avant-garde avait bivouaqué, pour ainsi dire, sous le canon des royalistes. Des fusillades entremêlées de coups de canon, se firent entendre par intervalle pendant cette nuit qui fut de quinze heures, et aux horreurs de laquelle ajoutait encore une pluie glaciale. D'un côté, l'espérance d'écraser par un coup décisif l'ennemi le plus opiniâtre, et de l'autre, la nécessité de se défendre, inspiraient assez de fermeté pour

supporter tant de maux. Les combattans, sans céder au sommeil, attendirent le jour avec impatience. Il parut à peine, que le général en chef Marceau fit battre la générale, et commença ses dispositions d'attaque. Kléber et Westermann sont les premiers en avant : toutes les colonnes s'ébranlent à la fois sur Savenay; et les Vendéens, rangés en bataille sur un seul front, et renforcés par tous les blessés qui, pouvant se tenir encore à cheval, avaient pris les armes, veulent suppléer au petit nombre par l'énergie du désespoir. Ils marchent à la rencontre des républicains, qu'ils ébranlent par un premier choc. Mais la division Tilly, composée des soldats d'Armagnac et d'Aunis, avance sur eux, la baïonnette en avant, et enfonce leur centre. Ils reviennent à la charge avec plus de furie encore. Marigny, à trois reprises, tenant à la main le drapeau royal, se précipite à la tête des plus braves, sur les républicains. Un enfant de quatorze ans (la Voyrie) est à ses côtés, et ne le quitte pas. Donnissan, Lyrot, Desessarts et le jeune Beauvollier, font aussi des prodiges de valeur. Mais Westerman, Kléber et Beaupuy, filant par les hauteurs, derrière Savenay, tournent les royalistes, et par cette manœuvre leur ôtent tout moyen de résistance et tout espoir de salut. Ce fut alors que les différens chefs et Fleuriot

lui-même, se firent jour l'épée à la main, à travers les colonnes d'attaque, et gagnèrent les bois environnans avec une partie de l'armée. Le reste ne pouvant s'ouvrir une issue, court avec Marigny et Lyrot se réfugier dans Savenay, tandis que la division Tilly y entrait du côté opposé au pas de charge. Là recommence de nouveau le carnage. En vain Marigny fait placer deux canons sur la route de Guérande, et prend quelques mesures pour la retraite; en vain il rentre deux fois dans Savenay, pour soutenir Lyrot et ses intrépides compagnons d'armes. Les grenadiers de la division Tilly fondent avec l'impétuosité de l'éclair sur tout ce qui leur oppose quelque résistance, et enfoncent la réserve des royalistes, dont le désespoir lutte en vain contre la mort. Lyrot tombe percé de coups; presque tous les canonniers vendéens meurent sur leurs pièces, et Savenay se remplit cadavres. Le trouble et l'effroi causés par un si horrible carnage, frappent de stupeur ces infortunées Vendéennes qui venaient de se traîner jusqu'à Savenay. « Femmes, s'écrie » alors Marigny, tout est perdu! sauvez-vous »! Lui-même, précipitant d'abord une retraite désespérée, s'efforce de la protéger ensuite, et fait encore pointer deux canons à l'entrée d'un bois. Là recommence un combat inégal, qui donna

aux femmes et aux fuyards le temps de se disperser. Un cavalier, nommé Chollet, servit la dernière pièce jusqu'au dernier moment, avec une intrépidité admirable. Enfin, après une heure de résistance, toutes les positions tombèrent au pouvoir des républicains, et l'armée royale fut dissoute. Deux cents cavaliers seulement purent gagner la forêt du Gavre.

Une partie de l'armée victorieuse se répandit à l'instant même en tirailleurs dans les bois, dans les marais, dans les fermes, à la poursuite des fuyards qui couvraient les routes ou s'enfonçaient dans les terres. Les uns se reformaient en détachemens ou en pelotons, soit pour tenir encore contre un ennemi acharné et impitoyable, soit pour mettre bas les armes et obtenir au moins la vie. Vain espoir! Ici commencent de sang-froid les massacres en détail et en masse. On vit douze à quinze cents Vendéens enveloppés, mettre bas les armes en criant *vive la nation! vive la république!* et à l'instant même être entourés et traînés à Savenay, où, en vertu des décrets de la convention nationale, on les fusilla immédiatement. La mort ne fut suspendue pour quelques-uns d'entr'eux, qu'afin de les mieux atteindre quelques jours plus tard sur l'échafaud. Une autre troupe de cinq à six cents Vendéens, se voyant

pressée entre deux bataillons, jeta aussi les armes et demanda quartier. Une décharge générale fut la seule réponse des républicains. « Que ceux » qui ne sont pas frappés se lèvent », s'écria l'officier qui avait commandé le feu. Ceux-ci et même les blessés, comptant sur la pitié du vainqueur, obéissent : une seconde décharge abat tout ce qui respirait encore, et on achève à coups de sabre et de baïonnettes les malheureux qui, renversés deux fois, se débattaient avec la mort. Pendant ces massacres, la cavalerie légère de Westermann suivait toutes les traces des fuyards, soit fantassins, soit cavaliers. Il y en eut parmi ces derniers, qui, se voyant harcelés, s'arrêtèrent et combattirent corps à corps avec les cavaliers ennemis. Ce fut dans un de ces combats singuliers qu'un maréchal-des-logis de la légion du Nord tua le brave Designy. On voyait les hussards traîner dans la boue, à la queue de leurs chevaux, les drapeaux blancs arrachés aux vaincus. Les bagages et les restes de l'artillerie vendéenne, qui consistaient en trois pièces de quatre, trois de huit et une de douze, et autant de caissons, tombèrent aussi au pouvoir des républicains. Ils trouvèrent parmi les bagages une caisse contenant des assignats royalistes, la planche qui servait à leur fabrication, des vases et ornemens d'église,

mais peu d'argent monnoyé. Leur cupidité n'en fut que plus irritée, et leurs perquisitions plus sévères. Comme après la défaite du Mans, le tocsin sonna dans les campagnes pour y traquer les Vendéens ; heureusement ils trouvaient peu de paysans hostiles. La plupart au contraire allaient jusque dans les forêts les soustraire à la mort, en leur ménageant pour asile des chaumières écartées des grandes routes.

Mais le soldat ne faisait aucun quartier. La route de Savenay à Nantes était couverte de détachemens qui conduisaient des prisonniers au supplice, en leur chantant des hymnes patriotiques. On fusilla pendant huit jours à Savenay; les murailles y furent teintes de sang, et les fossés remplis de cadavres entassés en pyramides : hideux monument de la férocité du vainqueur!

La journée de Savenay eut des suites si terribles, qu'elle fut pour ainsi dire le coup de massue qui écrasa la grande Vendée. On s'était battu sur un espace d'une lieue, et le long de la route de Savenay à Montoire jusqu'au pont de Méan. La première action eut lieu aux environs du bois de Blanche-Couronne. On rapporte qu'au moment où elle commença, trois à quatre cents paysans bretons survinrent, se battirent contre les républicains, et se dispersèrent dans les bois,

après la déroute, sans qu'on ait remarqué aucun chef pour les diriger. Il paraît sûr que les habitans de Saint-Etienne-de-Montluc, requis pour marcher contre les royalistes, lâchèrent pied au premier coup de fusil; enfin on croit assez généralement que les paysans de cette partie de la Bretagne, se seraient réunis aux débris de l'armée vendéenne, si elle avait pu tenir un seul jour à Savenay. Le mouvement des Bretons, qui n'eut lieu que plus tard et partiellement, aurait dès-lors propagé la guerre civile et fait une heureuse diversion en faveur des Vendéens.

Ceux de leurs chefs qui s'étaient enfoncés dans la forêt du Gavre, ayant réuni deux cents hommes, se portèrent de nouveau sur Ancenis, pour tenter d'y passer la Loire. Un poste républicain, surpris d'abord, reconnut les assaillans en petit nombre, et parvint à les envelopper. Dix-huit d'entr'eux se firent jour le sabre à la main; entr'autres le marquis de Donnissan, le chevalier de Beauvollier, MM. de Tinguy et de Mondoyon. Mais poursuivis avec acharnement, ils furent atteints et conduits à Angers, où ils portèrent leur tête sur l'échafaud. Ainsi s'éteignit le nom de Donnissan, comme celui de Lescure, avec lequel il s'était confondu. Bernard de Marigny et le curé de Saint-Laud, plus heureux, trou-

vèrent un refuge aux environs de Savenay. Les fuyards Vendéens continuaient à se porter de préférence vers la Loire, dans l'espoir de passer sur l'autre bord. Mais ceux qui en faisaient la tentative étaient presque toujours foudroyés par les chaloupes canonnières qui gardaient l'une et l'autre rive.

Peu de généraux repassèrent le fleuve : La Rochejaquelein, Stofflet, Laville-de-Beaugé, et plus tard Bernard de Marigny, Beaurepaire de Poitiers, Fleuriot, Rostaing et Sapinaud furent à peu près les seuls; les autres, il est vrai, ne périrent pas tous dans les combats. Royrand, blessé grièvement à la tête, fut massacré dans sa voiture, entre Angers et Beaugé, par des hussards républicains, qui adressèrent en offrande sa croix de Saint-Louis à la convention. Beaurepaire de la Châtaigneraye partagea le sort de Royrand. Faits prisonniers à Savenay, Delacroix, Odaly et Langrenière périrent à Nantes, ainsi que La Bigotière, Carrière, l'Infernet et Couty. Pérault, blessé au pied, suivit d'abord, à cheval, le prince de Talmont, et le quitta ensuite pour sauver un enfant qu'une mère expirante lui avait confié. Il le tenait en croupe sur son cheval, lorsqu'arrêté à Ernée, il se divulga lui-même, dans l'espoir d'obtenir sa grâce. Mais il ne put échapper au comité

révolutionnaire d'Ernée, qui, malgré le général Beaufort, l'envoya au supplice, sous l'atroce prétexte qu'il n'avait jamais vu fusiller de Vendéens. Pressé de se mettre à genoux et de se laisser bander les yeux, « Non, dit Pérault, je sais affronter la mort, et n'ai d'autre regret, en quittant la vie, que de voir des Français transformés en assassins ».

On varie sur les circonstances de la mort du brave Piron, qui, sur la foi d'officiers du parti républicain aurait été tué à Savenay. Ils affirmèrent l'avoir vu tomber de son cheval blanc, qu'ils avaient appris à distinguer dans plus d'un combat où Piron s'était rendu célèbre. Selon d'autres mémoires, il erra, blessé, sur la rive droite, et parvenu ensuite, avec huit compagnons d'infortune, à s'emparer d'un bateau pour repasser dans la Vendée, il y abordait, quand, poursuivi par une embarcation armée, il fut tué à coups de fusil : son domestique seul parvint à se sauver à la nage.

Charles d'Autichamp, que ne trahit point la fortune, dut la vie à l'hospitalité la plus bienveillante. Mis hors de combat au Mans, par une chute de cheval, il obtint un asile dans la maison de madame de Bellemare. Là se trouvait déjà le lieutenant-colonel Vidal, du sixième

de hussards, également blessé. D'Autichamp, d'après le conseil de sa libératrice, se mit à la merci de ce brave militaire, qui le préserva de tout dange en l'envoyant au dépôt de son régiment. Il y fut reçu, comme simple hussard, sous un autre nom que le sien, et accompagné de son ami Bernez, qui dut aussi la vie au même stratagême.

On cite parmi les chefs secondaires qui ont survécu aux défaites du Mans et de Savenay, Berard, Chantereau, Duchesnier, Caquerey, les deux Béjari, dont l'un, blessé grièvement, s'était caché à Blin; Bellevue, Renou, les Guignard, les Cadi, les Soyer et le brave Allard, aide-de-camp de La Rochejaquelein, qui figura plus tard dans l'armée de Charette. On cite encore Forrestier, Duchemin, Jarry, Daniaud-Dupérat, qui, parvenus jusqu'à la Vilaine, tuèrent leurs chevaux et se réfugièrent sous le toit hospitalier des paysans bretons; enfin on mentionne le vicomte de Scépeaux, qui forma plus tard, sur la rive droite, un nouveau parti royaliste, dont il fut long-temps le chef, et M. de Beauvais, qui, après avoir servi dans l'artillerie vendéenne, passa en Angleterre, où il publia les premiers mémoires qui aient donné des notions un peu plus exactes

sur une guerre dont on n'avait que des idées confuses.

Quant à Villeneuve du Cazeau, Designy père, Marsange, Desessarts père, et le jeune Beauvollier, on ignore les circonstances de leur mort. Celle du prince de Talmont fut déplorable. Il errait, déguisé en paysan, dans les environs de Laval et de Fougères, suivi de Matelein, son fidèle domestique, et de Bougon, procureur-général-syndic du Calvados, proscrit comme fédéraliste, quand il tomba dans une patrouille de la garde nationale de Bazouges. Il fut conduit à Fougères sans être reconnu; mais la fille de l'aubergiste de *Saint-Jacques*, en le voyant, s'écria : « C'est le prince » de Talmont » ! Cet indiscret élan était d'autant plus odieux, que le prince avait sauvé son père lors du passage des Vendéens. Traduit devant le général Beaufort, qui commandait à Fougères, Talmont jeta son bonnet de paysan, et répondit avec fierté : « Oui, je suis le prince de Talmont; » soixante-huit combats contre les républicains » m'ont familiarisé avec la mort ». Un officier, nommé Huard, lui demanda pourquoi il avait embrassé le parti royaliste, et en reçut, dit-on, cette réponse : « Issu des Latrémoille, fils du sei» gneur de Laval et de Vitré, prince moi-même,

» je devais servir mon roi, et je ferai voir, en » sachant mourir, que j'étais digne de défendre » le trône ». Il demanda pour seule grâce le trépas le plus prompt. Mais les conventionnels en mission en Bretagne, se le disputèrent comme une proie. Il fut transféré à Rennes, où Esnue-Lavallée, n'ayant pu lui arracher aucune révélation, lui dit un jour avec colère: « Tu es un » aristocrate, et je suis un patriote. — Tu fais » ton métier, et moi mon devoir, répondit le » prince ». On prolongea misérablement sa vie pendant deux mois dans les cachots de Rennes, sans que l'affaiblissement de ses forces diminuât son courage. Son supplice ayant été demandé à la convention, il fut transféré, quoique malade, à Vitré, puis à Laval, où l'échafaud fut dressé devant l'entrée principale de son château. L'exécuteur qui fit tomber sa tête lui devait la vie. Elle fut mise sur une pique et exposée, ainsi que celle d'Anjubault, son intendant, au-dessus de la porte de Laval. On regrette qu'avec tant de valeur et de dévouement, Talmont n'ait pu périr les armes à la main. Une bonté inaltérable faisait le fonds de son caractère, et lui avait assuré de nombreux amis. Son fidèle Matelein, qu'on voulut sauver, s'écria: « Moi survivre à mon maître, non,

» j'aime mieux mourir » ! et il monta sur le même échafaud.

Il me reste à raconter une autre fin tragique, celle du fameux évêque d'Agra, qui, soupçonné d'abord d'imposture par le curé de Saint-Laud, fut entièrement démasqué par un bref de Pie VI, qui le déclarait faux évêque. Ce bref, que l'émigré Saint-Hilaire tenait des prélats français réfugiés à Londres, fut remis, à Varades, aux généraux vendéens. Confondus d'étonnement, ils ne sévirent point contre le fourbe pour éviter un grand scandale, et tinrent l'affaire secrète. Mais on le reconnut à Dol pour l'ancien curé qui avait prêté le serment constitutionnel, et cette fois il n'eût pas échappé au supplice réservé aux traîtres, si les généraux, par politique, n'eussent étouffé de nouveau leur indignation, afin de ne pas aliéner les autres prêtres à la suite de l'armée. On lui interdit seulement l'exercice de ses fonctions ecclésiastiques, en attendant l'occasion de l'éloigner sans éclat. Dévoilé et surveillé, le faux évêque s'exposa témérairement à l'attaque de Granville, cherchant la mort qu'il ne put rencontrer. Il suivit les débris de l'armée jusqu'à Ancenis, et tomba bientôt au pouvoir des républicains. Sentant renaître alors le désir de vivre,

il se fit passer pour le secrétaire de Lescure, et ne se déclara que lorsqu'il n'eut plus aucun espoir d'échapper à la mort. Le 4 janvier 1794, la ville d'Angers, où il avait officié avec tous les honneurs attachés à l'épiscopat, vit tomber sa tête. Ce singulier imposteur ne fut ni traître, ni méchant, et n'eut pas même l'ambition du pouvoir, dont il ne recherchait que l'appareil. Officier pontificalement, chanter le *Te Deum,* respirer l'encens religieux, était pour lui le bonheur suprême. Dans la prospérité comme dans l'infortune, il conserva un calme imperturbable et une sorte de dignité.

Telles furent, pour les Vendéens et pour leurs chefs, les suites funestes de cette incursion d'Outre-Loire, qui a tant coûté de sang et de larmes; qui a laissé en Bretagne et reporté dans la Vendée de nouveaux brandons de discorde, que le temps et une génération nouvelle n'ont pu encore éteindre.

Les pertes de l'armée royale y furent irréparables : embarrassée dans sa marche par une multitude de femmes et d'enfans, elle ne put donner de consistance ni à ses opérations, ni à ses succès. Qu'on se figure près de dix mille femmes allant à pied, portant leurs enfans dans les bras, et ne trouvant sur la route ni

repos, ni nourriture suffisante. Au moment d'une action, toutes fixaient auprès d'elles un Vendéen protecteur, ce qui affaiblissait l'armée en augmentant les bras inutiles. Pouvait-on ne pas recevoir sous l'égide du courage ces nombreuses fugitives, qui cherchaient moins à se soustraire au glaive qu'aux outrages d'une armée de forcenés, presqu'aussi altérés de luxure que de sang? Les premiers jours elles soutinrent les fatigues de la marche. Mais bientôt les frimats et des pluies continuelles les réduisirent à un état déplorable. Plusieurs d'entr'elles, tombant épuisées, restaient ensevelies dans la fange, ou périssaient sous les coups des scélérats que le délire révolutionnaire avaient transformés en bourreaux. De quatre-vingt mille Vendéens des deux sexes, qui avaient passé la Loire, trois à quatre mille seulement échappèrent aux chances des combats, à la misère, aux maladies et aux massacres.

Mais la postérité aura peine à le croire : avant de succomber, cette armée, sans vivres, sans magasins, à quarante lieues de son territoire, et pressée par trois armées ennemies, fit près de cent soixante-dix lieues en moins de soixante jours; elle envahit plusieurs départemens, prit douze villes, en assiégea deux autres, gagna sept batailles, tua vingt mille hommes aux républicains, et leur

enleva cent pièces de canon; et cependant elle ne trouva en Bretagne que des secours insignifians, et fut abandonnée presqu'aussitôt que suivie par les insurgés de Laval, de Mayenne et de Fougères. Déjà même ses rangs étaient diminués d'un tiers, quand elle se présenta devant Granville et Angers: s'il lui fallut renoncer à ces deux attaques, ce ne fut ni par la perte d'aucune bataille, ni par aucune sortie des garnisons, qui n'essayèrent pas même de l'inquiéter dans sa retraite. Pourtant toutes les calamités fondirent sur les malheureux Poitevins : pendant cette transmigration, à la fois glorieuse et fatale, ils furent en proie à la disette et à la discorde, fléaux funestes aux peuples, encore plus à une armée. Le pays qu'ils traversaient ne s'insurgeant point, leur perte était inévitable. Toujours poursuivis avec une sorte de rage, leurs colonnes se traînaient avec peine à la suite des plus intrépides guerriers; les blessés, faute de soin, périssaient misérablement : la plupart furent massacrés. Une victoire n'était que le prélude d'un désastre; et deux défaites suffirent pour tout anéantir. Ce ne fut qu'au fond des forêts et dans des métairies dérobées à la vue des hommes, que les restes malheureux de cette armée trouvèrent une hospitalité rustique, mais sûre. Là les proscrits vendéens étaient protégés

par l'incorruptible fidélité des paysans bretons, qui épiaient, avec la plus touchante sollicitude, tous les mouvemens des soldats, pour leur en donner avis et pour les garantir. C'est ainsi que ce grand tableau de destruction, fruit de la perversité du siècle, se trouve adouci, en quelque sorte, par de nombreux exemples des vertus antiques de nos pères.

LIVRE XII.

Mission de Carrier à Nantes. — Etat de la Vendée, après l'incursion d'Outre-Loire. — Prise de Noirmoutiers par Charette. — Opération du général Haxo contre ce chef : il est chassé de Bouin. — Il se porte dans le Haut-Poitou. — Aventures de La Rochejaquelein. — Son entrevue avec Charette. — Reprise de Noirmoutiers par les républicains. — Supplice de d'Elbée.

Après le combat de Savenay, l'armée de la république fit son entrée à Nantes. Le peuple et les magistrats allèrent à sa rencontre avec des couronnes de laurier. Nantes fut illuminé; on y donna des fêtes aux vainqueurs. La société populaire adressa des félicitations publiques aux généraux Marceau, Kléber, Beaupuy, Tilly, et leur décerna à chacun la couronne de la victoire, au milieu du plus vif enthousiasme. Jaloux des marques de déférence accordées aux généraux, les commissaires de la convention s'efforcèrent de répandre des nuages sur leur conduite, en rapportant leurs succès exclusivement aux soldats. Westermann avait joui le premier de la fa-

veur des Nantais. Le peuple, à son passage, l'avait couvert de lauriers, tandis que rappelé à Paris, où sa perte était jurée, il pressentait qu'il passerait du triomphe à l'échafaud.

Toutefois les témoignages éclatans prodigués aux vainqueurs du Mans et de Savenay, furent sanctionnés par la convention. Elle déclara que l'armée de l'Ouest avait bien mérité de la patrie. Mais le souvenir de la victoire de Chollet, qui n'avait pu enchaîner les royalistes, modéra ses transports. Rien, en effet, ne garantissait la fin de la guerre. Du reste, il est douteux que la postérité ratifie le décret conventionnel, l'armée républicaine ayant abusé de la victoire. Sans doute on pourrait l'imputer aux malheurs des temps et à la férocité de quelques hommes, dont le courage consistait à massacrer des ennemis désarmés et supplians. D'un autre côté, qui oserait s'élever contre la mémoire des Marceau, des Kléber, que l'envie et l'esprit de parti ont toujours respectés? Ils gémirent sans doute des excès révoltans dont ils furent témoins, et goûtèrent à peine les fruits de la victoire : alors la puissance militaire ne s'étendait point au-delà des camps.

Quoique victorieuse, l'armée de l'Ouest n'avait jamais été aussi près de sa désorganisation. Con-

sidérablement diminuée, exténuée de fatigue par des marches forcées et continuelles, un intervalle de repos lui était nécessaire : quelques-uns de ses bataillons avaient plus d'officiers que de soldats. La cavalerie éprouvait le besoin d'une remonte générale; et cent cinquante-cinq bataillons ou régimens formaient à peine quarante mille hommes. A la vérité, ces forces allaient être augmentées d'une division que le comité de salut public, au moment des dangers de la Bretagne, avait tirée de l'armée du Nord. « La victoire, répéta » Barère, se range toujours du côté des gros ba» taillons ». Ces dix mille hommes, commandés par le général Duquesnoy, furent nommés *colonne infernale*, soit qu'ils eussent déjà mérité cette épithète dans le Nord, soit qu'arrivés trop tard pour gagner des batailles, il ne leur restât plus qu'à incendier et massacrer. Ils étaient également harrassés par des marches et contre-marches inutiles. Ainsi, sur cinquante mille soldats que comptait l'armée de l'Ouest, douze mille remplissaient les hôpitaux; le reste se trouvait sans chaussures, et la plupart mal armés.

Il fallait défendre ou plutôt contenir tout le pays compris depuis Angoulême jusqu'à Alençon, et depuis la Rochelle et Nantes jusqu'à Orléans inclusivement; il fallait établir des postes d'observa-

tion depuis l'embouchure de la Vilaine jusqu'à celle de la Charente; il fallait enfin garder les côtes et placer de fortes garnisons dans les îles d'Oléron et de Ré. A l'exception de quelques ouvrages élevés à la hâte, ce commandement n'offrait, dans son immense étendue, aucun poste, aucune ville régulièrement fortifiés. Le désordre de l'armée, son défaut d'ensemble venaient moins de l'impéritie des chefs que de leur fréquente mutation. En trois mois, le commandement avait passé dans les mains de six généraux différens. Marceau, malgré ses talens précoces, n'avait pu s'occuper à la fois d'étouffer la guerre sur la rive gauche, et de poursuivre les Vendéens en Bretagne; l'instant d'ailleurs n'était pas favorable pour ramener la discipline. Il remit le commandement au général en chef Turreau. Peut-être aurait-il fallu laisser au vainqueur du Mans et de Savenay le soin de réduire Charette, au lieu d'appeler un général peu connu dans l'armée. Rentré dans la foule des généraux ignorés, Marceau devait reparaître un jour environné d'un plus grand éclat. Comment ne pas se rappeler ici les circonstances de sa mort si prématurée? Un plomb mortel le frappe, la consternation gagne les deux armées; amis et ennemis pleurent Marceau. A sa pompe funéraire, le canon des Autrichiens répond à l'artillerie funèbre

du camp français. En cinq mois, ce jeune guerrier avait passé du grade de simple officier au commandement en chef. Il dut son élévation à la guerre civile, qui développa ses talens sans ternir son caractère.

Le premier soin de son successeur fut de se concerter avec le général en chef des côtes de Bretagne, afin de contenir les insurgés de cette province, recrutés des débris de l'armée battue au Mans et à Savenay. A la suite d'une entrevue entre les deux généraux, il fut décidé que l'armée de l'Ouest défendrait la rive droite de la Loire, et empêcherait les insurgés bretons de communiquer avec les Vendéens. On était alors dans la saison du repos: l'armée en éprouvait impérieusement le besoin; mais il fallait agir contre Charette, qui se rendait chaque jour plus redoutable. La célébrité de ce chef date surtout de cette époque. D'Elbée mourant s'était jeté dans ses bras. La Rochejaquelein n'avait plus d'armée, et le nom de Charette effaçait déjà celui des autres chefs du Bas-Poitou. Forcé de le perdre de vue pour suivre l'expédition d'Outre-Loire, je reviendrai sur les événemens qui le concernent, quand j'aurai retracé la mission de Carrier et les malheurs de Nantes.

Ce conventionnel n'y apporta point la terreur; elle y régnait déjà; mais il la rendit si effroyable,

qu'elle devait laisser à jamais des traces profondes dans la mémoire des hommes. Nantes avait moins à craindre des Vendéens que des révolutionnaires, qui dominaient le peuple et l'exaspéraient contre les riches et les commerçans. Les troupes qui défendaient la ville étaient enflammées par les mêmes passions. Les proconsuls conventionnels, entraînés par des impressions défavorables, accusaient les Nantais de tiédeur et d'incivisme, sans leur tenir compte de tout ce qu'ils avaient fait en faveur de la révolution.

Presque livré à ses propres forces, isolé, en quelque sorte, du reste de la république, Nantes, pressé entre les révolutionnaires et les Vendéens, soutenait une guerre terrible sur les deux rives de la Loire. « Votre ville est riche, avait » dit Biron à des députés de Nantes; il faudra » bien qu'elle fasse des sacrifices ». Les Nantais consternés enfouirent leurs richesses. La terreur avait commencé avec l'insurrection vendéenne. Héron, révolutionnaire effréné, parut impunément à la tribune populaire, une oreille de royaliste à son chapeau, en guise de cocarde. Des forcenés avaient menacé d'égorger les juges sur leurs siéges, s'ils n'envoyaient de suite à la mort Laberillais, que le jury venait d'absoudre, et qu'ils firent condamner par un nouveau jugement. Ces

mêmes hommes enlevèrent au pied de l'échafaud le cadavre d'un supplicié, le traînèrent jusque sur la place du département, et haranguèrent avec insolence les corps administratifs. Ainsi les lois étaient sans force, et avec les mots de *modérantisme* et de *fédéralisme*, tirés du vocabulaire de la révolution, des scélérats traînaient à la mort les plus honnêtes citoyens. Bientôt des hommes avides de places, ivres d'orgueil, ennemis de toute vertu sociale, provoquèrent la destitution des administrateurs dont les principes n'étaient point assez exagérés. La classe simple et crédule secondait les démagogues. Alors tout tendit au despotisme populaire, et l'on égara la multitude par cette maxime outrée : « Si la république a be- » soin de notre tête, coupable ou non, il faut » qu'elle tombe ». Le jeune Goullin, secrétaire de Philippeaux, et les nommés Houguet, Chaux, Forget, Goudet et Renard, étaient les apôtres de cette liberté sanglante et terrible. Le peuple, armé par eux contre lui-même, allait s'enchaîner de ses propres mains. Tout-à-coup l'armée catholique passe la Loire, et le comité de salut public craignant pour la Bretagne, écrit à Carrier. « Nous te conjurons d'aller à Nantes ; nous t'en- » voyons un arrêté qui te presse de *purger* cette » ville ». Carrier, ce redoutable proconsul, vient

à Nantes, rempli de défiance contre les habitans, comme s'il eût été au centre de la Vendée. Il n'y voit que des abus; il ne rêve que conspirations, assassinats. Profondément pénétré de ce principe, que la république ne sera calme et le peuple heureux que par l'extermination de tous les ennemis de la république, il provoque, il ordonne l'incarcération des riches, et donne l'élan le plus atroce au comité révolutionnaire, composé des plus fougueux démocrates. De semblables comités couvraient et désolaient la France entière. Au nom de Goullin, qui en était le coryphée à Nantes, tout tremblait comme au nom de Carrier. Esclave de ce proconsul, le comité révolutionnaire donna bientôt dans les excès les plus condamnables. Carrier, qui voulait anéantir tout ce qui s'opposait à sa marche, y fut encouragé, au nom du comité de salut public, par Hérault de Séchelles. « Un représentant du » peuple en mission, lui écrivit Hérault, doit frap- » per de grands coups, mais laisser peser sur les » agens tout le poids de la responsabilité, sans » jamais se compromettre par écrit ». Fidèle à ce principe, Carrier ne frappe point encore; mais il vomit les imprécations les plus véhémentes contre les marchands et contre les riches, dont il demande la proscription. Toutes les fa-

milles opulentes sont dans le deuil, et le peuple, privé de travail, réduit à une demi-livre de pain par jour, fait entendre des cris séditieux. Alors Carrier ordonne d'enfoncer les magasins, et menace de déclarer la ville en état de rébellion. Il confirme la formation de la compagnie révolutionnaire de Marat : nouveau sujet d'alarmes pour les Nantais. Cette compagnie recélait des scélérats couverts de crimes, qui, chargés des visites domiciliaires, de l'apposition des scellés et de l'arrestation des suspects, pillaient et opprimaient leurs concitoyens. Voici quel était en substance le serment qu'on faisait prêter à chacun de ses membres : « Je jure de dénoncer et de poursuivre » les ennemis du peuple ; je jure mort aux roya- » listes et aux modérés ; je jure de ne jamais » composer avec la parenté, ni avec aucune » affection ». Ces soixante brigands, soutenus par Carrier, s'abandonnèrent à tous les désordres, à toutes les déprédations, à tous les forfaits, de concert avec le comité révolutionnaire. On traîna dans Paris, devant un tribunal inexorable, cent trente-deux Nantais, assimilés à des royalistes, et voués au supplice, quoique la plupart fussent des républicains. Mais Carrier et ses suppôts voulaient frapper les Nantais de la plus sombre terreur.

Après la défaite des Vendéens, la disette, le désespoir et l'entassement des prisonniers firent craindre un soulèvement dans la ville. Carrier ordonna l'emprisonnement de tous les ennemis de la république. Les trois corps administratifs s'assemblèrent pour scruter les personnes suspectes : la passion, l'arbitraire, le patriotisme le plus exagéré, présidèrent aux débats. L'arrestation d'un grand nombre de citoyens fut définitivement prononcée. Au même instant se répandit le bruit d'une conspiration dans les prisons. Six détenus avaient fabriqué de fausses clefs ; d'autres devaient seconder les conjurés, enfoncer les portes, massacrer les autorités républicaines. Un seul témoignage appuyait la dénonciation, et cependant on battit la générale, la garde nationale se mit sous les armes, les prévenus furent jugés et mis à mort. Carrier crut ou feignit de croire avoir échappé à un grand danger : il convoqua de nouveau les autorités, afin de prononcer sur le sort des prisonniers, que leur grand nombre, disait-il, rendait redoutables. A la suite d'un conseil tenu secrètement, Carrier s'arrogeant le droit de vie et de mort, appela les magistrats à son tribunal, et mit en délibération « si l'on ferait juger ou périr en » en masse des milliers de détenus ». Cette proposition fit frémir ; elle fut écartée, reproduite,

combattue, et donna lieu à plusieurs séances orageuses. Carrier insista, en accablant d'invectives ceux qui n'étaient pas de son avis. On nomma des commissaires qui, pour première mesure, arrêtèrent qu'on dresserait des listes de proscription. Carrier signa l'ordre de faire périr en masse les victimes désignées. Le commandant temporaire Boisvin eut le courage de refuser, pour une aussi horrible exécution, le concours de la force publique : l'ordre fut retiré le lendemain.

Cependant Carrier, rendant compte à la convention nationale du prétendu complot des prisons, avait dit, en parlant des détenus condamnés: « Une grande mesure va me délivrer du reste ». Irrité de n'avoir pu les faire fusiller indistinctement, il imagine, dans sa froide perversité, de renouveler en grand l'atroce expédient de Néron; il fait construire des bateaux à soupape, qui, une fois au milieu du fleuve, devaient se désunir et y engloutir les malheureux qu'on y entasseraient. Puis il écarte la garde nationale et les troupes soldées; il place des agens féroces, avides de carnage et de butin, sur les navires destinés aux *noyades*, qu'il entoure de navires plus solidement construits, remplis aussi de satellites chargés d'achever, à coups d'avirons et de crocs, les sub-

mergés qui lutteraient contre les vagues. Ce n'est d'abord qu'à l'ombre de la nuit que ces effroyables naufrages s'exécutent, au mois de décembre et dans un courant où la Loire était plus impétueuse. Mais bientôt, quand la terreur eut tout comprimé, le soleil éclaira le crime. En une seule fois, cinquante prêtres arrêtés à Nevers périrent ainsi. Carrier déguisa, sous le nom d'accident fortuit, l'horreur d'une telle exécution. Mais s'enhardissant, il rendit compte à la convention d'une seconde *noyade*, en termes plus clairs. « Cinquante-
» huit individus désignés sous le nom de prêtres
» réfractaires, lui mande-t-il froidement, sont
» arrivés d'Angers à Nantes; aussitôt ils ont été
» enfermés dans un bateau sur la Loire. La nuit
» dernière ils y ont tous été engloutis. Quel tor-
» rent révolutionnaire que la Loire »! Ces derniers mots répandirent une horrible lumière; mais nul dans la convention ne laissa échapper le moindre mouvement d'indignation, ni même d'effroi; au contraire, cette assemblée *mentionna honorablement*, dans son bulletin, la lettre de Carrier, appelant ainsi sur elle-même les malédictions de l'histoire.

Alors, pour obéir plus servilement au sénat qui avait proclamé la terreur, Carrier, secondé par deux scélérats qu'il venait d'élever au grade

d'adjudans-généraux, signala chaque instant de sa mission par la mort d'un plus grand nombre de victimes. Il suivit ponctuellement la marche que lui avait tracée Hérault de Séchelles : ses deux sicaires en chef, Fouquet et Lamberty, agissaient sans aucun ordre signé de sa main. Il les endoctrinait verbalement, évitant avec soin de se confier à toute autre autorité qu'à son comité révolutionnaire. La nuit du 15 au 16 décembre fut marquée par la submersion de cent cinquante prisonniers des deux sexes; le lendemain les cadavres attestèrent, sur le rivage, la férocité du tyran de la Loire-Inférieure. Une troisième *noyade* fut préparée; on amena les gabares, et la liste des victimes fut dressée par Carrier et par ses conseillers atroces. Sous prétexte d'une translation à Belle-Ile, la garde nationale protégea l'extraction des prisonniers, et les escorta même jusqu'au bord du fleuve, où ils furent abandonnés à leurs bourreaux. Déjà ceux-ci, gorgés de vin avant de s'abreuver de sang, avaient fait retentir les cachots de leurs voix menaçantes, en accablant d'outrages les malheureux qu'ils traînaient à la mort. A peine sont-ils sur le fatal navire, qu'ils les y entassent, et se faisant un jeu de leur ministère horrible, ils enchaînent ensemble de jeunes

hommes et de jeunes filles, pour les précipiter au milieu du fleuve; puis dans leur langage dérisoirement féroce, ils appellent *mariages républicains* ces couples si barbarement formés. Mille gémissemens qui se font entendre ne peuvent arrêter les bourreaux : ils s'élancent dans des chaloupes, après avoir mutilé à coups de sabre leurs victimes, liées deux à deux. L'un d'eux, armant son bras d'une hache, frappe à coups redoublés le navire, pour l'entr'ouvir et le submerger plus vite ; il ne l'abandonne qu'au moment où il va s'engloutir. Un autre, avec une rame, parcourt les bords de la Loire, pour replonger impitoyablement ceux que d'heureux efforts ou un courant favorable ramènent sur le rivage.

Il y eut des victimes qui marquèrent leur dernier moment, soit par un courageux désespoir, soit par des traits touchans de vertu et de piété filiale. On en vit s'accrocher aux bourreaux qui les poussaient dans la Loire, et transportés de rage, les déchirer avec les dents et les noyer avec eux. On vit deux vierges d'une beauté céleste (mesdemoiselles d'Aussard et Félicité Dujourdain), conduites avec leurs mères vers le fleuve qui allait les engloutir, se consoler par l'idée d'une mort qui leur était commune : là, excitant l'admiration et la pitié des

bourreaux eux-mêmes, elles refusent la vie qu'ils leur offrent à genoux, l'implorent pour leurs mères, et ne pouvant les sauver, se précipitent avec elles dans la Loire.

Quatre principales *noyades* furent constatées par le procès de Carrier, dans l'année qui suivit tant d'horreurs; les dépositions les portèrent à un plus grand nombre. Dans l'une, huit cents individus de tout âge et de tout sexe furent inhumainement mutilés à coups de sabre ou fusillés, la gabare ne coulant point à fond assez vite.

La cruelle impatience de Carrier n'était pas satisfaite : il fallait des précautions gênantes, et sacrifier des navires utiles; d'ailleurs les prisonniers augmentaient chaque jour, quoique la commission militaire en condamnât par centaines. Indépendamment des *noyades*, on employait tour à tour les coups de fusils et l'échafaud, selon la nature du jugement et du tribunal. Le nombre des prisonniers, après le combat de Savenay, s'accrut tellement qu'on les jeta pêle-mêle, hommes, femmes et enfans, dans la prison de l'Entrepôt. La pudeur y était outragée comme l'humanité. On leur apportait une fois par jour de l'eau et du pain noir. Souvent même des enfans qui avaient cherché la nuit à se désaltérer, étaient trouvés le lendemain suffoqués dans les ordures. Les morts

étaient entassés au milieu des vivans ; on ne respirait plus qu'un air putride et des miasmes mortifères. L'amas de corruption devint si insupportable, qu'on promit la vie à quarante détenus, à condition qu'ils nettoieraient les cachots. Pour comble d'horreur, ceux qui survécurent furent massacrés. Le froid était alors excessif : les prisonniers, gisant sur une paille infecte, se pressaient les uns contre les autres pour conserver un reste de chaleur. On y voyait des femmes expirantes, d'autres déjà sans vie. Un enfant de douze ans, caché sous les haillons de sa mère, refusa de suivre ses libérateurs. « Ah ! » ne m'enlevez pas ma fille, s'écria cette mère » infortunée ; nous voulons mourir ensemble ». Il fallut la lui arracher. Le nombre des victimes grossissait à mesure qu'on multipliait les supplices. Les habitans d'une commune près de Nantes, qui avaient pris part à la révolte, s'étant présentés avec leurs magistrats pour faire leur soumission, Carrier les fit tous massacrer, en commençant par les municipaux. Tous ceux qui étaient surpris donnant asile à des prêtres ou à des Vendéens, étaient menés à la mort.

Toute une famille des environs de Nantes, condamnée pour un acte semblable de charité et de courage, donna aux Nantais le spectacle le plus

déchirant. Le père monta le premier sur l'échafaud; trois mois après, la mère et ses deux filles, dont l'aînée avait à peine seize ans, reçurent leur sentence de mort. Toutes trois se prosternèrent aussitôt devant le Dieu de paix qui faisait leur seul espoir, et restèrent ainsi en prière pendant les vingt-quatre heures qui précédèrent l'exécution. Quand l'exécuteur parut, elles le suivirent sans trouble, et montrèrent jusqu'à l'échafaud un calme angélique. La mère ne fit d'autres supplications que pour être exécutée après ses filles. On commença par l'aînée : « Grâce au ciel, dit » la jeune vierge, nous ne sommes point sé- » parées, et Dieu, qui nous appelle à lui, nous » couronnera ensemble » ! A l'instant même sa tête est séparée de son corps. La plus jeune voyant ruisseler le sang de sa sœur, un tremblement involontaire s'empare d'elle; ses genoux fléchissent, et une paleur mortelle altère ses traits : « Quoi! ma chère enfant, vous tremblez, lui dit » sa mère! Voyez votre Dieu qui vous arrache » à une terre couverte de crimes, pour vous » placer dans son sein: imitez votre sœur, et » allez partager sa couronne ». L'impression de terreur se dissipe, la vierge embrasse sa mère, fait un signe de croix, et livre sa tête au bourreau. La mère ensuite se place sous le cou-

teau fatal, avec la même fermeté; sa tête roule, et son sang, qui rougit l'échafaud, se mêle à celui de ses deux filles. Le calme de cette mère si pieuse, l'extrême jeunesse des deux autres victimes, firent sur le peuple la plus vive impression : une tristesse profonde se répandit dans tous les cœurs, et pour la première fois les cris forcenés de *vive la république!* qui accompagnaient toujours le supplice des royalistes, ne se firent point entendre.

Carrier ne voyait que de la faiblesse et de l'incivisme dans ces signes d'humanité; il préférait les fusillades et les condamnations militaires aux jugemens des tribunaux : mais la commission formée contre les royalistes pris les armes à la main, voulut s'opposer à leur extraction arbitraire. Carrier mande aussitôt le président. « C'est donc toi, lui dit-il d'un air irrité, qui t'op» poses à mes ordres? Puisque tu veux juger, juge » donc; et si la prison de l'Entrepôt n'est pas » vidée dans deux heures, je te ferai fusiller toi» même ». Il ne voulait pas de jugement : la commission invoquait les formes; elle resta en permanence, et jugea cent cinquante à deux cents Vendéens par jour. Tel était le nombre des suppliciés, qu'on fit creuser un conduit pour que le sang, qui ruisselait, s'écoulât du lieu de l'exécu-

tion jusque dans la Loire. Près de trois mille Vendéens périrent ainsi en un mois, et à la même époque on en fusilla douze cents dans la prairie de Saint-Gemmes, près d'Angers, par les ordres de Francastel.

Nantes présentait le spectacle lugubre d'une foule de fossoyeurs rangés le long de la Loire, continuellement occupés à enterrer des monceaux de cadavres. Les bords du fleuve jusqu'à Paimbœuf en étaient couverts; on fit défense de boire de son eau. Une épidémie pestilentielle, la disette, la terreur, ravageaient la ville. Si l'on rencontrait son ami, son frère, on n'osait l'aborder. Les autorités craignaient de constater sur leurs registres les faits publics ; le peuple et les magistrats tremblaient au nom de Carrier. La pitié n'était pourtant pas bannie de tous les cœurs, et au milieu de tant d'atrocités, il y eut de nombreux exemples de courage et de vertu. Plusieurs Nantais s'exposèrent à tous les périls pour sauver de malheureux Vendéens, auxquels ils faisaient passer des secours jusque dans le fond des cachots. Plus les sicaires de Carrier se montraient cruels, plus la charité des Nantais devenait industrieuse. Il y en eut qui sacrifièrent toute leur fortune au soulagement des proscrits. Les femmes surtout se si-signalèrent par leur téméraire sollicitude. La

plupart se vouaient à un travail pénible, pour fournir des vêtemens aux prisonniers; d'autres assuraient un asile à ceux dont elles avaient favorisé l'évasion, méprisant le danger et même la mort. Quelques fonctionnaires publics hasardèrent des remontrances, au sujet des Vendéens qui venaient se soumettre. Carrier leur interdit de s'occuper de la guerre et des mesures de sûreté, sous peine de dix années de fers. Les plus fermes osèrent lui dire: « Fais » braquer les canons aux portes de la ville lors» que les rebelles s'y présentent sans armes, » mais qu'ils ne soient point massacrés dans nos » murs »! Rien ne put fléchir Carrier. En proie à la férocité, il fit passer le feu dont il était dévoré dans l'ame des membres du comité révolutionnaire, ses instrumens de terreur.

Nul n'osait l'attaquer ni s'opposer ouvertement à ses fureurs sanguinaires. Un enfant fit évanouir sa puissance, et délivra les Nantais de ce barbare proconsul. A la convention siégeait un Julien de la Drôme, attaché à Robespierre, le plus redoutable des démagogues. Julien avait un fils qui, sorti à peine de l'école, se faisait remarquer par un républicanisme exalté et par un talent précoce. Robespierre, son protecteur, voulant le mettre à l'essai, lui confia diverses missions; d'a-

bord d'aller observer la situation politique de Bordeaux, puis celle des départemens de l'ouest. Arrivé à Nantes, le jeune Julien s'indigne de ce qu'il voit, et ne déguise rien à Robespierre. « Une armée, lui écrit-il, est dans Nantes, » sans discipline, sans ordre, tandis qu'on en- » voie successivement des corps épars à la bou- » cherie. D'un côté l'on pille, de l'autre on tue » la république. Un peuple de généraux, fiers de » leurs épaulettes et bordures en or aux collets, » riches des appointemens qu'ils volent, écla- » boussent, dans leurs voitures, les patriotes à pied; » ils sont toujours auprès des femmes, au spec- » tacle, ou dans des fêtes et repas somptueux, qui » insultent à la misère publique. Ils dédaignent la » société populaire, où ils ne vont que rarement » avec Carrier. Celui-ci est invisible pour les corps » constitués; les membres du club et tous les » patriotes. Il se fait dire malade et à la cam- » pagne, afin de se soustraire aux occupations » que réclament les circonstances; et nul n'est » dupe de ce manége. On le sait bien portant et » en ville; on sait qu'il est dans un sérail, en- » touré d'insolantes sultanes, d'épauletiers lui » servant d'eunuques; on sait qu'il n'est acces- » sible qu'aux seuls états-majors, qui le fla- » gornent sans cesse; on sait enfin qu'il a de tous

» côtés des espions qui lui rapportent ce qu'on
» dit dans les comités particuliers et dans les
» assemblées publiques. On lui reproche des actes
» inouïs : on assure qu'il a fait prendre indis-
» tinctement, puis conduire dans des bateaux et
» submerger dans la Loire, tous ceux qui rem-
» plissaient les prisons de Nantes. Il m'a dit à
» moi-même qu'on ne révolutionnait que par de
» semblables mesures. On n'ose plus ni parler,
» ni écrire, ni même penser. L'esprit public est
» mort, la liberté expire ».

Instruit que Julien l'a dénoncé, Carrier délibère s'il ne le fera point arrêter; mais il n'ose attenter à la liberté de l'envoyé de Robespierre. Julien lance une adresse des patriotes nantais contre Carrier; elle est portée à Paris, par une députation, à Robespierre lui-même. « Il faut, sans dé-
» lai, rappeler Carrier, disaient les Nantais; il n'y
» a pas un instant à perdre : il faut sauver Nantes,
» éteindre la Vendée, réprimer les élans despo-
» tiques de Carrier;..... qu'on n'attende pas un
» seul jour pour le rappeler ». Toutefois le comité de salut public hésite; enfin Robespierre l'emporte, et Carrier est rappelé.

Ce fut pendant son affreuse mission, que Charette prit l'île de Noirmoutiers. En se séparant des royalistes de la Haute-Vendée, Cha-

rette ne prévit pas qu'il creusait lui-même le précipice qui devait l'engloutir un jour. Les deux Vendées, qui auraient pu balancer les efforts des républicains, se trouvèrent désunies à jamais, dès l'instant où le passage de la Loire fut exécuté isolément par la grande armée catholique. Plusieurs soldats du Bas-Poitou, navrés du désordre qui régnait dans leurs rangs, et de l'incapacité de leurs officiers, suivirent les Angevins au-delà du fleuve; d'autres, et ce fut le plus grand nombre, effrayés des ravages de l'ennemi, cherchèrent un refuge dans leurs forêts et dans leur inaction. Charette n'eut bientôt plus autour de lui que sept à huit cents hommes. Accusé de perfidie par les royalistes de la Haute-Vendée, ou au moins d'un égoïsme coupable, il voulut ramener à lui l'opinion, par une action d'éclat. La conquête de Noirmoutiers pouvait lui ouvrir des communications avec l'Angleterre, où, par un vent favorable, on aborde en quatre jours. Il convoqua les autres chefs, ses voisins, pour le seconder dans une expédition qui demandait l'emploi de la force et de la ruse.

Située à la pointe nord-ouest de la Vendée, l'île de Noirmoutiers, qui ferme au sud la baie de Bourgneuf, contient, sur une superficie de trois lieues, près de six mille habitans. Sa popu-

lation serait énorme, vu son peu d'étendue, si son terrein n'était l'un des plus fertiles du Poitou, peut-être même de la France. Jamais la terre n'y repose; des grains de toute espèce, d'excellens pâturages et des salines, telles sont ses richesses. Elles servent aux habitans d'objets d'échange, pour se procurer le bois et le vin qui leur manquent. Noirmoutiers n'a qu'un port embarcadaire qui se remplit de sable; mais non loin de l'île, la rade du bois de la Chaise est sûre. Il est un danger imminent auquel l'île entière se trouve exposée : les vents accumulent les sables fins des dunes qui garnissent la côte, et qui, se mêlant à la terre végétale de l'intérieur, finiront par la couvrir. Elever des digues capables de résister à la mer, serait le seul moyen de sauver l'île. Elle comprend, outre le bourg de Noirmoutiers, la paroisse de la Blanche au nord-ouest, plusieurs habitations particulières, et le village de Barbatre, à une lieue de sa pointe méridionale.

Les insurgés du Marais s'en étaient rendus maîtres dans les premiers jours du soulèvement vendéen, à une époque où l'île était presque sans défense. René de Tinguy, l'érigeant en gouvernement militaire, au nom de Louis XVII, n'eut pas le temps de s'y établir. Beysser, en balayant les côtes du Poitou, y répandit telle-

ment l'alarme, qu'il força Tinguy d'abandonner son gouvernement. La vengeance des républicains ne tomba que sur le maire de Barbatre, accusé de collusion avec les royalistes. La garnison, peu nombreuse, s'y tint constamment sur la défensive.

Charette s'était ménagé des intelligences à Barbatre, par l'intermédiaire de Palvadeau, ancien municipal, qui promit de lui livrer Noirmoutiers, pourvu qu'il s'y présentât de nuit avec une force imposante. Mais que d'obstacles à vaincre! La première tentative ne fut point heureuse.

On ne saurait pénétrer à pied dans l'île, qu'en traversant un banc de sable d'une lieue d'étendue, appélé le Goi, qui à chaque marée se couvre de plusieurs brasses d'eau. Pour cacher sa marche, il fallait que Charette n'entreprît le passage que de nuit. La côte d'ailleurs étant gardée, une entière défaite ne pouvait manquer de suivre le moindre revers. D'un autre côté, la marée montante pouvait surprendre les assaillans et les submerger, à la vue même des républicains. La grandeur du péril ne fit qu'irriter l'ardeur de Charette. Il part de Légé, se rend à Bouin, y rassemble des forces, et fait ses dispositions pour attaquer l'île. Excédés de la tyrannie des révolutionnaires, les habitans de Barbatre, situé à l'autre

extrémité du Goi, lui promettent de le faire aborder sans péril. Charette, plein de confiance, part dans la nuit et s'avance à la tête de ses troupes d'élite. Tout-à-coup un coup de canon se fait entendre : Charette, se croyant trahi ou découvert, fait halte d'abord, puis se retire successivement à Beauvoir, à Saint-Gervais et à Machecoult. Ce n'était pourtant qu'une fausse alarme, occasionnée par l'imprudence avec laquelle, à son approche, ses partisans, à Barbatre, enclouèrent une batterie, pour qu'on ne pût s'en servir contre ses troupes. L'un d'eux, frappant la première pièce, s'était servi d'un caillou, d'où jaillit une étincelle qui mit le feu à la lumière et au canon. La générale se fit entendre aussitôt, et la garnison courut aux armes. Le commandant Richer, trompé dans ses recherches, n'obtint aucun indice sur la tentative des royalistes, tant le secret fut bien gardé. Toutefois se défiant des canonniers, qui étaient tous Vendéens, il les remplaça par des artilleurs étrangers au pays.

Dès que Charette eut l'assurance qu'on ne l'avait ni trahi ni pénétré, il rassembla de nouveau ses troupes, et laissant à Beauvoir sa cavalerie, pénétra le onze octobre, à deux heures du matin, par le passage du Goi, avec trois mille fantassins

déterminés. Son attaque imprévue coïncidant avec la marée montante, ses soldats avaient déjà deux pieds d'eau lorsqu'ils arrivèrent à la vue de la garde avancée des républicains. Charette s'arrête alors un instant, et adresse à ses soldats cette courte harangue : « Mes amis, c'est ici qu'il faut » vaincre ou mourir! L'ennemi est surpris, la » mer monte; point de retraite pour lui ni pour » nous; marchons ». Les habitans de Barbatre guidant eux-mêmes ses soldats, leur font connaître les abords les plus faibles, les points les moins défendus. Ils se mêlent même parmi les assaillans pour chasser la garnison, qui, déjà sous les armes, se retranchait derrière des moulins et des bancs de sable. Charette, entièrement séparé de sa cavalerie, se hâte d'aller en avant pour vaincre toute résistance; mais la garnison vient lui disputer le terrein, et les canonniers qui servent les batteries de l'intérieur refusent d'abord de se rendre. Alors des traîtres se glissant parmi eux, le commandant Richer fusille de sa main un soldat qui proposait de capituler; à l'instant il est tué lui-même sur une pièce de canon, traîtreusement selon les uns, par Charette selon d'autres. Ce chef offrit la vie au fils de Richer, fait prisonnier à côté de son père, s'il consentait à suivre les royalistes. Le jeune Richer s'en indigne :

« Mon père, dit-il, vient d'être massacré par vous » en défendant la république ; je ne ternirai point » la gloire d'une si belle mort. J'abhorre les rois, » j'adore la liberté ». A ces mots plusieurs coups de fusil l'étendent sur le cadavre de son père.

A quatre heures du matin, Charette entra dans Barbatre ; un quart d'heure plus tard son armée était perdue : la mer couvrant déjà de quinze pieds le passage du Goi, la retraite lui serait devenue impossible. Il marcha immédiatement sur Noirmoutiers, et au point du jour somma la garnison de se rendre. Elle était peu nombreuse, et voyant d'ailleurs la majorité des habitans se déclarer pour les royalistes, elle accepta la capitulation, portant que l'île, le château, les forts, l'artillerie, les magasins et les navires appartiendraient au Roi ; qu'elle mettrait bas les armes et resterait prisonnière avec les personnes suspectes. Ces articles, souscrits sans restriction, le commandant Wieland remit son épée à Charette, qui la lui rendit aussitôt.

Ce chef nomma le chevalier de Tinguy gouverneur de l'île, Dubois de Soulans commandant en second, et Pineau, ancien officier au régiment de Rohan, major de la place. Le commandement de Barbatre fut confié à M. de la Voirie et à un officier nommé Gouin. Il y eut un capitaine du port

et un commandant de l'artillerie. O'Birn, Bernard Massip et la Noe-Gazette sollicitèrent et obtinrent aussi de l'emploi dans l'île, tant l'avidité des places l'emporta sur les conseils de la prudence.

Cependant Charette, qui, dans l'occupation de Noirmoutiers, avait en vue principalement d'ouvrir avec l'Angleterre des communications directes, ordonna d'équiper un bâtiment; il chargea son aide-de-camp La Roberie d'aller porter, au cabinet de Saint-James, la nouvelle de la conquête de l'île, et de lui demander de prompts secours. Mais cette mission, dont je rapporterai plus tard les contrariétés et les obstacles, n'eut aucun résultat.

Il laissa dans Noirmoutiers quinze cents hommes de garnison, et trente cavaliers destinés à porter les ordres aux différents points de l'île. Après avoir ainsi pourvu à sa défense, il se rendit à Bouin, emmenant avec lui les prisonniers, au nombre de huit cents. L'armée ne resta que deux jours à Bouin, où les prisonniers furent laissés à la garde de Pajot; une partie alla camper à Machecoult et l'autre à Touvois.

Charette n'apprit qu'à Noirmoutiers, par Bodereau, qui lui amenait un détachement de cavalerie, la défaite de Chollet et le passage de

la Loire par la grande armée royale. Il refusa d'y croire d'abord; mais il en eut bientôt la triste assurance, lorsque, rentrant dans le Bocage, il rencontra d'Elbée à Touvois, porté sur un brancard et accompagné de sa femme, de Boissy son ami, et de Duhoux d'Hauterive. Quinze cents Angevins l'escortaient, sous les ordres du jeune Cathelineau, frère du premier généralissime vendéen. L'entrevue fut touchante. « Je viens, » dit d'Elbée à Charette, me jeter dans vos bras ». Il déplora ensuite les malheurs de la Vendée, la perte de Bonchamps et le passage de la Loire. Charette le pressa de se retirer à Noirmoutiers, qu'il venait de mettre en état de défense : il ajouta qu'un de ses officiers allait partir pour l'Angleterre, afin de réclamer des secours; mais que toutefois il serait prudent d'évacuer l'île, en cas d'attaque par des forces supérieures. Quelques officiers de l'Anjou s'y renfermèrent avec d'Elbée et ses amis; quant aux quinze cents Angevins, ce renfort eût été plus nuisible qu'utile, et ils reprirent la route de la Haute-Vendée, dans l'espoir d'y faire diversion.

Privés de leurs généraux et sans point de ralliement, les paysans de l'Anjou qui étaient restés dans le pays ne se montraient plus en armes. Aussi les généraux et les commissaires de la con-

vention, trompés par les apparences, se persuadèrent que tous les Vendéens avaient passé la Loire, à l'exception de quelques bandes errantes qui suivaient encore Charette. Ils se croyaient les maîtres de la Vendée, dont ils tenaient les positions principales, telles que Mortagne, Tiffauges, Montaigu, Chollet, Saint-Florent, Bressuire et Argenton, positions qui pendant sept mois étaient restées au pouvoir des royalistes.

Déjà même, à la convention nationale, on agitait la question de savoir si le sol vendéen serait partagé et distribué aux révolutionnaires. Merlin de Thionville, à la séance du 20 novembre, avait dit que la Vendée n'était plus dans la Vendée, mais qu'il fallait se hâter d'empêcher qu'elle ne renaquît de ses cendres; que l'égoïsme s'attachait à la terre, et que c'était le sol qui engendrait cet ennemi de la république. Il avait proposé un décret portant « que le département » de la Vendée serait appelé le *département* » *vengé*; qu'on distribuerait aux cultivateurs » restés fidèles, aux réfugiés de l'Allemagne et » à de pauvres laboureurs, des portions de terre, » pour les cultiver en toute propriété; et que » toutes les séparations d'héritages, soit fos» sés ou haies, seraient détruites dans six mois » et remplacées par de simples bornes ». Le

conventionnel Fayau dit qu'il voterait pour le projet dès que les brigands de la Vendée n'existeraient plus; et soulevant tout-à-fait le voile, il assura que Charette était maître de Noirmoutiers, de Challans et d'une partie des districts des Sables, de Montaigu et de Clisson. « La » Vendée est si peu soumise, ajouta Fayau, » qu'il faut des armées pour accompagner les » représentans en mission dans ce pays, où l'on » n'a point encore assez incendié. Or je pense » qu'il faut d'abord y envoyer une armée in- » cendiaire, pour que pendant un an, au moins, » nul homme, nul animal ne puisse trouver de » subsistance sur ce sol ennemi ». On renvoya ce monstrueux projet au comité de salut public, qui se montra digne d'en poursuivre l'exécution.

Mais la courageuse persévérance des Vendéens allait susciter des obstacles aux dévastateurs et aux incendiaires. Il n'était déjà plus temps d'empêcher la Vendée de renaître de ses cendres. La Basse-Vendée surtout, grâce à Charette, se trouvait dans une attitude imposante. Aucun des officiers accoutumés à le suivre n'avait marché avec la grande armée en Bretagne, et ce chef pouvait encore rassembler quatre à cinq mille hommes, considérait Noirmoutiers comme la place de sûreté des Vendéens. De plus, La Ca-

thelinière occupait toujours le pays de Retz, et Joly pouvait rallier, dans les districts des Sables et d'Aizenay, tous les insurgés qui avaient marché sous ses drapaux. Au centre de la Vendée, Prodomme et Berard appelaient aux armes les paysans, pour former une seconde armée du centre. Ainsi la guerre civile, quoiqu'elle eût perdu de sa vigueur première, n'en étendait que plus loin ses ravages; et il n'y eut point, sur la rive gauche, d'interruption dans les combats. Les hostilités, il est vrai, changèrent de caractère; l'intrigue et la ruse suppléèrent souvent à la force : on eut même recours aux fictions. Les prêtres et les chefs du Bas-Poitou publièrent que leurs frères de la grande armée conquéraient la Bretagne. Les républicains n'ayant laissé que de faibles garnisons dans la Vendée, leurs postes, isolés, coupés et harcelés sans cesse, ne purent long-temps se soutenir. Emporté par la victoire, tout l'état-major de l'armée républicaine avait aussi passé le fleuve, et les officiers généraux restés sur la rive gauche, étaient réduits à l'inactivité d'une dangereuse défensive. Les généraux Haxo et Dutruy furent opposés d'abord à Charette, et le général Moulin le jeune observa la Haute-Vendée, où l'inertie des troupes ranima les Poitevins qui n'avaient pas suivi la grande armée.

Ils se montrèrent à la fois dans plusieurs cantons, au nombre de trois, quatre et cinq cents hommes, enlevèrent des convois, égorgèrent des patrouilles. Ils semblaient n'attendre que l'issue de l'expédition de Bretagne et le retour de leurs chefs, pour se montrer en forces. Réveillés dans les premiers jours de décembre, par l'artillerie de La Rochejaquelein qui tonnait contre Angers, ils se rassemblèrent vers Chollet et Saint-Florent, sous la conduite des jeunes Cathelineau; et menaçant à la fois ces deux postes, taillèrent en pièces quelques détachemens, et attaquèrent l'adjudant-général Desmares, posté à Jallais. Après trois heures de combat, ils abandonnèrent l'entreprise, et se dispersèrent de nouveau. Tel fut l'état de la Vendée pendant la transmigration de l'armée catholique en Bretagne. La confiance des insurgés du Bas-Poitou, une fois relevée par l'énergie de leur général, ils n'en devinrent que plus redoutables. Ici Charette, qui va jouer le premier rôle, ne cessera d'être l'ennemi le plus dangereux de la république; et sa célébrité, qui s'accroîtra jusqu'à sa mort, lui survivra long-temps.

Presque toutes les forces des républicains s'étant dirigées en Bretagne, le général Haxo, resté avec les troupes cantonnées dans la Loire-inférieure, ne put d'abord agir contre Charette. Il

avait d'ailleurs des inquiétudes pour sa droite. La Cathelinière, maître du pays de Retz, pouvait recevoir directement des secours de l'Angleterre par la baie de Bourgneuf. D'un autre côté, Noirmoutiers venait de tomber au pouvoir des royalistes, et les esprits flottaient encore incertains sur l'issue de l'expédition d'Outre-Loire.

Le génie actif du général républicain se pliait avec peine au système d'une défensive humiliante; mais d'abord il médita un plan trop vaste. Il trouva dans la garde nationale Nantaise assez de renforts pour combattre La Cathelinière, auquel il enleva deux pièces de canon. Ce chef, laissant une faible garnison au port Saint-Père, s'était retiré dans la forêt de Princé. La garnison nantaise du château d'Aux, commandée par Muscard, attaque immédiatement le port Saint-Père, y pénètre, chasse la garnison royaliste, et brûle tous les moulins jusqu'au bourg Sainte-Pazanne. Guérin accourt de Bourgneuf avec la cavalerie, à laquelle se joint toute l'infanterie de La Cathelinière. Ces deux chefs réunis forcent les républicains de rentrer au port Saint-Père; mais La Cathelinière, légèrement atteint d'une balle, se retire. Les républicains le poursuivent, et le port Saint-Père, pris et repris, reste enfin en leur pouvoir. Ils s'y cantonnèrent. En même temps les frégates de

l'Etat, qui gardaient ces parages, s'emparèrent de trois bâtimens ennemis chargés de provisions et de munitions de guerre, après en avoir coulé bas plusieurs à coups de canon.

Le général Haxo concerte alors ses opérations avec le général Dutruy, qui commandait la division des Sables-d'Olonne. Ces deux officiers généraux, quoique émules de gloire et parcourant ensemble la même carrière, vivaient dans la plus parfaite intelligence. Dutruy avait eu d'abord à combattre les trois divisions de Joly, de Savin et de Ducloudy, rassemblées sur les bords du marais Perrier, entre Challans et Saint-Jean-de-Mont, à l'effet d'attaquer Saint-Gilles; elles avaient même occupé Challans. Les républicains, faisant replier leurs avant-postes, se cantonnèrent à Saint-Gilles, bien résolus de s'y défendre. Leurs retranchemens étaient hérissés de baïonnettes et armés de batteries. Le 31 octobre, à huit heures du soir, les Vendéens, maîtres de la rivière de Vie, et encouragés par l'abandon des postes avancés, attaquent la gauche des républicains, malgré un feu de file soutenu et une vive canonnade. Vainement ils reviennent à la charge; aucun retranchement ne put être franchi: à minuit l'action cessa. Les paysans du Marais, bons seulement pour la défensive, étaient dans un dé-

couragement insurmontable. Leurs chefs ne purent les déterminer à charger de nouveau; Joly et Savin firent également des efforts inutiles pour rallier leurs soldats : un grand nombre avait péri à trente pas des canons. Du côté des républicains, la conduite de l'adjudant-général Charlery, de la division des Sables-d'Olonne, fut citée avec éloge.

Ainsi les opérations des divisionnaires du Bas-Poitou étaient encore indépendantes des plans et de la volonté de Charette. Ce chef se trouvait alors dans le Bocage, tantôt à Touvois, tantôt à Légé, formant des magasins, ralliant des renforts, et s'assurant de la situation de son parti. Instruit de l'attaque et de la prise du port Saint-Père, il se dirigea sur Machecoult pour en chasser les républicains, et pour se porter de là au secours du pays de Retz. Il était en avant, marchant à la tête de quelques chasseurs, lorsqu'il fut assailli à l'improviste par un corps de tirailleurs ennemis; faisant aussitôt volte-face, il entraîna ses soldats, qui ne se rallièrent qu'à Saint-Gervais. Là Charette, qui se croit au moment d'être attaqué par le général Haxo, met sa troupe en bataille dans la plaine de Beauvoir, avec l'intention de se retirer à Noirmoutiers en cas de défaite. Plusieurs Vendéens, effrayés de

ce projet, l'abandonnent pendant la nuit. Joly et Savin, réunis à lui depuis peu, emmènent également leurs troupes, et regagnent le Bocage. Haxo et Charette restèrent en présence dans la plaine de Beauvoir, sans se charger, tandis qu'une seconde colonne, venant de Châteauneuf, longeait le Marais pour tourner les Vendéens. Charette, en péril, entre aussitôt dans le Marais même, où il essaie de se défendre : quelques pièces de canon braquées sur ses soldats les dispersent ; il ne leur reste plus pour retraite que l'île de Bouin, où ils se jettent, au risque d'y être cernés. Cette île, remarquable par sa fertilité, se trouve au milieu d'un marais salant, dans la baie de Bourgneuf. Autrefois séparée de la côte par un bras de mer, elle tardera peu à faire partie intégrante du continent, par l'effet des atterrissemens successifs qui l'en ont rapprochée. Ce fut là que Charette, en faisant sauter quelques chaussées, se rendit pour ainsi dire inaccessible. C'était là aussi qu'était Pajot, chargé de la garde des prisonniers faits à Noirmoutiers. Cet homme féroce, se rappelant que les révolutionnaires massacraient dans les prisons, avait cru pouvoir commettre le même crime, par représailles, contre les malheureux confiés à sa garde. A l'imitation de Carrier, il les avait accusés de conspirer pour leur évasion; puis,

sans examen et sans choix, il en avait fait fusiller une centaine, parmi lesquels se trouvaient des soldats de quinze à seize ans. Vainement il s'était couvert du voile de la nuit pour commettre une pareille atrocité : devenu l'objet de l'exécration publique, à Bouin, il vint balbutier sa justification devant Charette, qui lui témoigna l'horreur que lui avait causée sa conduite, et qui, d'un ton ferme, lui enjoignit de ne plus se souiller ni compromettre ses armes à l'avenir. Une fausse politique, contraire à la morale, et dont on ne s'affranchit presque jamais dans des temps de troubles, ne permit pas à Charette de pousser la rigueur plus loin. Il lui fallait grossir son parti au lieu de l'affaiblir, et se garantir dans Bouin des entreprises de l'adversaire qui le serrait de si près. En effet, après avoir enlevé Beauvoir et harcelé Charette jusqu'à l'Epoi, le général Haxo, se renforçant des garnisons des Sables-d'Olonne et de Paimbœuf, forma le dessein d'emporter Bouin et Noirmoutiers, derniers boulevards des royalistes du Bas-Poitou. Le comité de salut public consulté, ordonna de suspendre l'attaque, et motiva sa décision sur l'inquiétude qu'inspiraient les progrès de l'armée catholique en Bretagne, et le sort de Nantes. Haxo et Dutruy

réclamèrent contre l'inaction à laquelle les condamnait cette décision du gouvernement. Dutruy se rendit à Nantes, afin d'engager Carrier à lever la suspension ; et croyant Charette vaincu parce qu'il avait fui, il le représenta comme n'ayant plus qu'un espace de huit lieues pour retraite. Carrier permit de reprendre l'offensive, après toutefois qu'on aurait détaché trois mille hommes pour la sûreté de Nantes. Haxo, impatient de combattre, reçut avec transport l'autorisation d'attaquer Charette dans ses derniers retranchemens. Il fit avancer de nouvelles troupes vers le Marais, sans toutefois, crainte de surprise, occuper les bourgs ni les villages. Ses soldats bivouaquaient dans les champs, et la nuit on apercevait leurs feux disposés de manière que Bouin se trouvait comme bloqué. Un grand nombre d'habitans de la Vendée s'y étaient réfugiés avec leurs femmes et leurs richesses, et les vivres y étaient si abondans, qu'on se livrait au plaisir de la table et de la danse comme en pleine paix. Au milieu de la joie, l'approche du danger décidant les plus timides à abandonner Charette, ils rentrèrent dans le Bocage, à la faveur des ténèbres de la nuit.

Charette ne se dissimula point que, livré à ses seules forces, il succomberait infailliblement

sous les coups d'un ennemi aussi ardent qu'intrépide. L'activité du général Haxo permettait peu de délais et encore moins d'hésitation. Déjà ses colonnes entouraient le Marais. Quoique Bouin soit d'un accès difficile et à l'abri d'une attaque en règle, vu l'impossibilité d'y conduire de l'artillerie, toutefois un hiver sec et froid, sorte de phénomène dans ces parages, en rendait les approches praticables, à des troupes conduites par des chefs entreprenans. On touchait aux premiers jours de décembre, et Haxo, favorisé par les progrès de l'hiver, calculait déjà les moyens de franchir tous les obstacles. Dans le cas où la température lui eût été contraire, il était décidé, pour forcer la retraite de son ennemi, à le submerger en faisant sauter toutes les chaussées, au risque d'inonder le Bas-Poitou. Carrier, ardent pour les mesures extrêmes, lui en avait donné l'ordre. L'espoir du butin animait d'ailleurs les soldats, et tous demandaient à combattre. Haxo, après avoir réuni six mille cinq cents hommes, les fait marcher en trois colonnes, pour former l'attaque sur trois points différens. L'une venant du bois de Cené, se dirige par la Clais, une autre par Beauvoir, et la troisième par le passage du sud (petit bras de mer de cinquante à soixante toises), afin de couper toute retraite

aux royalistes. L'espoir de prendre Charette avec son armée, dans le bourg même de Bouin, fit négliger de garder tous les dehors du Marais. Charette, abandonné par les divisions de Joly et de Savin, avait à peine trois mille hommes sous les armes. Il partagea aussi ses forces en trois corps : l'un, de deux cent cinquante hommes, garda le passage du sud ; l'autre, de quatre cents combattans, ayant Couëtu pour chef, fut posté sur la route du bois de Cené ; et le troisième se mit en position vers les débouchés de Beauvoir. Celui-ci, qui formait le corps de bataille, était commandé par Charette en personne, ayant avec lui son artillerie et ses cavaliers, qui avaient mis pied à terre ; car à la suite d'un froid vif, on ne pouvait, sans danger, combattre à cheval sur la glace. Au point du jour commence l'attaque ; d'abord le canon gronde de part et d'autre. Tandis que Guérin, avec sa petite troupe, résiste à la colonne venant du sud, Charette tient en échec celle qui arrive de l'Epoi, et Couëtu contient celle qui débouche du bois de Cené. Sur tous ces points d'attaque on voit d'abord le drapeau blanc repousser le drapeau tricolore. Après quelques efforts infructueux, la colonne républicaine du sud se partage, tourne le Marais, et met entre deux feux la troupe de Couëtu et celle de Gué-

rin. Ce dernier résiste et repousse encore l'ennemi, qui, gagnant du terrein, menaçait de lui couper la retraite. Voyant ses munitions épuisées et le nombre des républicains augmenter à vue d'œil, Guérin sort du Marais par la seule issue qui lui reste encore. Alors n'étant plus contenue, la colonne du sud pénètre sans obstacle dans Bouin, et force Couëtu de se replier sur le corps d'armée de Charette. Là on se battit d'abord sur deux lignes de front avec acharnement, tandis qu'à Bouin même un peloton de royalistes, retranchés dans la cour de l'hôpital, tirait à bout portant sur les républicains qui pénétraient dans la ville ; où le combat fut sanglant.

Charette, tourné, pris entre deux feux et manquant aussi de munitions, semblait n'avoir plus d'autre retraite que la mer. Un cri de désespoir se faisait entendre dans toute l'armée. Lui seul conservant le sang-froid d'un chef de parti, proposa de se faire jour avec les baïonnettes; et s'adressant aux hommes de Bouin réunis sous ses drapeaux : « Amis, sauvez-vous, leur dit-il, mais » sauvons aussi l'armée ; tous les chemins du » Marais et de l'île vous sont connus, servez-» nous de guides ». Il fait enclouer et jeter dans les fossés le reste de ses canons, et se met à la tête

des siens, découragés et abattus à l'aspect de l'ennemi formidable qui les presse de tous côtés, dans ce labyrinthe marécageux. Tous cherchaient une issue en poussant des cris de rage, lorsqu'un paysan du Marais, bravant le danger, arrive jusqu'à Charette et lui indique le seul passage praticable. Ses soldats s'y jettent et se glissent, pour ainsi dire, entre deux colonnes ennemies, traversant le Marais pour en sortir, sautant les fossés pleins d'eau qui coupent le terrein en tous sens, et montrant bien plus d'ardeur à fuir que les républicains à les poursuivre. Ceux-ci se jetaient de préférence dans Bouin, pour avoir part au pillage, ce qui favorisa l'évasion de Charette. Sa fuite précipitée laissa au pouvoir des républicains, canons, munitions de guerre, magasins, chevaux et bagages. Il perdit en outre sept à huit cents hommes, à peu près le quart de son armée.

Quand il se vit presque hors du Marais, il fit halte, et rassembla ses soldats (il n'en avait plus que deux mille). « Camarades, leur dit-il,
» nous venons d'échapper comme par miracle,
» sans être toutefois hors de danger: nul doute que
» l'ennemi ne borde les marais et n'occupe tous
» les postes extérieurs; mais il n'est là qu'en
» petit nombre. Tenons-nous serrés, et passons

» sur le ventre de ces coquins de *bleus*, afin de » regagner nos asiles et de nous pourvoir de » munitions ». Cette courte harangue ranimant les Vendéens, Charette se remit en marche dans l'ordre suivant : lui en tête avec son état-major; les canonniers et les cavaliers démontés suivaient; puis les fantassins sur deux rangs; d'abord tous les hommes armés de fusils ; et ensuite, fermant la marche, tous ceux qui n'avaient que des piques. On tint cet ordre tant que put le permettre le terrein marécageux de Bouin et de Châteauneuf; le dégel qui survint dans la journée, rendit le trajet encore plus pénible. C'est ainsi qu'errant à l'aventure, toujours à pied, et refusant de se servir du seul cheval qu'on lui eût réservé, Charette sut retenir, par sa fermeté inébranlable, ses soldats prêts à abandonner ses drapeaux.

Mais sa ruine semblait inévitable, tant il y avait de troupes autour de lui. Après plusieurs heures de marche, il entre enfin dans le bourg de Châteauneuf, et y surprend six maraudeurs républicains. Il les interroge et en reçoit l'assurance qu'il trouvera le bois de Cené, la Garnache et Machecoult dégarnis. L'un d'eux se taisait, changeant de couleur à chaque réponse de ses camarades, et quand Charette ordonna de les éloi-

gner, ce jeune soldat se jette à ses pieds et lui dit : « Général, vous allez nous faire mourir; mais si » l'habit que nous portons nous rend coupables » à vos yeux, songez que parmi nous il est des » Français qui pensent comme vous. Croyez du » moins ce que je vais vous dire : vous n'avez » pas un instant à perdre, quittez Châteauneuf : » il y a près d'ici cinq cents hommes embus- » qués qui vous attaqueraient à l'instant même, » s'ils étaient en force, et s'ils n'avaient des » munitions à garder dans un village voisin; ils » ont donné avis au poste de la Garnache de » vous attendre sur la route, tandis que la co- » lonne qui vous a chassé de Bouin revient à » votre poursuite; il y a d'ailleurs huit cents » hommes à Légé et autant à Palluau. Main- » tenant il ne me reste qu'à vous demander la » grâce de me faire mourir avant mon frère que » voici, et de ne pas nous croire indignes d'une » mort plus glorieuse, en combattant avec les » défenseurs de la religion et du trône ». Frappé des sentimens de ce jeune soldat, Charette lui accorda la vie ainsi qu'à son frère, et lui fit rendre ses armes, ordonnant de ne mettre à mort que les quatre prisonniers qui avaient voulu le tromper. Il marcha ensuite, sans délai, sur le poste républicain, prenant pour guides les deux

frères. On répond *républicain* au cri de *qui vive!* et le poste, négligemment défendu, est attaqué à l'improviste et taillé en pièces. Ce succès inespéré donne à Charette des munitions, des armes, une trentaine de chevaux; et il fait renaître la confiance et l'espoir parmi ses soldats. Ainsi au moment où les républicains s'emparaient de son quartier-général, et que lui-même fuyait à travers plusieurs colonnes, il prenait sa ravanche non loin du lieu de sa défaite. Forcé de presser sa marche, il fut bientôt exposé à de nouveaux périls. Déjà les postes du bois de Cené et de l'île Chauvet s'avançaient pour l'envelopper. Une sanglante mêlée s'engagea, mais la nuit vint séparer les combattans; les uns rentrèrent dans leurs quartiers, les autres continuèrent leur marche, et la clarté des feux de l'ennemi leur indiqua les lieux qu'il fallait éviter.

Charette ne s'arrêta qu'à Saint-Etienne de Mer-Morte. Là il dit à son armée, le lendemain, que c'était à bon droit qu'elle était appelée l'armée catholique, et qu'il fallait rendre grâces à Dieu de l'avoir tirée d'un péril si imminent. « Soldats, ajouta-t-il, nous serons encore vive» ment poursuivis; je sais que plusieurs d'entre » vous songent à me quitter pour se cacher dans » les bois. Qu'arrivera-t-il? Ceux qui se con-

» fieront à ma fortune échapperont à tous les » dangers ; ceux au contraire qui s'isoleront pour » errer misérablement dans les forêts, se feront » égorger comme des lâches, derrière les buis» sons ». Faisant jeter ensuite dans un étang, les caissons, les ambulances qui embarrassaient sa marche, et charger les cartouches sur des chevaux, il prit immédiatement la route de Touvois, y fit halte un moment et s'enfonça de suite dans la forêt. Des cavaliers qu'il avait envoyés à la découverte, vinrent lui annoncer le passage d'un convoi sur la route de Légé à Machecoult. Il fait filer aussitôt son armée, attaque, renverse l'escorte et enlève le convoi, où il trouve vivres, munitions et chaussures : c'était un coup de fortune pour une troupe excédée de fatigue et délabrée. En continuant sa marche sur Légé, elle se trouva aux prises avec la garnison, commandée par l'adjudant-général Guillaume ; il arrivait pour reprendre le convoi : le combat s'engage aussitôt. Les républicains, qui redoutent d'être enfoncés ou tournés, se replient derrière leurs retranchemens, sous la protection d'une pièce de canon et d'un obusier. Là, bravant les royalistes, ils prolongent leur canonnade jusqu'à la nuit, heure à laquelle Charette voulait donner l'assaut : mais un

renfort de huit cents hommes survient et sauve Légé. L'adjudant-général Guillaume, ordonnant aussitôt une sortie au pas de charge, ses soldats se précipitent la baïonnette en avant sur les Vendéens. Ceux-ci, instruits par Charette à éviter une entière défaite, s'esquivent à travers les haies, les buissons, et vivement poursuivis, ne s'arrêtent qu'au bourg de la Benatte. Charette y fit rafraîchir sa troupe, et certain que l'ennemi ne tarderait pas à le suivre, il fit brûler ses ambulances et ses chariots; puis continuant sa marche par le Moulin-Guérin, il évita une colonne campée au Pont-James, traversa la forêt de la Roche-Servière, d'où il envoya vingt cavaliers à la découverte. Ils revinrent avec l'avis certain que les garnisons de Challans, de Machecoult et de Légé étaient déjà à sa poursuite, et allaient fouiller la forêt et les bois de Grâla. Charette, après avoir donné quelques heures de repos à sa troupe, se remit en marche, prenant des routes détournées, dans l'intention de se joindre à Savin et à Joly, qu'il savait au Grand-Luc avec leurs divisions. Ses soldats s'enfoncèrent dans la forêt de Touvois, où bientôt une fusillade se fit entendre. L'avant-garde, incertaine, s'avança et reconnut la troupe de Joly qui venait de battre un détachement républicain sorti de Légé. Les deux divi-

sions vendéennes se renforcèrent mutuellement : Joly fournit des vivres à Charette, et reçut en échange une partie des munitions et des armes qu'on venait d'enlever aux républicains.

Quelques jours de repos étant nécessaires à l'armée, Charette, malgré l'approche de l'ennemi, ne se remit en marche que le lendemain ; il passa en revue sa troupe, et trouva sous les armes plus de deux mille fantassins et cent soixante-dix-neuf cavaliers montés.

Cependant les généraux Haxo et Dutruy suspendirent l'expédition de Noirmoutiers, dès qu'ils reçurent l'avis que Charette, après leur être échappé, parcourait le Bocage. Ils fortifièrent Légé, poste devenu important, et cherchèrent ensuite Charette dans la forêt de Touvois et au Luc, où il n'était déjà plus.

Se voyant serré de près par des ennemis chaque jour plus nombreux, il venait de faire décider en conseil qu'on se porterait dans le Haut-Poitou, pour y recruter les Vendéens qui n'avaient pas passé la Loire ; l'armée arriva aux Essarts sans obstacle. Là on apprend que le camp retranché des Quatre-Chemins, sur la route de Nantes, n'est occupé que par quinze cents hommes. L'attaque en est résolue, et les Vendéens reçoivent l'ordre de se jeter, en cas d'é-

chec, sur la droite au-delà du grand chemin de la Rochelle. Joly, avec l'avant-garde, suit la route des Essarts, et embusque sa cavalerie dans un bois voisin, tandis que Charette, partageant son infanterie, donne à Couëtu la colonne du centre, et se dirige en personne par Sainte-Cécile, pour former l'attaque par la grande route. Les deux colonnes royalistes n'arrivant point assez vite au gré de Joly, cet homme, qui frémit d'impatience, traverse sans hésiter un bataillon ennemi qui se trouvait sur son passage, répond *républicain* au *qui vive* des gardes avancées, et leur donne d'autant mieux le change, qu'il avait arboré la cocarde tricolore, et que partout on croyait Charette dépourvu de cavalerie. Les républicains, prenant Joly pour un des leurs, lui demandent si l'on va partir ou se battre. « Vous l'avez dit, ca-
» marades, les brigands ne sont pas loin. — Mais
» avons-nous des renforts ? — J'ai dans ce bois,
» ajoute Joly, une colonne embusquée pour les
» prendre à dos : je vais revenir, tenez bon ». Il traverse le camp au galop, avec la même témérité, enlève deux soldats qu'il trouve à l'écart, et arrive avec ses prisonniers à la tête de la colonne de Charette. Après l'avoir pressé d'attaquer, il revient sur ses pas rejoindre sa troupe, et assaillit aussitôt le camp, sans recevoir le feu des républi-

cains, qui, dans leur méprise, le prennent pour le renfort attendu. Ils ne sont désabusés que par une décharge générale et par les cris de *vive le Roi!* et se mettant en défense, repoussent la troupe de Joly, qui n'était point encore soutenue. Enfin Couëtu et Charette survinrent; et en un instant les retranchemens furent forcés, les postes égorgés, et tout le camp, avec un énorme butin, tomba au pouvoir des vainqueurs. Depuis les Quatre-Chemins jusqu'à Saint-Fulgent, la route et les champs voisins furent jonchés de morts. Sur quinze cents hommes qui garnissaient le camp, plus de mille furent tués. Dans l'ivresse de la victoire, un des fils de Joly reçut un coup de crosse d'un soldat, que Joly, homme dur et emporté, tua sur-le-champ. Ce trait d'une brutalité féroce donna lieu à des murmures qui tournèrent à l'avantage de la popularité de Charette.

Le lendemain, les deux divisions vendéennes se portèrent aux Herbiers, où les prétentions de Joly pensèrent dissoudre l'armée. Rien n'était plus nuisible à la cause des royalistes, que les rivalités de leurs officiers; aussi la multitude ne désirait qu'un chef qui pût commander à tous et se faire obéir. Les ambitieux savent toujours profiter de cette disposition des esprits. Charette, par ses nombreux partisans, ménageait la pré-

pondérance. Mais Joly, dont la valeur était plus brillante, et qui venait de déployer tant d'audace dans l'attaque du camp, aspirait également au généralat : il faisait valoir son âge, ses exploits, son expérience, et alléguait que le premier il avait pris les armes. Pour couvrir ses prétentions, il propose de nommer trois généraux, dont l'un aurait le commandement et prendrait conseil des deux autres. On convoque les officiers, et dans une assemblée tumultueuse, la proposition de Joly, attaquée et défendue tour à tour, excite de violens débats. Les voix recueillies, on décide qu'il n'y aura qu'un seul général en chef. La Roberie jeune, se levant aussitôt, demande que tous ceux qui veulent Charette pour général sortent de la salle du conseil ; en un instant Joly reste seul avec son fils et l'un de ses officiers. Dans une nouvelle assemblée, le commandement est offert, par déférence, au chevalier de Couëtu, ancien militaire, qui, soit par modestie, soit par dévouement, désigne Charette. D'un commun accord, Charette est proclamé général en chef des armées du Bas-Poitou et du pays de Retz. Le procès-verbal de sa nomination définitive, dressé et signé individuellement par ses principaux officiers est porté à son ac-

ceptation (*). C'était pour la troisième fois que, malgré les haines, les cabales et les rivalités, on lui déférait le commandement; et dans cette dernière épreuve, il l'obtint avec plus d'unanimité et d'extension. Il fit, sous les drapeaux, une harangue militaire, où il exhorta ses soldats au courage et à la fidélité, après avoir juré lui-même de mourir à leur tête. Un des fils de Joly allait donner sa signature, lorsqu'on lui représenta que son adhésion lui attirerait infailliblement le courroux de son père. En effet, Joly, furieux d'avoir été trompé dans ses espérances, voulait se séparer et entraîner sa division; mais il ne trouva plus que cent cinquante hommes sous ses drapeaux. Ses amis parvinrent enfin à l'appaiser, et il consentit à suivre Charette, sans souffrir toutefois que devant lui on l'appelât général.

A compter de ce jour, l'ambition de Charette n'étant plus contenue, lui inspira le désir d'étendre son commandement sur toute la Vendée. Affaibli par la garnison qu'il avait laissée à Noirmoutiers, et par plusieurs combats successifs, il crut le moment favorable pour s'aller

---

(*) Voyez, à la fin du volume, les *Pièces justificatives*, n.° V.

recruter de tous les Vendéens restés sur la rive gauche ; et il leur adressa une proclamation, qu'il fit répandre par sa cavalerie. « Aux armes ! leur » dit-il ; accourez sous les drapeaux de votre gé- » néral. N'y a-t-il pas moins de danger pour » vous à suivre celui qui sut toujours résister avec » avantage aux républicains, qu'à errer de forêts » en forêts, ou à vous cacher sous les débris de » vos chaumières, pour y attendre lâchement les » coups d'un ennemi implacable » ? Mais tel était l'abattement des Vendéens, que Charette, réduit à quelques centaines d'hommes, ne put se recruter qu'en donnant l'ordre à sa cavalerie de parcourir les villages, et d'y sabrer quiconque refuserait de se rallier à ses drapeaux. Rempli d'une nouvelle audace, il ne s'arrêta qu'au bourg de Bonpère, au centre même de la Vendée, où les habitans, presque tous républicains, ne tardèrent pas à donner avis de son arrivée aux troupes cantonnées dans les environs. Le bourg fut cerné dans la nuit même, et l'ennemi y pénétra sans peine. Mais au moment d'être tous passés au fil de l'épée, les royalistes, redoublant de courage, repoussèrent les assaillans et se firent jour. Ils se portèrent sur Pouzauges. Quoiqu'ils fussent étrangers à ce territoire, les habitans, soit par crainte, soit par affection, les traitèrent en amis,

et leur donnèrent des vivres en abondance. Charette y resta quatre jours, pendant lesquels Guérin fit une expédition nocturne contre un cantonnement de cavalerie, qui fut surpris, sabré et dispersé. Le butin fut considérable ; on s'empara de vingt-deux chevaux sellés et bridés. Ce Guérin, l'un des premiers chefs d'insurrection du pays de Retz, se faisait remarquer par une intrépidité froide. S'attachant de plus en plus à Charette, il le suivit dans presque toute cette campagne, comme son lieutenant et son ami.

Cependant Joly continuait à se répandre en discours amers, capables de semer la division dans l'armée. Charette eut avec lui un explication franche, le pressant de donner l'exemple de la concorde, si nécessaire au bien de la cause commune. Joly parut revenir à des sentimens plus raisonnables. On convint d'organiser l'armée, pour lui donner plus d'ensemble et pour la mettre à l'abri de toute surprise.

On s'occupa surtout de la cavalerie, dont les deux corps, réunis en un seul, furent divisés en quatre escadrons. Le premier, fort de cent douze chevaux, était destiné à la garde du général ; les trois autres, de soixante-dix cavaliers chacun, avaient en officiers et en sous-officiers, un premier et un second capitaines, un premier

et un second lieutenans, six maréchaux-des-logis, deux brigadiers et deux fourriers.

L'armée eut un major-général, M. Davy-des-Norois; un major en second, M. Hyacinthe de La Roberie; deux aides-majors, MM. Marchand et Ponce; quatre adjudans-majors, MM. de la Grossetières, du Temple, de Longerie et de la Roche-d'Epinay; enfin un intendant-général pour les vivres, le sieur Baudry, auquel on adjoignit le sieur Bousseau.

Ainsi cette armée royale du Bas-Poitou comptait à peine trois cent trente chevaux, et n'avait pour toute infanterie que trois à quatre mille paysans indisciplinés, et incapables d'être assujettis à aucune organisation régulière. Se faire suivre par de pareils soldats, résister avec eux à des forces dix fois plus nombreuses, redoubler, dans les dangers, de fermeté et de persévérance, tels furent les fondemens du pouvoir de Charette, et ses titres à cette célébrité qui commençait à faire éclater son nom hors du Bocage vendéen.

Son armée, quittant Pouzauges, entrait à peine dans la grande route, qu'un escadron ennemi tomba sur les bagages et sur l'arrière-garde, commandée par Couëtu; elle fut maltraitée et poussée l'épée dans les reins : Peigné, major de la division de Machecoult, resta parmi les morts.

Toutefois l'armée réunie, poursuivit sa marche jusqu'à Châtillon-sur-Sèvre : là elle vit les traces récentes de la fureur des deux partis, et des combats sanglans qui avaient entraîné la destruction de cette ville. Toutes les maisons étaient incendiées et la terre couverte d'ossemens humains. On se porta ensuite sur Maulevrier, où un détachement de deux cents républicains s'obstinant à disputer le passage, fut taillé en pièces : le spectacle d'une dévastation générale irritait la vengeance des royalistes. Charette voulait attaquer Chollet et Mortagne, et en chasser les garnisons. Maître alors du foyer de la Grande-Vendée, il eût pu en réunir les débris, et devenir chef unique et prépondérant. L'arrivée imprévue de La Rochejaquelein le contraignit de respecter le territoire du Haut-Poitou, et de rentrer dans ses anciennes limites.

On a vu, dans le livre précédent, que ce général, suivi de Stofflet, de Beaugé, de Langerie et d'une vingtaine de soldats, avait gagné la rive gauche, en face d'Ancenis, pour y enlever quatre barques, et faire passer la Loire à son armée. Une patrouille étant survenue tout-à-coup, le chassa des bords du fleuve, et dispersa ses soldats; mais resté avec ses trois compagnons d'armes, il s'enfonça dans l'intérieur du pays,

cherchant les traces d'une troupe de Vendéens qu'on avait aperçue d'Ancenis quelques jours auparavant. C'était la même que le jeune Cathelineau avait ramenée de Noirmoutiers, et qui venait de perdre son chef dans une rencontre ; elle n'avait fait que cette seule apparition. Tout était désert dans la partie de la Vendée que parcouraient La Rochejaquelein et les trois autres chefs; ils errèrent ainsi la journée entière, dans une solitude effrayante, n'apercevant partout que des traces de dévastation, et ne rencontrant sur leurs pas aucun être vivant. Après vingt-quatre heures d'anxiétés et de fatigues, ils parvinrent à une métairie habitée. Là on les accueille, et le fermier leur offre un repas frugal. A peine ont-ils pris quelque nourriture, que cédant à l'irrésistible besoin du repos, ils se jettent tout habillés sur une meule de paille. Mais bientôt leur hôte accourt les avertir de l'approche d'une patrouille, et il les conjure avec instance de fuir au plus vite. « Ami! lui » répond La Rochejaquelein, lors même que » nous devrions périr ici, on ne nous arrache- » rait pas au sommeil qui nous accable, et qui » nous est encore plus nécessaire que la vie. » Retire-toi, et laisse à la Providence le soin de » notre conservation ». Les républicains survinrent, et accablés aussi de fatigue, s'endormirent

auprès des quatre Vendéens, de l'autre côté de la meule. A la pointe du jour, La Rochejaquelein, éveillé par ses trois compagnons d'armes, s'éloigne en hâte, et s'enfonçant avec eux dans les bois, se dérobe à l'ennemi. Pendant deux jours, ils ne vécurent que du pain enlevé aux soldats qui tombaient isolément sous leurs coups. A mesure qu'ils pénétraient vers Châtillon, La Rochejaquelein retrouvait de ses partisans. Il en reçut des informations sur l'état du pays, et conçut dès-lors le projet de rassembler les débris de ces valeureux Poitevins, qui, les premiers, l'avaient reconnu pour chef. Son unique désir était de combattre encore à leur tête. Tourmenté du souvenir amer de la défaite du Mans, de la fatale et récente séparation de son armée, il était abîmé de désespoir, et ne cherchait que l'occasion de mourir les armes à la main. Laissant tout au hasard, il traverse de nuit la ville de Châtillon, où les républicains avaient un poste; ne répond pas au *qui vive* de la sentinelle, échappe au péril à force d'audace, et arrivé près Saint-Aubin de Beaubigné, retrouve sa tante, madame de La Rochejaquelein, cachée dans une métairie voisine. Il passe trois jours avec elle, et n'en reçoit que des paroles pleines de fermeté. « Si tu » meurs, lui dit, au moment de leur séparation,

» cette femme résignée, si tu meurs, tu empor-
» teras mes regrets et mon estime ». Les ruines du château de la Dubélière, que Westermann avait livré aux flammes, lui servirent aussi d'asile. Le bruit de son arrivée et quelques indices sur le lieu de sa retraite, l'exposèrent aux perquisitions d'un détachement qui vint fouiller le château; il ne s'y déroba qu'en se tenant couché sur l'entablement des murs encore debout, de la façade principale. C'était ainsi que bravant les dangers, il préparait tout en secret, pour reparaître en armes avec ses fidèles Poitevins.

A peine est-il instruit que Charette vient d'entrer dans le Haut-Poitou, qu'il se porte à sa rencontre, voulant concerter avec lui les opérations qu'il médite. Il se met en marche à pied pendant la nuit, par des routes détournées, et arrive à Maulevrier, où il trouve Charette faisant des dispositions pour attaquer la ville de Chollet. Il transpirait déjà qu'il n'avait en vue que de grossir sa troupe et d'étendre son pouvoir sur toute la Vendée. Surpris de l'arrivée subite d'un chef dont la perte avait paru certaine, Charette sentit que les paysans de la grande armée ne balanceraient plus entre leur ancien général et un chef qui leur était étranger. Aussi reçut-il La Roche-

jaquelein d'un air froid et composé, blâmant hautement la campagne d'Outre-Loire, et ne parlant que de son projet d'attaque. La Rochejaquelein lui représenta qu'étant passé la veille près de Chollet, il s'était assuré que les républicains y étaient en forces; qu'il serait donc plus sage d'attendre et d'observer leurs mouvemens, d'autant plus qu'ayant en vue de reprendre Noirmoutiers, il paraissait sûr qu'ils se porteraient en partie sur la côte. Charette n'insista plus; mais poussant la froideur envers La Rochejaquelein jusqu'au manque d'égard, il ne lui offrit pas même de partager le repas qu'on venait de servir à une vingtaine d'officiers de son état-major. Ces deux hommes célèbres se séparèrent mécontens l'un de l'autre, et disposés plus que jamais à isoler leurs opérations, quoique tout leur fît un devoir de se réunir. Les détails de cette entrevue ne sont plus ignorés. « Je » pars pour Mortagne, dit Charette à La Roche- » jaquelein; si vous voulez me suivre, je vous ferai » donner un cheval. — Moi, vous suivre, répond » fièrement le généralissime de la Vendée; sachez » que je suis accoutumé à être suivi moi-même, » et qu'ici c'est moi qui commande ».

En effet, huit cents Vendéens abandonnèrent, le même jour, le chef du Bas-Poitou, et reconnurent La Rochejaquelein pour leur général.

Ainsi Charette, qui, le matin, commandait un rassemblement considérable, se vit, le soir, réduit à un petit nombre d'hommes, par la désertion des Angevins, et même d'une partie de ses propres soldats. Forcé de concentrer son dépit, il reprit la route de son territoire, et en passant par les Herbiers, donna quelques jours de repos à sa troupe; il quitta ensuite le centre du Bocage, avec l'intention de se réunir à La Cathelinière et de sauver Noirmoutiers. A son approche, le détachement qui avait repris le camp retranché des Quatre-Chemins, l'abandonna, et laissa le passage libre. Charette, qui avait formé le projet d'attaquer, en passant, Laroche-sur-Yon, marcha sur le bourg de la Ferrière. Là un espion vint l'avertir qu'il aurait quatre mille hommes à combattre. Sur ce faux avis, Charette prit la route du Poiré, tandis que l'ennemi, trompé aussi sur le nombre des royalistes, se retirait aux Sables-d'Olonne, pour ne pas être attaqué. Cette lâche retraite coûta la vie à trois cents paysans du parti républicain. S'étant avancés jusqu'à la Ferrière, pour reconnaître la force des Vendéens, ils rencontrèrent un détachement de l'armée du Nord, qui les prit pour des soldats de Charette. Ils demandèrent en grâce

à être conduits à Laroche-sur-Yon pour s'y faire reconnaître ; mais les habitans et les soldats en étaient partis, et ces malheureux, convaincus d'imposture, en apparence, furent tous fusillés.

La présence des royalistes dans le midi de la Vendée y jeta l'alarme; Luçon et Fontenay se crurent menacés. Le bruit de la résurrection de la Vendée et de la marche de Charette à la tête d'une armée, se répandit dans les villes voisines. La terreur fut telle à Fontenay, que le conventionnel Lequinio ordonna d'y fusiller, sans formes de procès, les prisonniers vendéens, à la première apparition de l'ennemi. Il fit plus : sur l'avis de la fermentation que cet ordre avait occasionnée dans les prisons, il y descendit lui-même, et tua de sa main un prisonnier. « Je dois vous dire, écrivit-il » à la convention, que sans des pareilles mesures, » jamais vous ne finirez la guerre de la Vendée. » C'est le *modérantisme* des administrateurs et » des généraux qui l'entretient. J'ai écrit partout » qu'il ne fallait plus faire de prisonniers, et » s'il m'est permis de le dire, je voudrais qu'on » adoptât la même mesure dans toutes les armées » de la république ». Ce même homme, quand les circonstances eurent changé, affecta des principes de modération et d'humanité ; il s'éleva

même, dans un écrit sur la Vendée, contre les horreurs qu'on y avait commises, versatilité méprisable et souvent imitée depuis.

Le sud de la Vendée, qui préférait les douceurs de la paix aux dangers de la guerre civile, fut bientôt délivré de la crainte que lui inspirait Charette. Les projets de ce chef sur Laroche-sur-Yon ayant échoué, son armée se dirigea sur Machecoult, dans l'intention de s'en emparer et de se joindre à La Cathelinière, qu'il avait fait prévenir par ses espions. Arrivé dans la forêt de Touvois, il congédia momentanément sa troupe, et prit des mesures telles qu'au premier signal il pouvait réunir toutes ses divisions. Le prochain rassemblement fut fixé aux derniers jours de décembre.

Pendant l'expédition de Charette dans le Haut-Poitou, Les généraux Haxo et Dutruy, profitant de son éloignement, résolurent de fouiller le Marais vendéen, pour en chasser les rassemblemens qui se tenaient à la portée de secourir Noirmoutiers. Vers le milieu de décembre, quatre à cinq mille hommes ouvrirent, à la Barre du Mont, à Beauvoir et au Perrier, trois fausses attaques; elles masquèrent les mouvemens des deux généraux, qui, en un moment, couvrirent de soldats une enceinte de huit lieues, et portèrent de

toutes parts le fer et la flamme. Tous les retranchemens et quatre pièces de canon, les seules qui restassent aux Vendéens du Marais, leur furent enlevés. Les routes praticables étant inconnues aux soldats, ainsi que la manière de franchir les nombreux canaux qui traversent en tous sens ce territoire marécageux, ils marchaient dans l'eau jusqu'à la ceinture. Des colonnes d'éclaireurs dissipaient en même temps les rassemblemens formés aux environs de Paulx et de Sainte-Pazanne. Ainsi tout le Marais fut au pouvoir des républicains, et Noirmoutiers, entièrement découvert, se vit exposé à une attaque de vive force que tout semblait favoriser.

Les journées décisives du Mans et de Savenay leur permettaient enfin d'employer sur la rive gauche une partie de l'armée victorieuse. La division Tilly parut propre à une campagne d'hiver contre Charette. Le général Carpentier, qui en avait pris le commandement, reçut l'ordre de quitter Nantes pour se porter dans la Vendée. On vit alors combien le séjour des villes populeuses nuit à la discipline, surtout après la victoire. Lorsqu'il fallut quitter Nantes, à peine moitié de la division vint se ranger sous les drapeaux. Un bataillon de l'Aube tout entier refusa de marcher. Enfin le général parvint à rassembler

deux à trois mille hommes, et partit. Il se porta successivement au port Saint-Père, à Machecoult, à la Garnache et à Challans, sans rencontrer les Vendéens, laissant à Machecoult une garnison nombreuse. Elle se tint si peu sur ses gardes, que Charette, après avoir réuni son armée, chassa, au pont James, un bataillon qui lui disputait le passage, et arriva sur Machecoult à trois lieues de là, sans qu'on y eût connaissance de son approche. Déjà sa cavalerie, après avoir égorgé les sentinelles et la première garde, pénétrait du côté du château, tandis que son infanterie attaquait du côté du Chaume. Prise entre deux feux, la garnison n'eut que le temps de courir aux armes et de se faire jour l'épée à la main. Mais elle fut assaillie hors la ville, et y soutint un combat rude et sanglant qui dégénéra en déroute. Sur onze cents hommes, les républicains en laissèrent plus de sept cents sur le champ de bataille. La ville, six mille rations de pain, plusieurs chariots chargés de farine, tombèrent au pouvoir de Charette, ainsi qu'une pièce de quatre.

Machecoult, près d'une forêt peu éloignée de celle de Princé, ouvre et ferme les communications entre Nantes et Beauvoir, sur une étendue d'environ quinze lieues. Les généraux Haxo et Dutruy, qui songeaient à reprendre Noir-

moutiers, sentirent enfin l'importance de Machecoult. Charette venait d'y passer le premier jour de l'an 1794, et y attendait tranquillement La Cathelinière, lorsque le général Carpentier reçut l'ordre de le chasser de la ville.

Il s'y porte à marches forcées, et aperçoit bientôt l'armée de Charette rangée en bataille sur la route de la Garnache, et couverte par la forêt. Ses rangs étaient serrés; sa force paraissait de quatre à cinq mille hommes. Le général républicain s'avance à la tête de sa cavalerie, pour reconnaître de plus près la position des royalistes. Il place sur la première hauteur une pièce de canon et un obusier, dont le feu commence l'attaque. Il déploie ensuite sa première brigade parallèlement au front de bataille, et ordonne à la seconde ligne de filer sur la gauche, pour tourner et occuper la ville. Son armée formait une espèce d'équerre. Attaqué de front et en flanc, incommodé par le feu du canon et des obusiers, étonné de l'audace des républicains, qui franchissaient avec intrépidité les haies, les fossés et les mares d'eau, Charette, qui combattait à pied, ordonna la retraite, après avoir riposté, par un feu de file roulant, à la mousqueterie de la troupe de ligne. Il fut poursuivi, serré de près par les grenadiers d'Armagnac, et enveloppé trois fois par

la cavalerie ennemie ; trois fois il fut délivré par la sienne. Au passage du ruisseau de Beau-Séjour, il courut le danger d'être pris, en voulant protéger la retraite ; et exposé à une grêle de balles, il eut le canon de sa carabine, qu'il tenait à la main, coupé en deux. Les grenadiers d'Armagnac le suivaient à la piste, avec un tel acharnement, qu'il fallut, malgré la nuit, battre le rappel pour les ramener aux drapeaux. Charette laissa une centaine de morts sur le champ de bataille. La perte, du côté des républicains, fut légère. Le conventionnel Laignelot, envoyé récemment dans la Vendée, prit part à ce combat, marchant à la tête de la colonne, et se tenant à côté de l'artillerie lorsqu'elle faisait feu. Les vainqueurs bivouaquèrent autour de Machecoult, et placèrent des canons sur toutes les hauteurs.

Ces précautions étaient d'autant plus sages, que dès le lendemain Charette, rallié à Saint-Philibert, revint sur Machecoult, quoique son armée fût réduite à huit ou neuf cents hommes, par la dispersion de la plupart de ses soldats. Il suivit des chemins détournés, et enleva aisément le premier poste. Le cri *aux armes !* s'étant fait entendre au camp républicain, fut suivi d'un coup de canon et d'une fusillade ; on battit la générale, l'état-major monta à cheval, et

en un instant toutes les troupes furent prêtes. Bientôt le bataillon de la Haute-Saône culbute les tirailleurs de Charette, qui, sans se décourager, cherche encore à tourner Machecoult. Alors le général Carpentier fait faire à la moitié de sa troupe un mouvement qui sert de prétexte à quelques lâches, pour fuir et jeter leurs armes. Sans la fermeté des officiers, ce honteux exemple se serait propagé sur cette partie de la ligne. Cependant la seconde brigade, qui filait en colonnes serrées de l'autre côté de la ville, attaqua avec vigueur les Vendéens en flanc, qu'une charge de hussards acheva de mettre en déroute : on les poursuivit le sabre levé, jusqu'au ruisseau de la Marne. Charette, à pied pendant le combat, dut son salut à la vitesse du cheval qu'un de ses officiers le força de monter ; et l'armée ne fut préservée d'une déroute totale, que par la valeur de La Roberie jeune, qui, à la tête de la cavalerie vendéenne, arrêta les hussards républicains. Charette se replia sur le bourg de la Couchaignière, où vinrent se rallier la plupart de ses soldats. Tels furent les événemens qui, mettant un obstacle invincible à sa jonction avec La Cathelinière, entraînèrent la perte de Noirmoutiers.

Depuis un mois, le général Haxo en méditait la conquête ; mais il ne pouvait y employer que

six mille hommes; et craignant d'ailleurs d'être inquiété au moment même de la descente, il différait, pour frapper des coups plus sûrs. Enfin le général en chef Thurreau, voulant signaler son arrivée par une action d'éclat, avait chargé le général Carpentier d'observer Charette, et ordonné l'attaque immédiate de Noirmoutiers. Mais l'invasion de Machecoult avait fait suspendre tous les préparatifs. On craignit que Charette n'évitât le général Carpentier, en passant par Châteauneuf, pour fondre, par la Crouillère et la Barre de Monts, sur les troupes expéditionnaires. Le général Thurreau hésita jusqu'à la reprise de Machecoult. Alors se reposant sur la division qui observait Charette, et sur l'arrivée de nouvelles troupes, il donna le signal.

L'île de Noirmoutiers n'était défendue que par quinze à dix-huit cents Vendéens, sous les ordres d'Alexandre Pinau, chef des rassemblemens de Légé, et d'autres officiers secondaires peu connus, tels que Bernard Massip, Marc-Antoine Savin, officier de cavalerie, Noë Gazette, Pierre Bareau, et les capitaines O'birn et Dubois, presque tous de l'armée de Charette. Quelques agens des administrations vendéennes s'étaient jetés aussi dans l'île pour s'y mettre en sûreté, pleins de confiance dans la garnison, quoiqu'elle fût peu exercée à une défen-

sive régulière. Quatorze blessures mettaient d'Elbée hors d'état de commander en personne. L'amour conjugal et les liens de l'amitié soutenaient à peine ses forces défaillantes; mais son esprit conservait toute sa vigueur. Près de deux mille royalistes, vingt pièces de canon, une position avantageuse et l'espoir d'une diversion de la part de Charette, rassuraient d'Elbée contre toute surprise. Il comptait aussi sur les secours de l'Angleterre; mais l'envoyé de Charette à Londres était parti trop tard, ayant eu des obstacles à vaincre, soit pour appareiller, soit pour échapper aux bâtimens de la république.

Noirmoutiers étant ainsi abandonné à ses propres forces, le général Haxo, avec six mille hommes d'élite, entreprit de s'en emparer. L'attaque, dirigée par le chef du génie Duguet, fut combinée par terre et par mer. Le 25 décembre, quarante gabares pontées, venant de Nantes, s'approchèrent de l'île et mouillèrent à l'entrée du Goi; et quinze autres, garnies de troupes, se rangèrent à côté des premières le surlendemain. Presqu'aussitôt une batterie, enlevée par les républicains au poste de la Barre de Monts, ouvrit son feu sur le village de la Fosse. Deux cents Vendéens gardaient la côte depuis ce village jusqu'à la Guérinière, tandis que le gros de la gar-

nison se tenait dans les retranchemens. Plusieurs frégates, corvettes et bombardes, s'étant aussi approchées de l'île, tournèrent leurs batteries sur les points les plus faibles, et foudroyèrent les forts où flottait le drapeau blanc. Les forts ripostèrent, et des deux côtés une formidable artillerie fit un si épouvantable fracas, que l'île entière sembla menacée d'un bouleversement total. Quelques bâtimens furent endommagés par le canon; deux autres périrent par l'effet de la grosse mer. La garnison, jour et nuit sous les armes, était trop peu nombreuse pour garder à la fois tous les points de l'île susceptibles d'être forcés; elle était d'ailleurs épuisée de fatigues. Le danger devenait encore plus pressant par l'attaque du côté de terre, qu'on ne pouvait plus éviter : on savait que les troupes étaient en mouvement. Ce fut alors que dans un conseil, M. de Tinguy, gouverneur pour le Roi, et Massip, commandant de la cavalerie, proposèrent de capituler; plusieurs officiers vendéens, entr'autres le capitaine Dubois, s'y opposèrent avec énergie. On consulta d'Elbée, qui ouvrit l'avis d'informer Charette de la situation de l'île, et de lui demander de prompts secours. Quatre soldats vendéens, s'étant chargés de cette périlleuse commission, essayèrent, à la faveur de la nuit, de percer à travers les postes de l'ennemi, qui gardaient le passage

depuis Beauvoir jusqu'à l'Epoi. Trois d'entr'eux furent découverts et massacrés; le quatrième, blessé au bras, rentra dans l'île, et alla rendre compte au gouverneur du mauvais succès de sa mission. Le capitaine Dubois était présent; il dit avec fermeté qu'il ne restait plus qu'à se défendre jusqu'à la mort, et que tels étaient les sentimens de la garnison. Mais le gouverneur représenta que l'île serait infailliblement prise d'assaut, et qu'une capitulation honorable devait prévaloir sur un parti désespéré qui entraînerait un massacre général.

Ce fut dans ces dispositions de la part du gouverneur, que l'île eut à soutenir l'attaque décisive des républicains, du côté de terre. Bravant l'obscurité et même la tempête, près de trois mille hommes, embarqués sur des chaloupes et des gabares, se présentent dans la nuit du 1.er au 2 janvier, sur trois points différens, pour y effectuer leurs descentes, dont l'une n'était que simulée. Avant même que les transports ne touchassent la plage, l'adjudant-général Jordy, impatient de fondre sur les royalistes, se jeta dans la mer jusqu'à la ceinture, suivi de quelques soldats intrépides; le reste s'y précipita à leur suite. Jordy commence la principale attaque à la pointe de la Fosse, qui était armée d'une batterie, et sur-

prenant le premier poste, ne lui donne que le temps de faire feu et de répandre l'alarme. En mettant pied à terre, une balle lui frappe la cuisse; Jordy se relève sans se troubler, anime ses soldats qui enlèvent la batterie, et à l'instant il prend possession de la côte avec les grenadiers, en se faisant porter à leur tête. Trois cents royalistes marchèrent presqu'aussitôt vers le lieu du débarquement, et après quelques tentatives pour chasser l'ennemi, se virent forcés de battre en retraite, à cause de l'inégalité des forces. Le jour venait de paraître; les corvettes et les bombardes avaient rouvert leur feu. La frégate *la Nymphe*, engagée de trop près, reçut la volée d'une batterie de trente-six, dont plusieurs boulets l'atteignirent. Entraînée par les courans et ne pouvant plus manœuvrer, elle échoua devant l'île. Déjà les Vendéens poussaient des cris de joie, lorsque la principale colonne d'attaque, qui attendait avec impatience la marée basse, pour passer à pied et faire sa jonction avec les troupes de débarquement, traversa le passage du Goi, et vint assaillir le poste de la Bassotière : il ne put tenir long-temps. Les troupes abordaient de tous côtés. Les généraux Haxo et Dutruy suivirent de près, à la tête de neuf cents hommes de la réserve. La jonction opérée, rien ne put arrêter les assaillans,

qui bravaient le feu des batteries de l'intérieur.

La difficulté n'était pas d'aborder, mais de s'emparer de la ville, défendue par quinze à dix-huit cents hommes, et par vingt bouches à feu, dont plusieurs de gros calibres. L'impossibilité de se déployer au milieu de marais salans coupés en sens divers, et de marcher autrement que par le flanc, fit multiplier les colonnes attaquantes, dont l'inégalité du terrein cacha le peu de profondeur. Cette manœuvre donnait aux assaillans l'avantage apparent d'une force supérieure à leur force réelle. Toutes les batteries des côtes ayant été enlevées au pas de charge, les Vendéens, pressés et poursuivis de toutes parts, se replièrent sur Noirmoutiers, et se rangèrent en bataille dans leurs retranchemens, sous les murs de la ville. L'approche des colonnes d'attaque, le feu de la flotille, le désordre inséparable d'une lutte si violente, mais surtout la faiblesse et même la lâcheté de quelques chefs, jetèrent les royalistes dans la confusion et le découragement. Tandis que les uns demandaient à capituler, d'autres se battaient avec acharnement et refusaient de se rendre.

Parmi ces derniers, Le Mercier d'Apremont se fit tuer en criant *le Roi ou la mort!* et le capitaine Dubois, blessé, renversé aux pieds des retranchemens, dit qu'il ne voulait point mourir par les

mains des bourreaux de son Roi, et il se brûla la cervelle. D'autres Vendéens, criblés de balles et se soutenant à peine sur leurs genoux, continuaient à faire feu. Mais les deux partis diffèrent dans le récit d'un événement déplorable d'une part, et atroce de l'autre. Selon les uns, le général Haxo, voulant dompter une résistance opiniâtre, et ménager le sang de ses soldats, fit proposer à M. de Tinguy une capitulation, en vertu de laquelle la garnison mettrait bas les armes et resterait prisonnière. Selon d'autres, les royalistes, sommés de se rendre à discrétion, après une faible défense, jetèrent leurs armes et se livrèrent, pour ne pas être passés au fil de l'épée. Quoi qu'il en soit, l'extermination de toute une garnison désarmée, ne saurait être palliée ni justifiée. L'armée victorieuse, entrant dans la ville aux cris de *vive la république!* enveloppa les prisonniers et les entassa dans une église, en attendant qu'ils fussent envoyés à la mort. Le général en chef Thurreau, et les commissaires de la convention, ordonnèrent aussi qu'on s'assurât de tous les habitans de l'île. Les frégates et les bâtimens légers la tenaient comme bloquée, tandis que les soldats la fouillaient d'un bout à l'autre. Chefs, prêtres, femmes, paysans, nul ne put échapper à cette

rigoureuse perquisition, et tout fut traîné au quartier-général.

Parmi vingt-deux officiers royalistes, se faisait remarquer d'Elbée mourant et accablé sous le poids de la douleur; il avait auprès de lui sa femme et Durand, curé de Bourgneuf : ses derniers momens étaient encore empoisonnés par l'idée que la lâcheté d'une partie de la garnison avait tout livré et tout perdu. Il regardait la mort comme un bienfait, mais ne pouvait retenir ses larmes, quand il songeait à la destinée de sa femme et de ses amis. Chacun se demandait : « Que vont devenir tant de victimes? » seront-elles immolées sans exceptions? En se » soumettant, la garnison a-t-elle réellement » obtenu la vie? Les chefs sont-ils seuls des- » tinés à périr »? Leur sort n'était pas douteux. Avant de les envoyer au supplice, les commissaires de la convention voulaient interroger ceux qui, dans l'espoir d'obtenir la vie, se montreraient disposés à ternir leur honneur par des révélations. Ils commencèrent par d'Elbée, non qu'ils eussent l'intention de lui rien promettre; mais ils lui auraient laissé entrevoir pour sa femme un traitement moins cruel. S'étant fait conduire vers ce chef, ils le trouvent couvert de blessures et étendu

sur un lit de camp. « Voilà donc d'Elbée ? disent-
» ils. — Oui, répond le généralissime des Ven-
» déens; voici votre plus grand ennemi, et cette
» île ne serait point en votre pouvoir si j'avais pu
» me battre. — Que ferais-tu si nous t'accor-
» dions la vie, lui demanda le commissaire Bour-
» botte ? — La guerre » ! dit-il, avec une fermeté
égale à celle de Porus devant Alexandre. Les com-
missaires s'étant retirés, le général en chef Thur-
reau, tout en lui témoignant les égards dus au
malheur, s'efforça de lui arracher quelques aveux
sur la situation des royalistes et sur leurs projets.
« Général, lui dit d'Elbée, vous n'espérez pas
» sans doute obtenir de moi le secret de mon
» parti ? Que d'autres achèvent de se déshono-
» rer; quant à moi, j'ai assez prouvé que je ne crai-
» gnais pas la mort ». La noblesse de ses réponses,
et un examen plus réfléchi, me font regarder
maintenant, comme de pure invention, le dis-
cours que lui ont prêté, dans cette circonstance,
ceux qui l'envoyèrent au supplice (*). Est-il pro-
bable en effet que ce chef vertueux, couvert de
blessures profondes, et pouvant à peine proférer
quelques paroles, se soit épuisé en longues phrases

(*) Voyez, à la fin du volume, les *Pièces justificatives*, n.° VI.

pour dévoiler à des ennemis implacables le secret, les fautes, les divisions et les faiblesses de son parti? C'est là sans doute une de ces fictions politiques si souvent renouvelées depuis, pour flétrir la mémoire des royalistes et les actions de leurs chefs. Assez de témoignages établissent que d'Elbée ne démentit ni son caractère, ni sa fierté. Pendant cinq jours, il fut accablé d'outrages et de questions; excédé enfin par cette agonie cruelle, il dit aux généraux et aux commissaires de la convention : « Il est temps, Messieurs, que cette » tragédie finisse : faites-moi mourir ».

D'autres prisonniers, il est vrai, crurent échapper au supplice par des déclarations plus ou moins empressées. « Nous nous étions retirés dans cette » île, dirent-ils, espérant y trouver une retraite » assurée, dans l'attente des secours de l'Angle- » terre. Le chevalier de la Roberie est parti, vers » la fin de décembre, pour aller présenter au » cabinet de Saint-James l'état de nos forces, de » nos ressources et de nos besoins, et pour solli- » citer une descente d'émigrés à Noirmoutiers. » Cette île a été approvisionnée par Charette, » pour quinze à vingt mille hommes, pendant » plusieurs mois. La Rochejaquelein et Stofflet » viennent de repasser la Loire, avec le projet de » réinsurger la Haute-Vendée; mais la mésin-

» telligence règne entre ces deux chefs et Cha-
» rette ; ils sont disposés, plus que jamais, à
» isoler leurs opérations ».

Quand les commissaires de la convention n'eurent plus rien à tirer des prisonniers, ils ordonnèrent la formation d'une commission militaire, pour les envoyer à la mort, sans en excepter ceux qui avaient mis bas les armes. Rien ne put fléchir ces farouches démagogues ; ils alléguèrent leur mandat, la nécessité de se conformer aux décrets de la convention, et de donner un grand exemple. L'inflexibilité de Bourbotte, l'un d'eux, tenait moins à la férocité du caractère qu'à l'esprit de sa mission et à la fureur des temps ; elle contrastait avec l'aménité de ses formes et la douceur de ses traits. On semblait ne plus connaître alors d'autre manière de vaincre ses ennemis que par une entière destruction.

Déjà la mort planait sur Noirmoutiers ; on cherchait tous ceux qui avaient favorisé les Vendeéns ; des listes de proscription étaient dressées. Les généraux, en distribuant des saufs-conduits, s'arrogèrent en quelque sorte le droit de vie et de mort. Les haines et la vengeance se réveillèrent : on s'accusa réciproquement, soit pour se débarrasser d'un ennemi, soit pour mériter une exception en augmentant le nombre des victimes. Ber-

nard Massip, qui l'un des premiers avait mis bas les armes, dénonça un jeune émigré qu'on était parvenu à soustraire aux recherches. Cette infamie reçut sa récompense; Massip fut conduit à la mort. En vain, aux genoux de ses juges, demanda-t-il sa grâce; d'autres l'implorèrent avec la même lâcheté, et tout aussi inutilement. René de Tinguy, Alexandre Pinaud, Marc-Antoine Savin, périrent des premiers avec Massip. d'Elbée mourant fut porté sur un fauteuil, au pied de l'arbre de la liberté, devenu le symbole de la désolation et du carnage. En le voyant ainsi traîné au supplice, sa femme s'évanouit; et revenue à elle, demanda comme une faveur de ne point lui survivre. Autour de d'Elbée furent rangés Duhoux-d'Hauterive et Boissy; une compagnie de grenadiers s'avança pour les fusiller. En ne voyant que trois victimes, un des commissaires conventionnels dit que c'était dommage que la partie ne fût pas carrée. « Ah! reprend un de ses collègues, » n'avons-nous pas Wieland »? Et à l'instant même, sans aucune forme de procès, le malheureux Wieland est dépouillé de ses vêtemens et attaché au quatrième poteau; vainement il implore justice et demande à être entendu. L'officier qui présidait à l'exécution, après avoir désigné aux troupes les victimes par leurs noms,

ajoute : *Voici Wieland, ce traître qui a vendu et livré Noirmoutiers aux rebelles*. d'Elbée, rassemblant tout ce qui lui reste de forces, s'écrie : « Non, Messieurs, Wieland n'est pas un traître, » jamais il n'a servi notre parti, et vous faites » mourir un innocent ». Il dit; mais le plomb siffle, et tous quatre ne sont bientôt plus.

La mémoire de Wieland a été réhabilitée depuis, et vengée par des regrets publics. Mon impartialité me fait un devoir de consigner ici la preuve de l'innocence de ce martyr de la révolution, sur le compte duquel j'avais d'abord été trompé par des renseignemens infidèles (*).

Les exécutions se succédèrent, et les cœurs s'émurent encore plus le lendemain, quand on vit marcher aussi à la mort l'épouse du malheureux d'Elbée et madame Maurin, qui lui avait donné sa maison pour asile: la première, au moment de la reddition de l'île, avait dédaigné de se travestir et de s'évader, ne voulant point se séparer de son mari; la seconde avait tout bravé pour exercer une hospitalité courageuse dont les sentimens étaient dans son cœur. Toutes deux marchèrent au supplice avec fermeté, deman-

(*) Voyez, à la fin du volume, les *Pièces justificatives*, n.° VII.

dant pour unique grâce que leurs corps, après l'exécution, ne fussent point abandonnés aux insultes des soldats. Tous les prisonniers, quel que fût leur rang, leur profession, furent exécutés, soit à mitraille, soit à coups de fusils. Les scènes sanglantes du Mans et de Savenay se renouvelèrent, et deux mille royalistes périrent désarmés, pour n'avoir pas su se défendre.

La vengeance des républicains s'appesantit aussi sur les habitans de Barbatre, accusés d'avoir livré l'île à Charette. Quand les proconsuls, qui voulaient même raser Barbatre, furent rassasiés de sang, ils rendirent compte de leur conduite à la convention, qui approuva tout. « La reprise » du poste important de Noirmoutiers, man» dèrent-ils, ôte aux rebelles toute communi» cation par mer avec la perfide Angleterre, et » rend à la république un pays fertile en subsis» tance. Nous avons nommé l'île Bouin l'île » *Marat*, et celle de Noirmoutiers l'île de la » *Montagne* ». Adulations ridicules autant qu'éphémères ; mais qui ravissaient les démagogues, en consacrant des noms chers à leur faction alors dominante. D'autres factions et de nouveaux partis se servirent ensuite des mêmes passions et des mêmes moyens, croyant s'affermir ainsi dans les pouvoirs de la révolution.

LIVRE XIII.

Débats dans la convention au sujet de la Vendée. — Dénonciation de Philippeaux ; supplice de ce conventionnel, de Westermann et de Beysser. — Plan du général en chef Thurreau. — Marche des douze colonnes de l'*armée infernale*. — Règne de la terreur dans la Vendée. — Renouvellement de la guerre dans le Haut-Poitou. — Mort de La Rochejaquelein. — Prise de Chollet par Stofflet. — Mort du général Moulin le jeune. — Invasion de Mortagne par Bernard de Marigny. — Campagne d'hiver par Charette. — Supplice de Cathelinière. — Mort du général Haxo.

L'ARMÉE victorieuse s'attendait à marcher contre Charette, dont l'audace venait de se signaler de nouveau. Des forces imposantes arrivaient de toutes parts, et tout annonçait la fin de la guerre. La division des côtes de Cherbourg, qui occupait déjà la Basse-Vendée, fut renforcée par deux brigades, chacune de deux mille cinq cents hommes, sous les ordres des généraux Dufour et Jacob, faisant partie du corps d'armée qui mérita le nom d'*armée infernale*. Mais au lieu d'agir avec toutes ces forces pour dompter les Vendéens,

on renvoya la division de Cherbourg dans le Calvados.

Ici commence, avec l'arrivée de l'*armée infernale*, l'incendie et la dévastation de la Vendée entière. Avant d'en tracer le tableau déchirant, je dois ramener l'attention sur le conflit des différentes factions qui agitaient la convention nationale. Elles essayèrent en vain d'entraver la marche du comité de salut public, sorte de décemvirat, dont le pouvoir était sans bornes. Le jour même de la reprise de Noirmoutiers fut marqué par l'accusation portée par Philippeaux contre le parti qui perpétuait la guerre civile. Aigri par son ressentiment, excité d'ailleurs par les ennemis secrets du comité, ce conventionnel avait déjà provoqué indirectement sa mise en accusation. Une députation de la ville de Tours, étant venue réclamer à la barre l'établissement d'une commission pour examiner la conduite des généraux employés dans la Vendée, il convertit cette demande en motion, et rédigea lui-même le décret.

C'était un coup de parti; mais dès le lendemain Barère, organe du comité, profitant d'un moment d'enthousiasme produit par la nouvelle des victoires de Mortagne et de Chollet, déclara que *la Vendée n'était plus*, et fit rapporter le dé-

cret de la veille. « Le comité, dit-il avec une » assurance perfide, est dépositaire d'une foule de » vérités qui doivent être révélées. Un commis- » saire qui poursuit les rebelles avec activité, a » trouvé à Châtillon plusieurs pièces sorties de » l'imprimerie royale de cette ville. Ces pièces » vous dévoileront les moteurs de cette longue » et effroyable guerre. Le comité promet, dans » l'examen de la conduite des généraux, la plus » grande sévérité ». Cette déclaration insidieuse tendait à compromettre les adversaires du comité; mais les pièces dont parlait Barère ne reçurent jamais aucune publicité. Dans son discours, il avait apostrophé Philippeaux, dont les partisans ne manquaient pas d'objecter « que toutes ces vic- » toires sur lesquelles le comité de salut public » s'appuyait, n'avaient aucun rapport avec la cause » de la dénonciation; qu'on n'en était redevable, » ni à Ronsin ni à Rossignol, qui avaient tous » deux mérité le décret d'accusation; qu'elles ne » pouvaient d'ailleurs empêcher que les trahi- » sons, causes de nos désastres, ne fussent des » crimes ». Philippeaux, faisant alors un appel à l'opinion publique, écrivit des mémoires passionnés, où il exagéra le mal pour avoir occasion de le combattre avec plus de force. Il s'adressait au comité : « Les traîtres obtiennent des couronnes ci-

» viques, disait-il, tandis qu'une proscription
» tacite s'appesantit sur les républicains généreux
» qui vous importunent de leurs trop justes do-
» léances..... Mais je marquerai les traîtres du
» sceau de l'infamie:.... j'en appelerai à votre de-
» voir; et si vous ne les conduisez à l'échafaud,
» je dirai à la convention : Frappez, il est temps,
» ou vous compromettrez votre gloire avec celle
» du peuple. Quant à moi, qui sus braver l'éclat
» du trône, aucune puissance humaine ne sub-
» juguera mon caractère; jamais je ne caresserai
» les idoles du jour. Je serai toujours juste envers
» le comité; mais je veux qu'il le soit envers les
» autres, et surtout qu'il soit moins despote;
» parce qu'en concourant à la formation nécessaire
» d'un comité de salut public, j'ai cru établir des
» mandataires fidèles et non des maîtres ». Il y
avait une sorte de courage à attaquer ainsi en face
les décemvirs révolutionnaires.

Philippeaux imputait le passage de la Loire et
les malheurs de la Bretagne à l'opiniâtreté du
comité. Pour intéresser la convention à sa cause,
il fit distribuer ses écrits à ses collègues; mais plus
il s'acharnait et plus le comité persévérait dans
son système atroce. Alors l'opposition osa se
montrer: Camille Desmoulins, écrivain original,
attaché au parti de Danton, fit paraître son

Vieux Cordelier, où il invoquait le retour à la modération, et la liberté de penser et d'écrire. Il répétait dans ses écrits: *Avez-vous lu Philippeaux?* et prenait ouvertement son parti relativement à la Vendée.

Le comité sentit que pour résister aux factions, il lui fallait plus de force et une garantie dans son propre pouvoir. Il fit décréter que le gouvernement de la France serait révolutionnaire jusqu'à la paix: les ministres, les administrations, les agens et les fonctionnaires de toutes les classes furent mis sous sa surveillance. Il n'y eut plus d'autres impulsions que celles de la violence et de la terreur. Billaud de Varennes, autre organe du comité, alléguant la nécessité de donner au gouvernement plus d'unité et de précision, fit adopter le code révolutionnaire du 14 frimaire (*), qui ôtait aux administrations locales la faculté d'adoucir les maux de la révolution. Ce régime de sang n'avoit d'abord été imaginé que pour l'entière destruction du pays vendéen.

La réunion de tous les pouvoirs dans les mains de dix personnes, jeta l'alarme parmi les autres factions révolutionnaires. La guerre de la Vendée,

---

(*) Voyez, à la fin du volume, les *Pièces justificatives*, n.° VIII.

qui avait commencé les dissensions, donna le signal du déchirement. On ne parlait plus que de Philippeaux et de ses écrits sur la Vendée; l'opposition les préconisait ouvertement. D'un autre côté, les tribunes des sociétés populaires tonnaient contre Philippeaux, qui avait accusé les coryphées du parti des démagogues. On le fit exclure des sociétés affiliées, comme calomniateur et modéré; car la modération était un crime. Ses écrits et sa personne devinrent l'objet de la plus odieuse persécution. Poussé à bout, et voulant *nationaliser*, en quelque sorte, sa querelle, Philippeaux parut, le 3 janvier, à la tribune de la convention, et accusa formellement Ronsin, Rossignol et les autres agens du gouvernement, « d'avoir désorganisé l'armée de l'Ouest par leur » exemple et leurs préceptes; de l'avoir encou» ragée à la licence, au lieu de la soumettre à la » discipline; de s'être toujours fait battre par les » rebelles; de leur avoir constamment livré l'at» tillerie et les munitions de la république, et » enfin de perpétuer la guerre civile par un sys» tême criminel ». Après avoir produit trente-huit autres chefs d'accusation, Philippeaux offrit en preuve la collection des pièces officielles qu'il avait remises au comité à son retour de Nantes; le témoignage des représentans du peuple, com-

missaires nationaux dans les deux Vendées; enfin celui de tous les soldats de l'armée et de tous les citoyens des départemens devenus le théâtre de la guerre. Il conclut par demander le renvoi de son accusation, non pas au comité de salut public, mais au comité de sûreté générale, pour vérifier les faits et en faire un rapport.

Choudieu prit aussitôt la parole, et signala Philippeaux comme l'instrument d'une faction qui voulait diviser les républicains. « Il n'y a » pas un mot de vrai dans tout ce qu'il vient de » dire sur la Vendée, ajouta Choudieu; et s'il » n'est pas fou, c'est le plus grand des impos- » teurs. Il ment à sa conscience en accusant » Rossignol de lâcheté; la crainte d'être accusé » lui-même l'a poussé à une telle démarche. Je » m'engage à répondre formellement à son ab- » surde dénonciation ». Merlin de Thionville assura qu'il n'y avait pas eu de trahison dans la Vendée; que l'ambition seule de quelques hommes sans talens avait fait tout le mal. « Je propose, » dit-il, de s'en rapporter à un général qui a fait » toute la guerre, et qui est en ce moment à la » barre ». C'était Westermann, qui vint offrir à la convention les dépouilles sacerdotales de l'évêque d'Agra, et qui garantit sur sa tête que de toute l'armée catholique, dont il exagéra le nom-

bre, il n'existait plus un seul combattant. « Chefs,
» officiers, soldats, évêques, princesses, com-
» tesses, marquises, tout, dit-il, a péri par le
» fer, le feu et les flots; j'ai tué moi-même les
» derniers Vendéens.

» Vous voyez ce brave général, dit Lecointre
» de Versailles, eh bien! on veut le jeter dans
» les fers! — La raison en est simple, ajouta
» Philippeaux, il a battu les rebelles de la Ven-
» dée ».

Ces dernières paroles hâtèrent la perte de Westermann et de Philippeaux. En vain la convention mit Westermann sous sa sauve-garde; le comité de salut public, redoutant ses liaisons comme son audace, épia le moment de l'envelopper dans une conspiration.

Cependant Choudieu répondit à l'accusation de Philippeaux, mais avec plus de passion que d'exactitude, avec plus de véhémence que de vérité. « Philippeaux, dit-il, n'a vu partout
» que des trahisons et des hommes qui mou-
» raient inutilement à leur poste. Ces idées se-
» raient déchirantes, si elles étaient vraies; mais
» Philippeaux a vu de loin les événemens de
» la guerre. A son ton d'assurance, on dirait qu'il
» a tout vu, qu'il a tout fait, qu'il a déjoué toutes
» les trahisons, et que la république n'a été sou-

» tenue que par son courage. Pour moi, je n'ai
» pas, comme lui, affronté tous les dangers;
» mais je puis opposer des faits et des dates pré-
» cises à des déclamations vagues, à des accu-
» sations dénuées de preuves ». Après avoir combattu chaque chef d'accusation, Choudieu ajouta : « J'ai prouvé que Philippeaux n'était
» qu'un menteur ou un fou; je crois avoir
» rempli suffisamment cette pénible tâche, et
» j'abandonne maintenant à la convention natio-
» nale le soin d'examiner si elle le décrétera
» d'accusation, comme un imposteur contre-ré-
» volutionnaire, ou comme un homme dont
» l'esprit est aliéné ».

Philippeaux voulut répliquer, mais la convention refusa de l'entendre, et il se vit blâmé par ceux mêmes qui l'avaient mis en avant. « C'est
» un homme orgueilleux, disait-on; humilié à
» Saumur, il n'a cédé qu'à son ressentiment, et
» a fini par se faire l'organe d'une faction qui
» veut renverser le gouvernement révolution-
» naire. La poursuite de son accusation causerait
» un déchirement dans l'Etat, et il est d'une
» saine politique de l'étouffer ». Ainsi Philippeaux fut délaissé par ces hommes sans caractère, qui, formant la majorité dans les assemblées délibérantes, sont toujours prêts à se ranger

du parti qui gouverne. Signalé tour-à-tour comme modéré et comme fanatique; déchiré et abandonné, il resta seul avec sa conscience, et écrivit toujours avec le même courage, jusqu'au moment où le comité de salut public le comprit dans la ruine des deux factions formées contre sa domination tyrannique. Il suivit Danton à l'échafaud, avec Beysser, Westermann et Camille Desmoulins.

On chercherait en vain la vraie cause de leur mort dans le jugement qui les condamna. Philippeaux encourut la peine capitale, comme instrument et agent de Danton, accusé lui-même d'avoir voulu empêcher la liberté de s'affermir, en conspirant pour absorber la révolution dans un changement de dynastie. Dans la même condamnation furent compris Beysser et Westermann, le premier comme ayant comploté, dans les fers, le massacre de la convention nationale, et le second comme complice de Dumouriez dans la conjuration tendante à rétablir la monarchie. Westermann, se levant avec une vive fierté devant ses juges, s'écria : « Moi, » conspirateur ! je demande à me dépouiller nu » devant le peuple; j'ai reçu sept blessures par » devant; je n'en ai qu'une par derrière, qui » est mon acte d'accusation ».

Beysser et lui avaient figuré sur le même théâtre de la guerre; tous deux étaient Alsaciens; ils avaient le même âge, le même grade; la révolution et la guerre civile furent causes de leur élévation et de leur mort. Egalement braves et téméraires, tous deux furent le fléau des Vendéens; mais la réputation de Westermann fut plus éclatante. En le voyant aller au supplice, on se demanda quels étaient ses torts envers la révolution. Il avait fait la guerre sans chercher à la prolonger par des calculs sordides: son ame ardente et guerrière le poussa jusqu'à la cruauté: il se plaisait dans le sang et le carnage. On le vit souvent, dans les combats, jeter son habit, et le sabre en main, s'élancer dans la mêlée pour tuer à droite et à gauche. Cette fureur de sabrer lui valut le surnom de *boucher* parmi les Vendéens. Rappelé à Paris après la bataille de Savenay, il jugea sa perte inévitable, et n'eut plus un instant de repos. Son imagination frappée lui représentait les milliers de victimes qu'il avait immolées au génie de la révolution. Il s'avoua obsédé de ces funestes images: dans ses rêves il ne voyait que du sang. Du reste l'esprit de parti a exagéré sa réputation; il eût été incapable de commander en chef. Il compromit souvent le sort de l'armée, dont il commanda

l'avant-garde, et fut pour elle un objet de scandale, en donnant plus d'une fois l'exemple de l'indiscipline et de la désobéissance. Sa basse jalousie lui faisait verser le mépris sur les officiers-généraux dont il enviait le grade et le commandement.

Le comité de salut public, sorti vainqueur de cette lutte, appesantit librement son joug de fer sur la France, sous prétexte d'y affermir la liberté. Son triomphe aggrava les maux de la guerre civile: l'extermination et l'incendie furent désormais, dans la Vendée, la loi de la guerre et l'obligation des généraux. Ainsi l'humanité eut à gémir de la perte de Philippeaux et même de Camille Desmoulins. Philippeaux mourut avec une touchante résignation. Plus tard les deux partis qui divisaient la convention se reprochèrent sa mort.

Mais la terreur du gouvernement révolutionnaire, la destruction de la grande armée catholique, non plus que la reprise de Noirmoutiers, ne purent soumettre les Vendéens. Charette résistait aux efforts des républicains, qui le poursuivaient sans relâche. La Rochejaquelein et Stofflet ralliaient, dans le Haut-Anjou, les paysans royalistes qui étaient restés sur la rive gauche. Les émissaires de ces deux chefs parcouraient les paroisses ven-

déennes qui s'étaient signalées par leur dévouement pour la cause royale. Ce fut au commencement de janvier 1794, et dans la paroisse de Névi en Anjou, que La Rochejaquelein fit son premier rassemblement. Il surprit dans la nuit même, avec une poignée de paysans, un poste républicain qu'il passa au fil de l'épée; faisant ensuite neuf lieues dans des routes affreuses, il fondit sur un autre détachement, auquel il fit éprouver le même sort. Pendant la rigueur de l'hiver, ses marches de nuit étaient toujours de huit à dix lieues; il enlevait quelquefois, dans l'espace de vingt-quatre heures, trois postes différens placés à de grandes distances, et en se multipliant ainsi, donnait à croire aux républicains qu'ils avaient à combattre divers rassemblemens d'insurgés. La Saumonière de Moncoutaut se réunit à lui près de Névi, avec cent cinquante Poitevins ; mais peu de jours après, s'étant engagé imprudemment, il fut pris par les républicains et fusillé. Toutefois la troupe de La Rochejaquelein se grossit à vue d'œil, des Vendéens échappés aux désastres du Mans et de Savenay ; cachés d'abord dans les forêts, ils épiaient l'instant favorable pour attaquer les cantonnemens de l'ennemi.

L'ivresse du succès, en rendant les républicains plus cruels, avaient réduit au désespoir les roya-

listes échappés aux défaites et aux exécutions. Cette guerre prit alors un caractère de férocité dont l'histoire des peuples même sauvages présente peu d'exemples. Tout ce que la rage peut inventer fut mis souvent à exécution par des femmes, sur les prisonniers qui tombaient en leur pouvoir.

On commençait à redouter que les Vendéens ne reprissent leur force première. Dans plusieurs rencontres, les nouveaux rassemblemens avaient eu souvent l'avantage, particulièrement contre l'adjudant-général Desmares, que sa lâcheté conduisit à l'échafaud. Tandis que Bérard et Prodomme attaquaient le poste de Saint-Florent, d'autres insurgés se portaient sur Beaupreau et sur Montrevault. L'alarme se répandit dans tous les cantonnemens; les officiers qui les commandaient témoignèrent au général en chef Thurreau, leurs inquiétudes. Ce général connaissant l'intention du comité de salut public, d'arracher, par le fer et par le feu jusqu'aux moindres racines de l'insurrection, se hâta de mettre en action le plan funeste puisé dans les décrets de la convention nationale et dans les arrêtés du comité; il combina toutefois ses mesures militaires sur la manière audacieuse dont combattait l'ennemi et sur la nature du terrein.

Ce plan consistait à établir des camps retranchés dans les principales positions; à intercepter aux Vendéens tout secours étranger; à les priver de toute espèce de ressource en munitions de guerre et de bouche; à couper toutes les communications avec les insurgés de Bretagne, comme avec les insurgés du Marais; à désarmer toutes les paroisses voisines du foyer de l'insurrection, et à isoler les insurgés du centre du pays, en occupant fortement les principaux points de la circonférance; à enlever de l'intéricur les bestiaux, les grains et généralement tous les objets de subsistance; à détruire tout ce qui leur offrirait un asile et des ressources; à éloigner tous les habitans qui, sous prétexte de neutralité, portaient alternativement la cocarde blanche et la corcarde tricolore; à diriger contre Charette des opérations hardies; à faire parcourir la Haute-Vendée dans tous les sens, par des colonnes qui poursuivraient les insurgés sans relâche; à n'attacher aux colonnes ni artillerie, ni aucun bagages; et enfin à protéger la navigation de la Loire, depuis Angers jusqu'à Nantes, par vingt-quatre chaloupes canonnières. Ce système de guerre, embrassé dans tous ses détails et suivi avec persévérance, eût pu éteindre la Vendée; mais il demandait un dictateur. La nature du gouver-

nement révolutionnaire nuisait à son exécution. Aussi fut-elle entravée par tous ceux dont il offensait les intérêts; surtout par l'opposition des autorités locales, toujours prêtes à se déchaîner contre le pouvoir militaire. Tel est le sort des mesures générales qui n'ont qu'une énergie de circonstance. Ainsi, malgré la fermeté du général en chef, ce plan trompa son attente et celle du comité de salut public.

Maître de Noirmoutiers, sans inquiétude sur la garde des côtes, également rassuré sur tous les mouvemens que Charette pourrait entreprendre, le général Thurreau donna enfin le signal pour l'irruption des douzes colonnes, formées par quinze mille hommes d'élite, et qui devaient, dans leur marche combinée, traverser en tous sens le territoire vendéen. Le 20 janvier 1794, les officiers chargés de les conduire reçurent l'ordre dont voici la substance : « Passer tous les royalistes au fil de » la baïonnette; livrer aux flammes les villages, » métairies, bois, genêts, et généralement tout ce » qui pourra être brûlé; faire précéder chaque » colonne par quarante à cinquante pionniers ou » travailleurs, chargés d'abattre les bois et forêts » pour propager l'incendie; prendre enfin toutes » les mesures secondaires commandées par les » circonstances ».

On n'excepta de l'incendie général que les villes et les bourgs de Saint-Florent, Chollet, Bressuire, Luçon, Machecoult, Challans, Chantonnay, Saint-Vincent, Argenton et Fontenay. Cet ordre fut précédé d'un arrêté du conventionnel Laplanche, qui enjoignait aux corps administratifs de faire enlever toutes les subsistances de l'intérieur de la Vendée.

Les douze colonnes, en partant de différens points de la circonférence, devaient se réunir à Chollet, qui en était le centre, et balayer dans leur course tout le pays, évitant toutefois de s'engager avec les rassemblemens que pourraient opposer les Vendéens. Partout elles portent le fer et la flamme, immolant, sans distinction d'âge ni de sexe, tous les êtres vivans qu'elles trouvent sur leur passage. La colonne du général Grignon part d'Argenton-le-Château, traverse la Vendée de l'est à l'ouest, met le feu à la ville de Bressuire, et livre à l'incendie tout le pays jusqu'au bourg des Herbiers. Ses soldats pillent, violent, commettent toutes sortes de cruautés, massacrent les habitans et jusqu'aux enfans à la mamelle. Le général Huchet, parti de Luçon la torche à la main, détruit tout depuis Saint-Hermine jusqu'au pont la Claye. Le général Dufour dévaste le district de Montaigu, et se porte, précédé de

l'incendie, sur le bourg des Herbiers. Amey fait brûler Mortagne et ses environs. Enfin la colonne exterminatrice de Cordellier parcourt la Vendée de l'ouest à l'est : Montaigu, Clisson, le Loroux, Tiffauges, jusqu'à la forêt de Vezin, tout est brûlé, tout est détruit.

De son côté, Carrier prescrit au général Haxo d'incendier la Basse-Vendée, et d'en exterminer les habitans. Cet ordre barbare est éludé : Haxo temporise; mais déjà la presque totalité du pays est embrasée : une ceinture de feu suit la marche des douze colonnes infernales. Les villes, les bourgs, les chaumières, les subsistances, tout est dévoré. Les commissaires de la convention écrivent en ces termes aux généraux : « Plus de » prisonniers dans la Vendée; point de quartier; » nos prisons regorgent ». Rien n'est plus épargné alors, pas même les républicains qui vivaient ignorés dans quelques villages écartés, où ils n'avaient jamais pris les armes. Vainement ils demandent la vie, leur certificat de civisme à la main; ils ne sont point écoutés; on les égorge. On fusille, à Pont-Saint-Martin, près Nantes, des municipaux revêtus de leur écharpe tricolore. Les laboureurs paisibles et soumis qu'on épargne, voient leurs propriétés dévastées, livrées aux flammes : ils implorent en vain

une autorité protectrice. Le désespoir dans le cœur, ils vont répandre dans les villes voisines l'alarme et l'indignation. La Vendée n'était plus qu'un désert; on n'y voyait que des cadavres, des cendres et des ruines. Aux cris du désespoir, les généraux opposaient l'ordre qui leur prescrivait de massacrer sans miséricorde. Ce que dévorèrent les flammes en grains, en habitations, en bestiaux, a été évalué à trente millions de francs. Le quart de la population vendéenne tomba sous le fer des colonnes exterminatrices; mais cent mille hommes, femmes, vieillards et enfans, abandonnèrent leurs chaumières en feu pour se jeter dans les forêts. Alors tous les Vendéens en état de porter les armes se réunirent aux rassemblemens formés par La Rochejaquelein et par Stofflet.

Les douze colonnes incendiaires marchaient de front et en ordre de bataille, soutenues par le croisement continuel de leurs flanqueurs. Il en résulta d'abord quelques succès; mais La Rochejaquelein ayant rassemblé à Jallais mille Vendéens d'élite, passa entre deux colonnes sans les attaquer, et tomba sur Chemillé, qu'il emporta l'épée à la main.

Cet échec ne changea rien aux dispositions du général Thurreau, qui avait porté son quartier-

général à Chollet, d'où il dirigeait tous les mouvemens. Chollet étant menacé, il y laissa une forte garnison, sous les ordres du général Moulin le jeune, et se disposa à attaquer lui-même Tiffauges et Gesté. Suivant tous les rapports, il devait y trouver l'ennemi en force. En effet, Stofflet et La Rochejaquelein s'y étaient portés : c'était le rendez-vous général des Vendéens. A la tête des deux colonnes de droite réunies, le général Cordellier marcha sur Gesté ; et le général en chef Thurreau se porta sur Tiffauges, avec deux colonnes du centre. La Rochejaquelein n'y avait laissé que trois à quatre cents hommes, qui l'évacuèrent après quelques coups de fusils : les républicains n'y répondirent que par une douzaine d'obus. Cordellier trouva de la résistance aux environs de Gesté : il eut trois engagemens sérieux avec La Rochejaquelein, qu'il ne put entamer. Ce chef se replia sur la forêt de Vezin, pour s'assurer une retraite; et s'étant mis sur la défensive, fit construire, dans la forêt, des baraques où il se cantonna avec ses meilleures troupes, après avoir établi un poste sur la route de Chollet. Instruit de tous les mouvemens des républicains, il revint au même plan qu'on avait suivi pendant son absence, et se borna, pendant le reste de l'hiver, à couper les communications

de l'ennemi, à enlever ses patrouilles, ses escortes, et surtout ses munitions. Il s'empara ainsi de plusieurs convois. Dans une rencontre imprévue, il prit un adjudant-général, sur lequel il trouva l'ordre de donner des saufs-conduits aux paysans vendéens, de se saisir ensuite de tous ceux qui en seraient porteurs, et de les fusiller indistinctement. La Rochejaquelein se hâta de faire afficher cet ordre barbare dans toutes les paroisses environnantes : les paysans indignés, n'ayant plus aucune sûreté, se réunirent à lui en plus grand nombre. Se voyant bientôt en état de sortir de la forêt pour faire de nouvelles expéditions, il reparut à la tête d'un rassemblement, et menaça tour à tour les divers cantonnemens qui l'environnaient. Serré de près par le général Cordellier, il élude d'abord le combat, l'assaillit ensuite à plusieurs reprises, et obtient quelques succès. Bouillant et impétueux, il harcèle sans cesse son ennemi, qu'il tient en échec. Ce jeune guerrier, qui, après la défaite du Mans, s'était écrié : « Que ne suis-je » mort au champ d'honneur »! s'était souvent battu en capitaine expérimenté dans les combats précédens ; mais navré de la malheureuse issue de l'expédition d'Outre-Loire, il ne montrait plus que la témérité d'un soldat.

Depuis sa rentrée dans la Vendée, il semblait pressentir la chute de son parti renaissant, et ne pas vouloir lui survivre. Il dut sa perte à son audace. Le 4 mars 1794, Nouaillé, près Chollet, fut témoin de sa dernière expédition. La garnison de Chollet étant sortie pour incendier le bourg de Nouaillé, La Rochejaquelein l'attaqua au moment même où elle y mettait le feu. Entourés par les Vendéens, plusieurs soldats périrent dans les flammes; d'autres s'élancèrent à travers les rangs ennemis. La Rochejaquelein les poursuivit avec acharnement, et apercevant derrière une haie deux grenadiers qui échappaient à sa cavalerie : « Rendez les armes, » leur dit-il, je vous fais grâce »! Tous deux se jettent à genoux, comme pour l'implorer. La Rochejaquelein, qui s'avance à cheval, veut les interroger, malgré les représentations des officiers de sa suite, qu'il laisse derrière lui. L'un des deux grenadiers, qui vient d'entendre prononcer le nom du général royaliste, se dévoue, et tandis que La Rochejaquelein se penche pour recevoir son arme, il l'ajuste et tire à bout portant; la balle frappe le front de La Rochejaquelein, qui tombe et expire aussitôt. Ses officiers accourent, mais trop tard, et le vengent en massacrant son meurtrier.

Ainsi périt, de la main d'un soldat inconnu, cet illustre chef, à vingt-deux ans généralissime, et en dix mois vainqueur dans seize batailles. Si jeune, il montrait le germe de tous les talens de l'homme de guerre. Dans les conseils, il ouvrait toujours l'avis le plus sage, tout en étant trop modeste pour jamais s'en prévaloir. Au contraire, il cédait volontiers à l'opinion des chefs dont la maturité semblait annoncer plus de lumières et d'expérience. « Décidez, disait-il, et » j'exécuterai ». Mais dans les dangers, tous recouraient à lui; tous réclamaient ses ordres. N'ayant d'autre instinct que celui de la guerre, il fut étranger à la politique; et tel que nos anciens preux, il semblait appartenir aux temps héroïques de la chevalerie. Mais hors des combats, il s'abandonnait à l'enjouement et à la gaieté de son âge, ne développant son grand caractère que dans les momens décisifs. C'est alors qu'on le voyait gémir de n'avoir à commander qu'une armée de paysans indisciplinés, qu'il jugeait incapables de relever la monarchie. Sa physionomie était pleine de douceur et de noblesse; ses yeux, naturellement vifs, devenaient si ardens et si fiers au milieu des combats, que son regard semblait alors le coup d'œil de l'aigle.

A la nouvelle de sa mort, Stofflet, qui cachait dans l'ame l'ambition d'un soldat heureux, accourut à Trémentine, et s'emparant du cheval de bataille de son général, piqua des deux au milieu de la foule éplorée, en s'écriant dans son grossier langage : « Ce n'était pas grand'chose » que votre La Rochejaquelein » ! Ces paroles insultantes ont été niées et affirmées tour à tour. Ceux qui les rejettent, pensent qu'en le proférant, Stofflet se serait perdu dans l'esprit des Vendéens. Quoi qu'il en soit, il se saisit aussitôt du commandement en chef, que personne n'osa lui disputer. Le corps de La Rochejaquelein fut enseveli par quelques-uns de ses soldats, à la même place où il venait d'être frappé ; les royalistes et les républicains donnèrent des regrets à sa mémoire.

Ces derniers n'apportèrent que plus d'ardeur dans leurs opérations et dans leurs attaques, espérant trouver les Vendéens faibles et découragés. Des obstacles imprévus les arrêtèrent. Le général Thurreau, forcé de tenir son quartier-général à Nantes, se trouva trop éloigné des colonnes mobiles, dont la marche aurait exigé l'activité la plus soutenue. Déjà Stofflet, qui brûlait de signaler son commandement, se disposait à attaquer Chollet, où il avait conservé des intelligences.

Cent cinquante combats lui avaient donné l'habitude de la guerre ; et il voyait dans la prise de cette ville un grand avantage pour son parti. Le général de brigade Moulin le jeune, à qui la défense de Chollet était confiée, avait cinq mille hommes et trois pièces de canon. Instruit des projets de Stofflet, la force de la garnison le rassura.

Ce chef venait de rassembler dans la forêt de Vezin quatre mille Vendéens aguerris. Le jour et le plan d'attaque ayant été fixés, il donne à Renou le commandement de son aile droite, à La Ville-de-Beaugé et à Beaurepaire celui de l'aile gauche, et il marche en personne à la tête de la colonne du centre. Le 10 mars, ses soldats surprennent les postes républicains, fondent sur les retranchemens avec des cris effroyables, et y pénètrent de toutes parts. Au premier coup de fusil, une partie de la garnison avait pris lâchement la fuite. Le reste ne put tenir contre une pareille attaque. Le général Moulin, désespéré, fait d'inutiles efforts pour rallier ses soldats. Le général de brigade Caffin est blessé à ses côtés. Atteint bientôt lui-même de deux coups de feu, il s'efforce encore d'arrêter le désordre ; mais les tirailleurs de Stofflet, déjà maîtres de la ville, le poursuivent avec achar-

nement : il perd son sang, ses forces l'abandonnent, et son cheval s'abat dans une rue embarrassée d'un fourgon chargé de blessés. Trahi par ses propres soldats, craignant de tomber vivant entre les mains des royalistes, cet infortuné général saisit ses pistolets et se brûle la cervelle. Sa mort couvrit de honte les lâches qui l'avaient abandonné, et lui mérita les regrets et l'estime de l'armée entière.

Stofflet entra triomphant dans Chollet, si souvent baigné du sang des deux partis. Au milieu de la victoire, des femmes furieuses venaient massacrer les prisonniers. Les vaincus, poursuivis au-delà de la ville, couvraient la route de Nantes. Le général Cordellier, qui accourait des environs de Gesté avec sa division, parvint avec peine à se faire jour à travers les fuyards, pour joindre l'ennemi qui s'acharnait à leur poursuite. Bientôt l'affaire s'angagea entre ces troupes fraîches et les Vendéens, qui se croyaient sûrs de la victoire. Ils furent rompus à leur tour, et poursuivis par une charge vigoureuse de troupes légères, jusque dans les rues mêmes de Chollet. Là Stofflet parvenant enfin à les rallier, gagna les hauteurs de Nouaillé, et y resta deux jours à la vue des républicains, comme pour les braver. Ceux-ci n'osèrent sortir de leurs retranchemens.

L'invasion de Chollet et la mort tragique du général Moulin jetèrent l'alarme sur les deux rives de la Loire et dans Paris même, où tout fut exagéré. « C'est donc ainsi, disait-on, qu'il n'y a » plus de Vendée ! A quoi servent tant de com- » bats, tant de défaites, tant de victoires, puisque » la Vendée renaît de ses cendres? Sans les in- » cendies et l'égorgement, la guerre serait étouf- » fée. Ces cruautés atroces ont donné des armes » aux restes de cette population désespérée. Il » n'en faut plus douter, c'est le comité de salut » public, ce sont les généraux qui alimentent » et perpétuent cette guerre affreuse ». C'est ainsi que dans la capitale s'exhalait le méconten- tement.

Quoique le comité eût résolu de garder dé- sormais le silence sur la Vendée, Barère ne put se dispenser de parler, dans un dernier rapport, de Chollet et de la mort du général Moulin. Il imputa ce désastre aux généraux et aux agens du gouvernement, et par une contradiction choquante, il s'éleva même contre le système d'ex- termination qu'il avait fait adopter. « Le comité, » dit-il, espérait surtout que l'armée de l'Ouest, » fidèle aux maximes et aux ordres du gouverne- » ment, ne disséminerait jamais ses forces, et » s'occuperait bien plus de détruire le noyau

» des brigands qui pouvaient se reformer, que
» de sacrifier les habitations isolées, les fermes
» et les villages soumis. Cependant les forces
» républicaines ont été morcelées, des ras-
» semblemens se sont réorganisés, et la troupe
» royaliste, naguère éparse et fugitive, maintenant
» sous les ordres de Stofflet et de Charette, se
» grossit de tous les mécontens, qu'on doit à
» l'exécution barbare des décrets, dans un pays
» qu'il fallait seulement désarmer et administrer
» avec le bras nerveux d'un pouvoir militaire et
» révolutionnaire ».

Ce discours annonçait un changement de système, ou du moins des modifications tardives nécessitées par les circonstances. « Cependant,
» ajouta Barère, l'avarice des propriétaires de la
» Vendée n'a pas manqué d'exagérer, par la mal-
» veillance de leurs plaintes, les rassemblemens
» des brigands et les dommages causés par l'exé-
» cution des décrets ». Barère, après avoir payé un tribut d'éloges aux travaux des commissaires Bourbotte, Francastel et Thurreau, les fit remplacer par les conventionnels Gareau et Hentz, qui furent envoyés avec des pouvoirs illimités et de nouvelles instructions. Il proposa ensuite d'honorer la mémoire du général Moulin, et la convention décréta qu'il serait élevé à Tiffauges,

aux frais de la république, un monument simple avec l'inscription suivante : « Républicain : il se » donna la mort pour ne pas tomber vivant au » pouvoir des brigands royalistes ». Mais déjà le général Cordellier, resté maître de Chollet, avec sa division, ayant retrouvé son corps défiguré, l'y avait fait inhumer, avec pompe, au pied de l'arbre de la liberté, en présence des autorités et des soldats.

A peine le comité de salut de public eut-il fait pressentir qu'on allait changer de système à l'égard de la Vendée, que les généraux firent cesser les incendies, mais sans discontinuer les massacres. L'inconcevable activité de Stofflet semblait vouloir lasser l'acharnement des républicains. Il rassembla six à sept mille hommes, et menaça Beaupréau, où le général Cordellier venait de se porter avec sa division. A peine les avant-postes de ce dernier sont-ils attaqués, que tous les soldats, animés par son exemple, se répandent en tirailleurs, à la manière des Vendéens, et engagent une fusillade tellement nourrie, qu'elle se soutient pendant six heures. Etonné de cette nouvelle manière de combattre, Stofflet abandonne le champ de bataille et disperse sa troupe.

Il lui eût été désormais impossible de rien entreprendre d'important, si la division du gé-

néral Cordellier, l'une des plus aguerries, lui eût été constamment opposée; mais le désir de détruire Charette, détermina le général en chef à la diriger sur le Bas-Poitou. Resté maître de la campagne, Stofflet menaça de nouveau le poste de Chollet. La garnison qui venait d'être renouvelée, sous les ordres du général Huchet, n'osait sortir de ses retranchemens. La résurrection de la Vendée, la difficulté des communications, le danger de laisser des cantonnemens isolés, avait déjà forcé les républicains d'évacuer quelques postes du centre, tels que les Herbiers, Chantonnay, Laroche-sur-Yon; le général en chef sollicitait la même mesure à l'égard de Chollet.

Stofflet, que rien ne pouvait décourager, se présente de rechef aux avant-postes; il trouve la garnison renforcée par la colonne du général Grignon. Les républicains étaient en bataille sur les hauteurs; les royalistes éparpillés en demi-cercle. Ils repoussèrent d'abord les détachemens envoyés pour les combattre. Le général Grignon ordonna la charge, et ne fut point obéi. Ses soldats se débandèrent, sous prétexte que leurs cartouches étaient trop grosses pour le calibre des fusils. En vain Grignon les conjure de se servir de l'arme blanche; il est menacé par ses propres soldats. Informé du

désordre, le général Huchet arrive sur le champ de bataille avec des troupes fraîches, et arrête les fuyards. « Je suis déshonoré, s'écrie Grignon ; » je ne puis plus commander »! En même temps les soldats se pressent autour du général Huchet, en lui adressant des plaintes et des menaces. « Tiens, général, lui disent-ils, vois les car- » touches anglaises, et dis qu'on ne trahit pas »! On ne put arrêter le désordre qu'en faisant rentrer toutes les troupes dans leurs lignes.

Stofflet, averti qu'il arrivait des renforts aux républicains, suspendit l'attaque. En effet, les commissaires de la convention parurent le lendemain avec le général en chef, qui venait d'obtenir l'ordre d'abandonner Chollet. L'évacuation eut lieu en deux heures. La convention y perdit des millions en grains, fourrages, habillemens des troupes, et en objets destinés à remonter les manufactures. Tout fut livré aux flammes ou laissé aux Vendéens, qui enlevèrent sur la route la caisse de la municipalité. Dans leur marche rétrograde, les commissaires et le général en chef virent sortir d'une forêt près de Vihiers, les Vendéens qui venaient à eux pour les combattre. C'était un détachement d'environ deux mille hommes, envoyé par Stofflet. Le général Thurreau fit ses dispositions, et montra trop ses forces. Quelques

Vendéens furent tués à coups de canon; le reste se retira dans les bois, et les républicains rentrèrent à Saumur. L'évacuation de Chollet valut à Stofflet la possession de tout le pays qu'avait occupé la grande armée catholique.

Le centre de la Vendée obéissait alors à Bernard de Marigny. Echappé aux massacres de Savenay, ce chef avait erré long-temps aux environs de Nantes. Quoiqu'il y fût connu et même dénoncé, il s'y était introduit plus d'une fois, travesti en paysan breton, ainsi qu'à Savenay et à Pont-Château. Marigny allait lui-même reconnaître les cantonnemens des républicains. Il forma le projet hardi de soulever les habitans des environs de Savenay et de se mettre à leur tête. N'ayant pu réussir faute de concert, il traversa la *Loire*, et reparut dans la partie du Poitou que Lescure et La Rochejaquelein avaient eue sous leur commandement. Chéri des paysans poitevins, il devint bientôt leur général. Ainsi la Vendée se trouvait naturellement partagée entre trois chefs : le Bas-Poitou obéissait à Charette, l'Anjou à Stofflet, et le Haut-Poitou à Bernard de Marigny. Les républicains, cantonnés à Chiché, à Bressuire et à Mortagne, mettaient encore tout à feu et à sang; les Poitevins du centre, dispersés dans les bois, n'auraient pu s'y opposer. Bernard de Marigny

les rassemble ; sa vue les ranime. Il ne fait d'abord qu'intercepter les convois et les détachemens, pour se procurer des munitions ainsi que des armes. Peu disposé à se réunir à Charette ou à Stofflet, il a soin d'éviter, dans les premiers momens de la résurrection vendéenne, les forces que lui opposent les républicains. Sa parfaite connaissance du théâtre de la guerre, et l'attachement sans bornes que lui vouaient les habitans, faisaient de lui un chef redoutable; toutefois il sentit qu'il fallait se signaler par une action d'éclat.

Instruit par deux transfuges, qu'une faible garnison défendait Mortagne, Marigny forma le projet de s'en emparer. Avant de commencer l'attaque, il serra tellement la place, que pendant plusieurs semaines il fut impossible au commandant républicain de communiquer avec aucune des douze colonnes : toutes les ordonnances envoyées à la découverte étaient égorgées. Bientôt la ville se trouva étroitement bloquée, n'ayant pour la défendre que sept à huit cents soldats, de vieux remparts nouvellement réparés, et point de canons.

Vers la fin de mars, la garnison, privée de fourrages, se fait jour dans la campagne et forme un convoi. Bernard de Marigny l'intercepte, taille en pièces l'escorte, paraît tout-à-

coup avec quatre à cinq mille Vendéens, et plante le drapeau blanc à la vue des remparts. Deux autres colonnes royalistes se présentent en même temps devant les portes Nantaise et Rochellaise, pour former une fausse attaque. La générale eut bientôt rassemblé la garnison et tous les habitans en état de porter les armes. Les postes assignés à chaque corps furent occupés, et les portes murées en dedans.

Bernard de Marigny, dépourvu aussi de canons, ordonne l'escalade, et par son exemple, anime les Vendéens. Aussitôt un feu roulant de mousqueterie est dirigé sur les portes de Saint-Louis et de Poitiers. Le commandant Lenormand, chef du troisième bataillon de l'Orne, parcourt les remparts, et recommande aux républicains de ne tirer qu'à portée sûre. Les assaillans, avec des cris épouvantables, disposent tout pour donner l'assaut. Les premiers qui se présentent reçoivent la mort, et entraînent dans leur chute ceux qui les suivent. Découragé, privé d'ailleurs de moyens suffisans pour l'attaque, Bernard de Marigny renonce à l'escalade, sans interrompre néanmoins le feu, auquel les assiégés ripostent sans interruption. Avant la nuit, il ordonne la retraite, promettant une seconde attaque pour le lendemain. Les chefs de la garnison s'assem-

blent en conseil de guerre, et décident d'évacuer la ville : la plupart des habitans sortent avec la garnison, qui d'abord opère sa retraite avec ordre et sans être troublée, puis brave courageusement quelques partis ennemis, pour se replier sur Nantes.

Le jour paraissait à peine, quand Bernard de Marigny ayant rassemblé ses soldats dispersés dans les fermes, voulut livrer un second assaut. Il y marchait, lorsque Laudran-Lerovre, sortant le premier de la ville, vint à sa rencontre, lui annoncer la retraite de l'ennemi. Le général vendéen y pénétra aussitôt, sous l'habit de paysan breton qu'il avait conservé, n'étant distingué de ses soldats que par deux croix à sa boutonnière. S'emparant aussitôt des magasins, il fit couper l'arbre de la liberté, brûla le château ainsi que les portes de la ville, et ordonna de raser les fortifications. Il ne put contenir l'animosité de ses soldats, qui massacrèrent sous ses yeux deux femmes signalées par leur attachement aux républicains. Mortagne n'offrant aucune sûreté, Marigny ne l'occupa qu'un seul jour; le gros de son armée s'éparpilla dans les villages voisins. Les approvisionnemens dont on venait de s'emparer, filèrent au quartier-général de Cerisay.

Trois jours s'étaient à peine écoulés, que la

colonne du général Grignon parut et bivouaqua autour de la ville. Marigny ramenant ses troupes vers les Herbiers, Grignon, qui redoutait d'être enveloppé ou surpris, alla se cantonner à Montaigu.

La ville de Mortagne était le poste le plus important qui fût resté aux républicains dans l'intérieur de la Vendée; aussi son invasion par les royalistes devint un événement qui intéressa vivement les deux partis. La retraite de la garnison fut regardée, par les généraux et par les commissaires de la convention, comme une désertion criminelle. D'après les lois de la guerre, une place ne pouvait être abandonnée qu'après l'ouverture de la brèche. Les officiers qui avaient commandé la garnison furent destitués; et à la suite d'une séance orageuse de la société populaire de Nantes, où ils récriminèrent contre les généraux, ceux-ci les firent traduire devant une commission militaire.

Les accusés s'appuyant de l'exemple de Chollet, alléguèrent leur abandon, un blocus de quinze jours, et la perte d'un cinquième de leurs soldats, après sept heures de combats et d'assauts : puis d'accusés, devenant accusateurs : « Quels sont les » coupables, dirent-ils, ou de ceux qui ont éva» cué, sans nécessité, des postes de première

» ligne, ou de ceux qui n'ont abandonné le leur
» qu'après une défense honorable? Est-on venu à
» notre secours? Pourquoi sommes-nous dans
» les fers? Est-ce pour avoir tonné contre ceux
» qui ont enveloppé les innocens avec les cou-
» pables? contre ceux qui, par les horreurs qu'ils
» ont commises au nom de la république, n'ont
» fait que grossir le nombre de ses ennemis, en
» changeant en rebelles désespérés des hommes
» paisibles? Qui pourra laver les généraux d'avoir
» ordonné l'exécution d'un plan si infâme et si
» impolitique, comme s'ils eussent voulu favo-
» riser les vues de Charette et de Stofflet en pro-
» longeant la guerre, et en rendant impossibles
» les moyens de la terminer »? Cette justification
énergique les sauva.

Je suis entré dans ces détails, pour montrer que des prisons de Nantes partit le premier cri accusateur contre le système d'incendie et d'extermination. Déjà le comité de salut public en rejetait le blâme sur les généraux. Cependant, comme le pouvoir révolutionnaire conservait encore toute sa force, les plaintes de la garnison de Mortagne furent étouffées alors; mais elles se renouvelèrent depuis avec plus de violence. Ce changement, quoiqu'insensible, fit juger dès-lors que faute d'un plan fixe on prolongerait la guerre civile. Le

comité de salut public, trop impatient de la terminer, ne put s'arrêter à des mesures raisonnables, soit qu'il connût peu l'état des choses, soit qu'il fût entraîné au-delà du but par l'exagération des idées dominantes. On l'accusa même d'entretenir sciemment la guerre; accusation absurde en ne jugeant que l'intention, mais fondée si l'on examine les moyens à la fois impolitiques et cruels qu'on employa pour l'étouffer.

En cessant d'incendier, on cessa aussi d'égorger les femmes, les vieillards et les enfans, qu'un ordre des commissaires de la convention fit ramener sur les derrières de l'armée. « Les tribu» naux militaires distingueront les coupables, » écrivirent les proconsuls, et sur le reste la con» vention décidera ».

Soit par lassitude, soit pour revenir enfin à des principes d'humanité, la guerre perdit de sa fureur du côté des républicains. Il n'en était pas de même dans l'autre parti, qu'on avait réduit au désespoir, et qui persistait dans le droit de représailles. Les nouveaux commissaires Hentz et Gareau s'exprimèrent en ces termes sur la résurrection de la Vendée. « Il ne faut pas » s'étonner si les restes d'une armée qui fut » terrible, si des hommes qui depuis un an s'a» guerrissent parce qu'ils n'ont devant les yeux

» qu'une mort inévitable, cherchent à se dé-
» fendre avec le courage du désespoir : ils seront
» dangereux tant qu'ils n'auront pas tous péri ;
» mais il faut du temps pour les réduire : ils sont
» dans leur pays, où ils se rassemblent et se dis-
» persent à volonté, en se jetant sur nos postes
» qu'ils égorgent, et dont ils enlèvent les armes ».

Depuis l'évacuation de Chollet, tout le Haut-Anjou reconnaissait le pouvoir de Stofflet, dont la réputation égalait presque celle de Charette. La prise de Mortagne avait augmenté aussi les espérances et les prétentions de Bernard de Marigny. Quant à Charette, il fit face de tous les côtés, et parvint, avec une poignée de soldats, à échapper à vingt mille hommes, qui pendant cinq mois le poursuivirent avec acharnement. Comme cette campagne d'hiver forme son titre le plus glorieux et le plus solide à la mention de l'histoire et à l'intérêt de la postérité, je vais en réunir les traits épars en un seul tableau.

Après la déroute de Machecoult, Charette erra dans les communes de la Chambaudière, de Saint-Sulpice, du Luc, de la Couchaignière et de Saligné. A peine y trouvait-il assez de vivres pour cette poignée de braves attachés à sa fortune. Son ancien territoire n'était plus tenable ; les colonnes infernales le parcouraient alors en tous sens, le

fer et la torche à la main. Tout-à-coup il se reporte vers Saint-Fulgent, au centre de la Vendée, soit pour s'éloigner du Bas-Poitou, soit pour prendre sa revanche des derniers échecs essuyés à Machecoult et à la Chambaudière. En effet, la garnison de Saint-Fulgent fut surprise et chassée au moment même où elle relevait en pompe l'arbre de la liberté. Charette fit abattre immédiatement ce signe du républicanisme. La fatigue et les marches forcées avaient mis ses soldats hors d'état de se garder eux-mêmes : il les cantonna dans le bourg, et monta la garde en personne sur le grand chemin, au bivouac, avec un petit nombre d'hommes aussi infatigables et aussi dévoués que lui. Un détachement venu de Chantonnay, pour remplacer la garnison de Saint-Fulgent, donna dans sa garde avancée, qui, à la faveur d'une terreur panique, le poursuivit jusqu'au château de l'Oie. Il faisait un froid excessif; et malgré l'avis de Joly, Charette revint à Saint-Fulgent, où sa troupe fut surprise à son tour, et dispersée par une forte colonne venante de Montaigu. Il erra toute la nuit, accompagné de dix hommes seulement, et ne réunit que le lendemain une partie de ses forces, dans la forêt de Grala. Son armée diminuant à mesure que les paysans du Bas-Poitou s'éloignaient de

leur pays, à peine pouvait-il réunir mille à douze cents hommes. Se dérober à l'ennemi, lui cacher sa marche, tomber à l'improviste sur la queue ou le flanc de ses colonnes, telle était la tactique de Charette. Il venait d'occuper un village près le Val-de-Morière, lorsqu'il reçut l'avis qu'il allait être cerné. Indécis d'abord, il tint conseil, et se dirigea immédiatement dans la forêt de Grala, qui, par son étendue et son épaisseur, offrait un asile assuré. Là il est averti qu'une colonne ennemie, dont on avait supputé faussement la faiblesse, (c'était douze cents hommes commandés par le général Dufour), venait de passer au bourg du Brouzils, où elle avait mis le feu : il débouche de la forêt, tombe avec furie sur l'arrière-garde, qui se débande et prend la fuite. Toutefois le gros de la colonne se défendit courageusement, et un bataillon embusqué dans un taillis, fit un feu meurtrier sur les royalistes. Charette à pied, marchant aussitôt pour le débusquer, reçut une balle qui lui fracassa le bras près de l'épaule : c'était sa première blessure. Les officiers qui l'entouraient s'en aperçurent à peine, car il continuait avec sang-froid à donner des ordres. Néanmoins la blessure était si grave, qu'il ne put monter à cheval, et qu'il fallut le porter. A la vue de leur général blessé, les Vendéens, déjà dé-

concertés par la vigoureuse résistance de l'ennemi, prennent l'alarme, et rentrent dans l'épaisseur de la forêt. Vainement Joly se jette au-devant d'eux, et brûle la cervelle à un soldat qui refuse de lui obéir; il fallut céder au torrent, et la déroute devint générale. La cavalerie républicaine, qui sabrait les fuyards, ne fut arrêtée que par la difficulté de pénétrer dans la forêt. Le lendemain Charette s'enfonça dans le bois de Grammont, toujours suivi par deux colonnes de républicains, qui longèrent le bois de droite et de gauche sans apercevoir les royalistes. Il occupa furtivement le bourg de Maché, avec quinze cents hommes exténués de fatigues et de faim; mais qui n'osaient se plaindre en voyant leur général, en proie aux souffrances, partager leurs fatigues et leur détresse. Ce ne fut qu'après s'être pourvu de pain, et l'avoir fait distribuer à sa troupe, qu'il consentit à laisser appliquer le premier appareil à sa blessure. Il était absorbé, pour ainsi dire, par les soins qu'exigeait la situation critique de ses soldats. Instruit que tous les postes à deux lieues de Maché étaient occupés et gardés par les républicains, il évacua le bourg dans la nuit, passa sans être aperçu, et le lendemain se trouva devant Beaulieu à trois lieues de là: il y surprit deux cents hommes,

et prit leurs munitions de guerre, dont il était lui-même à la veille de manquer.

Le bruit venait de se répandre que Sapinaud et Gogué, de retour de l'expédition d'Outre-Loire, rassemblaient un assez grand nombre de Vendéens du centre, dans l'intention de se joindre à lui. A peine eut-il reçu la confirmation de cette nouvelle, qu'il s'avança jusqu'à Chauché pour se renforcer des soldats de Sapinaud. Il les trouva en fuite devant des forces supérieures, et le même jour, resta vainqueur dans trois engagemens successifs, contre trois colonnes ennemies qui s'étaient portées, par trois routes différentes, sur Chauché. S'attachant d'abord à la colonne du général Grignon, venue de Saint-Fulgent, et qui avait enfoncé la troupe de Sapinaud, il la mit à son tour en déroute, et lui tua près de cinq cents hommes. Grignon, ainsi défait, se replia sur Puybéliard. Les Vendéens, rentrés victorieux dans Chauché, y recevaient leurs rations, quand survint la seconde colonne, commandée par l'adjudant-général La Chaineye : elle venait des Essards, et s'avançait mettant le feu partout. Charette, à l'instant même, partage sa troupe en trois corps : l'un garde le bourg; l'autre, à quelque distance, se met en embuscade, et le troisième fait un circuit pour tourner les répu-

blicains. On les amorce, on les met entre deux feux ; et la cavalerie, qui venait de poursuivre la première colonne, les charge en flanc : toutefois ils opposent une résistance vigoureuse, se font jour l'épée à la main, mais ne peuvent effectuer leur retraite qu'en désordre, après avoir perdu presque tous leurs officiers et un grand nombre de soldats. A peine les Vendéens rentraient pour la seconde fois triomphans dans le bourg, que la troisième colonne, venant du Grand-Luc, s'y présenta à son tour. Elle se trouva prise entre deux feux ; et n'opposant qu'une faible résistance, fut presqu'aussitôt enfoncée, dispersée, poursuivie avec un grand carnage. Les soldats qui fuyaient à travers champs, furent presque tous exterminés par les paysans de cette partie de la Vendée.

Dans ces trois combats, les royalistes montrèrent trois mille hommes réunis, et les républicains cinq mille, mais séparés et sans aucun accord entr'eux : ils perdirent huit cents hommes. Une partie des dépouilles dont ils s'étaient enrichis par le pillage, rentrèrent dans les mains des Vendéens victorieux. Cette journée, dont Joly venait de partager la gloire, fut souillée par de barbares représailles, que la politique inspira à Charette : voulant cacher la faiblesse de sa troupe, il donna l'ordre de fusiller les prisonniers.

Le général en chef Thurreau, étonné de l'activité et des succès de Charette, enjoignit au général Duquesnoy de le poursuivre à outrance avec une colonne infernale. Duquesnoy fouille aussitôt le pays, court à la piste de Charette, et enfin le rencontre à une demi-lieue du pont des Noyers, près Saint-Colombin. Un ruisseau séparait les deux armées. D'abord les tirailleurs engagèrent un feu très-vif avec l'avant-garde des royalistes, qui n'attendit point, pour attaquer, que toute l'armée eût passé le ruisseau. A mesure que les bataillons républicains arrivaient, le général Duquesnoy les mettait en bataille. Le combat devint alors plus général. Charette résistait au choc des nouvelles troupes de l'ennemi, et gagnait même du terrein sur ses flancs. Le général Duquesnoy ayant réuni sept bataillons, le chef royaliste fit sortir aussitôt des vignes de Saint-Colombin toute sa réserve. Alors les républicains virent distinctement cinq drapeaux blancs et environ quatre mille hommes qui se déployaient sur trois de hauteur, sans être cependant très-alignés. L'armée royale fut repoussée trois fois; et le général républicain l'ayant fait tourner et charger par sa cavalerie, décida ainsi la victoire. Les soldats de Charette se dispersèrent en un clin d'œil, laissant près de trois cents morts sur le

champ de bataille. Au moment de la poursuite, La Roberie le jeune fut entouré par cinq ou six dragons, qui le sommèrent de se rendre : il s'attache à un seul, lui porte un coup de sabre sur la tête ; et sautant un fossé qui le sépare de ses ennemis, court rejoindre Charette sans être atteint d'aucune blessure. « Je ne puis dire de quel » côté ont fui les royalistes, écrivit le général » Duquesnoy au comité de salut public ; ils se » sont dispersés de toutes parts, et la nuit est » venue nous arrêter dans leur poursuite ». Charette, en traversant Saint-Colombin avec sa cavalerie, sauva plusieurs Vendéennes, qu'un parti de républicains allait fusiller dans le cimetière. Il rallia presque toutes ses forces dispersées, et le lendemain se porta au bourg de la *Grolle*, comme avec des troupes fraîches.

Le général en chef Thurreau, impatient de l'atteindre et de l'anéantir, appela le général Cordellier, avec sa colonne incendiaire, et rejoignit lui-même, avec une division de troupes d'élite, celle du général Duquesnoy. Il marchait avec toutes ces forces combinées, pour attaquer devant lui Charette, qu'il croyait au Grand-Luc, tandis qu'il était déjà sur ses derrières, parcourant les communes de la Limouzinière, de Dampierre et de Falleron, où un parti de républicains mettait

le feu. Charette le tailla en pièces, et défit un autre détachement dans les landes de Béjari. Mais ces avantages étaient toujours achetés par des revers, par l'extrême fatigue et par la détresse de son armée, sans cesse poursuivie. Le général en chef Thurreau, par une contre-marche rapide, avait espéré l'atteindre ; mais Charette parvint encore à lui échapper, en se réfugiant tantôt à l'Etendière, tantôt à Saligné, à la Rivière, à Saint-Sulpice, d'où il ne partait que de nuit, soit pour cacher sa marche, soit pour surprendre et battre l'ennemi, tout en échappant à sa poursuite. Au moment où les républicains le serraient de près avec deux divisions actives, un ordre du ministre de la guerre détacha cinq mille hommes pour aller reformer l'armée des Côtes de Brest, et agir contre les insurgés bretons, dont les entreprises commençaient à inspirer de l'inquiétude. Cette diversion sauva peut-être Charette. Le général en chef Thurreau laissa sur les bords de la Boulogne, pour observer ses mouvemens, le général Cordellier avec sa division, auquel il ordonna de ne point se compromettre jusqu'à l'arrivée de nouveaux renforts.

De son côté, Charette avait vu ses principales forces l'abandonner à mesure que sa position était devenue plus alarmante. Joly s'était détaché le

premier, sous prétexte de mieux éviter la poursuite des républicains; la division du centre, commandée par Prodhomme et par Sapinaud, s'était aussi éloignée, sorte de désertion exigée par les frères Gogué, pour prix de leur réconciliation avec Prodhomme. Des officiers de Charette, dont les vues étaient ambitieuses, furent même soupçonnés d'avoir fomenté la discorde : elle avait éclaté à Saint-Philibert, entre son armée et la division du centre.

Cependant il va trouver Joly au Grand-Luc, et lui inspirant le désir de venger le sang vendéen qui avait coulé à Legé, depuis l'irruption des douze colonnes, il le décide à former, de concert, un rassemblement, et à marcher de suite sur Legé, pour en chasser les *républicains*. Le rassemblement fut divisé en trois corps : l'un, sous la conduite de Charette en personne, s'avança par la route du Pont-James, afin de tourner la position; l'autre, commandé par Joly, prit le chemin de Laroche-Servière; Couëtu, qui était à la tête du troisième, suivit la route du Luc. Tous les villages environnans étaient déserts ou réduits en cendres. Les royalistes, la rage dans le cœur et altérés de vengeances, se précipitent dans Legé, sous le feu de l'artillerie républicaine : une heure suffit pour emporter tous les postes, malgré la

vigoureuse défense de la garnison. Ne pouvant plus tenir, elle se met en fuite sur la route de Nantes ; et se trouvant pressée entre deux ruisseaux que l'hiver avait changés en torrens, elle laisse huit cents morts sur le champ de bataille, et au pouvoir des royalistes, quatre pièces de canon, avec trois caissons remplis de cartouches et de gargousses.

Dans cette action sanglante, Davy-Desnorois, major de l'armée, reçut une balle dans la poitrine, qui sortit par une épaule et le laissa longtemps hors de combat. Trois frères y périrent; et ces trois frères étaient les fils de Joly, dont la dureté et la bravoure étaient passées en proverbe parmi les Vendéens. L'aîné, qui figurait du côté des républicains, s'était repenti de sa défection; mais n'ayant pu obtenir le pardon qu'il implorait, il s'était vu forcé de combattre un père inflexible, et peut-être reçut-il la mort de sa main ou de celle de ses frères. Le cadet, resté fidèle, était plein de valeur et chéri du soldat : il fut tué à côté de son père, qui l'adorait ; enfin le plus jeune périt aussi le même jour, non loin du champ de bataille, où il donna dans un parti ennemi. Le malheureux Joly, qui avait vu son fils cadet tomber à ses côtés, était devenu furieux, voulant s'arracher la vie, menaçant de tuer ceux

qui s'efforçaient de le désarmer et de le consoler. Mais quand on vint lui demander s'il voulait qu'on enterrât ses deux fils ensemble, alors il tomba sans connoissance, et faillit expirer de douleur. Revenu à lui, ses soldats amenèrent en sa présence deux jeunes tambours prisonniers, croyant assouvir sa vengeance en lui offrant de les immoler aux mânes de ses fils : « Non,
» non, dit-il, la mort de ces deux jeunes infor-
» tunés ne me rendrait pas mes fils! La fortune
» est assez vengée des faveurs que nous en avons
» reçues en ce jour, par les maux qu'elle a versés
» sur moi. Malheureux père ! c'est au milieu de
» nos exploits et de nos trophées, que descendent
» dans la même tombe deux fils qui me donnaient
» de si douces espérances, les seuls que *je me*
» fusse réservés pour les héritiers de mes opinions
» et de mes devoirs! Quoi! j'irai leur offrir en
» holocauste la vie de ces deux innocens? Non!
» leurs mânes ne réclament que nos regrets
» et nos larmes. Le sang n'a-t-il donc pas
» assez coulé ? La mort de ces deux enfans
» étrangers ne serait qu'un assassinat. Il a plu
» à nos ennemis qu'ils fussent républicains, et
» ils l'étaient ; il nous plaira qu'ils soient roya-
» listes, et ils le seront. Loin de prescrire leur
» mort, je veux qu'on respecte leurs jours et qu'on

» ait soin de leur enfance ». C'est ainsi que ce cœur d'airain, que n'avait pu toucher les larmes d'un fils plein de repentir, fut amolli par le malheur et par la pitié. Tous les autres prisonniers reçurent la mort, à l'exception d'un capitaine nommé Beaumel, qui fut reconnu et sauvé par un Vendéen de ses amis. Il suivit le parti de ses libérateurs, et devint un des officiers de Charette.

Legé, long-temps le séjour le plus tranquille pendant la guerre, n'était plus habitable depuis que les colonnes infernales l'avaient successivement incendié et dévasté. Des cadavres, rangés avec une simétrie barbare, entouraient la ville, et le dernier combat en avait encore accru le nombre : l'infection de l'air commandait impérieusement de fuir. Charette se hâta d'abandonner Legé. Son artillerie, et le butin, chargé sur vingt-quatre chariots, filèrent d'abord à la Benatte.

Il fallait, pour y arriver, traverser le ruisseau du Moulin-Guérin, dont les pluies avaient gonflé les eaux et entraîné les planches mobiles qui servaient de pont. L'armée se pressa sur ses bords, tandis que quelques arbres abattus de droite et de gauche eussent facilité le passage. Mais Charette, que sa blessure incommodait, avait pris le devant avec sa cavalerie, et aucun officier n'é-

tait capable de faire construire un pont volant. On passa de l'incertitude au désordre, et ensuite à l'effroi, par le bruit d'une fusillade qui se fit entendre au déclin du jour, du côté de Legé. Elle était dirigée contre les hussards, qui attaquaient une partie du convoi et des ambulances, à leur sortie du bourg, et qui en restèrent les maîtres. L'armée, sans chef, se dispersa dans la forêt de la Roche-Servière : très-peu de soldats arrivèrent le soir à la Benatte. Cependant Charette en réunit assez le lendemain pour surprendre, à son tour, un convoi qui prenait la route de Nantes, et pour occuper le poste de Corcoué, abandonné par un détachement qui, la veille, aurait pu exterminer les royalistes au Moulin-Guérin.

Un ennemi plus redoutable, et contre lequel il s'était déjà mesuré, fut chargé de le poursuivre de rechef et de l'anéantir : c'était le général Haxo, déjà renommé dans la Vendée par son activité, son audace et son courage.

Réduit bientôt à courir de forêts en forêts, pour se dérober aux poursuites de cet ennemi infatigable, Charette ne perdait ni de sa constance, ni de son audace : sa troupe n'était cependant plus composée que de malades, de blessés et d'hommes épuisés par les fatigues et les privations. Mais lui, toujours froid dans le danger, savait le braver, et

ne s'occupait, pour réparer plus sûrement ses défaites, qu'à donner de la consistance à ce petit nombre d'hommes dévoués à sa fortune. Ce fut dans sa plus grande détresse qu'il organisa, à la Sauvagère, près Bouaine, un corps de chasseurs. Le commandement de la première compagnie fut donné à Bodereau; celui de la seconde à le Moelle: Bodereau eut le premier drapeau de l'armée. Un trop long séjour à la Sauvagère pensa devenir fatal à Charette. Lorsqu'il voulut en sortir, le bourg était presqu'entièrement cerné par les républicains. Mais il sut payer d'audace, retrancha derrière les haies ses soldats d'élite, et fit des démonstrations telles que le général Haxo, croyant d'abord qu'il acceptait le combat, se mit en ordre de bataille. Pendant ces préparatifs, Charette faisait filer ses convois et le gros de ses troupes par le pont de Montbert, que l'ennemi avait négligé de garder ou de faire sauter. Quand Haxo donna le signal de l'attaque, il n'y avait plus devant lui qu'une poignée d'hommes, qui prirent brusquement la fuite, après avoir échangé quelques coups de fusils. Cette arrière-garde rejoignit le corps d'armée, qui, au-delà du pont, s'était rangé en bataille, et qui se mit en marche en longeant le Lognon. Haxo s'imagine alors que Charette veut repasser la rivière, et suit l'autre rive par les hau-

teurs; mais Charette s'enfonce dans les landes d'Aigrefeuille, n'ayant plus à combattre, dans sa retraite, qu'une seule colonne envoyée à sa poursuite. Serré de trop près, il met pied à terre, et s'écrie : « A moi, les braves »! Faisant alors volte-face, il étend ses ailes, et force l'ennemi à la retraite.

Il parvient ainsi, après une longue marche, à Saint-André-Treize-Voix, vers six heures du soir : il en sort à minuit, et se porte d'abord sur Saint-Sulpice, puis vers les landes de Béjari, où il trouve et disperse une colonne sortie de Montaigu. Voulant toujours éviter Haxo, qui le poursuivait avec des forces bien supérieures aux siennes, il revint sur ses pas, et se dirigea sur la Vivantière, où il attendit Guérin, qui venait à son secours avec les restes de la division du pays de Retz. Comme cette jonction ne fut déterminée que par les événemens survenus dans le pays de Retz, je vais les retracer ici, où ils seront d'autant moins déplacés, qu'ils se rattachent à mon sujet principal.

L'insurrection du pays de Retz, distincte de celle du Bas-Poitou par la différence des chefs et des localités, lui donnait et en recevait un appui nécessaire au succès d'une cause qui leur était commune.

La Cathelinière, qui en était l'ame, n'ayant pu joindre Charette à Machecoult, était d'avis de tout suspendre jusqu'au printemps, espérant qu'alors les troupes républicaines reflueraient aux frontières. Mais la plupart de ses officiers, ceux surtout qui revenaient d'Outre-Loire, regardaient ce parti comme une lâcheté; ils voulaient suivre l'exemple de Charette, qui soutenait une campagne d'hiver contre des forces dix fois plus nombreuses que les siennes. La Cathelinière, entraîné, reparut en armes, avec ses paysans, dont il n'avait jamais pu réunir plus de deux mille. Accablé bientôt par les nombreuses garnisons du Port-Saint-Père, de Machecoult, de Bourgneuf, de Paimbœuf et de Sainte-Pazanne, il se réfugia dans la forêt de Princé, où sept fois il fut attaqué sans aucun succès décisif.

Une colonne de mille républicains, commandée par l'adjudant-général Boussard, étant sortie de Bourgneuf, s'arrêta et fit halte dans l'allée du château de Vue, à l'entrée de la forêt. Le commandant et un officier pénètrent seuls dans le château. A l'aspect de cette antique et sombre forêt, les soldats, qui se rappellent tous les dangers précédens, éprouvent un saisissement involontaire; ils s'étendent de droite et de gauche, mais lentement et sans éclaireurs. A peine touchent-ils

à la porte du château, que le sifflement d'une vive fusillade surprend les plus avancés; la plupart tombent sous la grêle de balles que faisaient pleuvoir les soldats de La Cathelinière, embusqués. Au lieu de fuir, les républicains, à la voix du chef de bataillon Mengaud, du 39.e régiment, se rallièrent en face de l'ennemi, qui étendit ses ailes et se précipita en tirailleurs pour les envelopper. On se fusilla long-temps: le brave Mengaud tomba frappé d'un coup mortel. La cavalerie de La Cathelinière profitant du désordre, chargea le bataillon de la Somme. Les républicains, privés de leurs chefs, se réfugiaient vers Bourgneuf, lorsqu'une colonne qui arrivait à leur secours, les rallia. Ils marchèrent tous réunis sur les royalistes, qui, à leur tour, furent repoussés jusqu'à Vue, d'où ils regagnèrent la forêt..

La Cathelinière était éloigné de l'ennemi, lorsque des traîtres le blessèrent dangereusement de deux balles dans le bas-ventre. « Je sais qui m'a » porté le coup », s'écria-t-il, soupçonnant un officier de son armée. Il se traîna dans une ferme voisine. Le lendemain, au point du jour, les républicains fouillèrent la forêt, mais inutilement. Une soixantaine de Vendéens ayant été aperçus dans des marécages, furent passés à la baïonnette. Après l'expédition, les colonnes gagnèrent leurs

cantonnemens respectifs. Deux soldats, Saubois et Fabre, s'écartent de la route pour marauder, et pénètrent dans une ferme de la paroisse de Frossai, appartenante à La Cathelinière. Saubois veut saisir une poule qui lui échappe et se réfugie sous un pressoir : il cherche alors à la faire sortir avec la pointe de sa baïonnette ; mais le fer trouve de la résistance, et un homme s'élance tout-à-coup. « Ne me faites pas de mal, dit-il ». Cet homme était sous des habits de paysan, et blessé de deux coups de feu ; il refuse d'abord de dire son nom. Menacé d'un coup de fusil par Saubois, il s'écrie : « Je suis La Cathelinière ;
» sauve-moi, et ta fortune est faite : tout mon
» argent et mes effets les plus précieux, cachés
» dans la forêt, te seront livrés à l'instant ». Saubois refuse tout, saisit et amène son prisonnier. Au nom de La Cathelinière, les soldats arrivent en foule ; chacun veut voir ce chef qui s'est rendu si redoutable, qui a tant immolé de républicains aux portes de Nantes. A l'aspect de cet ennemi, la plupart veulent le tuer, les uns à coups de fusils, d'autres à coups de sabres ; mais d'autres s'y opposent et le conduisent au commandant de la colonne. Traduit à Nantes devant les généraux et les commissaires de la convention, accusé par eux d'avoir fanatisé le peuple et versé le sang au

nom de la religion et de la royauté, La Cathelinière répond : « Ne méritez-vous pas le même » reproche, vous qui fanatisez le peuple au nom » de la liberté, qui n'est qu'une chimère » ? Il fut traduit devant une commission militaire, et condamné à mort. Saubois, qui l'avait arrêté, après avoir refusé de l'argent et un grade, le promena fièrement sur un cheval dans toute la ville, pour qu'on ne pût douter de l'importance de sa capture. La Cathelinière manqua de fermeté dans ses derniers momens : il demanda un sursis de trois jours, pour ramener à la soumission, par une adresse, les habitans des campagnes qu'il avait soulevés. On le lui refusa, et il fut de suite conduit au supplice.

Ce chef ne fit rien de remarquable ; mais il se maintint dans le pays de Retz, malgré les forces supérieures et les attaques répétées des républicains. Il avait dans les manières cette rudesse qui semble nécessaire pour commander à des paysans. Il était brave d'ailleurs, mais cruel, faisant rarement grâce aux prisonniers. Les Nantais se flattèrent vainement que sa mort ferait rentrer les royalistes du pays de Retz dans le devoir : Guérin, autre chef plus dévoué à Charette, sut bientôt les rallier.

Cependant les troupes républicaines sorties de

Paimbœuf, de Montaigu et de Legé, couvraient tout le pays de Retz ; et il ne restait plus à Guérin, pour conjurer l'orage, que de se joindre à Charette dans la Basse-Vendée. Cette jonction était tout aussi ardemment désirée par Charette, qui n'avait plus sous ses drapeaux qu'une poignée de soldats des divisions de Legé, de Viellevigne et des chasseurs de Savin. On était aux premiers jours de mars, et le général Haxo, instruit par ses espions que Charette venait de s'arrêter à la Vivantière, marchait de nuit pour le surprendre par des routes détournées. En passant dans un hameau, il enlève un paysan qui n'avait pu fuir, et le menace de la mort s'il ne lui sert de guide. Le paysan obéit ; mais arrivé dans un défilé, il s'évade, et au point du jour vient prévenir Charette qu'il va être attaqué. Ce chef faisait faire à ses soldats, sous les armes, une distribution de vivres, afin de se remettre en marche. Il prend aussitôt la résolution de se défendre, soupçonnant l'ennemi à peu de distance. En effet, Haxo, à la tête de quatre cents hommes d'avant-garde, arrivait au pas redoublé pour commencer l'attaque, sans donner le temps à Charette de s'y préparer. Les Vendéens, étonnés d'une agression si brusque, parlaient déjà de prendre la fuite, quand Guérin, arrivant d'un autre côté,

parut avec les renforts du pays de Retz. Jamais secours ne survint plus à propos; Haxo aurait accablé Charette. « Brave Guérin, s'écrie ce dernier, ta » troupe est fraîche, marche à l'ennemi; je te suis » et te réponds de la victoire ». Guérin, à l'instant même, fond sur l'avant-garde des républicains. Un tirailleur, le genou en terre, l'ajuste à quinze pas. « Tu me manqueras, lui crie Gué» rin ». Le coup part, mal ajusté, et le républicain tombe aux pieds du chef royaliste. Ses soldats, transportés d'admiration, et entraînés par son exemple, enfoncent les deux premiers bataillons qui venaient de s'engager, tandis qu'une soixantaine de chasseurs vendéens, embusqués dans un bois, font un feu de file roulant sur une autre colonne d'attaque qui s'avançait dans une direction latérale : c'était le corps de bataille d'Haxo. Guérin tourne autour de ses flancs, tandis que Charette le pousse devant lui, et le contraint de se replier dans les landes. Là, écoutant la voix de leur général, tantôt les républicains prennent position, tantôt ils se forment en bataillons carrés hérissés de baïonnettes. Mais rien ne peut bientôt plus arrêter leur mouvement rétrograde : un bataillon ayant été rompu, leur retraite dégénéra en déroute jusqu'auprès de Legé. Là seulement on cessa de tuer les fuyards, qui

jonchèrent de leurs morts une route de deux lieues. Charette, contre l'avis de Guérin qui voulait attaquer Legé, ordonna de marcher sur Pont-de-Vie. Le surlendemain, se dirigeant au sud, il fit attaquer la Roche-sur-Yon. Guérin, avec l'avant-garde, enfonçait déjà les premiers postes, quand l'armée prenant une fausse position, tira sur ses propres soldats. Guérin ne pouvant se mettre à couvert que par un mouvement de retraite, le désordre se propagea et devint le signal de la déroute. Les royalistes se retirant d'un côté, et les républicains de l'autre, la ville restait déserte, quand ces derniers enfin s'aperçurent de la confusion qui régnait dans l'armée de Charette : ils marchèrent sur elle et se mirent à sa poursuite. Dans sa retraite précipitée, que la nuit favorisait, mais rendait plus confuse, l'armée royale se divisa. Charette prit la route de Venanceau, et se replia ensuite sur Maché, avec la plupart de ses officiers et environ huit cents hommes. Mais tous ceux qui suivirent Dugua de Montbert, sur la route de Saint-Denis-la-Chevasse, ne cessèrent d'être harcelés jusqu'à Saint-Sulpice par l'infatigable Haxo, qui revenait toujours à la charge. Les malheureux blessés vendéens, qu'on transportait dans des chariots, furent sabrés par les hussards.

Charette avait couru personnellement des

dangers, et il ne lui restait qu'une poignée de soldats; car, au mépris de ses ordres, Dugua venait de licencier le rassemblement qui l'attendait à Saint-Sulpice. Trop faible pour tenir la campagne, il ne put rallier qu'au village d'Izerau, après quinze jours d'attente, quelques centaines de Vendéens décidés à ne plus abandonner leur chef: il fut joint aussi par Joly. Haxo, toujours à sa poursuite, le rencontre enfin au bourg de Lejon: il lui offre le combat, que Charette évite en s'enfonçant tantôt dans le bois de Lozelière, tantôt dans les forêts de Touvois et de Grand-Lande. Haxo le harcèle, le presse vainement; il perd même sa trace. « Ce n'est pas une chose » aisée, mande ce général, de trouver Charette; » encore moins de le combattre. Il est aujourd'hui » à la tête de dix mille hommes, et le lendemain » il erre avec une vingtaine de soldats; vous le » croyez en face de vous, et il est derrière vos » colonnes; il menace tel poste, dont il est » bientôt à dix lieues. Habile à éluder le com- » bat, il ne cherche qu'à vous surprendre pour » égorger vos patrouilles, vos éclaireurs et en- » lever vos convois. Je le poursuis sans relâche: » il périra de ma main, ou je tomberai sous ses » coups ».

Telle était l'ardeur de ce général; il s'attachait

aux pas de Charette, le suivait à la piste sans lui laisser un instant de repos. Toujours à la tête de sa colonne, ni la rigueur des saisons, ni les marches forcées, ni les privations de tous genres ne le découragent. Le printemps allait renaître, et il voulait terminer cette lutte acharnée avant que les troupes qui inondaient la Vendée ne fussent rappelées aux frontières. Il ne restait plus en effet, à Charette et à ses soldats, d'autre espoir d'échapper aux nombreuses colonnes républicaines. Pressé par le temps, pressé par ses instructions, aiguillonné par son propre courage, Haxo ne s'attache plus aux ruses de guerre ordinaires. Avec des troupes toujours fraîches, tirées à propos de leurs cantonnemens et abondamment pourvues, il poursuit, en droite ligne et sans relâche, la troupe de Charette, qui est dénuée de tout; il la réduit au dernier état d'épuisement, n'osant de jour faire cuire du pain, pour n'être pas décelée par la fumée des fours, et abandonnant par fois celui qu'elle faisait cuire la nuit, au moment d'être surprise par un adversaire infatigable. Entouré d'ennemis et n'y échappant qu'en fugitif: « Plutôt mourir que de fuir sans cesse, dit » enfin Charette à ses officiers; montrons ce que » peuvent encore les valeureux défenseurs de la » monarchie, et que l'ennemi, à sa première

» apparition, apprenne que la Vendée existe en-
» core ». Il dit, et sa généreuse résolution passe
dans l'ame de ses soldats.

Instruit que Charette a occupé Chauché avec toutes ses forces, Haxo va l'y chercher et ne le trouve plus. Ce chef avoit suivi la route de Beaulieu et de Venanceau, et il entrait dans le bourg des Clouzeaux, pour de là marcher à l'attaque de la Roche-sur-Yon. Quelques-uns de ses tirailleurs ayant été surpris par les éclaireurs républicains, Haxo alors presse sa marche, se met à la tête de six cents grenadiers qui formaient son avant-garde, et commande douze tirailleurs par compagnie pour se porter sur les ailes. Déjà sa cavalerie escarmouchant avec celle des royalistes, et la chargeant avec plus de vigueur, venait de la pousser jusqu'à l'entrée du bourg, au moment même ou l'infanterie de Charette prenait ses logemens. On lui annonce l'ennemi : « Camarades, dit-il à ses soldats, nous
» fuyons depuis trop long-temps, il faut aujour-
» d'hui vaincre ou mourir ». On court aux armes, et les Vendéens, sortant du bourg, sont partagés en quatre divisions à cent pas d'intervalle. Charette garde la droite, donne la gauche à Joly, à Guérin le centre, à Le Moelle et à Bodereau la réserve, et s'emparant des hauteurs, assure sa retraite.

Haxo, emporté par le désir de se mesurer avec un ennemi qu'il n'avait encore pu joindre, ne s'inquiéta ni de sa force, ni de l'avantage de sa position. Tandis que ses tirailleurs s'éparpillent, ses grenadiers, formant la tête de la colonne et partageant son impatience, se jettent dans l'enfoncement du terrein qui les séparaient des royalistes. La mêlée commença dans un champ de genêts, entre les chasseurs de Charette et les grenadiers d'avant-garde. Là une fureur aveugle transportant les deux partis, on se battait à la baïonnette et au sabre; on se saisissait corps à corps pour se déchirer, se poignarder. L'avantage restait incertain, lorsque Joly, à la tête de sa division, vint soutenir les chasseurs en se précipitant sur le flanc de la colonne d'Haxo, que Charette fit aussi attaquer par sa cavalerie. Les dragons, culbutés, jettent le désordre dans l'infanterie, qui les suit, et les Vendéens s'animent en voyant fléchir les républicains. Haxo accourt où est le danger, trouve sa ligne rompue et ses grenadiers en fuite; il en rallie une partie et les remet en bataille : puis, en ayant embusqué une centaine dans un taillis, il commande le feu sur la troupe de Charette, qui avait pris l'offensive, et dont l'arrière-garde, armée seulement de piques, lâche pied à la première décharge. Le désordre se communiquait déjà

au centre même de la colonne, qui commençait à être ébranlée. Haxo s'en aperçoit, fait battre le pas de charge, et crie à ceux de ses soldats qui abandonnaient les rangs : « Lâches, ou fuyez-» vous? ne voyez-vous pas que Charette est » battu »! Plusieurs fois il les remet en bataille ; mais toujours enfoncé par Joly, il ne peut ni se faire obéir, ni reformer sa ligne. Charette, plus heureux, ralliant lui-même les siens et revenant à la charge, pousse la colonne qui lui est opposée jusqu'au chemin de la Roche-sur-Yon, tandis que Joly chasse Haxo en personne sur la route de Dompiere. A l'instant même Charette détache une partie de sa cavalerie à travers champs, pour couper la retraite au général ennemi. Le premier au combat et le dernier à l'arrière-garde, Haxo, se voyant serré de près, se disposait à franchir un fossé qui l'eût peut-être mis à couvert, lorsqu'une balle lui traversa la cuisse et abattit son cheval. Abandonné des siens, il ordonne à son aide-de-camp de pourvoir au salut de l'armée ; puis s'adossant contre un chêne à cause de sa blessure, et mettant le sabre à la main : « Je ne me bats plus en général, » dit-il, mais en soldat »! et il semble braver à lui seul l'armée royale. Le premier cavalier qui s'avance lui crie de remettre ses armes, et en reçoit

pour réponse un grand coup d'espadon. Un second cavalier, nommé Domès, s'approche à son tour; Haxo lui voyant un casque, le prend pour un de ses dragons : « A moi, camarade » ! s'écrie-t-il. Le Vendéen lui porte un coup de sabre; Haxo le pare et fait sauter l'arme des mains de son ennemi. Entouré bientôt par cinq cavaliers, mais refusant toujours de se rendre et mettant hors de combat ceux qui osent se mesurer avec lui, nul ne veut plus l'approcher. Alors le nommé Arnauld, de la division de Viellevigne, met pied à terre et recharge son mousqueton en présence du général, dont il redoute encore l'attitude menaçante. « Ah, scélérat! s'écrie Haxo, est-il » possible que je périsse ainsi de la main d'un » lâche! approche, si tu l'oses »! et il veut se traîner pour le combattre : Arnauld le met en joue et le perce de trois balles. Quoiqu'étendu, Haxo, en expirant, se défend encore, et blesse un soldat royaliste à la main, d'un coup de pistolet : à l'instant même on le dépouille. Sa stature colossale et sa mine guerrière semblaient encore, après sa mort, défier ses ennemis. Ses soldats, dont il était le père, gémirent de l'avoir abandonné si lâchement.

Haxo, né en Alsace, avait le génie de la guerre. Son sang-froid, à la bataille de Chollet, et la pré-

cisi[illegible] ses manœuvres, ramenèrent la victoire, prête à échapper aux républicains. Il reprit ensuite Noirmoutiers, poursuivit Charette avec une ardeur incroyable, dans un pays où une campagne d'hiver semblait impossible, et ne fut pas toujours secondé. Haxo, déplorant la guerre d'extermination, lutta contre les cruautés dont le gouvernement révolutionnaire lui faisait un devoir; sa modération, car il en montra au milieu même des massacres et de l'incendie, lui fit des prosélites dans un pays où, avant qu'il parût, chaque buisson cachait un royaliste : c'est ce qui avait fait dire à Charette que, même sans armes, il était pour lui l'ennemi le plus à craindre. En apprenant sa mort, il demanda pourquoi on ne l'avait pas pris vivant. « C'est, lui dit-on, qu'il n'a jamais voulu se » rendre. — Ah! reprit Charette, en laissant aper» cevoir des marques de la plus vive émotion, » c'est dommage d'avoir tué un si brave homme ». Arnauld se cacha pour éviter sa colère.

Immédiatement après le combat, Charette s'était porté à la Bésilière, où Joly, au retour de la poursuite des républicains, vint le joindre après avoir couronné sa victoire, en chassant de rechef une colonne ennemie qui était rentrée aux Clouzeaux. Une vive querelle s'éleva entre lui et La Roberie, au sujet du cheval de bataille d'Haxo,

qu'ils réclamaient tous deux comme le prix de la valeur. Joly le revendiquait surtout comme ayant le plus contribué au succès de la journée, et La Roberie sur le seul motif que le général républicain avait été tué par ses cavaliers. Pour terminer le différent, Charette décida que le cheval serait vendu ; moyen détourné d'en assurer la possession à La Roberie, qui l'acheta de ses propres soldats. « J'en avais déjà payé le prix, s'écria » Joly mécontent, par vingt républicains que » j'ai tué moi-même dans le combat » ! et il se retira dans son cantonnement du Poiré, plus aigri que jamais contre Charette.

Le combat des Clouzeaux fut décisif par l'effet moral qu'il produisit sur les deux partis : les républicains, consternés de leur défaite et de la mort de leur général, passèrent d'un système d'opérations actives à la stupeur et à l'inaction. Les Vendéens, fiers de leurs succès, dont on ne pouvait contester la réalité, s'imaginèrent n'avoir presque plus d'ennemis sur les bras. Enfin ce combat glorieux, livré le 9 mars, fut comme la clôture de cette campagne d'hiver, où Charette, sortant du rôle borné d'un simple partisan, s'éleva au niveau des vrais capitaines.

En effet, poursuivi dans la saison la plus rude, par une armée nombreuse divisée en plusieurs

colonnes d'attaque; dépourvu de vivres et de munitions; toujours harcelé, souvent cerné, quelquefois même sans issue, il n'eut de repos ni jour ni nuit, marchant à pied dans les chemins les plus rudes, dans la neige ou dans la fange; mal vêtu, couchant en plein air, ne soutenant ses soldats que par son exemple, et réduit à manger des racines qu'on arrachait dans les champs, et que presque jamais on n'avait le temps de faire cuire. Toujours calme et le front serein, il battait les détachemens qui s'écartaient de leurs colonnes, tombait à l'improviste sur ceux qui se croyaient moins exposés, au moment même où il ne faisait qu'errer avec les débris d'une armée réduite à huit ou neuf cents hommes; par des marches et des contre-marches rapides dans un pays couvert de bois, de ravins, de défilés, coupés de ruisseaux profonds, que les pluies changeaient en torrens, il trompait l'habileté des généraux que lui opposait la convention. S'il était un jour sans espoir d'échapper, le lendemain on le voyait à plusieurs lieues de l'ennemi; trouvant toujours, dans les ressources de son génie, les moyens de résister à des forces qui semblaient à chaque instant devoir l'écraser. Enfin il couronna cette campagne en remportant une victoire décisive sur le seul adversaire digne de le combattre, et

qui, de sa propre volonté, avait transformé cette lutte sanglante en un combat personnel et à mort qui lui coûta la vie. Mais comme l'énergie et la fortune ont réellement des bornes que le pouvoir humain ne peut franchir, tout dégénéra dans la Vendée, après cette brillante époque.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

N.° Ier.

Proclamation au nom de sa majesté très-chrétienne Louis XVII, roi de France et de Navarre, du général en chef et des commandans aux armées catholiques, à tous les bons Français, salut.

Français catholiques et fidèles au Roi, vos amis, vos parens, vos libérateurs vous appellent; il vous tendent les bras. Les soi-disant patriotes ont juré de vous arracher tous des bras de vos femmes et de vos enfans, pour vous faire marcher contre des hommes qui ne combattent que pour assurer votre bonheur. Au lieu de cette paix profonde, au lieu de ce bonheur si durable qu'ils vous avaient promis, ils n'ont apporté jusqu'ici chez vous que la désolation et la mort. Ils vont vous forcer, le sabre sur la tête et le pistolet sous la gorge, à soutenir une cause barbare et impie, à maintenir des lois de sang que vous abhorrez; et nous vous disons, au nom de notre bon Roi, qui va sous peu de jours remonter sur le trône de ses pères, d'où il se prépare à vous combler de bienfaits et de faveurs, si vous vous déclarez pour lui : Venez, nos amis, vous joindre à nous, sous les drapeaux de notre sainte religion; venez : nous avons tous juré de vaincre ou de périr pour notre Dieu, pour notre roi. Le terme de nos travaux est proche; les puissances généreuses qui combattent pour le rétablissement de l'ordre et de la monarchie française, sont aux portes de Paris : mais nous voulons vous associer à notre

gloire et aux récompenses qui attendent les courageux défenseurs de la religion et du Roi. Ainsi, que tous les habitans qui sont en état de porter les armes, viennent avec des fusils, des piques, des fourches et toutes autres armes de guerre qu'ils pourront se procurer, pour être prêts à marcher avec nous où il leur sera commandé.

Ceux qui se réuniront avec nous seront exempts, conformément aux intentions de Sa Majesté, du paiement des impositions, jusqu'à l'entier rétablissement de l'ordre et de la monarchie, et susceptibles, ainsi que leurs femmes et leurs enfans, des généreux secours réservés aux braves défenseurs du trône et de l'autel; et ceux, au contraire, qui refuseraient de marcher sous nos drapeaux, ou qui, par leurs menaces ou leurs insinuations perfides, chercheraient à détourner leurs compagnons d'armes de leurs devoirs, seront de suite assujettis aux paiemens de leurs impositions, regardés comme complices des crimes de la soi-disant convention nationale de France, et traités comme tels, en juste représaille des horribles traitemens exercés jusqu'ici envers les vrais amis de la religion et du Roi, plongés dans les cachots ou égorgés dans leurs foyers, ainsi qu'envers nos prisonniers indignement massacrés par nos ennemis.

Fait en quartier-général, à Châtillon-sur-Sèvre, ce 24 août 1793, l'an premier du règne de Louis XVII.

Signé D'ELBÉE, *généralissime*; DE DONNISSAN, *gouverneur des pays conquis*; prince DE TALMONT; chevalier DES ESSARTS; DE LESCURE; DE LAROCHE-JAQUELEIN; DE BEAUVOLLIER l'aîné; DUHOUX-DE-HAUTERIVE; DE LA VILLE-DE-BEAUGÉ; STOFFLET; chevalier DE BEAUVOLLIER.

Par MM. du conseil de guerre,

DU RIS-DE-BEAUVAIS, *secrétaire*.

Proclamation du conseil supérieur.

Le conseil supérieur d'administration, considérant que la signature des assignats de 25 liv. et au-dessous, marqués au coin de la république, devient de plus en plus difficile et pressante, par la multiplicité des demandes de ce genre et l'affluence des porteurs desdits assignats au bureau;

Ne pouvant néanmoins, pour des raisons d'utilité publique, proroger au-delà du 2 septembre prochain, le terme fixé pour la signature desdits assignats;

Ouï sur ce les représentations de MM. Thomas et Barré, ensemble les conclusions de M. Baudi, faisant pour absence du procureur-général;

A arrêté et arrête que les assignats de la valeur de vingt-cinq sols, seraient à l'avenir, et depuis le n.° 1,000, inscrits sur le registre, signés et admis pour valoir, au nom du Roi, par MM. Duplessis, de la Roche-sur-Yon, officier du conseil supérieur, ou Redon-de-Puijourdain, et Mérand, secrétaire.

Le conseil supérieur avertit en outre les habitans des pays conquis, que, par assignats marqués au coin de la république, il n'entend que ceux qui ne portent pas empreinte de l'effigie du Roi, et qu'en conséquence on ne doit point soumettre à la signature ceux qui, quoique datés de l'an premier de la république, conservent néanmoins l'effigie royale.

Fait en conseil supérieur, à Châtillon-sur-Sèvre, le 20 août 1793, l'an premier du règne de Louis XVII.

GABRIEL, *évêque d'Agra.*

Par le conseil supérieur,

P. JAGAULT, *secrétaire-général.*

A Châtillon, le 2 août 1793, l'an premier
du règne de Louis XVII.

Messieurs, je vous fais passer plusieurs exemplaires des travaux du conseil supérieur. Je vous prie de faire lire, publier et afficher, partout où besoin sera, nos bulletins et nos réglemens, afin qu'on n'en prenne cause d'ignorance pour se refuser à l'exécution de nos ordres. Vous veillerez scrupuleusement à ce que personne n'arrache ni ne déchire les affiches. Vous me rendrez compte de ceux qui se permettront ce genre de délit, pour que je puisse vous mettre à même de les punir sévèrement.

Je suis très-parfaitement, Messieurs,

Votre affectionné serviteur,

CARRIÈRE, *procureur-général.*

N.° II.

Extrait d'un arrêté du maire de Saint-Florent, du 20 *avril* 1816.

Le maire, au nom de la commune, accepte l'abandon que lui fait le sieur Wilb, des terreins ci-dessus désignés, pour en faire deux rues. Il nomme la première de ces deux rues, *rue de Bourbon*: en lui donnant ce nom, c'est prévenir les intentions du cessionnaire, et rendre un hommage public de son dévouement et de son respectueux attachement au Roi et à son auguste famille.

Il nomme la seconde rue, *rue de Bonchamps*: en lui

donnant ce nom, c'est donner une preuve publique et éternelle de la vénération des habitans de cette commune pour la mémoire chérie de M. de Bonchamps, l'un des premiers généraux de la Vendée, qui, en expirant de ses blessures pour la cause de son Dieu et de son Roi, accorde, le 18 octobre 1793, *sur ce lieu-là même*, la grâce de cinq mille prisonniers et leur liberté.

Signé Gazeau, maire de Saint-Florent-le-Viel.

Extrait du moniteur du 24 octobre 1793.

« La perte de Bonchamps vaut une victoire pour nous : » de tous les chefs des brigands, il était celui en qui ils » avaient le plus de confiance, qu'ils aimaient davantage, » et qu'ils suivaient le plus volontiers ».

Eloge funèbre du marquis de Bonchamps, général vendéen, prononcée sur sa tombe, le 18 octobre 1817, jour anniversaire de sa mort (*).

Alors que l'on vit éclater une révolution funeste qui menaçait de dissoudre l'ordre social ; que, par un épouvantable renversement des idées religieuses et morales, le crime fut transformé en vertu et l'honneur en chimère ; alors que l'homme juste allait chercher aux terres étrangères l'asile qu'il ne trouvait plus sur sa terre natale ; que le Dieu de nos pères était blasphémé ; que les rois de

(*) Les restes de M. de Bonchamps ont été retrouvés dans le cimetière de Varades : on les a déposés à la chapelle de Saint-Florent, sépulture de ses ancêtres, jusqu'à ce que le monument que lui élèvent les Vendéens soit prêt à les recevoir.

nos aïeux étaient méconnus, repoussés, l'on vit, au sein de la France, un pays qui, fidèle à son Dieu, à son Roi, sut, par sa piété et sa vaillance, marquer sa place aux plus nobles pages de l'histoire. La croix sur sa poitrine, l'habitant de la Vendée ne consulta ni ses ressources, ni les dangers de sa position : son Dieu était outragé, son Roi persécuté; il prit les armes, et tout ce que l'univers avait encore de vertu applaudit au courageux dévouement des fils de la religion et de l'honneur. Rien ne put ébranler leur pieuse constance. En vain furent-ils entourés d'innombrables ennemis; en vain virent-ils errer leurs familles autour de leurs chaumières en cendres; en vain tombaient à la fois autour d'eux, et leurs pères, et leur postérité : inébranlables au milieu de la dévastation et de la mort, impassibles comme la vertu, dont ils tiraient leur force, ils offrirent au monde étonné le mémorable exemple d'une population toute entière sans reproche. Terre sacrée, dépositaire de la cendre des héros ! Toi, qu'on ne peut fouler sans respect et sans admiration, enorgueillis-toi de ta destinée ! Ton peuple est grand parmi les peuples, et les âges succéderont aux âges, le monde s'ébranlera sur ses antiques fondemens, avant que le nom de Vendée soit oublié par les enfans des hommes !....

Compagnons fidèles du guerrier dont nous vénérons aujourd'hui la mémoire, laissez aux ames vulgaires les regrets et les pleurs : animés par de plus hauts sentimens, par une religieuse croyance, rappelez-vous ce que fut Bonchamps, et contemplez ce ciel où la vertu trouva toujours sa récompense. C'est près du trône du Dieu pour lequel vous avez combattu, c'est du sein de ce Dieu même que le héros chrétien fixe aujourd'hui ses regards sur ses frères d'armes. Que les pleurs soient donc oubliés ;

car il est heureux à jamais celui qui partagea votre gloire : il est votre protecteur près de ce Dieu dont vous avez gardé la foi. Jours de deuil et de calamités! mais aussi jours de gloire et d'honneur, où l'on vit la Vendée fournir à l'histoire un exemple qui, plus tard, devait illustrer une nation voisine, non vous ne serez pas perdus pour la France, et l'avenir dira vos hauts faits, vos héros et votre inaltérable fidélité!

Une résistance partielle s'opposait à des lois révolutionnaires. Des villages se réunissaient au cri de vive le Roi, le drapeau blanc s'élevait dans plusieurs communes, et les habitans d'un pays jadis paisible se transformaient en d'intrépides guerriers. Tout-à-coup cette résistance prend un caractère imposant, et différens combats apprenaient aux républicains qu'un danger réel menaçait leur puissance, lorsque la mort du meilleur des rois vint porter à l'extrême le désespoir d'un peuple fidèle. Ce fut alors que l'habitant de la Vendée jura de se soustraire à une domination impie, et de combattre à jamais les assassins de l'oint du Seigneur. Saint-Florent les vit réunis dans ses murs. Les armes manquaient à leur courage: ils se précipitèrent sur celles de leurs ennemis, et ce fut ainsi que la fidélité obtint ses premiers moyens de défense. Ces nouveaux croisés de l'honneur et de la foi, bouillans d'ardeur et d'indignation, sentirent toutefois qu'un chef leur était nécessaire, qu'il leur fallait, pour soutenir la lutte dans laquelle ils étaient engagés, un homme qui sût unir les talens à la bravoure, le dévouement à l'énergie : le nom de Bonchamps fut répété par la multitude; ce fut à Bonchamps qu'on s'adressa.

Né en Anjou, au château du Crucifix, le 10 mai 1750, Charles-Melchior-Artus, marquis de Bonchamps,

commença sa carrière dans le régiment d'Aquitaine: au retour d'une campagne dans les Indes, il vit éclore notre funeste révolution, et quitta le service aussitôt qu'on exigea des officiers ce serment fatal, précurseur de nos troubles et de nos infortunes. Mais n'existant que pour son Roi, espérant encore pouvoir lui être utile, il se rendit à Paris; et ce ne fut qu'avec la plus grande peine qu'il échappa aux massacres du 10 août et du 2 septembre. De retour chez lui, au sein de sa famille, son arrivée fut l'effroi des méchans : à tout prix on aurait voulu l'éloigner; on prévoyait déjà ce qu'il pouvait devenir un jour !

En s'unissant aux défenseurs de son pays, en cédant aux vœux de ses compatriotes, Bonchamps ne crut qu'obéir à son devoir, et s'occupa sur-le-champ d'organiser en compagnies tous les loyaux habitans des bourgs qui venaient se ranger sous ses drapeaux. Dans le même moment, le Pin voyait un homme qui devait rendre son nom à jamais célèbre, seconder par son active énergie les travaux de Bonchamps: Cathelineau réunissait sous l'étendard sans tache, (et personne n'était plus digne de le soutenir que lui), Cathelineau réunissait les Vendéens qui, sur d'autres points, se rendaient à l'appel de l'honneur. Reçois aussi notre tribut de regrets et d'amour, guerrier si digne de l'immortel pays qui te vit naître : ton nom ne sera pas muet pour la postérité; il parlera pour la gloire de la France. Orgueil de ton pays, tu fus jugé digne d'être le premier de l'armée vendéenne: ta mort prouva que tu étais toujours un des premiers dans le danger.

Dès que Bonchamps se vit à la tête de ceux qui étaient venus le réclamer, il se porta sur Thouars, défendu par le général Quétineau. Attaquer la ville, la prendre, fut

l'affaire de quatre heures, et Quétineau ne dut sa liberté qu'à l'ame noble et généreuse de celui dont il était le prisonnier. Dans ce même moment, Cathelineau et d'Elbée se portaient sur Fontenay-le-Comte: (d'Elbée dont le nom est aussi devenu un de ces noms l'honneur de notre histoire). Bonchamps apprend que la fortune a trahi leurs efforts, et que d'Elbée, blessé, a été obligé de se retirer devant les républicains: il se porte en avant en toute hâte, surprend l'ennemi, le bat, entre victorieux à Fontenay, et reprend toute l'artillerie qui avait été perdue. Ce fut dans ce jour de gloire qu'une trahison infâme fut sur le point d'enlever à la Vendée un de ses plus loyaux guerriers. Aux portes de Fontenay, un soldat républicain tombe aux genoux de Bonchamps, et lui demande la vie. Généreux autant que brave, Bonchamps la lui accorde, et le misérable se retourne et tire sur celui à qui il devait l'existence!.... Bonchamps tombe entre les bras de ses soldats: ce fut alors qu'on les vit se disputer l'honneur de le porter, et, fiers de leur fardeau, garder l'espoir de la victoire tant qu'il auraient celui de conserver leur chef. Chollet, Saumur, Angers virent bientôt flotter sur leurs murs l'étendard de nos pères, et, peu de temps après, les armées royales se portèrent sur Nantes. Bonchamps, encore malade de sa blessure, ne consulta que son courage, et s'empressa d'aller rejoindre l'armée sur la route de Vannes. A peine en état de monter à cheval, et commandant l'attaque de Nantes sur la route de Paris, il apprend que les républicains se sont emparés de Châtillon, et que M. de Lescure, son noble compagnon d'armes, cet homme dont le nom eût honoré les preux d'autrefois, avait été obligé de se retirer devant des forces supérieures: Voler à son secours, l'aider à battre l'ennemi et à reprendre

Châtillon, tel fut aussitôt le projet de Bonchamps : il commandait à des Vendéens, il lui fut facile de l'exécuter.

L'attaque de Nantes n'avait pas eu le succès qu'on en avait espéré : Cathelineau avait trouvé la mort sur le champ de bataille, et l'opinion portait unanimement Bonchamps à la place de généralissime. Seul, il s'éleva contre l'opinion de tous; et modeste autant que brave, il demanda à obéir, et refusa de commander. Exemple mémorable de l'influence des vertus chrétiennes!.... Etrangère à l'orgueil, l'ame du héros était humble autant que forte, grande autant que dépouillée des prétentions humaines!

Si une ardeur bouillante distinguait Bonchamps alors qu'il attaquait l'ennemi, un courage réfléchi ne le rendait pas moins redoutable alors qu'il était sur la défensive; et on le vit rester invulnérable, malgré les efforts de vingt-cinq mille républicains. Blessé de nouveau à l'affaire de Martigné-Briand (car les chefs vendéens se retiraient rarement du combat sans blessure), il fut contraint de quitter momentanément le commandement, et de se retirer au château de Jallais. Son absence fut un deuil pour l'armée: les chefs toutefois allaient prendre ses conseils, et rien ne se décidait sans l'avis de celui qui possédait au même degré l'art de connaître les hommes et de juger les événemens.

Il n'était pas encore remis de ses blessures, quand le prince de Talmont lui porta une dépêche qui l'engagea à à rejoindre le camp. Talmont, jeune rejeton d'une antique et loyale famille !.... tu n'as pas menti au sang de ta noble race : ton pays t'a connu tel qu'il connut tes pères : tu mourus pour ton Dieu, pour ton Roi, et la pierre qui couvre ta tombe parle au cœur des héros !....

Il fut décidé qu'on marcherait sur Montaigu par Tiffauges; l'ennemi s'était avancé jusques à Torfou; le combat fut sanglant, la lutte était incertaine, déjà l'ennemi se proclamait vainqueur : Bonchamps met pied à terre, saisit une carabine, charge à la tête des braves compagnies bretonnes, et les républicains sont enfoncés. Telle fut la journée de Torfou. Elle fut grande aussi pour toi, cette journée, valeureux et brillant Charette! et ton nom, favori de l'honneur, y fut plus d'une fois mêlé aux cris de la victoire. De nouveaux succès attendaient Bonchamps : il marche sur Montaigu, l'ennemi en est chassé. Poursuivi sur Clisson, il est encore battu. Une colonne de l'armée royale est bientôt devant Saint-Fulgent.

C'est ainsi que Bonchamps se distinguait au milieu de ces hommes dont les siècles à venir garderont la mémoire pour l'honneur de la France : le succès ne fut pas le prix de leurs efforts; mais leur sang est devenu le glorieux patrimoine de leurs familles..... Tant que la vertu fera vibrer le cœur de l'homme, tant que la loyauté parlera à une ame française, l'amour et le respect s'attacheront au souvenir des Donnissan, des Stofflet, des Duhoux, des Suzannet, des Desessarts et de tant d'autres héros dont il ne m'est pas donné de peindre les hauts faits. Ils suivront aussi ton nom, brave et loyal La Rochejaquelein !.... Toi à qui Dieu n'a point accordé de survivre aux maux de ton pays, et de jouir du prix de tes effots. Hélas! tu devais remplir ta destinée, et mourir plein de foi et d'honneur avant que la France, sûre d'un heureux avenir, pût te présenter avec orgueil au légitime héritier de ses Rois.....

Se faire aimer du soldat qui le regardait comme un père, se faire estimer par des talens qui ne le cédaient

pas à son courage, tel était dans Bonchamps le partage du guerrier: une ame sans tache, un dévouement absolu à son Roi et à son pays, telle était la part du citoyen. Jamais on ne le vit occupé de ses intérêts particuliers; il les sacrifia toujours aux intérêts de tous: sa fortune, comme sa vie, rien n'était calculé par lui. La demeure de ses pères fut le première envahie; la torche à la main, avides de sang et de pillage, les républicains incendièrent l'antique habitation de sa famille. Ses soldats, furieux, voulaient se précipiter et venger l'outrage fait à leur chef: « *Arrêtez, s'écria Bonchamps, arrêtez: le sang qui appartient au Roi ne doit pas être versé dans l'intérêt d'un seul, et la vengeance doit être étrangère à l'ame d'un soldat de la Vendée* ». Peu de temps après, il engagea tout ce qu'il possédait pour subvenir aux besoins de son armée; après lui, l'entière vente de ses biens n'a pu suffire à remplir ses sacrifices.

La Vendée avait soutenu avec avantage une lutte inégale : elle pouvait espérer de sauver la France; mais, hélas ! elle touchait au moment d'un revers qui devait lui laisser des regrets éternels. Attaquée à Chollet par un ennemi nombreux et acharné, l'armée vendéenne vit ses rangs s'éclaircir, et la mort moissonner ses plus intrépides guerriers. En vain Bonchamps, d'Elbée, Duhoux, Desessarts, La Rochejaquelein, Royrand, réunissent leurs efforts; les jours de succès allaient finir, et la mort de Bonchamps devait en être le douloureux présage. Blessé de plusieurs coups de feu dans la poitrine (car jamais l'ennemi ne le vit qu'en face), porté sur une civière, il frappe les regards de ses soldats, poursuivis par un ennemi furieux et acharné. A cet aspect ils s'arrêtent, se rallient, se groupent autour

de lui ; la vue de leur chef mourant leur donne un invincible courage : ils l'accompagnent, le protègent aux dépens de leurs jours. En vain l'ennemi les harcèle, en vain le fer meurtrier brille de tous côtés ; tant qu'il existera un Vendéen, Bonchamps ne sera pas abandonné ! Arrivée à Saint-Fulgent, entourée de familles éplorées, de morts et de mourans, l'armée vendéenne, au désespoir, trouve toute une population en tumulte. Des cris se font entendre. On demande la mort de cinq mille prisonniers renfermés dans l'église. « Vengeons-nous, s'écriait-on : les flammes dévorent nos villes et nos hameaux, nos ennemis sont sans pitié : usons de représailles, il en est temps ; et que les républicains apprennent ce que peut le désespoir » ! A ce cri, devenu général, une artillerie meurtrière s'avance de toutes parts, les prisonniers sont au moment d'être massacrés : tout-à-coup un roulement de tambours se fait entendre..... c'est un ordre de Bonchamps !.... Expirant d'une blessure mortelle, il a entendu ces cris de rage et de mort. Ranimant ses forces défaillantes, il s'est adressé aux officiers, aux soldats qui l'entouraient plongés dans la douleur. « *O mes amis, leur a-t-il dit, ne déshonorons pas la cause pour laquelle nous combattons ! Dieu et le Roi fut notre devise : Chrétiens, soyons dignes de ce Dieu dont la croix brille sur notre poitrine, et pardonnons comme lui ; royalistes, épargnons nos frères égarés : tels sont mes derniers vœux ; portez-les à mes compagnons d'armes : je connais les Vendéens, ma voix mourante sera par eux respectée.....* Elle le fut comme elle l'était dans ces jours de bonheur où elle guidait les soldats à la victoire..... Un religieux silence avait accueilli les dernières paroles du héros : le calme succède au trouble, la fureur fait place à des larmes

d'admiration, et l'armée entière s'écrie : *Grâce! grâce aux prisonniers! Bonchamps le veut, Bonchamps l'ordonne!*

Telle fut la dernière action de sa vie. Peu de temps après, il expira au hameau de la Meilleraye, à l'âge de 33 ans. Il avait vécu peu d'années; mais ses années furent pleines de vertus et d'honneur. Son ame fut religieuse et grande. Il eut la crainte du Seigneur, et la force que le Seigneur donne à celui qui garde sa crainte. Il jouissait sans orgueil d'une confiance méritée : officiers, soldats, tous savaient l'apprécier, et il était agréable à tous. Franc chevalier dans la vie privée, jamais une action déloyale ne lui fut reprochée; chrétien dans les camps, jamais une parole impure ne souilla ses lèvres; vertueux sans ostentation, grand sans vaine gloire, soldat sans reproche, il fut digne de commander à ceux qui le pleurèrent.

Après sa mort, M. de Fleuriot prit le commandement de son armée : il en était digne, car il était l'ami et le compagnon de Bonchamps.

O vous qu'un même sentiment réunit autour de sa tombe, vous qui n'eûtes jamais pour culte que Dieu et l'honneur, et qu'on vit à la fois combattre et prier pour la France, vous jouissez aujourd'hui du prix acheté par le sang de vos héros! Le Ciel s'est appaisé... Les jours de douleurs ont disparu, et les enfans de Saint-Louis ont recouvré leur antique héritage; le fils des rois a entendu des cris d'amour sur sa terre natale. Au milieu des bénédictions de son peuple, il a oublié tous les maux de l'exil, et son peuple a été béni par lui..... Que vos prières s'élèvent vers le ciel, car la miséricorde de Dieu a été grande : il a tourné ses regards vers vous, et il a eu pitié de vos longues misères... Vous mériterez, par une soumission sans bornes au Roi que

vous chérissez, en pardonnant à vos ennemis, ainsi que le fit Bonchamps à son heure dernière, en ne mettant jamais vos services qu'au rang de vos devoirs, vous mériterez que les jours qui nous sont annoncés coulent paisibles et sans nuages. Couverts d'honorables cicatrices, vous suspendrez vos armes, elles resteront immobiles; mais, si un jour l'hydre des factions relevait sa tête sanglante, si la discorde secouait de nouveau ses torches funèbres, si la légimité, seule ancre de salut pour la France, était encore menacée, si le fils de Henri avait besoin de vous.... Vendéens, vous songeriez au sol que vous foulez! Vous vous rappelleriez que votre pays est un vaste reliquaire de prud'hommes et de preux. Vous vous rappelleriez Bonchamps..... Il expira en s'écriant : DIEU et le ROI !

Charles-Melchior-Artus de Bonchamps naquit au Crucifix en Anjou, le 10 mai 1760; taille de cinq pieds trois pouces neuf lignes. Il servit dans le régiment d'Acquitaine, qui partait pour les Grandes-Indes. En revenant, Charles eut une fièvre putride à bord du vaisseau; et comme il ne donnait nul signe de vie, on fut au moment de le jeter à la mer : mais un sergent, nommé Villefranche, obtint du délai, et par là sauva son capitaine. Après six mois de navigation, on arriva en France, dans l'instant où la disette allait réduire l'équipage à la cruelle nécessité de tirer au sort pour dévorer un d'entre eux. Quelque temps après le retour de Bonchamps, il hérita de son père, épousa mademoiselle de Supeaux, et l'emmena à sa terre de la Baronnière. Il partit ensuite pour le régiment, en garnison à Wissembourg, y donna sa démission lors du serment contre son Roi, et se retira à la Baronnière. Il

revint à Paris au mois de juillet. Ayant eu le malheur de de se trouver au 10 août et au massacre du 2 septembre, il partit; et ne passant dans les villes que la nuit, il fut assez heureux pour arriver sans accident, avec sa famille, à la Baronnière. Les patriotes qui troublaient le pays, furent désolés de sa présence, et saisirent toutes les occasions de lui nuire. Des journaliers qui travaillaient chez lui, mirent un bonnet de liberté au haut d'un arbre, en criant: *A bas!* A la mort de Louis XVI, il prévit, à peu de chose près, les malheurs qui en ont résulté. L'ordre de faire tirer les jeunes gens à la milice, décida les paysans à montrer leur horreur pour le régime républicain. Ils se rendirent à Saint-Florent, dans l'intention de prendre les armes et de se battre pour soutenir leur opinion. Le peu de force armée qui était à Saint-Florent-le-Vieil pour maintenir l'ordre, ayant tiré sur les paysans, ils ne se continrent plus; ils s'emparèrent de deux coulevrines et de quelques fusils, tuèrent quelques patriotes, en blessèrent plusieurs, et forcèrent les autres à s'embarquer; ce qu'ils firent promptement. Ils portèrent la nouvelle de ce soulèvement aux municipaux de la ville d'Angers, qui, craignant d'être réprimandés du peu de soins qu'ils mettaient à surveiller le Bas-Anjou, et croyant d'ailleurs que ce mouvement contre-révolutionnaire ne serait rien, n'en firent point part à la convention, et laissèrent les paysans prendre des forces et les conseils de gens éclairés. Les habitans de Saint-Florent allèrent à la Baronnière, engager M. de Bonchamps à se mettre à leur tête. Il se rendit à Saint-Florent, où il organisa quatre compagnies dans chaque bourg qui vint se ranger sous ses drapeaux. M. Cathelineau en faisait autant au Pin-en-Mauges, sa paroisse. D'après quelques petites fortifications faites à Saint-Florent, les

républicains prirent le parti d'attaquer le Ménil, qui était à deux lieues. M. Cadix, chirurgien de Chalonne, dont la bravoure s'est montrée dans toutes les occasions, soutint le feu. M. de Bonchamps se rendit à Chollet, d'où il alla attaquer Thouars, qu'il prit en quatre heures. Le général Quétineau, qui commandait la ville, fut fait prisonnier. Bonchamps lui offrit de rester parmi les royalistes, lui observant qu'il serait responsable devant la convention de la prise de cette ville. Mais ce républicain ne voulut point abandonner son parti. Il fut mandé à la barre, et périt. Au retour de l'armée à Chollet, il fut convenu avec Cathelineau, général en chef, que celle de Bonchamps y resterait, tandis qu'il irait faire le siége de Fontenay-le-Comte avec d'Elbée, qui, voyant que Bonchamps ne courait aucun risque dans Chollet, voulut emmener toutes les munitions de guerre; et ce ne fut qu'avec beaucoup de peine qu'il lui laissa deux pièces de quatre et une de douze. Aller se battre à Fontenay, était un projet dont l'exécution ne pouvait manquer d'être funeste, les paysans craignant avec raison les plaines, et les armées vendéennes étant sans cavalerie. D'Elbée, à cette affaire, reçut à la cuisse une blessure qui, quoique profonde, n'était pas dangereuse; et on l'emmena sur un brancard au château de Landebaudière. Bonchamps apprenant la défaite de d'Elbée et de Cathelineau, qui avaient tous deux perdu leur artillerie, partit de suite avec sa petite armée et ses pièces de canon, surprit les républicains, entra victorieux dans Fontenay, et reprit tout ce que la dernière attaque avait fait perdre aux Vendéens. En entrant dans la ville, un malheureux soldat lui demande la vie, qu'il lui accorde; mais Bonchamps s'étant mis à charger ses pistolets, et le soldat voyant son libé-

rateur occupé, ramassa une arme des fuyards, et tira à bout portant dans l'épaule de Bonchamps. Des cavaliers qui virent cette infamie, écharpèrent ce scélérat, et soutinrent M. de Bonchamps. On ne put trouver de chirurgiens que ceux des ennemis : Bonchamps s'y confia, et fut parfaitement soigné. Vingt-quatre heures après on le mit sur des brancards; et les soldats se disputaient l'honneur de le porter. L'armée royale entra triomphante à Chollet. On se décida d'aller à Saumur : on le prit, ainsi que diverses petites villes qui se trouvaient sur le passage. On s'empara d'Angers, et l'on revint dans ses foyers. La facilité avec laquelle on avait pris les dernières villes, fit croire au général Cathelineau que la conquête de Nantes serait facile. Ils partirent donc. Bonchamps étant encore malade, ne put arriver à temps pour commander son armée; mais en entendant le canon, il ne put résister au désir de rejoindre une armée sur la route de Vannes. Il se trouva fort incommodé. Après être resté long-temps sur le grand chemin, il fut obligé d'aller se faire panser à un château appartenant à madame La Bretêche. L'armée royale se retira avec perte et en désordre : Bonchamps eut à peine le temps de se sauver; et il eût été pris ou coulé à fond s'il n'eût su naviguer. Revenu à son quartier-général, il partit pour attaquer Erigné. La chaleur y étant excessive, M. de Lescure faillit y périr, sans un soldat de l'armée de Bonchamps. Les soldats, fuyant, l'abandonnèrent, et il retourna chez lui. Bonchamps se trouva seul au milieu de cinq hussards, qui lui demandèrent de se rendre. C'était dans un chemin entre les deux montagnes qu'on appelle Buttes d'Erigné. Il eut le bonheur d'en tuer un et d'en blesser un autre. Quelques fuyards royalistes arrivèrent, et le général Bonchamps reçut en ce moment, par

un des hussards, une balle mâchée dans le coude. La chaleur et la soif, tout se réunit aux douleurs que lui causait sa blessure. On le ramena au château de Jallais, qui n'était point incendié, car il n'y avait encore que celui de la Baronnière qui le fût. Son épouse et ses enfans vinrent l'y retrouver. Sa première blessure s'était un peu envenimée; et cependant le repos qu'il prit ne fut pas long. Le prince de Talmont et M. de Lescure vinrent prier M. de Bonchamps de se mettre à la tête de son armée, découragée de son absence. Il se leva, et partit pour son quartier-général à Valette, près Clisson. L'ennemi marchant sur Chollet, M. de Bonchamps y alla avec toutes les armées réunies. Elles furent assez heureuses pour repousser les républicains : mais d'Elbée et Bonchamps ayant été blessés, l'armée ennemie se rallia et chargea de nouveau. Bonchamps voulut remonter à cheval; mais sa troisième blessure étant dans les intestins, il ne put se soutenir; ses soldats formèrent à la hâte un brancard, mirent le général Bonchamps dessus, l'emmenèrent à Beaupreau; et tandis que l'ennemi les poursuivait, ils arrivèrent à Saint-Florent-le-Vieil. Les prisonniers qui étaient dans les villes appartenantes aux royalistes, furent conduits à Saint-Florent-le-Vieil, et enfermés dans l'église des moines, au nombre de cinq mille. Le projet de passer la Loire ayant été effectué par Talmont, qui commandait la cavalerie, on mit Bonchamps dans un bateau. Il découvrit le dessein qu'on avait formé de tuer les prisonniers : il ordonna qu'on fit grâce à ces républicains, et il fut obéi. Bonchamps mourut à la Meilleraye, hameau de pêcheurs, situé entre Saint-Florent et Varades, le 18 octobre 1793, à l'âge de trente-trois ans.

M. de La Rochejaquelein fut proclamé généralissime à

Varades, où il promit à M. de Bonchamps d'avoir soin de sa femme et de ses enfans. On jugea prudent de cacher la mort de Bonchamps; mais sur le doute que les paysans en conçurent, cent Bretons de l'armée qu'il avait commandée désertèrent à leur arrivée à Segré.

N.° III.

DE PAR LE ROI.

Extrait du registre des délibérations du conseil militaire des armées catholiques et royales.

Le premier jour de novembre 1793, premier du règne de Louis XVI, le conseil militaire des armées catholiques et royales étant assemblé, à l'effet de pourvoir aux besoins pressans et multipliés desdites armées, et de liquider les dettes urgentes contractées avec les particuliers, soit pour les subsistances, soit à titre d'indemnités pour les dommages occasionnés par le passage et le séjour des armées; son vœu le plus cher et le plus sacré étant d'alléger, autant qu'il est en son pouvoir, le fardeau des peuples;

Considérant que des *bons* ou effets royaux, représentatifs d'une valeur réelle, hypothéqués sur les revenus de l'Etat, signés et admis au nom du Roi par les officiers les plus dévoués à Sa Majesté, ne pourraient qu'obtenir la confiance publique, et seraient acquittés, de préférence à toute autre obligation, par un prince qui n'a pu manquer d'apprendre à l'école du malheur que le plus digne prix de l'attachement du peuple est la reconnaissance des rois;

Voulant donner à tous, et à chacun des habitans du pays conquis et à conquérir pour Sa Majesté, une preuve authentique de la loyauté des intentions et de la justice des procédés des membres qui le composent,

A arrêté et arrête unanimement ce qui suit :

Art. Ier. Il sera créé, au nom du Roi, une somme de neuf cent mille livres en *bons* ou effets royaux commerçables, portant intérêt à quatre et demi pour cent, hypothéqués sur le trésor royal, et remboursables à la paix.

II. Lesdits *bons* ou effets royaux seront de valeurs différentes; savoir, depuis cinq jusqu'à trois cents livres inclusivement, et l'intérêt courra pour les porteurs, à dater de la présente ordonnance, jusqu'au remboursement, au moyen de quoi lesdits *bons* ou effets royaux ne porteront aucune date précise, mais seulement la présente sera imprimée, lue, publiée, affichée, consignée sur le registre des délibérations du conseil militaire des armées catholiques et royales, et même délivrée gratis aux porteurs desdits *bons* ou effets royaux, s'ils le requièrent.

III. Lesdits *bons* ou effets royaux seront signés par MM. *Donnissan*, *le prince de Talmont*, *de Beauvollier*, tous les trois membres du conseil militaire, et par M. *Bernier*, curé de Saint-Laud, vicaire-général d'Angers, et de suite admis, au nom du Roi, pour avoir cours et valoir ce que de raison.

IV. Se reposant entièrement sur le zèle et la confiance des Français demeurés fidèles à Sa Majesté, et comptant sur le repentir de ceux qui n'ont été qu'égarés dans leurs opinions et dans leur conduite, le conseil militaire ose espérer que tel sera l'empressement des habitans du pays conquis et à conquérir pour Sa Majesté, à recevoir lesdits *bons* ou effets royaux, soit en paiement, soit à titre d'in-

demnité, qu'on ne pourra regarder que comme ennemis de la royauté, de la religion et du bien public, le petit nombre de ceux qui refuseraient de les admettre.

Fait en conseil militaire assemblé au quartier-général de Laval, le premier novembre 1793, l'an premier du règne de Louis XVII.

Signé DONNISSAN, DE LAROCHE-JAQUELEIN, le prince DE TALMONT, D'AUTICHAMP, DE LESCURE, chevalier DE FLEURIOT, chevalier DESESSARTS, DE BEAUVOLLIERS, DE VILLENEUVE, DE SOLÉRAC, DE ROYRAND, DE VERTEUIL, DE BERNARD DE MARIGNY, STOFFLET, chevalier DE PERREAU, DE ROSTAING, DE SCÉPEAUX, DE HARGUES, etc.

N.° IV.

Sommation faite au commandant de Granville, par les généraux de l'armée catholique et royale.

MONSIEUR,

Jaloux d'épargner, autant qu'il est en nous, le sang français, nous vous sommons, au nom de Sa Majesté très-chrétienne Louis XVII, roi de France et de Navarre, votre unique et légitime souverain, de rendre la ville et le port de Granville que vous défendez, et de les livrer aux généraux de Sa Majesté; pour en être pris possession par eux, en son nom. A ce prix, nous nous obligeons, sur notre honneur, à vous traiter, vous, monsieur, vos officiers et vos soldats qui composent votre garnison, avec tous les égards convenables, et sous les simples conditions que la

franchise et la loyauté des officiers de Sa Majesté leur ont jusqu'ici permis d'employer. A cet égard, nous vous faisons passer des proclamations propres à vous convaincre de l'esprit de douceur et de loyauté qui caractérisent les fiers, mais sensibles, mais généreux soldats de la Vendée.

Nous vous donnons avis, au contraire, que si, dans une heure précise, nous n'avons pas une réponse favorable de votre part, nous allons bombarder la ville, et peut-être la réduire en cendres; et qu'alors vous deviendriez personnellement responsable, avec les officiers de votre garnison, des immenses ravages que doit causer aux malheureux habitans de Granville un genre d'attaque que votre opiniâtreté seule aura rendue nécessaire.

Nous sommes, Monsieur,

Vos obéissans serviteurs,

Signé de Laroche-Jaquelein, Stofflet, le chevalier Desessarts, Piron, de Hargues, le chevalier de Beauvollier, le chevalier de Ville-Neuve, d'Autichamp.

Le 14 novembre 1793, à midi et demi.

Sommation faite aux officiers municipaux de Granville, par les généraux de l'armée catholique et royale.

Messieurs,

Les généraux et commandans de l'armée catholique et royale préférant, comme ils l'ont prouvé dans tous temps, la conquête des cœurs à celle des villes et des forts les plus redoutables, n'ayant, en raison des motifs purs et sacrés qui les animent, d'autre but que d'assurer, par la clémence, les fondemens d'un trône que la plupart d'entre vous gé-

missent de voir si indignement renversé; prêts à toujours distinguer le simple égarement du crime; accoutumés à retrouver dans le repentir du moment le pardon et l'oubli du passé, et ne croyant jamais avoir poussé trop loin la loyauté de leur principe et de leur conduite à cet égard, vous proposent d'épargner le sang français, si cher à leurs cœurs; ils vous proposent d'ouvrir les portes de votre ville sans coup férir.

Un peuple d'amis entrera dans vos murs avec le rameau d'olivier, pour y faire régner, à l'ombre de l'autorité royale, l'ordre, la paix et le bonheur, que vos tyrans vous ont si souvent promis, mais en vain. A ce prix, il vous est facile de sauver de tout danger et de tout dommage vos vies et vos propriétés, auxquelles nous jurons, sur notre honneur, le respect le plus inviolable et le plus sacré. C'est alors que nous éteindrons dans des embrassemens mutuels tout souvenir du passé; c'est alors que des acclamations réciproques couvriront le moindre murmure qui pourrait s'élever du fond du cœur. Sinon, messieurs, un fer vengeur arme nos bras. Libres de nous avoir pour amis ou ennemis, choisissez : autant pour le bien de l'humanité, nous désirons en vous l'un de ces titres, aussi peu nous redoutons l'autre. Si vous préférez le dernier parti, songez que les indomptables habitans de la Vendée, vainqueurs et destructeurs des garnisons de Valenciennes et de Mayence, sont à vos portes, et qu'ils vont les ouvrir et par le fer et par le feu. Quelle que soit votre décision, sachez que tous nos prisonniers, ôtages de ceux qui vous parviennent, répondent sur leurs têtes du retour de leurs camarades; et qu'en conséquence, si dans une heure précise nous n'avons reçu de vous aucune réponse, le canon vous annoncera que ces mêmes prisonniers ne sont plus; car, quelles que soient

vos intentions, nous vous demandons de nous les faire connaître, sans craindre que le refus d'accéder à nos propositions nuise en rien à la sûreté de ceux qui nous l'auront transmis.

Nous avons l'honneur d'être, messieurs,

Vos très-humbles et obéissans serviteurs,

Signé DE LAROCHE-JAQUELEIN, STOFFLET, le chevalier DESESSARTS, PIRON, DE HARGUES, le chevalier DE BEAUVOLLIER, le chevalier DE VILLE-NEUVE et D'AUTICHAMP.

N.° V.

Procès-verbal de la nomination de CHARETTE, *comme général des armées catholiques et royales du Bas-Poitou.*

AUJOURD'HUI 9 décembre 1793, à onze heures du matin, nous soussignés, officiers et chefs de cantons de l'armée catholique et royale du Bas-Poitou, étant rassemblés au bourg des Herbiers, pour nommer et reconnaître un général en chef dans ladite armée, et voulant de plus en plus témoigner notre confiance et notre attachement à M. François-Athanase chevalier de Charette-Contrie, ancien lieutenant des vaisseaux du Roi, déclarons et attestons le nommer et reconnaître pour général en chef de l'armée catholique et royale du Bas-Poitou. Nous promettons et jurons de lui obéir en tout et partout où il lui plaira de nous conduire, comme représentant la personne de Louis XVII,

notre roi et souverain seigneur. En conséquence, nous avons fait rédiger le présent procès-verbal par M. Baudry de la Garnache, président de l'assemblée, et M. Bousseau de Saint-Philibert, dont copie sera présentée, par députation, à M. François-Anasthase chevalier de Charette Contrie, ancien lieutenant des vaisseaux du Roi; et ont été nommés à cet effet *MM. de Couëtu, Savin, Eriau, Arnaudeau, de La Roberie, Bodereau, Le Moe'le et Garreau.*

La députation priera M. Charette d'accepter la place de général en chef de l'armée catholique et royale du Bas-Poitou, ainsi que la copie du procès-verbal, laquelle sera signée par tous les officiers de l'armée, et mention sera faite ci-après de son acceptation.

Fait aux Herbiers, le 9 décembre 1793.

Signé BAUDRY, président; BOUSSEAU, adjoint.

N.° VI.

Discours attribué à d'Elbée par les généraux et les commissaires de la convention.

DANS cette conférence (avec le général Thurreau), d'Elbée ne démentit ni sa fierté, ni son caractère; il connaissait les désastres d'Outre-Loire, et ne dissimula point la détresse des royalistes. En se plaignant des gentilshommes bretons qui ne l'avaient point secondé, il déplora la mort de La Rouarie, le seul capable, selon lui, d'armer la Bretagne. Le général Thurreau lui demanda s'il avait reçu des secours de l'Angleterre. « Non, répond d'Elbée, nous n'a» vions pas besoin de secours étrangers pour relever le

» trône, rendre au clergé tous ses priviléges, à la noblesse
» tous ses droits, au royaume toute sa splendeur. L'inté-
» rieur de la France nous présentait assez de ressources
» pour exécuter tous ces desseins glorieux; mais ayant
» échoué devant Nantes, il fallait renoncer à faire la
» guerre sur la rive droite de la Loire; il fallait diriger
» nos opérations vers le midi : ce fut toujours mon avis
» dans le conseil. Nous nous sommes perdus nous-mêmes;
» c'est notre désunion qui vous a fait triompher. Les Bre-
» tons devaient faire une diversion puissante, et il n'y a
» eu que de l'incertitude et de la faiblesse dans leurs mou-
» vemens. Talmont et d'Autichamp voulaient passer la
» Loire; le premier, pour s'établir à Laval, où il serait
» devenu chef de parti; le second, pour s'emparer d'un
» port de mer, et marcher, avec les secours de l'Angleterre,
» sur la capitale. Ces projets, plus hardis que sages, ont
» causé nos désastres. Charette, par son obstination à s'iso-
» ler, à séparer ses opérations de la grande armée, a fait
» aussi manquer les expéditions les plus importantes; pour
» comble de malheur, la défaite de Chollet nous enlève
» le brave Bonchamps, le meilleur officier de l'armée.... »
D'Elbée versa quelques larmes et se tut; on ne put lui arra-
cher autre chose.

N.° VII.

Lettre à l'Auteur.

Noirmoutiers, le 18 août 1806.

MONSIEUR,

J'ai remarqué avec peine que, dans votre *Histoire de la Guerre de la Vendée*, guidé par de fausses informations, ou seulement par les journaux du temps révolutionnaire, vous avez considéré M. Wieland, commandant de l'île de Noirmoutiers (lorsque Charette s'en rendit maître), comme un homme qui avait trahi le parti républicain; vous avez involontairement flétri sa mémoire, que le gouvernement, mieux instruit par des renseignemens postérieurs, s'est pressé de réhabiliter, en témoignant à sa veuve le plus vif intérêt, et en admettant même un de ses fils au prytanée. Placé dans des circonstances qui m'ont mis à même de connaître tous les détails propres à justifier M. Wieland, qui fut condamné sans être entendu, je pourrais bien les reproduire ici, comme je l'ai déjà fait dans un mémoire rédigé d'après la demande de sa famille; mais je me bornerai à répondre aux faits établis dans votre ouvrage, page 146, 148 et 183.

1°. Page 146, vous dites : « Charette s'étant ménagé des » intelligences à Barbatte, au moyen de Palvadeau, mem- » bre de la municipalité : ce dernier sonda et entraîna » Wieland, commandant de la place; ils résolurent de » livrer l'île aux Vendéens, etc., etc. »

A cela je réponds que cette accusation d'intelligence

avec un Palvadeau, membre de la municipalité, portée contre M. Wieland, n'est connue de qui que ce soit dans cette île; qu'elle est d'autant plus dénuée de fondement, qu'à l'époque dont il s'agit, il n'y avait point de Palvadeau membre de la municipalité, et qu'il est de notoriété publique que jamais M. Wieland n'eut de relation avec des hommes de ce nom.

Page 148, vous dites : « A la pointe du jour, Charette » marcha sur la ville, et somma la garnison de se rendre; » elle était peu nombreuse, et le commandant Wieland » vint au-devant des royalistes, et remit son épée à Cha- » rette, qui la lui rendit aussitôt ».

Il est de toute fausseté que M. Wieland ait été au-devant des royalistes. Lorsque l'armée de Charette, conduite dans le Goi par des guides expérimentés et par des chemins inconnus jusqu'alors, se trouva presque au centre de l'île, sans qu'on s'aperçût de son arrivée; lorsque M. Wieland vit que toute résistance devenait inutile, il s'occupa du salut de sa femme et de celui de ses enfans; il pouvait s'embarquer avec eux, mais il était incapable de ce trait de lâcheté : quelques détachemens de sa garnison n'avaient pu se sauver, il devait partager leur sort. Charette était descendu chez le sieur J.....t fils, où, une heure après son arrivée, M. Wieland vint le trouver et lui remettre son sabre, en se disant son prisonnier. Charette le lui rendit, en lui proposant du service dans son armée. Wieland resta inébranlable, et son refus fut celui d'un homme à caractère, inviolablement attaché au parti qu'il servait. Charette alors lui donna l'île pour prison, et lui enjoignit de se présenter tous les jours à midi chez le gouverneur; mais, exposé aux menaces, aux insultes, plusieurs fois même aux coups de fusils des soldats royalistes, il pria

qu'on voulût bien le dispenser de cette formalité, et il obtint cette grâce. Dès-lors il ne sortit plus, et s'occupa de rédiger des mémoires justificatifs, que j'ai vus dans ses mains lorsqu'on le conduisit à la mort.

Vous dites, page 183 : « La vengeance des républicains » s'appesantit sur les habitans de Barbatte, qui, à l'insti- » gation de Palvadeau et Wieland, avaient livré l'île à » Charette. Ces deux transfuges furent mis à mort sans ex- » citer le moindre regret ».

Je vais répondre à ceci par le récit exact de la mort de M. Wieland, et par une anecdote de la plus grande authenticité, qui dès-lors le justifia dans l'esprit des habitans de cette île, qui tenaient au parti républicain. Le jour où d'Elbée, d'Hauterive et Boissy allaient être exécutés militairement, un des représentans du peuple en mission à l'armée dit à ses collègues : « Il est dommage que la partie » ne soit pas carrée. — Ah! reprend l'un d'eux, n'avons- » nous pas Wieland »? Et avant dix minutes, sans autre forme de procès, le malheureux est dépouillé de ses vêtemens et attaché à un quatrième poteau. Il demande à être entendu; on le lui refuse. Avant l'exécution, quelqu'un désigne aux troupes le nom des victimes et les crimes qu'on leur reproche; mais lorsqu'il ajoute, *voici Wieland, ce traître qui a vendu et livré Noirmoutiers aux rebelles*, d'Elbée, rassemblant tout ce que sa situation et une blessure profonde dont il était atteint depuis long-temps lui laissaient de force; s'écrie : « Non, M. Wieland n'est pas un » traître, jamais il n'a servi notre parti, et vous faites » mourir un innocent ». Il dit en vain : le plomb siffle, et tous quatre ne sont bientôt plus.

Voici, monsieur, des faits qui sont connus de tout le

monde ici, et qu'on n'aurait pas manqué de vous transmettre, si vous aviez écrit à quelqu'un à ce sujet. Je puis vous assurer que M. Wieland est regretté généralement dans cette île, autant par la conviction qu'on a de son innocence, que par le mérite qu'on lui connaissait.

J'ai l'honneur de vous saluer,

Piet, *ancien maire de Noirmoutiers.*

Nous, habitans de l'île de Noirmoutiers, certifions que les faits consignés dans la lettre ci-dessus sont à notre connaissance et de notoriété publique, et que M. Wieland n'a jamais été considéré comme un traître qui avait livré l'île aux Vendéens; que ses principes, au contraire, ont toujours été ceux d'un homme d'honneur.

Délivré à Noirmoutiers, le 19 août 1806.

Signé Maudlan, Viaud, *ex-procureur de la commune;* Masson, Frédéric Richer, J. Pineau, *adjoint;* C.-H. Lebreton, Jacobsen, *maire de Noirmoutiers;* Adrien aîné; *le commandant de la garde nationale de l'île,* Adrien jeune; J.-B. Avreul jeune, *secrétaire de la commune;* Duchemin, *juge de paix;* Aimé Viaud, propriétaire; J. Pineau père; Coindet père; Coindet fils; A. Avreul, Viaud, G. Marois, Lebreton aîné.

N.° VIII.

Décret du 14 frimaire, sur le mode du gouvernement provisoire et révolutionnaire.

La convention nationale, après avoir entendu le rapport du comité de salut public, décrète :

SECTION PREMIÈRE.

Envoi et promulgation des lois.

ARTICLE Ier.

Les lois qui concernent l'intérêt public, et qui sont d'une exécution générale, seront imprimées séparément dans un bulletin numéroté, qui servira désormais à leur notification aux autorités constituées. Ce bulletin sera intitulé : *Bulletin des lois de la république.*

II.

Il y aura une imprimerie exclusivement destinée à ce bulletin, et une commission composée de quatre membres, pour en suivre les épreuves et pour en expédier l'envoi. Cette commission, dont les membres seront personnellement responsables de la négligence et des retards dans l'expédition, est placée sous la surveillance immédiate du comité de salut public.

III.

La commission de l'envoi des lois réunira dans ses bureaux les traducteurs nécessaires pour traduire les décrets

en différens idiômes encore usités en France, et en langues étrangères pour les lois, discours, rapports et adresses, dont la publicité dans les pays étrangers est utile aux intérêts de la liberté et de la république française; le texte français sera toujours placé à côté de la version.

IV.

Il sera fabriqué un papier particulier pour l'impression de ce bulletin, qui portera le sceau de la république : les lois y seront imprimées telles qu'elles sont délivrées par le comité des procès-verbaux; chaque numéro portera de plus ces mots : *Pour copie conforme*, et le contre-seing des deux membres de la commission de l'envoi des lois.

V.

Les décrets seront délivrés par le comité des procès-verbaux à la commission de l'envoi des lois, et, sur sa réquisition, le jour même où leur rédaction aura été approuvée; et la lecture de cette rédaction sera faite, au plus tard, le lendemain du jour où le décret aurait été rendu.

VI.

L'envoi des lois d'une exécution urgente aura lieu le lendemain de l'approbation de leur rédaction. Quant aux lois moins pressantes, ou très-volumineuses, leur expédition ne pourra être retardée plus de trois jours après l'adoption de leur rédaction.

VII.

Le bulletin des lois sera envoyé par la poste aux lettres. Le jour du départ et le jour de la réception

seront constatés de la même manière que les paquets chargés.

VIII.

Ce bulletin sera adressé directement, et jour par jour, à toutes les autorités constituées, et à tous les fonctionnaires publics, chargés ou de surveiller l'exécution, ou de faire l'application des lois. Ce bulletin sera aussi distribué aux membres de la convention.

IX.

Dans chaque lieu, la promulgation de la loi sera faite dans les vingt-quatre heures de la réception, par une publication au son de trompe ou de tambour; et la loi deviendra obligatoire à compter du jour de la promulgation.

X.

Indépendamment de cette proclamation, dans chaque commune de la république, les lois seront lues aux citoyens dans un lieu public, chaque décadi, soit par le maire, soit par un officier municipal, soit par les présidens de sections.

XI.

Le traitement de chaque membre de la commission de l'envoi des lois sera de huit mille livres. Ces membres seront nommés par la convention, sur une liste présentée par le comité de salut public.

XII.

Le comité de salut public est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution des articles pré-

cédens, et d'en rendre compte tous les mois à la convention.

SECTION DEUXIÈME.

Exécution des lois.

ARTICLE Ier.

La convention nationale est le centre unique de l'impulsion du gouvernement.

II.

Tous les corps constitués et les fonctionnaires publics sont mis sous l'inspection immédiate du comité de salut public, pour les mesures de gouvernement et de salut public, conformément au décret du 19 vendémiaire; et pour tout ce qui est relatif aux personnes et à la police générale et intérieure, cette inspection appartient au comité de sûreté générale de la convention, conformément au décret du 17 septembre dernier. Ces deux comités sont tenus de rendre compte, à la fin de chaque mois, des résultats de leurs travaux, à la convention nationale. Chaque membre de ces deux comités est personnellement responsable de l'accomplissement de cette obligation.

III.

L'exécution des lois se distribue en surveillance et en application.

IV.

La surveillance active, relativement aux lois et mesures militaires, aux lois administratives, civiles et criminelles, est déléguée au conseil exécutif, qui en rendra compte par écrit, tous les dix jours, au comité de salut public, pour

lui dénoncer les retards et les négligences dans l'exécution des lois civiles et criminelles, des actes de gouvernement, et des mesures militaires et administratives, ainsi que les violations de ces lois et de ces mesures, et les agens qui se rendront coupables de ces négligences et de ces infractions.

V.

Chaque ministre est en outre personnellement tenu de rendre un compte particulier et sommaire des opérations de son département, tous les dix jours, au comité de salut public, et de dénoncer tous les agens qu'il emploie, et qui n'auraient pas exactement rempli leurs obligations.

VI.

La surveillance de l'exécution des lois révolutionnaires et des mesures de gouvernement, de sûreté générale et de salut public dans les départemens, est exclusivement attribuée aux districts, à la charge d'en rendre compte exactement tous les dix jours au comité de salut public, pour les mesures du gouvernement et de salut public; et au comité de surveillance de la convention, pour ce qui concerne la police générale et intérieure, ainsi que les individus.

VII.

L'application des mesures militaires appartient aux généraux et aux autres agens attachés au service des armées; l'application des lois militaires appartient aux tribunaux militaires; celle des lois relatives aux contributions, aux manufactures, aux grandes routes, aux canaux publics, à la surveillance des domaines nationaux, appartient aux administrations de département; celle des lois civiles et

criminelles, aux tribunaux, à la charge expresse d'en rendre compte tous les dix jours au conseil exécutif.

VIII.

L'application des lois révolutionnaires et des mesures de sûreté générale et de salut public est confiée aux municipalités et aux comités de surveillance ou révolutionnaires, à la charge pareillement de rendre compte, tous les dix jours, de l'exécution de ces lois, au district de leur arrondissement, comme chargé de leur surveillance immédiate.

IX.

Néanmoins, afin qu'à Paris l'action de la police n'éprouve aucune entrave, les comités révolutionnaires continueront de correspondre, directement et sans aucun intermédiaire, avec le comité de sûreté générale de la convention, conformément au décret du 17 septembre dernier.

X.

Tous les corps constitués enverront aussi, à la fin de chaque mois, l'analyse de leurs délibérations et de leurs correspondances, à l'autorité qui est spécialement chargée, par ce décret, de les surveiller immédiatement.

XI.

Il est expressément défendu à toute autorité et à tout fonctionnaire public de faire des proclamations, ou de prendre des arrêtés extensifs, limitatifs ou contraires au sens littéral de la loi, sous prétexte de l'interpréter ou d'y suppléer.

A la convention seule appartient le droit de donner l'in-

terprétation des décrets; et l'on ne pourra s'adresser qu'à elle seule pour cet objet.

XII.

Il est également défendu aux autorités intermédiaires, chargées de surveiller l'exécution et l'application des lois, de prononcer aucune décision, et d'ordonner l'élargissement des citoyens arrêtés. Ce droit appartient exclusivement à la convention nationale, aux comités de salut public et de sûreté générale, aux représentans du peuple dans les départemens et près les armées, et aux tribunaux, en faisant l'application des lois criminelles et de police.

XIII.

Toutes les autorités constituées seront sédentaires et ne pourront délibérer que dans le lieu ordinaire de leurs séances, hors les cas de force majeure, et à l'exception seulement des juges de paix et de leurs assesseurs, des tribunaux criminels des départemens, conformément aux lois qui consacrent leur ambulance.

XIV.

A la place des procureurs-syndics de district, des procureurs de commune et de leurs substituts, qui sont supprimés par ce décret, il y aura des agens nationaux spécialement chargés de requérir et de poursuivre l'exécution des lois, ainsi que de dénoncer les négligences apportées dans cette exécution, et les infractions qui pourraient se commettre. Ces agens nationaux sont autorisés à se déplacer et à parcourir l'arrondissement de leur territoire, pour surveiller et s'assurer plus positivement que les lois sont exactement exécutées,

XV.

Les fonctions des agens nationaux seront exercées par les citoyens qui occupent maintenant les places de procureurs-syndics de district, de procureurs des communes et de leurs substituts, à l'exception de ceux qui sont dans le cas d'être destitués.

XVI.

Les agens nationaux attachés aux districts, ainsi que tout autre fonctionnaire public, chargé personnellement par ce décret, ou de requérir l'exécution de la loi, ou de la surveiller plus particulièrement, sont tenus d'entretenir une correspondance exacte avec les comités de salut public et de sûreté générale. Ces agens nationaux écriront aux deux comités tous les dix jours, en suivant les relations établies par l'article X de cette section, afin de certifier les diligences faites pour l'exécution de chaque loi, et dénoncer les retards et les fonctionnaires publics négligens et prévaricateurs.

XVII.

Les agens nationaux attachés aux communes sont tenus de rendre le même compte au district de leur arrondissement, et les présidens des comités de surveillance et révolutionnaires entretiendront la même correspondance, tant avec le comité de sûreté générale, qu'avec le district chargé de les surveiller.

XVIII.

Les comités de salut public et de sûreté générale sont tenus de dénoncer à la convention les agens nationaux et tout autre fonctionnaire public chargé personnellement de

la surveillance ou de l'application des lois, pour les faire punir, conformément aux dispositions portées dans le présent décret.

XIX.

Le nombre des agens nationaux, soit auprès des districts, soit auprès des communes, sera égal à celui des procureurs-syndics de district et de leurs substituts, et des procureurs des communes et de leurs substituts actuellement en exercice.

XX.

Après l'épuration faite des citoyens appelés, par ce décret, à remplir les fonctions des agens nationaux près les districts, chacun d'eux fera passer à la convention nationale, dans les vingt-quatre heures de l'épuration, les noms de ceux qui auront été ou conservés ou nommés dans cette place, et la liste en sera lue à la tribune, pour que les membres de la convention s'expliquent sur les individus qu'ils pourront connaître.

XXI.

Le remplacement des agens nationaux près les districts qui seront rejetés, sera provisoirement fait par la convention nationale.

XXII.

Après que la même épuration aura été faite dans les communes, elles enverront, dans le même délai, une pareille liste au district de leur arrondissement, pour y être proclamée publiquement.

SECTION III.

Compétence des autorités constituées.

ARTICLE Ier.

Le comité de salut public est particulièrement chargé des opérations majeures en diplomatie ; et il traitera directement ce qui dépend de ces mêmes opérations.

II.

Les représentans du peuple correspondront tous les dix jours avec le comité de salut public. Ils ne pourront suspendre et remplacer les généraux que provisoirement, et à la charge d'en instruire, dans les vingt-quatre heures, le comité de salut public; ils ne pourront contrarier ni arrêter l'exécution des arrêtés et des mesures de gouvernement pris par le comité de salut public; ils se conformeront, dans toutes leurs missions, aux dispositions du décret du 6 frimaire.

III.

Les fonctions du conseil exécutif seront déterminées d'après les bases établies dans le présent décret.

IV.

La convention se réserve la nomination des généraux en chef des armées de terre et de mer. Quant aux autres officiers-généraux, les ministres de la guerre et de la marine ne pourront faire aucune promotion, sans en avoir présenté la liste ou la nomination motivées, au comité de salut public, pour être par lui accceptées ou rejetées. Ces deux ministres ne pourront pareillement destituer aucun des agens militaires nommés provisoirement par les

représentans du peuple envoyés près les armées, sans en avoir fait la proposition écrite et motivée., au comité de salut public, et sans que le comité l'ait acceptée.

V.

Les administrations de département restent spécialement chargées de la répartition des contributions entre les districts, et de l'établissement des manufactures, des grandes routes et des canaux publics, de la surveillance des domaines nationaux. Tout ce qui est relatif aux lois révolutionnaires et aux mesures de gouvernement et de salut public, n'est plus de leur ressort. En conséquence, la hiérarchie qui plaçait les districts, les municipalités ou toute autre autorité, sous la dépendance des départemens, est supprimée, pour ce qui concerne les lois révolutionnaires et militaires, et les mesures de gouvernement, de salut public et de sûreté générale.

VI.

Les conseils-généraux, les présidens et les procureurs-généraux-syndics des départemens sont également supprimés. L'exercice des fonctions de président sera alternatif entre les membres du directoire, et ne pourra durer plus d'un mois. Le président sera chargé de la correspondance, et de la réquisition et surveillance particulière dans la partie d'exécution confiée aux directoires de département.

VII.

Les présidens et les secrétaires des comités révolutionnaires et de surveillance, seront pareillement renouvelés tous les quinze jours, et ne pourront être réélus qu'après un mois d'intervalle.

VIII.

Aucun citoyen déjà employé au service de la république, ne pourra exercer ni concourir à l'exercice d'une autorité chargée de la surveillance médiate ou immédiate de leurs fonctions.

IX.

Ceux qui réunissent ou qui concourent à l'exercice cumulatif de semblables autorités, seront tenus de faire leur option dans les vingt-quatre heures de la publication de la présente loi.

X.

Tous les changemens ordonnés par le présent décret, seront mis à exécution dans les trois jours, à compter de la publication de ce décret.

XI.

Les règles de l'ancien ordre établi, et auquel il n'est rien changé par ce décret, seront suivies jusqu'à ce qu'il ait été autrement ordonné. Seulement les fonctions du district de Paris sont attribuées au département, comme étant devenues incompatibles, par cette nouvelle organisation, avec les opérations de la municipalité.

XII.

La faculté d'envoyer des agens appartient exclusivement au comité de salut public, aux représentans du peuple, au conseil exécutif et à la commission des subsistances. L'objet de leur mission sera énoncé en termes précis dans leur mandat.

Ces missions se borneront strictement à faire exécuter

les mesures révolutionnaires et de sûreté générale, les réquisitions et les arrêtés pris par ceux qui les auront nommés.

Aucun de ces commissaires ne pourra s'écarter des limites de son mandat; et dans aucun cas, la délégation des pouvoirs ne peut avoir lieu.

XIII.

Les membres du conseil exécutif sont tenus de présenter la liste motivée des agens qu'ils enverront dans les départemens, aux armées et chez l'étranger, au comité de salut public, pour être par lui vérifiée et acceptée.

XIV.

Les agens du conseil exécutif et de la commission des subsistances sont tenus de rendre compte exactement de leurs opérations aux représentans du peuple qui se trouveront dans les mêmes lieux. Les pouvoirs des agens nommés par les représentans près les armées et dans les départemens, expireront dès que la mission des représentans sera terminée, ou qu'ils seront rappelés.

XV.

Il est expressément défendu à toute autorité constituée, à tout fonctionnaire public, à tout agent employé au service de la république, d'étendre l'exercice de leurs pouvoirs au-delà du territoire qui leur est assigné, de faire des actes qui ne sont pas de leur compétence, d'empiéter sur d'autres autorités et d'outre-passer les fonctions qui leur sont déléguées, ou de s'arroger celles qui ne leur sont pas confiées.

XVI.

Il est aussi expressément défendu à toute autorité constituée d'altérer l'essence de son organisation, soit par des réunions avec d'autres autorités, soit par des délégués chargés de former des assemblées centrales, soit par des commissaires envoyés à d'autres autorités constituées. Toutes les relations entre tous les fonctionnaires publics ne peuvent plus avoir lieu que par écrit.

XVII.

Tous congrès ou réunions centrales établies, soit par les représentans du peuple, soit par les sociétés populaires, sous quelque dénomination qu'elles puissent avoir, même de comité central de surveillance, ou de commission centrale révolutionnaire ou militaire, sont révoquées et expressément défendues par ce décret, comme subversives de l'unité d'action du gouvernement, et *tendant au fédéralisme*. Et celles existantes se dissoudront dans les vingt-quatre heures, à compter du jour de la publication du présent décret.

XVIII.

Toute armée révolutionnaire, autre que celle établie par la convention, et commune à toute la république, est licenciée par le présent décret; et il est enjoint à tous citoyens incorporés dans de semblables institutions militaires, de se séparer dans les vingt-quatre heures, à compter de la publication du présent décret, sous peine d'être regardés comme rebelles à la loi, et traités comme tels.

XIX.

Il est expressément défendu à toute force armée, quelle

que soit son institution ou sa dénomination, et à tous chefs qui la commandent, de faire des actes qui appartiennent exclusivement aux autorités civiles, constituées, même des visites domiciliaires, sans un ordre écrit et émané de ces autorités; lequel ordre sera exécuté dans les formes prescrites par les décrets.

XX.

Aucune force armée, aucune taxe, aucun emprunt forcé ou volontaire, ne pourront être levés qu'en vertu d'un décret. Les taxes révolutionnaires des représentans du peuple, n'auront exécution qu'après avoir été approuvées par la convention ou par une réquisition expresse des représentans du peuple, sous peine d'en répondre personnellement.

SECTION IV.

Réorganisation et épuration des autorités constituées.

ARTICLE Ier.

Le comité de salut public est autorisé à prendre toutes les mesures nécessaires pour procéder au changement des autorités constituées, portées dans le présent décret.

II.

Les représentans du peuple dans les départemens sont chargés d'en assurer et d'en accélérer l'exécution; comme aussi d'achever, sans délai, l'épuration complète de toutes les autorités constituées, et de rendre un compte particulier de ces deux opérations à la convention nationale, avant la fin du mois prochain.

SECTION V.

De la pénalité des fonctionnaires publics et des autres agens de la république.

ARTICLE Ier.

Les membres du conseil exécutif, coupables de négligence dans la surveillance et dans l'exécution des lois, pour la partie qui leur est attribuée, tant individuellement que collectivement, seront punis de la privation du droit de citoyen pendant six ans, et de la confiscation de la moitié des biens du condamné.

II.

Les fonctionnaires publics, salariés et chargés personnellement par ce décret de requérir et de suivre l'exécution des lois, ou d'en faire l'application, et de dénoncer les négligences, les infractions, et les fonctionnaires et autres agens coupables, placés sous leur surveillance, et qui n'auront pas rigoureusement rempli ces obligations, seront privés du droit de citoyen pendant cinq ans, et condamnés pendant le même temps à la confiscation du tiers de leur revenu.

III.

La peine des fonctionnaires publics, non salariés, et chargés personnellement des mêmes devoirs, et coupables des mêmes délits, sera la privation du droit de citoyen pendant quatre ans.

IV.

La peine infligée aux membres des corps judiciaires, administratifs, municipaux et révolutionnaires, coupables

de négligeance dans la surveillance ou dans l'application des lois, sera la privation du droit de citoyen pendant quatre ans, et une amende égale au quart du revenu de chaque condamné, pendant une année pour les fonctionnaires salariés, et de trois ans d'exclusion de l'exercice des droits de citoyen pour ceux qui ne reçoivent aucun traitement.

V.

Les officiers-généraux, et tous agens attachés aux divers services des armées, coupables de négligeance dans la surveillance, exécution et application des opérations qui leur sont confiées, seront punis de la privation des droits de citoyen pendant huit ans, et de la confiscation de la moitié de leurs biens.

VI.

Les commissaires et agens particuliers, nommés par les comités de salut public et de sûreté générale, par les représentans du peuple près les armées et dans les départemens, par le conseil exécutif et la commission des substances, coupables d'avoir excédé les bornes de leur mandat, ou d'en avoir négligé l'exécution, ou de ne s'être pas soumis aux dispositions du présent décret, et notamment à l'article XIII de la seconde section, seront punis de cinq ans de fers.

VII.

Les agens inférieurs du gouvernement, même ceux qui n'ont aucun caractère public, tels que les chefs de bureaux, les secrétaires, les commis de la convention, du conseil exécutif, des diverses administrations publiques,

de toute autorité constituée, ou de tout fonctionnaire public qui a des employés, seront punis par la suspension du droit de citoyen pendant trois ans, et par une amende du tiers du revenu du condamné pendant le même espace de temps, pour cause personnelle, de toutes négligeances, retards volontaires ou infractions commises dans l'exécution des lois, des ordres et des mesures de gouvernement, de salut public et d'administration dont ils peuvent être chargés.

VIII.

Toute infraction à la loi, toute prévarication, tout abus d'autorité, commis par un fonctionnaire public, ou par tout autre agent principal et inférieur du gouvernement et de l'administration civile et militaire, qui reçoivent un traitement, seront punis de cinq ans de fers et de la confiscation de la moitié des biens du condamné; et pour ceux non salariés, coupables des mêmes délits; la peine sera la privation du droit de citoyen pendant six ans, et la confiscation du quart de leurs revenus pendant le même temps.

IX.

Tout contrefacteur du bulletin des lois sera puni de mort.

X.

Les peines infligées pour les retards et négligeances dans l'expédition, l'envoi et la réception du bulletin des lois, sont, pour les membres de la commission de l'envoi des lois, et pour les agens de la poste aux lettres, la condamnation à cinq années de fers, sauf les cas de force majeure légalement constatés.

XI.

Les fonctionnaires publics, ou tous autres agens soumis à une responsabilité solidaire, et qui auront averti la convention du défaut de surveillance exacte, ou dans l'inexécution d'une loi, dans le délai de quinze jours, seront exceptés des peines prononcées par ce décret.

XII.

Les confiscations ordonnées par les précédens articles seront versées dans le trésor public; après toutefois avoir prélevé l'indemnité due au citoyen lésé par l'inexécution ou la violation d'une loi, ou par un abus d'autorité.

TABLE

DES SOMMAIRES

CONTENUS DANS CE VOLUME.

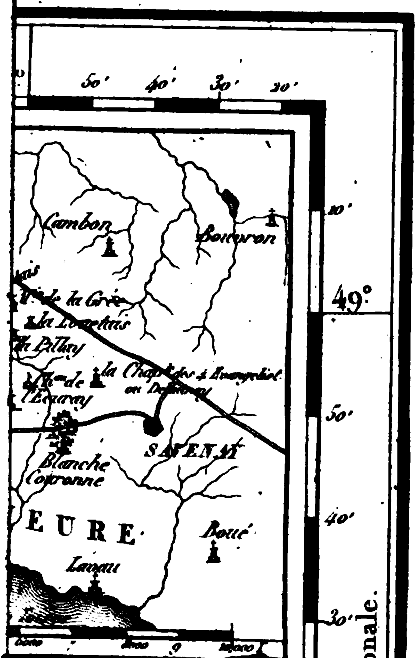
LIVRE X, *page* 99.

LIVRE XI, *page* 182.

LIVRE XII, *page* 269.

LIVRE XIII, *page* 353.

FIN DU TOME SECOND.



50'
40'
30'
Cambon
Bouvron
10'
49°
Blanche
Couronne
SAVENAY
EURE
Boué
Lavau
onale.